

Banque
européenne
d'investissement



rapport annuel 1985



La Banque européenne d'investissement en 1985 et 1984

Chiffres clés

	1985	1984 ⁽¹⁾
	(millions d'Écus)	
Montant total des financements accordés dans l'année	7 184,6	6 897,1
dont — prêts sur ressources propres	6 225,0	5 627,7
— financements sur d'autres ressources (comptabilisés dans la section spéciale)	959,6	1 269,4
Financements dans la Communauté		
Montant total	6 524,4	6 188,8
dont — prêts sur ressources propres	5 640,7	5 007,0
y compris		
prêts bonifiés pour la reconstruction des zones sinistrées en Italie	30,2	51,9
— prêts sur ressources du Nouvel instrument communautaire d'emprunts et de prêts (NIC)	883,7	1 181,8
y compris		
prêts bonifiés pour la reconstruction des zones sinistrées en Italie	14,0	14,6
Financements à l'extérieur de la Communauté		
Montant total	660,2	708,3
dont — sur ressources propres	584,3	620,7
— sur ressources budgétaires de la Communauté	75,9	87,6
<i>Repartition entre:</i>		
Pays du bassin méditerranéen	425,2	547,6
dont Espagne, Portugal	260,0	220,0
États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et pays et territoires d'outre-mer (PTOM)	235,0	160,7
Encours des prêts sur ressources propres et garanties au 31 décembre	33 290,9	31 167,4
Encours des financements comptabilisés dans la section spéciale au 31 décembre	8 198,2	7 551,3
Capital souscrit	14 400,0	14 400,0
dont versé et à verser	1 465,7	1 465,7
Réserves, provisions et résultats de gestion	2 971,1	2 455,3
Capital souscrit	28 800,0	
dont versé et à verser	2 595,9	
Réserves, provisions et résultats de gestion	3 227,9	
Ressources collectées dans l'année	5 709,2	4 360,9
Encours des emprunts à long et moyen terme au 31 décembre	26 735,8	25 007,0
Total du bilan au 31 décembre ⁽²⁾	35 092,1	32 463,7

(¹) Du fait d'ajustements statistiques périodiques, les montants des exercices passés ne peuvent être comparés avec ceux publiés précédemment.

(²) Voir annexe E, des États financiers note A, point 3, page 99.



rapport annuel 1985

Ce rapport est également disponible
dans les langues suivantes:

DA ISBN 92-861-0112-0
DE ISBN 92-861-0113-9
EN ISBN 92-861-0115-5
ES ISBN 92-861-0111-2
GR ISBN 92-861-0114-7
IT ISBN 92-861-0117-1
NL ISBN 92-861-0118-X
PT ISBN 92-861-0119-8

Rédaction achevée le 13 mai 1986
ISBN 92-861-0116-3

Liste des tableaux

Tableau 1: Financements en 1985, de 1981 à 1985 et de 1959 à 1985 — répartition globale selon l'origine des ressources et la localisation du projet d'investissement	9	Tableau 13: Ressources collectées de 1961 à 1985	82
Tableau 2: Données de base 1981—1985: CEE — États-Unis — Japon	12	Tableau 14: Détail des ressources collectées en 1985	84
Tableaux 3-4: Financements dans la Communauté en 1985: répartition selon la localisation, les objectifs économiques et les secteurs — sur les ressources propres de la Banque	24	Tableau 15: Financements de 1959 à 1985	109
— sur les ressources du NIC	25	Tableau 16: Financements en Espagne et au Portugal avant l'adhésion de ces pays à la Communauté	111
Tableau 5: Financements dans la Communauté en 1985, en 1984 et de 1981 à 1985 — répartition selon la localisation du projet d'investissement	32	Tableau 17: Financements dans la Communauté en 1985 et de 1981 à 1985 — répartition selon les objectifs économiques	114
Tableau 6: Importance des prêts globaux dans les concours à l'industrie, à l'agriculture et aux services de 1981 à 1985	33	Tableau 18: Financements dans la Communauté en 1985 — répartition par secteur	116
Tableau 7: Prêts globaux et crédits affectés en 1985	34	Tableau 19: Financements dans la Communauté de 1981 à 1985 — répartition par secteur	119
Tableau 8: Prêts en Italie en 1985 — répartition selon l'origine des ressources, les objectifs économiques et les secteurs	37	Tableau 20: Prêts globaux et crédits affectés dans la Communauté de 1981 à 1985 — répartition selon les objectifs de politique économique et la localisation	122
Tableau 9: Montants de l'aide financière de la Communauté prévue dans les conventions, protocoles financiers et décisions en vigueur ou négociés au 13 mai 1986	64	Tableau 21: Crédits sur prêts globaux dans la Communauté en 1985 et de 1981 à 1985 — répartition par régions et selon l'objectif économique	123
Tableau 10: Financements dans les pays du bassin méditerranéen en 1985 — répartition selon la localisation du projet d'investissement et l'origine des ressources	65	Tableaux 22-23: Financements dans les pays du bassin méditerranéen de 1981 à 1985 — répartition selon la localisation du projet d'investissement et l'origine des ressources	124 125
Tableau 11: Financements dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et les pays et territoires d'outre-mer (PTOM) en 1985 — répartition selon la localisation du projet d'investissement et l'origine des ressources	70	Tableaux 24-25: Financements dans les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et les pays et territoires d'outre-mer (PTOM) de 1976 à 1985 (conventions de Lomé) — répartition selon la localisation du projet d'investissement et l'origine des ressources	126 127
Tableau 12: Ressources collectées en 1985 par monnaie	81		

Liste des graphiques et cartes

Activité annuelle de la Banque	10	Taux de rendement brut des obligations	78
Produit intérieur brut dans la Communauté	14	Ressources collectées de 1981 à 1985 et encours des emprunts à long et moyen terme au 31 décembre 1985 par monnaie	83
Augmentation du capital de la Banque	20	Évolution des effectifs et de l'activité totale de la Banque (1960—1985)	89
Financements dans la Communauté en 1985 — répartition selon les principaux objectifs de politique économique	26	Bilan de la Banque au 31 décembre de chaque année	102
Financement de projets répondant aux objectifs énergétiques de la Communauté de 1981 à 1985	26	Financements dans les pays membres et à l'extérieur de la Communauté de 1959 à 1985	107
Financements dans la Communauté en 1985 — répartition selon la localisation du projet d'investissement et par grand secteur	28	Financements dans la Communauté (1981—1985) — répartition selon la localisation du projet d'investissement	108
Financements d'intérêt régional dans la Communauté de 1981 à 1985 — répartition par secteur et selon la localisation du projet d'investissement	31	— répartition par objectif de politique économique	108
Financements dans la Communauté en 1985 — répartition par secteur	33	— répartition par grand secteur	109
— répartition par pays et par secteur	34	Carte: Projets financés en Espagne et au Portugal avant l'adhésion de ces pays à la Communauté	110
Cartes: investissements financés dans la Communauté en 1985 — sur prêts individuels	36	Carte: Projets financés dans les pays du bassin méditerranéen de 1981 à 1985 ainsi que dans les États ACP et les PTOM de 1976 à 1985	112
— sur prêts globaux	40	Financements dans les États ACP de 1976 à 1985 — répartition en fonction du niveau de PIB par habitant des États concernés	113
Carte: projets financés dans les pays du bassin méditerranéen, les États ACP et les PTOM en 1985	68	— répartition par secteur	113

Table des matières

Conseil des gouverneurs — Comité de vérification	4
Conseil d'administration	5
Comité de direction — Structure des services	6
Unité de compte	8
Financements accordés en 1985	9
Le contexte économique	11
La politique communautaire	16
La politique de prêt de la Banque	19
Prêts dans la Communauté en 1985	23
Vue d'ensemble	23
Présentation des financements par pays	35
Liste des contrats de prêts signés dans la Communauté	44
<i>Prêts sur ressources propres de la Banque</i>	44
<i>Prêts sur ressources du nouvel instrument communautaire d'emprunts et de prêts</i>	59
Financements à l'extérieur de la Communauté en 1985	63
Prêts en Espagne et au Portugal	63
Financements dans d'autres pays du bassin méditerranéen	65
Financements dans les États ACP et les PTOM	66
Liste des contrats de financements signés à l'extérieur de la Communauté	72
<i>Prêts sur ressources propres de la Banque</i>	72
<i>Financements sur ressources budgétaires de la Communauté</i>	75
Ressources	77
Évolution des marchés des capitaux	77
Activité de la Banque sur les différents marchés des capitaux	80
Résultats de gestion	86
Administration de la Banque	87
États financiers	90
Bilan	90
Section spéciale	92
Compte de profits et pertes	94
Notes explicatives	95
Déclaration du Comité de vérification	103
Situation au 1 ^{er} janvier 1986	104
Évolution des financements accordés	107
Financements dans la Communauté (1981—1985)	107
Financements en Espagne et au Portugal (1975—1985)	109
Financements dans d'autres pays du bassin méditerranéen (1981—1985)	111
Financements dans les États ACP (1976—1985)	113

Conseil des gouverneurs

situation au 1^{er} juin 1986

Président

Nigel LAWSON (Royaume-Uni)
jusqu'en juin 1985

Frans GROOTJANS (Belgique)
jusqu'en novembre 1985

Mark EYSKENS (Belgique)

BELGIQUE

Willy DE CLERCQ, Vice-Premier ministre, Ministre des Finances et du Commerce
Extérieur
jusqu'en janvier 1985

Frans GROOTJANS, Vice-Premier ministre, Ministre des Finances et des Classes
moyennes
jusqu'en novembre 1985

Mark EYSKENS, Ministre des Finances

DANEMARK

Palle SIMONSEN, Ministre des Finances

ALLEMAGNE

Gerhard STOLTENBERG, Ministre Fédéral des Finances

GRÈCE

Gerassimos ARSENIS, Ministre de l'Économie Nationale
jusqu'en juin 1985

Konstantinos SIMITIS, Ministre de l'Économie Nationale

ESPAGNE

Carlos SOLCHAGA CATALAN, Ministre de l'Économie et des Finances
à partir de janvier 1986

FRANCE

Pierre BEREGOVOY, Ministre de l'Économie, des Finances et du Budget
jusqu'en mars 1986

Edouard BALLADUR, Ministre d'État chargé de l'Économie, des Finances et de la
Privatisation

IRLANDE

Alan DUKES, Ministre des Finances
jusqu'en février 1986

John BRUTON, Ministre des Finances

ITALIE

Giovanni Giuseppe GORIA, Ministre du Trésor

LUXEMBOURG

Jacques POOS, Vice-Président du Gouvernement, Ministre du Trésor

PAYS-BAS

H. Onno RUDING, Ministre des Finances

PORTUGAL

Miguel José RIBEIRO CADILHE, Ministre des Finances
à partir de mars 1986

ROYAUME-UNI

Nigel LAWSON, Chancelier de l'Échiquier

Comité de vérification

situation au 1^{er} juin 1986

Président

Jørgen BREDSDORFF, Fhv. rigsrevisor, Bureau Général de Contrôle des Comptes,
Copenhague
jusqu'en juin 1985

Albert HANSEN, Secrétaire Général du Conseil du Gouvernement, Luxembourg

Membres

Jørgen BREDSDORFF

Albert HANSEN

Konstantinos THANOPOULOS, Directeur à la Banque de Grèce, Athènes

Conseil d'administration

situation au 1^{er} juin 1986

Président: Ernst-Günther BRÖDER

Vice-Présidents:

C. Richard ROSS

Arie PAIS

Lucio IZZO

Noel WHELAN

Alain PRATE

Miguel A. ARNEDO ORBAÑANOS, *nommé en février 1986*

Administrateurs

Luigi ARCUTI

Paul ARLMAN

Richard BRANTNER

Karl BREDAHL

Corneille BRÜCK

David DELL

José María GARCÍA ALONSO

Julián GARCÍA VARGAS

José António GIRÃO

Paolo GNES

Philippe JURGENSEN

Roger LAVELLE

Robert LION

David McCUTCHEON

Ludovicus MEULEMANS

Rudolf MORAWITZ

Waldemar MÜLLER-ENDERS

Yves ROLAND-BILLECART

Massimo RUSSO

Jean SAINT-GEOURS

Gerassimos SAPOUNZOGLU

Mario SARCINELLI

Jean-Claude TRICHET

James Brian UNWIN

Malcolm WILCOX

Berardo CLEMENTE

Jacques DELMAS-MARSALET

Andrew EDWARDS

Flemming FARUP-MADSEN

Geoffrey FITCHEW

Winfried HECK

Pierre MATHIJSEN

Horst MOLTRECHT

Miguel MORA HIDALGO

Ian PLENDERLEITH

Paolo RANUZZI DE BIANCHI

Yves ROLAND-BILLECART

Denis SAMUEL-LAJEUNESSE

Savino SPINOSI

Jan VANORMELINGEN

Presidente dell'Istituto Mobiliare Italiano, Rome

Directeur, plaatsvervangend hoofd van de Directie Buitenlandse Financiële Betrekkingen, Ministère des Finances, La Haye

Sprecher des Vorstands der Kreditanstalt für Wiederaufbau, Frankfurt

Fhv. afdelingschef, Ministère des Finances, Copenhague

Président-Directeur de la Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg

Deputy Secretary, Ministère du Commerce et de l'Industrie, Londres

Director General del Tesoro y Política Financiera, Ministère de l'Économie et des Finances, Madrid, *à partir de janvier 1986*

Presidente del Instituto de Crédito Oficial, Madrid, *à partir de janvier 1986*

Director-Geral do Tesouro, Ministère des Finances, Lisbonne, *à partir de mars 1986*

Condirettore Centrale, Banca d'Italia, Rome

Directeur Adjoint du Trésor, Chef du Service des Affaires Internationales, Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget, Paris, *jusqu'en avril 1985*

Deputy Secretary (Overseas Finance), Trésorerie, Londres, *à partir de juillet 1985*

Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consignations, Paris, *jusqu'en février 1985*

Second Secretary, Ministère des Finances, Dublin

Inspecteur-generaal van de administratie der Thesaurie, Ministère des Finances, Bruxelles

Ministerialdirigent, Ministère Fédéral de l'Économie, Bonn

Ministerialdirektor, Ministère Fédéral des Finances, Bonn

Directeur Général de la Caisse Centrale de Coopération Économique, Paris, *à partir de mars 1985*

Directeur Général des Affaires Économiques et Financières, Commission des Communautés européennes, Bruxelles

Président Directeur Général du Crédit National, Paris

Conseiller du Ministre de l'Économie Nationale, Ministère de l'Économie Nationale, Athènes

Direttore Generale del Tesoro, Ministère du Trésor, Rome

Directeur du Cabinet du Ministre d'État chargé de l'Économie, des Finances et de la Privatisation, Paris, *à partir de mai 1985*

Deputy Secretary (Overseas Finance), Trésorerie, Londres, *jusqu'en juin 1985*

Deputy Chairman, Privatbanken Ltd, Londres
décédé en mai 1986

Suppléants

Ex-Dirigente Superiore, Ministère du Trésor, Rome
décédé en août 1985

Directeur Général-adjoint de la Caisse des Dépôts et Consignations, Paris *à partir de mars 1985*

Under Secretary (Overseas Finance), Trésorerie, Londres, *à partir de juillet 1985*

Kontorchef, Banque Nationale du Danemark, Copenhague

Under Secretary (Overseas Finance), Trésorerie, Londres, *jusqu'en juin 1985*

Ministerialdirigent, Ministère Fédéral des Finances, Bonn

Directeur Général de la Politique Régionale, Commission des Communautés européennes, Bruxelles

Ministerialdirektor i. e. R., Ministère Fédéral de la Coopération Économique, Bonn

Consejero Técnico de la Dirección General del Tesoro y Política Financiera, Ministère de l'Économie et des Finances, Madrid, *à partir de janvier 1986*

Assistant Director, Head of Gilt-Edged Division, Banque d'Angleterre, Londres

Direttore Generale, Ministère du Trésor, Rome, *à partir d'octobre 1985*

Directeur Général de la Caisse Centrale de Coopération Économique, Paris, *jusqu'en février 1985*

Chef du Service des Affaires Internationales, Direction du Trésor, Ministère de l'Économie, des Finances et de la Privatisation, Paris

Direttore Generale, Ministère du Trésor, Rome

Eerste adviseur bij de Administratie der Thesaurie, Ministère des Finances, Bruxelles

Comité de direction

situation au 1^{er} juin 1986

Ernst-Günther BRÖDER, Président
C. Richard ROSS, Vice-Président
Arie PAIS, Vice-Président
Lucio IZZO, Vice-Président
Noel WHELAN, Vice-Président
Alain PRATE, Vice-Président
Miguel A. ARNEDO ORBAÑANOS, Vice-Président

Conseiller général auprès du Comité de direction: Paul DIRIX

Structure des services (1)

situation au 1^{er} juin 1986

Secrétaire Général
Dieter HARTWICH, Directeur,
Direction de l'Administration Générale

Directeurs de département

Audit interne
Coordination

Information, Relations publiques

Personnel

Hans HITZLBERGER, Codirecteur,
Chef du Personnel

Recrutement, Formation
Administration du Personnel
Règlementation

Secrétariat et Affaires Générales

Bruno EYNARD, Directeur adjoint

Secrétariat

Traduction
Bureau de Représentation à Bruxelles

Services Intérieurs

Services de Management

Jean EQUINET, Directeur adjoint

Organisation et Méthodes
Informatique
Budget

Chefs de division

Jan VOORDECKERS, Conseiller
Thomas CRANFIELD,
Conseiller adjoint

Karl Georg SCHMIDT,
Conseiller principal

Ronald STURGES, Conseiller
Jean-Claude CARREAU
Arnout BRANDT CORSTIUS

Christopher SIBSON, Conseiller
adjoint
Klaus WOSZCZYNA, Conseiller
Manfred TEICHERT, Conseiller
principal
Michel HATTERER

Penrhyn TURNER, Conseiller
Ernest ERPELDING, Conseiller
Remy JACOB

Financements dans la Communauté Direction 1

Eugenio GREPPI, Directeur (2)

Opérations en Italie, Rome

Giorgio RATTI, Directeur Central
Ernest LAMERS, Conseiller, Directeur de
département adjoint

Opérations au Danemark, en Allemagne et en Espagne

Christopher LETHBRIDGE, Directeur adjoint

Alessandro MORBILLI, Conseiller
Filippo MANZI, Conseiller
Alain BELLAVOINE, Conseiller adjoint

Fridolin WEBER-KREBS, Conseiller
Manfred KNETSCH, Conseiller

Direction 2

Pit TREUMANN, Directeur

Opérations en Belgique, France, Grèce, au Luxembourg et aux Pays-Bas

Gérard d'ERM, Directeur adjoint

Bureau de Représentation à Athènes

Opérations en Irlande, au Portugal, au Royaume-Uni et en Mer du Nord

Dennis KIRBY, Directeur associé

Bureau de liaison à Londres

Jean Marie PAYEN, Conseiller
principal
Anders ANKERSEN, Conseiller
.....
Konstantin ANDREOPOULOS,
Conseiller adjoint

Rex SPELLER, Conseiller
Jos VAN KAAM, Conseiller adjoint
Richard POWER
Guy BAIRD (Chef du bureau)

Unités organisationnelles référant aux Directions 1 et 2

Coordination

Administration des financements

Thomas HALBE, Directeur adjoint

Francis CARPENTER, Conseiller

André DUNAND, Conseiller
Brian FEWKES, Conseiller
Agostino FONTANA, Conseiller
adjoint
.....

(1) Voir aussi chapitre Administration p. 87

(2) Préside également le groupe de coordination pour l'ensemble des opérations dans la Communauté.

Structure des services *(suite)*

	Directeurs de département		Chefs de division
Direction des Financements à l'extérieur de la Communauté Jacques SILVAIN, Directeur		Coordination	Terence BROWN
	ACP — PTOM Thomas OURSIN, Conseiller principal		John AINSWORTH, Conseiller Jean-Louis BIANCARELLI, Conseiller adjoint Martin CURWEN
	Pays Méditerranéens Pietro PETTOVICH, Conseiller		Roger ADAMS, Conseiller
	Administration des financements Robert CORNEZ, Directeur adjoint		Alfred KAWAN, Conseiller principal Nicolas URMES, Conseiller adjoint Jacqueline NOEL
Direction des Finances et de la Trésorerie Philippe MARCHAT, Directeur		Coordination	Henri-Pierre SAUNIER
	Émissions Wolfgang THILL, Directeur associé		Jean-Claude BRESSON, Conseiller principal Ulrich MEIER, Conseiller Thomas HACKETT, Conseiller adjoint Joseph VOGTEN
	Trésorerie John VAN SCHIL, Directeur adjoint		Lucio RAGUSIN, Conseiller Eberhard UHLMANN
	Comptabilité Générale François ROUSSEL, Directeur adjoint		
Direction des Études Henri LEROUX, Directeur	Études économiques dans la Communauté Herbert CHRISTIE, Codirecteur		Joachim MÜLLER-BORLE, Conseiller Carlo BOLATTI, Conseiller adjoint Horst FEUERSTEIN Patrice GERAUD
	Études économiques à l'extérieur de la Communauté (Herbert CHRISTIE, Codirecteur, a. i.)		Klaus ACKERMANN, Conseiller Luigi GENAZZINI, Conseiller
	Études financières Desmond G. McCLELAND, Directeur associé		Anthony CLOVER, Conseiller
	Documentation et bibliothèque		Marie-Odile KLEIBER
Direction des Affaires juridiques Jörg KÄSER, Directeur	Xavier HERLIN, Directeur adjoint		Konstantin ANDREOPOULOS ⁽¹⁾ , Conseiller adjoint Giannangelo MARCHEGANI, Conseiller adjoint Roderick DUNNETT

Corps des Conseillers Techniques

Groupe A: Projets spéciaux	Hellmuth BERGMANN, Chef de Corps Filippo BARILLI, Chef de Corps adjoint Jean-Jacques SCHUL, Conseiller Technique adjoint Jean-Paul JACQUOT, Conseiller spécial
Groupe B: Projets dans la Communauté	Walter LOWENSTEIN-LOM, Chef de Corps adjoint Peter BOND, Conseiller Technique Jean-Pierre DAUBET, Conseiller Technique adjoint
Groupe C: Projets à l'extérieur de la Communauté	Robert VERMEERSCH, Chef de Groupe Zdenek HAVELKA, Conseiller Technique J. Garry HAYTER, Conseiller Technique Gerhart GERECHT, Conseiller Technique adjoint Günter WESTERMANN, Conseiller Technique adjoint

⁽¹⁾ Également responsable du bureau de représentation à Athènes.

Unité de compte

Conformément à l'article 4(1) des statuts, le Conseil des gouverneurs de la Banque a décidé, le 13 mai 1981, d'adopter, avec effet rétroactif à partir du 1^{er} janvier 1981, la nouvelle définition suivante de l'unité de compte de la Banque (Journal officiel des Communautés européennes L 311 du 30. 10. 1981):

«L'unité de compte est définie comme étant l'Écu utilisé par les Communautés européennes» (pour la composition de l'Écu, cf. page 99).

Pour l'établissement des statistiques relatives à ses opérations de financement et de collecte des ressources, la Banque utilise durant chaque trimestre les taux de conversion constatés le dernier jour ouvrable du trimestre précédent, à savoir en 1985:

	durant le 1 ^{er} trimestre	durant le 2 ^{ème} trimestre	durant le 3 ^{ème} trimestre	durant le 4 ^{ème} trimestre
1 Écu =				
DM	2,23176	2,23658	2,24895	2,21245
FF	6,83069	6,83117	6,85414	6,75146
£	0,609846	0,584022	0,567748	0,589526
Plas	122,860	125,208	128,506	135,583
Lit	1 371,10	1 428,77	1 433,15	1 494,63
Hfl	2,51853	2,52306	2,53484	2,49411
FB	44,7168	45,0079	45,2655	45,8803
Dkr	7,98805	7,99418	8,06607	8,04946
Dr	91,0428	96,7198	99,9678	108,590
Esc	120,344	126,153	128,984	138,805
£irl.	0,715023	0,717068	0,717724	0,715963
Flux	44,7168	45,0079	45,2655	45,8803
US \$	0,708946	0,727107	0,734949	0,826221
FS	1,83830	1,89593	1,88404	1,81025
Yen	178,052	182,213	183,113	179,083
Sch. autr.	0,858808	1,03724	1,10105	1,17062
Can \$	0,935808	0,994319	1,00203	1,13234
£lib.	6,28481	12,3608	11,5460	15,3264
NZ \$	1,48782	1,56032	1,52006	1,50633
Nkr	6,44254	6,46762	6,47674	6,59613

Le bilan et les états financiers sont établis sur la base des taux de conversion au 31 décembre de l'exercice concerné (cf. page 99).

Financements accordés en 1985

La Banque européenne d'investissement consent principalement des prêts sur ses ressources propres (essentiellement le produit de ses emprunts sur les marchés de capitaux) et des garanties. Elle intervient, en outre, sur mandat et sur ressources de la Communauté, en accordant des financements dans des pays tiers, en application de la politique de coopération économique et financière de la Communauté et, depuis 1979, dans les pays membres sur les ressources du Nouvel instrument communautaire d'emprunts et de prêts (NIC); ces financements, comptabilisés hors bilan dans la section spéciale, figurent dans les statistiques et comptes rendus d'activité de la Banque lorsque la décision d'octroi des concours est du ressort de son Conseil d'administration.

Les financements consentis par la Banque en 1985 atteignent un montant total de 7 184,6 millions d'Écus ⁽¹⁾, contre 6 897,1 millions en 1984 ⁽²⁾ et 5 923,3 millions en 1983; cette légère augmentation aux prix courants (4,2 %) correspond à une quasi-stabilité en termes réels. Les financements sur ressources propres, avec un total de 6 225 millions, sont en augmentation de 11 % par rapport à 1984

(5 627,7 millions); les opérations de la section spéciale (cf. page 92) s'élèvent à 959,6 millions contre 1 269,4 millions en 1984 (— 24 %).

Comme le montre le tableau 1, les financements dans la Communauté atteignent, en 1985, 5 640,7 millions sur ressources propres de la Banque et 883,7 millions sur les ressources du NIC, soit au total 6 524,4 millions ou 90,8 % de l'ensemble des montants nouvellement accordés. Les prêts dans les pays membres sur les ressources propres de la Banque répondent aux objectifs définis par l'article 130 du Traité de Rome (cf. page 24) et les prêts sur

(1) Sauf indication contraire, tous les montants cités sont exprimés en Écus (cf. page 8). Les différences qui pourraient être relevées en comparant les totaux indiqués et ceux qui s'obtiennent par addition des montants individuels sont dues au jeu de l'arrondissement.

(2) Du fait d'ajustements statistiques, les montants des exercices passés peuvent comporter de légères différences avec ceux publiés précédemment.

Tableau 1: **Financements en 1985, de 1981 à 1985 et de 1959 à 1985** ⁽¹⁾

Répartition globale selon l'origine des ressources et la localisation du projet d'investissement

	1985		1981—1985 ⁽²⁾		1959—1985 ⁽²⁾	
	Millions d'Écus	%	Millions d'Écus	%	Millions d'Écus	%
Prêts sur ressources propres et garanties						
à l'intérieur de la Communauté	5 640,7	78,5	21 143,1	74,2	35 464,7	77,6
<i>dont garanties</i>	—	—	379,7	1,3	622,1	1,4
à l'extérieur de la Communauté	584,3	8,1	2 428,8	8,5	3 966,0	8,7
Total	6 225,0	86,6	23 571,9	82,7	39 430,7	86,3
Financements sur d'autres ressources (comptabilisés dans la section spéciale) ⁽³⁾						
à l'intérieur de la Communauté, sur ressources du Nouvel instrument communautaire d'emprunts et de prêts	883,7	12,3	4 595,9	16,1	5 070,6	11,1
à l'extérieur de la Communauté, sur ressources budgétaires des États membres ou de la Communauté	75,9	1,1	347,7	1,2	1 191,5	2,6
Total	959,6	13,4	4 943,6	17,3	6 262,1	13,7
Total général	7 184,6	100,0	28 515,5	100,0	45 692,8	100,0
à l'intérieur de la Communauté	6 524,4	90,8	25 739,0	90,3	40 535,3	88,7
à l'extérieur de la Communauté	660,2	9,2	2 776,5	9,7	5 157,5	11,3

(1) Montants aux prix et aux taux de change courants; une récapitulation sur une aussi longue période doit être interprétée avec prudence: en effet, la signification des données relatives aux différentes années est affectée par le mouvement des prix et les variations des taux de change intervenues de 1959 à 1985.

(2) Cf. note (2) du texte ci-dessus.

(3) À l'exclusion des prêts EURATOM et des prêts spéciaux accordés dans le cadre des conventions de coopération financière pour lesquels les décisions d'octroi sont prises par la Commission.

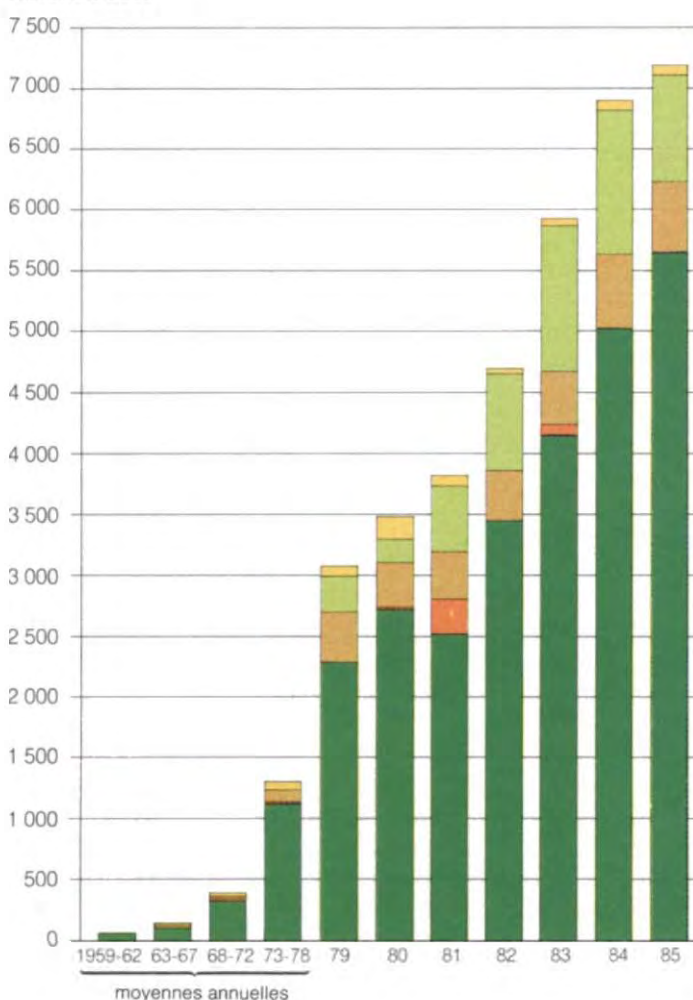
les ressources du NIC à ceux qui ont été définis par les diverses décisions du Conseil des Communautés européennes intervenues depuis la création de cet instrument en octobre 1978 (cf. page 25).

Les concours à l'extérieur de la Communauté s'élevaient à 584,3 millions sur les ressources propres de la Banque et 75,9 millions sur ressources budgétaires de la Communauté, soit au total 660,2 millions contre 708,3 millions en 1984; ce fléchissement est imputable essentiellement à l'absence de finance-

ment en Yougoslavie. Ces concours sont accordés pour des investissements répondant aux objectifs définis par les accords et protocoles financiers les concernant.

La Banque a fait appel aux marchés de capitaux pour un montant total de 5 709,2 millions (4 360,9 millions en 1984). Les moyens nécessaires à son activité de prêts sur ressources propres proviennent pour 5 268 millions d'émissions publiques et d'emprunts privés à taux fixes dont 468,7 millions ont été

millions d'Écus



Activité annuelle de la Banque

- Prêts sur ressources propres dans la Communauté
- Prêts sur mandat et garanties dans la Communauté
- Prêts sur ressources propres à l'extérieur de la Communauté
- Prêts sur ressources du Nouvel instrument communautaire d'emprunts et de prêts (NIC) dans la Communauté
- Opérations sur ressources budgétaires à l'extérieur de la Communauté

convertis, par swaps de monnaies et d'intérêts, en opérations à taux variable. Compte tenu de 374 millions de papier commercial et 56,5 millions d'emprunts à taux variable directs, le montant des opérations à taux variable atteint 899,2 millions soit 15,7 % du total recueilli. L'attribution à des tiers de participations au financement des prêts de la Banque assorties de la garantie de celle-ci s'est élevée à 10,6 millions.

Les versements effectués en 1985 au titre des prêts sur ressources propres représentent 5 898,6 millions dont 5 343,2 millions dans la Communauté et 555,4 millions hors Communauté.

L'encours ⁽¹⁾ des prêts sur ressources propres et des garanties est passé de 31 137 millions au 31 décembre 1984 à 33 290,9 millions au 31 décembre 1985, augmentant de 7 %. Les garanties principales dont sont assortis les prêts en cours figurent à l'annexe B (note 2) des états financiers (page 97).

Le total du bilan au 31 décembre 1985 atteint 35 092,1 millions contre 32 463,7 millions à fin 1984 (cf. aussi annexe E, note A point 3 des états financiers).

Les versements effectués en 1985 au titre des financements sur les ressources de la Communauté s'élèvent à 1 095,5 millions, dont 1 043,8 millions pour les prêts sur ressources du NIC et 51,6 millions pour les opérations sur ressources de la Communauté dans les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ainsi que dans certains pays du bassin méditerranéen.

L'encours ⁽¹⁾ des opérations de la section spéciale est passé de 7 551,3 millions au 31 décembre 1984 à 8 198,2 millions au 31 décembre 1985, soit une augmentation de 8,5 %.

(1) Montant originel des financements et garanties, diminué ou augmenté des remboursements du principal, des résiliations, annulations, ajustements de change et, pour les opérations sur ressources propres, des participations sur prêts attribués à des tiers, cf. annexe B (note 3) des états financiers (page 97).

Le contexte économique

En 1985, les activités de la Banque se sont inscrites dans un contexte de croissance ralentie de la production dans les pays industrialisés (2,7 % contre 4,9 % en 1984). Cette évolution résulte pour l'essentiel, d'une part, d'une nette décélération de la croissance aux États-Unis et, dans une moindre mesure, au Japon et, d'autre part, d'une consolidation du rythme de croissance modérée enregistré l'année précédente pour la Communauté européenne; 2,3 % contre 2,1 % en 1984 (voir tableau 2, page 12). La politique anti-inflationniste, fondée sur la limitation ou la réduction des déficits publics et l'application de politiques monétaires strictes, a été maintenue en 1985 dans la plupart des pays industrialisés.

L'inflation, mesurée par le déflateur de la consommation des ménages, est restée stable aux États-Unis (3 % environ) et a continué de baisser dans la Communauté (où elle est revenue de 6,1 % à 5,3 %). La baisse de 20 % du taux de change effectif du Dollar entre février et décembre a été absorbée sans entraîner de perturbations majeures sur les marchés financiers et elle a contribué à réduire les pressions en faveur de mesures protectionnistes aux États-Unis. Hormis l'ajustement du cours pivot de la Lire en juillet, dû principalement à des facteurs

autres que le fléchissement du Dollar, la baisse de la monnaie américaine n'a pas, en 1985, entraîné de remaniements au sein du Système monétaire européen (SME).

Néanmoins, l'économie mondiale reste affectée par d'importants déséquilibres. L'Europe doit faire face à un chômage élevé, encore que l'emploi total y ait légèrement progressé pour la deuxième année consécutive. Le taux de chômage dans la Communauté européenne est passé de 10,7 % en 1984 à 11 % en 1985. Aux États-Unis, la persistance d'un déficit budgétaire considérable et les déficits de la balance des paiements courants qui lui sont associés ont influé sur les échanges et les mouvements de capitaux internationaux. Le déficit de la balance des paiements courants des États-Unis a atteint environ 150 milliards d'Écus alors que le Japon a dégagé un excédent de 64 milliards d'Écus et la Communauté de 17 milliards d'Écus.

L'endettement de maints pays en développement reste un problème crucial pour l'économie mondiale, encore que les pays non producteurs de pétrole soient parvenus à réduire leur déficit courant. Dans plusieurs de ces pays, des progrès substantiels ont été accomplis dans la mise en œuvre des ajuste-

ments structurels par l'adoption de mesures de libéralisation économique et l'application de politiques macro-économiques axées sur la lutte contre l'inflation. Nombre de pays en développement demeurent confrontés à la nécessité de concilier croissance économique et équilibre extérieur.

Il existe toutefois de puissants facteurs sur lesquels les pays en développement n'ont aucune prise. C'est le cas des taux d'intérêt élevés qui constituent en fait l'un des éléments qui ont déclenché la crise de l'endettement. De ce point de vue, la chute du Dollar couplée à la baisse des taux d'intérêt est un des événements positifs de 1985, puisqu'elle a allégé le fardeau de la dette, dont une part importante est libellée en Dollar et assortie de taux d'intérêt variables. En revanche, la croissance en volume des exportations s'est considérablement

affaiblie en 1985 en raison du taux modéré d'expansion de l'activité aux États-Unis et la diminution généralisée des prix des produits de base a affecté les recettes d'exportation des pays en développement. En fait, l'évolution des prix des produits de base est un phénomène à double tranchant. Certes, la chute du prix du pétrole profite à la fois aux pays industrialisés et aux pays en développement non producteurs de pétrole puisqu'elle améliore leurs termes de l'échange et, de ce fait, leurs perspectives de croissance; mais elle risque de compromettre la capacité de certains pays producteurs de pétrole fortement endettés à faire face à leurs engagements extérieurs. D'autre part, si la diminution des prix des produits de base autres que le pétrole entraîne une amélioration des termes de l'échange pour les pays industrialisés, l'effet est exactement inverse pour les pays en développement non producteurs de pétrole.

Tableau 2: Données de base 1981—1985: CEE — États-Unis — Japon

	CEE					États-Unis					Japon				
	1981	1982	1983	1984	1985*	1981	1982	1983	1984	1985*	1981	1982	1983	1984	1985*
Taux annuels de croissance en volume (%)															
PIB (1)	-0,2	0,5	1,2	2,1	2,3	2,5	-2,1	3,7	6,8	2,5	4,0	3,3	3,4	5,8	5,0
FBCF	-4,7	-1,5	0,2	2,3	1,4	1,1	-6,6	8,2	18,0	5,2	3,1	0,9	-0,2	5,7	5,2
PIB/hab.															
en volume (Indices CEE 1980 = 100)	99,5	99,8	100,8	102,7	105,0	143,0	137,4	140,1	148,8	151,1	104,2	106,4	109,0	113,9	118,8
en parités de pouvoir d'achat	8 813	9 728	10 587	11 414	n.d.	12 668	13 401	14 717	16 530	n.d.	9 233	10 397	11 460	12 604	n.d.
en Écus	8 180	8 901	9 519	10 176	10 907	11 426	13 378	15 689	19 456	21 258	8 918	9 349	11 116	13 203	13 786
FBCF en % du PIB	20,0	19,2	18,7	18,7	18,5	17,8	16,5	16,8	17,9	17,2	30,7	29,7	26,7	27,8	29,1
Prix (déflateur de la consommation privée) (%)	11,8	9,8	7,8	6,1	5,3	8,4	5,8	4,5	3,2	3,1	4,4	2,6	1,9	2,1	1,8
Productivité (2)	1,1	1,5	2,0	2,1	1,8	2,6	-1,3	2,4	2,6	0,5	3,1	2,3	1,6	5,2	4,0
Balance commerciale (fob/fob) en milliards d'Écus	-1,2	3,2	11,9	11,9	18,3	-25,0	-37,3	-69,6	-137,2	-169,1	17,9	18,5	35,4	56,1	70,8
Capacité ou besoin de financement du secteur public (en % du PIB)	-5,4	-5,6	-5,5	-5,4	-5,2	-0,9	-3,8	-4,1	-3,4	-3,9	-4,0	-3,6	-3,5	-2,7	-1,7
Emploi (taux de variation)	-1,2	-1,0	-0,8	0,2	0,4	0,8	-0,9	1,3	4,1	2,0	0,8	1,0	1,7	0,6	1,0
Taux de chômage	7,4	9,0	10,1	10,7	11,0	7,6	9,7	9,6	7,5	7,3	2,2	2,4	2,7	2,7	2,5

(1) PIB pour la CEE et PNB pour les États-Unis et le Japon.

(2) Taux annuels de croissance du PIB par personne occupée.

* estimations

Sources: CEE, OCDE.

La chute du prix du pétrole au cours de 1985 et dans les premiers mois de 1986 a été beaucoup plus prononcée que celle des autres produits de base. Il semblerait donc que la modification des termes de l'échange ait eu, au départ, une incidence très favorable sur les recettes nettes d'exportation des pays en développement non producteurs de pétrole. C'est le contraire qui est vrai pour les pays producteurs de pétrole, encore qu'il soit, à ce stade, difficile d'évaluer dans quelle mesure les effets induits de ce mouvement de baisse sur la production et les échanges mondiaux se répercuteront sur leurs recettes d'exportation.

Aux **États-Unis**, le gouvernement a maintenu en 1985 une politique budgétaire expansionniste et la politique monétaire a été quelque peu assouplie, particulièrement au cours du deuxième semestre. Cela s'est traduit par un gonflement rapide des agrégats monétaires et par une baisse des taux d'intérêt considérée par la Réserve fédérale comme découlant en partie d'un ralentissement durable de la vitesse de circulation de la monnaie. La réduction de la croissance de la production (2,5 % en 1985 contre 6,8 % en 1984) est due à une contribution négative des exportations nettes et à une diminution de la demande intérieure (particulièrement en ce qui concerne les investissements fixes des entreprises, qui n'ont progressé que de 5,2 % en 1985 contre 18 % l'année précédente) et de la formation de stocks. Les investissements ont perdu de leur dynamisme, notamment dans le secteur manufacturier. D'une façon générale, les effets des mesures fiscales d'incitation de 1983 et 1984 ne se font pratiquement plus sentir. Du fait du ralentissement de la croissance en 1985, le chômage a pratiquement cessé de baisser et s'est stabilisé autour de 7,3 %. La persistance de la modération salariale, la concurrence de produits d'importation et les mesures de déréglementation introduites dans certains secteurs (télécommunications et transports aériens, routiers et ferroviaires) ont contribué à stabiliser les prix.

Au **Japon**, les autorités ont poursuivi leur politique de réduction du déficit général de l'État, qui a été ramené de 2,7 % du PNB en 1984 à 1,7 % en 1985. Elles ont poursuivi une politique monétaire stricte dictée par la crainte que la faiblesse du Yen ne déclenche des mesures protectionnistes sur les marchés d'exportation. La croissance est néanmoins restée soutenue, encore qu'en léger retrait par rapport à l'année précédente (5 % en 1985 contre 5,8 % en 1984). Cette décélération s'explique presque exclusivement par un ralentissement des exportations dû au rythme d'expansion plus faible des marchés nord-américains. Les exportations n'en ont pas moins progressé de 7,6 % en termes réels

et l'excédent de la balance des paiements courants est demeurée un facteur d'expansion. La progression de la demande intérieure est restée inchangée par rapport à 1984 (3,8 %), les investissements en biens d'équipement y jouant un rôle particulièrement dynamique (10,7 %). Le taux d'inflation dans ce pays demeure un des plus faibles du monde industrialisé et le taux de chômage, toujours en diminution, s'est établi à 2,5 %.

Dans la **Communauté européenne**, la croissance de la demande intérieure en 1985 a été pratiquement la même qu'en 1984. La baisse des investissements dans le secteur de la construction a été compensée par la progression de la consommation des ménages et des investissements en biens d'équipement. La part des exportations nettes dans le produit intérieur brut a doublé par rapport à 1984 (0,4 % contre 0,2 %) malgré un ralentissement de la croissance des échanges mondiaux (5,3 % contre 9,3 % en 1984).

En 1985, le taux d'inflation dans la Communauté européenne a baissé pour la cinquième année consécutive. Si, dans le même temps, l'écart d'inflation entre les pays s'est encore amenuisé légèrement, il reste néanmoins assez marqué, allant de 2,2 % en Allemagne (déflateur de la consommation des ménages) à 18 % en Grèce. Un des facteurs importants de la modération des prix en 1985 a été l'extrême faiblesse des prix des importations, laquelle s'explique à la fois par la dépréciation du Dollar et par le marasme affectant la plupart des marchés de produits de base. La baisse du prix d'importation du pétrole brut intervenue vers la fin de 1985 devrait permettre de limiter la hausse des prix en 1985.

D'autres facteurs, liés au processus de désinflation constaté en Europe depuis 1980, ont continué à exercer leur influence en 1985. La politique monétaire de la plupart des pays membres est restée orientée par la volonté de stabiliser les prix. La croissance de la demande intérieure est demeurée très modérée. En outre, à l'exception de l'Italie, les augmentations de salaire durant la reprise actuelle sont restées très inférieures à ce qu'elles ont été lors des reprises antérieures. Cela peut s'expliquer en partie par le marasme régnant sur le marché du travail, en partie par la place croissante acquise par le secteur des services et donc l'affaiblissement consécutif du pouvoir de négociation des syndicats et en partie aussi par l'application plus ou moins rigoureuse, selon les pays, de mesures visant à accroître la flexibilité du marché du travail.

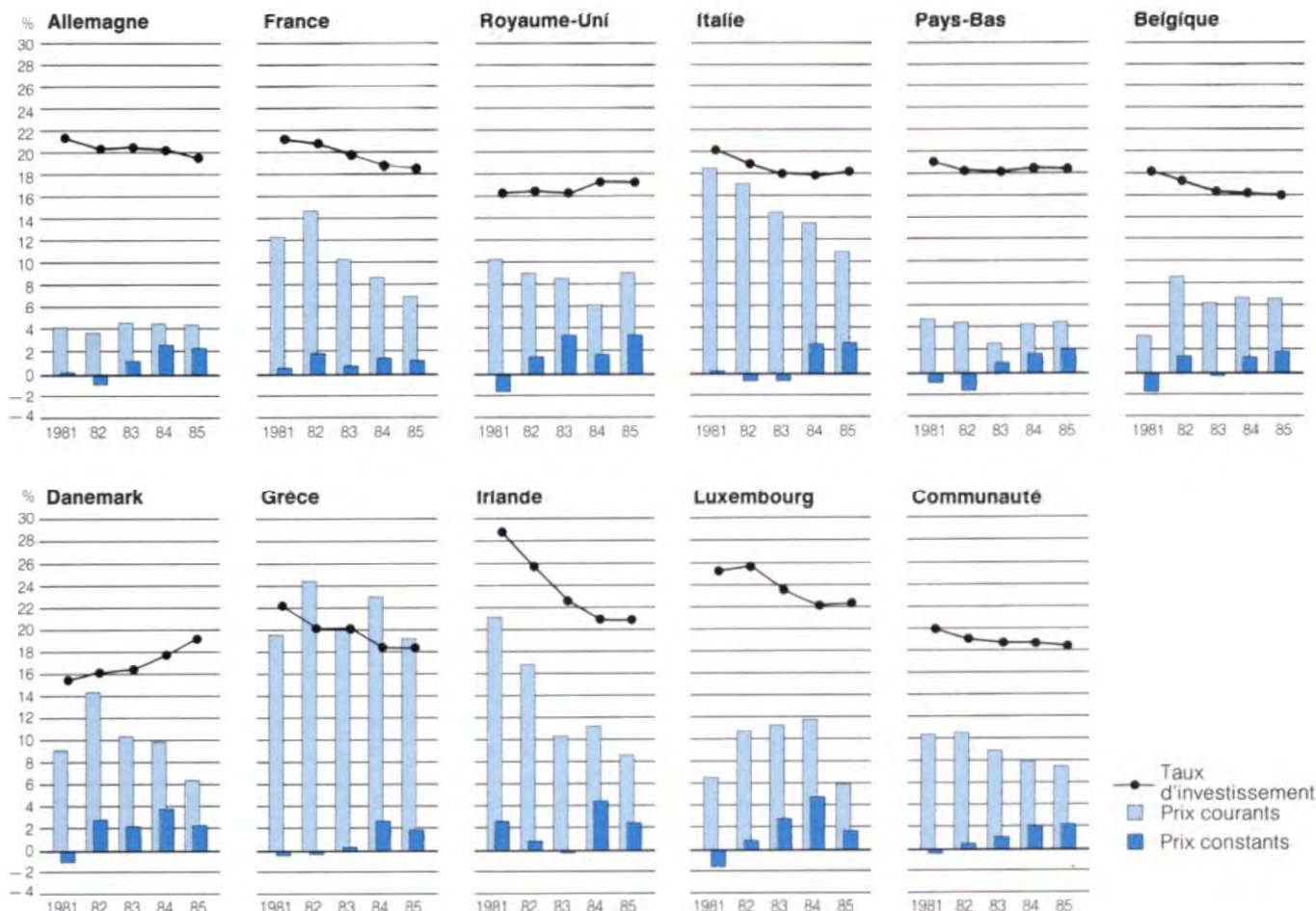
La **formation brute de capital fixe** dans la Communauté n'a augmenté que de 1,4 % en 1985 contre

2,3 % en 1984. Ce recul est entièrement imputable à une baisse de 2,7 % des **investissements dans le secteur de la construction** qui avaient progressé de 1,1 % en 1984. Cette baisse a été particulièrement marquée en Allemagne (— 5,3 %) du fait entre autres de conditions climatiques extrêmement rigoureuses en début d'année. En revanche, la croissance des **investissements en biens d'équipement** a connu une nette accélération (6,1 % en 1985 contre 3,6 % en 1984), particulièrement en Allemagne (8,8 %), au Danemark (19,5 %) et aux Pays-Bas (11,7 %).

La hausse des taux d'intérêt réels a, dans plusieurs pays au cours des dernières années, contribué à une détérioration de la situation financière des entreprises, laquelle était devenue particulièrement critique au début des années quatre-vingt lorsque les taux réels dépassaient le taux de rentabilité du capital. Au cours de la reprise actuelle, la modération salariale et l'infléchissement des taux d'intérêt ont conduit à un léger redressement de la rentabilité des entreprises. Toutefois, cette modération salariale n'a probablement pas totalement compensé les

Produit intérieur brut dans la Communauté

variations en % par rapport à l'année précédente ⁽¹⁾



(1) Dérivées d'agregats en monnaies nationales pour les pays membres et en Écus pour la Communauté

effets de hausses antérieures supérieures aux améliorations de la productivité et des termes de l'échange, si bien que les entreprises, confrontées à des perspectives de croissance incertaines et à des niveaux de rentabilité encore faibles, ont été, dans un premier temps, plus enclines à diminuer leur endettement et à poursuivre des investissements permettant des compressions d'effectifs qu'à élargir leurs capacités.

L'**emploi total**, en diminution pendant trois années consécutives (1981—1983), a bénéficié de la reprise en cours, progressant de 0,2 % en 1984 et de 0,4 % en 1985. Mais ces modestes résultats n'ont pas suffi à empêcher une nouvelle poussée du chômage dans certains pays, étant donné la croissance de l'offre de main-d'œuvre à moyen terme et le taux moyen de chômage dans la Communauté s'est à nouveau accru. Toutefois, certains signes encourageants sont apparus. D'une façon générale, le rythme de progression du chômage s'est ralenti et, pour la première fois depuis 1980, le taux de chômage s'est stabilisé dans certains pays membres en 1985 (Belgique, Luxembourg) et a même décliné dans d'autres (Pays-Bas, Danemark).

La **balance des paiements courants** de la Communauté est devenue excédentaire en 1985 (0,5 % du PIB), confirmant ainsi la tendance qui s'était dessinée l'année précédente. Ce résultat a été obtenu grâce à une progression plus rapide en termes réels des exportations que des importations et, surtout, à une amélioration des termes de l'échange. La plupart des pays de la CEE ont enregistré des excédents ou réduit leurs déficits.

Des disparités considérables de structures sectorielles, de revenu, de productivité, d'emploi, d'équipement en infrastructures subsistent entre les régions les moins favorisées et le reste de la Communauté. Ces disparités régionales avaient eu tendance à s'atténuer au cours des années soixante et au début des années soixante-dix, lorsque la croissance générale était rapide et les flux migratoires importants. Le premier choc pétrolier de 1973 a imprimé un coup d'arrêt à ce processus et des calculs effectués récemment sur la période 1970—1982 montrent que la tendance s'est inversée en 1974.

Les disparités régionales dans la Communauté s'accroissent évidemment avec l'adhésion de nouveaux pays membres dont le niveau de développement est moindre. Il en avait déjà été ainsi lors de l'adhésion de l'Irlande en 1973 et de la Grèce en 1981. Il en sera de même en 1986 avec l'Espagne et le

Portugal: la population de la CEE augmentera de 18 % environ par rapport à la Communauté des Dix, mais le nombre d'habitants ayant un revenu par personne inférieur à 60 % de la moyenne pour la Communauté élargie sera pratiquement doublé, atteignant près de 60 millions de personnes, soit 20 % de la population totale.

En **Espagne**, la croissance s'est un peu relâchée en 1985 et a été alimentée essentiellement par la reprise de la demande intérieure, alors que les exportations n'ont pas connu, tant s'en faut, le taux soutenu enregistré l'année précédente. Néanmoins, grâce à l'amélioration des termes de l'échange et à l'accroissement des recettes au titre des invisibles, l'excédent de la balance des paiements courants est passé de 3 milliards d'Écus à 3,7 milliards d'Écus. La formation brute de capital fixe s'est sensiblement accrue, après plusieurs années de baisse et l'inflation, encore très supérieure à la moyenne communautaire, a fléchi. Pour la première fois depuis dix ans, l'emploi a progressé en 1985, mais cela a été plus que compensé par l'augmentation de la population en âge de travailler, et le taux de chômage déjà élevé s'est encore accru.

Au **Portugal**, la politique de stabilisation a été poursuivie. La croissance de la production a repris après un fléchissement de deux ans et le mouvement de baisse des investissements s'est ralenti. Les recettes d'exportation et les rentrées du tourisme ont continué à se développer alors que les importations ont stagné, ce qui a contribué à une forte contraction du déficit de la balance des paiements courants. Toutefois, l'inflation, bien qu'en diminution, reste élevée et le chômage a augmenté. Le déficit du secteur public continue d'absorber environ 14 % du PIB.

Les difficultés d'adaptation découlant pour les pays ibériques de leur adhésion à la Communauté seront vraisemblablement accentuées par leur niveau élevé de chômage et d'inflation, encore que les efforts accomplis pour brider la hausse des prix commencent à produire leurs effets, particulièrement en Espagne et, plus récemment, au Portugal. D'amples restructurations sectorielles, visant l'amélioration des résultats des entreprises du secteur public, l'introduction d'une plus grande souplesse dans le marché du travail et la libération du contrôle des changes, sont déjà en cours. L'insuffisance de l'investissement privé, que l'on observe depuis plusieurs années, est une source de préoccupation pour les deux pays.

La plupart des **pays méditerranéens** non membres de la Communauté ont continué d'être confrontés à

des problèmes économiques, particulièrement en ce qui concerne leur balance des paiements. La croissance a été généralement modeste et l'inflation a persisté. Au Liban, la guerre a aggravé la partition du pays et exercé une lourde ponction sur son économie. La Turquie est parvenue à redresser nettement sa balance des paiements et a continué à ouvrir son économie aux mécanismes du marché.

La Yougoslavie, par contre, a eu beaucoup de difficultés, d'une part, à mettre en place des réformes internes et, d'autre part, à obtenir des financements extérieurs à des conditions commerciales. Le déficit budgétaire est resté élevé en Égypte, malgré les efforts déployés pour réduire le volume des subventions. Dans de nombreux pays, le niveau des dépenses militaires et la diminution des aides extérieures ont empêché, pour le moment, l'application d'une stratégie d'investissement visant à favoriser la croissance à long terme. Le Maroc et la Yougoslavie ont continué d'appliquer les programmes d'assistance du Fonds monétaire international (FMI), assortis de mesures rigoureuses d'austérité budgétaire.

Les **pays ACP**, dont la situation diffère à bien des égards, ont en commun d'avoir enregistré en 1985 des résultats économiques décevants. Sauf dans certains cas, comme par exemple les pays des Caraïbes dont l'économie est fondée sur le tourisme, le niveau de vie a subi de nouveau l'effet de facteurs négatifs, spécialement en Afrique subsaharienne, et ce malgré une amélioration de la situation alimentaire. Les éléments défavorables auxquels l'économie de nombreux pays ACP a été soumise ces dernières années ont subsisté: notam-

ment une forte inflation et de profonds déséquilibres de leurs balances des paiements. Nombre de ces pays ont encore dû demander un rééchelonnement de leur dette; peu d'entre eux conservent une certaine capacité d'endettement et les investissements privés directs ont nettement fléchi. L'aide extérieure publique à des conditions favorables a aussi baissé alors qu'elle constitue pour beaucoup de ces pays la seule source de financement extérieur.

Néanmoins, les perspectives pour l'ensemble des pays ACP ne sont pas aussi sombres qu'il y paraît. La baisse des taux d'intérêt et la chute récente du prix du pétrole devraient contribuer à créer un contexte économique international plus favorable. Parallèlement, un petit groupe de pays ACP accomplit pour la première fois un effort sérieux de stabilisation et d'ajustement structurel, avec l'appui, entre autres, du FMI et de la Banque mondiale. Les mesures prises par ces pays consistent notamment à relever les prix officiels des produits agricoles d'exportation, à augmenter les taux d'intérêt réels, à restructurer leurs tarifs douaniers et à libéraliser leurs régimes de commerce extérieur et de change.

Dans ces circonstances, les possibilités d'investissements nouveaux demeurent rares et une bonne part des financements se concentre sur la réhabilitation d'équipements existants liée à une amélioration de l'efficacité de leur gestion et à la mise en œuvre de réformes. Il faut de plus en plus se garder d'envisager les projets isolément; il importe au contraire de les replacer dans un contexte économique plus large.

La politique communautaire

L'année 1985 a été marquée par la conclusion des négociations pour l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté à compter du 1^{er} janvier 1986 et par l'adoption d'une série d'accords élaborés par une conférence intergouvernementale chargée de réviser le Traité de Rome et entérinés par le Conseil européen de Luxembourg en décembre. L'«Acte unique» qui réunit l'ensemble de ces accords, a été signé au début de 1986 par tous les gouvernements et les procédures nationales de ratification sont en cours.

L'adhésion de l'Espagne et du Portugal a augmenté la superficie de la Communauté de quelque 36 %, sa population de 18 % et son produit

intérieur brut de 12 %. Beaucoup de régions et de secteurs doivent s'attendre à traverser une difficile période d'adaptation, qui n'affectera pas seulement les deux nouveaux pays membres. La Communauté élargie devrait à terme s'en trouver renforcée et mieux armée qu'auparavant pour tenir la place qui est la sienne sur la scène internationale.

Les points sur lesquels porte la **révision du Traité** et qui sont directement ou indirectement liés aux activités de la Banque sont les suivants:

— La **cohésion économique et sociale** en vue de promouvoir un développement harmonieux de la Communauté, constitue dorénavant un objectif

fondamental. La BEI et les fonds structurels seront pleinement mis à contribution pour la réalisation de cet objectif et ils serviront en particulier pour promouvoir le développement des régions les moins favorisées.

— Le **marché intérieur** devra être achevé en 1992 de façon que les marchandises, les personnes, les services et les capitaux puissent circuler librement dans la Communauté, sans être entravés par l'existence de frontières intérieures. Ainsi les entreprises devraient être en mesure d'orienter avec plus de certitude qu'auparavant leur stratégie globale en fonction d'un marché intérieur unifié à l'échelle d'un continent, et voir leur compétitivité mieux assurée sur le plan mondial.

— Sur la base de l'expérience acquise dans le cadre du SME et du développement de l'Écu, la **coopération monétaire** sera renforcée.

— Les **bases scientifiques et technologiques** de l'industrie européenne seront consolidées en tant que moyen d'en améliorer la compétitivité internationale. Les efforts de recherche et développement des entreprises, des centres de recherche et des universités seront encouragés, la coopération entre les entreprises sera développée et les marchés publics nationaux seront ouverts à une concurrence internationale plus large.

— L'importance que revêt la **préservation de l'environnement** et une utilisation prudente des ressources naturelles a été à nouveau soulignée.

— Les dispositions du traité relatives à la coopération européenne en matière de **politique étrangère** reposent sur le principe d'une information et d'une consultation mutuelles rapides ainsi que sur l'adoption de positions communes dans le cadre des relations internationales et au sein des organisations internationales, y compris pour les questions touchant la sécurité européenne.

Autres décisions et propositions

Le 7 mai 1985, le Conseil a décidé **d'augmenter les ressources propres de la Communauté** jusqu'à un maximum de 1,4 % de TVA à compter du 1er janvier 1986. Cette décision permettra en particulier de développer davantage les financements communautaires à des fins structurelles. Le volume actuel de ces prêts et subventions se répartit comme suit:

Financements communautaires à des fins structurelles accordés dans les dix Pays membres en 1985

(millions d'Écus)

Prêts	
BEI — ressources propres	5 640,7
— NIC	883,7
CECA	1 010,5
Euratom	208,1
Total	7 743,0
Subventions	
FEDER	2 495,5
FSE	2 188,4
FEOGA Orientation	726,2
Total	5 410,1
TOTAL	13 153,1

Le 5 décembre 1985 ⁽¹⁾, le Conseil a donné son autorisation pour que le plafond des prêts Euratom — destinés au financement de projets d'investissement dans le domaine de l'énergie nucléaire — soit relevé et porté à 3 000 millions d'Écus, le plafond de 2 000 millions d'Écus fixé en 1982 étant pratiquement atteint.

En ce qui concerne le **Nouvel instrument communautaire** une quatrième autorisation d'emprunt et de prêt, proposée en juin par la Commission, était encore à l'étude par le Conseil au début de 1986. Le montant proposé est de 1 500 millions d'Écus pour financer des investissements réalisés par de petites et moyennes entreprises en vue notamment de l'application de technologies nouvelles et de l'innovation.

La réforme du **Fonds européen de développement régional**, mise en œuvre au début de 1985, en a accru la souplesse et le champ d'intervention. Cette réforme a consisté essentiellement à remplacer des quotas nationaux rigides par des fourchettes applicables à chaque pays membres et à élargir au financement de programmes les interventions, auparavant limitées à des projets.

La politique régionale a connu un important développement avec l'adoption du règlement relatif aux **programmes intégrés méditerranéens** pour la

(1) JO L 334 du 12. 12. 1985.

période 1986—1992. Ces programmes prévoient le financement conjoint, à l'aide de ressources nationales et communautaires, d'investissements dans les secteurs de la production et des infrastructures ainsi que de l'éducation et de la formation, en Grèce et dans des zones déterminées d'Italie et du Sud de la France. Ils visent à aider ces régions à faire face aux difficultés nées de l'élargissement de la Communauté et, particulièrement dans le cas de la Grèce, à améliorer leurs structures économiques.

L'enveloppe communautaire prévue à cet effet est de 2,5 milliards d'Écus sur les ressources des fonds structurels, auxquelles s'ajoutent des concours budgétaires supplémentaires de 1,6 milliard d'Écus et jusqu'à 2,5 milliards d'Écus de prêts BEI et/ou NIC qui seront accordés conformément aux règles normalement applicables pour ces opérations. Près de 40 % de l'ensemble des financements communautaires destinés aux PIM prendront ainsi la forme de prêts. Le succès de ce mécanisme exigera une étroite coopération entre la Banque, la Commission et les autorités nationales et régionales.

Dans le domaine **industriel**, les événements les plus marquants de 1985 ont été le démantèlement progressif des quotas de production et du régime de contrôle des prix pour les produits en **acier** ainsi qu'une limitation étroite des subventions publiques en faveur de ce secteur industriel, dans le cadre d'un accord sur l'élimination graduelle de ce type d'aide. En outre, par le biais des programmes Esprit, Brite et Eureka, l'aide financière communautaire et la coordination entre les pays membres en vue de stimuler l'**innovation industrielle** et la promotion de la **recherche et développement** seront renforcées.

La Grèce a adhéré au **Système monétaire européen** en juillet 1985 sans toutefois participer pour le moment au mécanisme de change; la drachme avait été incorporée dans le panier de l'Écu en 1984.

Jusqu'à présent, faute de structure institutionnelle, la compensation des transactions en **Écus** a été effectuée dans le cadre du système bancaire par de petits groupes de banques commerciales travaillant en coopération étroite. Cette organisation multipolaire s'est avérée de plus en plus insuffisante à mesure que le volume des transactions augmentait et, à partir de 1983, les banques les plus actives sur le marché de l'Écu ont commencé, avec l'encouragement de la Commission des Communautés européennes, à étudier conjointement la possibilité de créer un système de compensation multilatéral. Les discussions se sont déroulées dans le cadre d'un groupe de travail où la BEI était représentée et elles

ont débouché en septembre 1985 sur l'approbation d'un tel système par les banques intéressées. Puis, au début de 1986, la Banque des règlements internationaux s'est déclarée disposée à faire office d'organisme central de compensation. Le nouveau système de compensation pour l'Écu commencera à fonctionner en septembre 1986 pour une phase expérimentale d'un an environ, avant de devenir pleinement opérationnel. La BEI est un des membres fondateurs de l'Écu Banking Association qui gèrera ce système de compensation où elle représente les intérêts de la Communauté européenne; elle désigne de droit l'un des vice-présidents permanents du Comité exécutif de l'association.

Le plafond des emprunts et des prêts communautaires destinés au soutien des **balances des paiements** des États membres a été relevé et porté de 6 milliards d'Écus à 8 milliards d'Écus en vertu d'un règlement du Conseil qui fixe à 50 % de ce plafond le montant maximum dont dispose chaque État membre à tout moment et qui supprime la condition selon laquelle les difficultés de balance des paiements doivent avoir pour origine le renchérissement des prix du pétrole.

En ce qui concerne la **protection de l'environnement**, le Conseil a adopté la directive ⁽¹⁾ concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement de certains ouvrages publics et privés. Cette directive vise à assurer la réalisation d'une évaluation préalable des incidences que peuvent avoir sur l'environnement des ouvrages importants comme les raffineries de pétrole, les centrales électriques, les installations de stockage des déchets radioactifs et les usines chimiques intégrées ainsi que les autoroutes, les voies ferrées, les aéroports, les ports, etc. Il s'agira notamment d'évaluer les effets de ces ouvrages sur l'homme, la faune et la flore, le sol, l'eau, les facteurs climatiques, le paysage et le patrimoine culturel, etc. Le Conseil a aussi adopté une directive concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à la teneur en plomb de l'essence et il a considérablement progressé dans son examen de la réglementation future sur les normes d'émissions des véhicules automobiles.

Au cours de 1985 également, la Commission a proposé de nouveaux **objectifs énergétiques** pour 1995. Ceux-ci impliquent que les efforts déployés pour réduire la dépendance de la Communauté à l'égard du pétrole importé ne doivent pas se relâcher car une nouvelle période de tension sur le

⁽¹⁾ JO L 175 du 5. 7. 1985.

marché du pétrole n'est nullement à exclure dans le courant des années quatre-vingt-dix.

Dans sa communication, la Commission appelle l'attention du Conseil sur le fait que les excédents temporaires et les pressions à la baisse qui s'exercent sur les prix de l'énergie sont des signaux à court terme qui ne doivent pas conduire à retarder ou à mettre en cause l'adoption de décisions nécessaires pour répondre aux besoins à long terme.

Coopération en faveur du développement

Les conventions, protocoles et accords actuellement en vigueur qui impliquent une coopération financière avec des pays à l'extérieur de la Communauté sont énumérés dans le tableau 9, page 64.

La **troisième Convention de Lomé**, qui associe les États membres de la CEE à 65 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, a été signée le 8 décembre 1984 pour une période de cinq ans. La signature de la convention par l'Angola le 30. 4. 1985 a porté le nombre des États ACP intéressés à 66. La Convention de Lomé III est entrée en vigueur le 1^{er} mai 1986 après que les procédures de ratification aient été accomplies.

Au cours de la phase transitoire, les opérations continueront d'être réalisées dans le cadre de la deuxième convention de Lomé. Entre-temps, la

Banque s'est jointe à la Commission des Communautés européennes pour préparer la mise en œuvre de la nouvelle Convention, notamment en participant aux missions de programmation de l'aide communautaire dans chacun des États ACP concernés. A la fin de 1985, des missions de ce type avaient été effectuées dans 30 pays.

La coopération avec les **pays méditerranéens** s'est caractérisée par la mise en œuvre d'un certain nombre d'accords, dont certains sont arrivés à expiration lors de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté, à la fin de 1985. Un nouveau protocole financier entre Malte et la Communauté a été signé le 4 décembre; il prévoit une aide financière de 29,5 millions d'Écus qui doit normalement être engagée avant le 31 octobre 1988 (16 millions d'Écus par le biais de prêts de la BEI sur ses ressources propres et 13,5 millions d'Écus sous la forme principalement de subventions mais aussi de quelques prêts à des conditions de faveur financés sur ressources budgétaires de la Communauté). A la fin de l'année, les autorités yougoslaves examinaient une proposition de la Commission concernant un nouveau protocole financier.

A la suite de la réunion ministérielle ASEAN—CEE ⁽¹⁾ consacrée à des questions économiques, en octobre 1985, le développement de la coopération non-financière entre ces deux groupes de pays a été envisagé.

(1) Association of South-East Asian Nations.

La politique de prêt de la BEI

Au cours de l'année 1985, les organes directeurs de la Banque ont adopté plusieurs mesures et orientations qui revêtent une grande importance pour les activités présentes et futures de celle-ci.

Les gouverneurs de la Banque, agissant conformément aux statuts sur recommandation du Conseil d'administration, ont décidé d'augmenter le capital souscrit de la BEI; il a été porté, à compter du 1^{er} janvier 1986, de 14,4 milliards d'Écus à 28,8 milliards d'Écus, compte tenu des contributions de l'Espagne et du Portugal. Le plafond de l'encours des prêts et garanties de la Banque est ainsi passé de 36 milliards d'Écus à 72 milliards d'Écus (pour plus de détails, voir encadré page 20 et appendice aux États financiers, p. 104 à 106).

Les recommandations concernant la politique de prêt de la Banque, qui ont été approuvées par le Conseil des gouverneurs en juin 1984, indiquent de quelle manière cette marge supplémentaire doit être utilisée. Elles stipulent que la priorité doit continuer à être accordée aux prêts favorisant le développement régional, qu'outre ses objectifs traditionnels (développement régional, énergie, infrastructures d'intérêt commun) la Banque doit s'efforcer de financer des projets encourageant le développement des technologies avancées ou contribuant de façon sensible à la protection de l'environnement, et enfin que la Banque doit poursuivre et développer ses efforts en vue de persuader les promoteurs de faire aussi largement que possible appel à la concurrence internationale. C'est en tenant compte

Augmentation du capital de la Banque

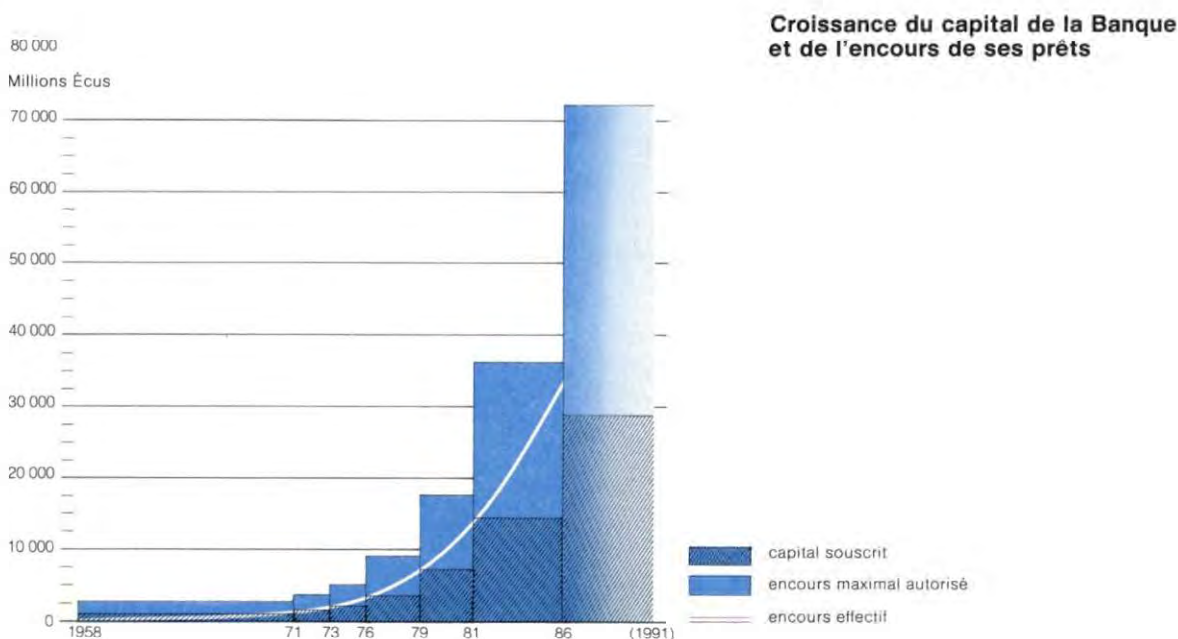
Au début de 1985, il est apparu que l'encours des prêts et garanties de la Banque devrait atteindre son plafond statuaire, soit 250 % du capital souscrit, dans les premiers mois de 1986. Afin que la Banque puisse continuer à développer ses activités, le Conseil des gouverneurs a décidé, le 11 juin 1985, d'augmenter le capital souscrit pour le porter de 14,4 milliards d'Écus à 26,5 milliards d'Écus, à compter du 1^{er} janvier 1986. Il a aussi noté qu'avec les contributions de l'Espagne et du Portugal, qui sur la base du poids économique relatif des deux pays s'élèvent au total à 2,3 milliards d'Écus, le capital souscrit passerait à 28,8 milliards d'Écus. L'Espagne et le Portugal étant devenus membres de la Banque le 1^{er} janvier 1986, le capital souscrit de la BEI est donc depuis cette date de 28,8 milliards d'Écus.

Le Conseil des gouverneurs a aussi décidé que 7,5 % de l'augmentation du capital seraient libérés en douze versements semestriels égaux entre avril 1988 et octobre 1993. Les nouveaux États membres apporteront également leur quote-part du capital déjà versé par les autres États membres ou encore à verser au titre de l'augmentation de capital de 1981. Une fois tous ces versements effectués, le total du capital libéré, soit 2 595,9 millions d'Écus, équivaldra à 9,01 % du capital actuellement souscrit.

Le capital souscrit de la Banque — qui a été augmenté cinq fois, outre les montants souscrits lors de leur adhésion par les nouveaux pays membres — a évolué comme suit:

	Date	Montant des augmentations millions d'Écus	Augmentations générales %
Capital initialement souscrit (B, D, F, I, L, NL)	1958	1 000	—
Augmentation	26. 4. 1971	+ 500	+ 50
Adhésion (DK, Irl, RU)	1. 1. 1973	+ 525	—
Augmentation	1. 1. 1976	+ 1 518,75	+ 75
Augmentation	1. 1. 1979	+ 3 543,75	+ 100
Adhésion (GR)	1. 1. 1981	+ 112,50	—
Augmentation	31. 12. 1981	+ 7 200	+ 100
Augmentation	1. 1. 1986	+ 12 108,15	+ 84,08
Adhésion (Esp., P)	1. 1. 1986	+ 2 291,85	—
Total	1. 1. 1986	28 800	

Lors de la dernière augmentation du capital, la quote-part de l'Italie dans le capital souscrit et libéré a été alignée sur celle de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni, tout comme la contribution des Pays-Bas au capital de la Banque l'avait été sur celle de la Belgique en 1971.



de ces recommandations des gouverneurs que la Banque continue de s'adapter de façon souple à l'évolution de la situation et œuvre à l'ajustement structurel et à la modernisation du potentiel économique de la Communauté. L'autorisation donnée en 1984 d'emprunter à taux variable et de reprêter sous cette même forme à des clients convenables à concurrence d'un plafond global, s'est révélée un bon moyen pour permettre à la Banque de mieux répondre aux demandes de prêts destinés à des projets d'investissement valables.

La contribution de la Banque à la modernisation de la Communauté, par le financement d'investissements favorisant le développement ou l'introduction de nouvelles technologies, n'apparaît pas clairement dans les tableaux statistiques traditionnels qui ne peuvent rendre entièrement compte des modifications intervenues dans les caractéristiques des différents projets. Par exemple, les technologies nouvelles tiennent une place bien plus importante dans les projets de télécommunications qu'avant l'avènement des communications par satellites, de la commutation numérique et des câbles en fibres optiques. Autre exemple, les projets concernant les chemins de fer qui portaient dans le passé sur des technologies classiques comme l'électrification des grandes lignes font actuellement de plus en plus intervenir des technologies de pointe, ainsi qu'en témoigne la construction de nouvelles liaisons à grande vitesse desservant des villes importantes. La nouvelle voie ferrée entre Paris et les régions françaises de l'Atlantique a été le premier projet de ce type à bénéficier d'un prêt de la Banque. De plus, plusieurs projets industriels financés en raison de leur contribution au développement régional ont des conséquences importantes sur le plan de l'ajustement structurel et de l'introduction de technologies modernes.

Le troisième **élargissement** de la Communauté ne manquera d'avoir de profondes conséquences pour la Banque, notamment en ce qui concerne ses activités de prêt.

Des problèmes d'ajustement surgiront à la fois dans les nouveaux et dans les anciens pays membres. Les opérations de la Banque en Espagne et au Portugal devront dorénavant répondre aux mêmes critères que dans les autres pays membres. Le volume des prêts de la Banque ne sera plus limité par des protocoles financiers, comme c'était le cas jusqu'en 1985, mais seulement par le nombre et l'intérêt économique des projets d'investissement faisant l'objet d'une demande de prêts ⁽¹⁾.

La Banque tiendra dûment compte dans sa politique de prêt des dispositions du Traité d'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté européenne, et en particulier des protocoles et déclarations y annexés, où il est demandé que soit fait un usage approprié des ressources communautaires en vue de promouvoir le développement régional en Espagne et le développement économique et industriel au Portugal. L'augmentation du capital de la BEI et les modifications apportées à la composition de ses organes directeurs (voir page 87) aideront la Banque à s'adapter à l'élargissement de la Communauté.

L'importance que revêt le financement de projets de développement à l'extérieur de la Communauté, dans le cadre d'accords de coopération avec les pays méditerranéens et les États ACP, a été confirmée par le Conseil des gouverneurs qui a décidé que, pour la période allant de 1985 à 1991, les opérations de la Banque sur ses ressources propres à l'**extérieur de la Communauté** et dans le cadre des accords de coopération économique pourraient atteindre 3 000 millions d'Écus. Ce montant comprend les 1 120 millions d'Écus prévus dans la Convention de Lomé III et il permettra à la Banque de poursuivre ses financements dans les pays où elle est traditionnellement active.

⁽¹⁾ Pour plus de détails sur la mise en œuvre des accords ayant régi l'aide financière pendant les années précédant l'adhésion des deux pays, se reporter aux pages 109 à 111.

Conformément à l'article 130 du Traité de Rome, les financements de la Banque s'appliquent principalement à des investissements qui contribuent au développement économique des régions moins favorisées (exemple: projet industriel, photo 1), qui concourent à la réalisation des objectifs communautaires en matière d'énergie (exploitation de la géothermie, photo 2), qui améliorent les infrastructures d'intérêt

communautaire (télécommunications, photo 3), ou encore qui favorisent les échanges dans la Communauté (halle de vente aux enchères de fleurs, photo 4), ou qui renforcent la compétitivité de l'industrie communautaire par le développement ou l'introduction de technologies avancées (photo 5).

Ph.: B. Turbang



Prêts dans la Communauté

Vue d'ensemble

La Banque a accordé, en 1985, 5 640,7 millions de prêts sur ses ressources propres pour des investissements localisés dans les pays membres, contre 5 007 millions en 1984 ⁽¹⁾; les prêts sur les ressources du Nouvel instrument communautaire d'emprunts et de prêts (NIC) s'élèvent à 883,7 millions (1 181,8 millions en 1984) ⁽²⁾.

Le montant total des prêts dans la Communauté est ainsi passé de 6 188,8 millions à 6 524,4 millions, soit une augmentation de 5,4 % faisant suite à celle de 13 % en 1984.

Les prêts de la Banque sur ses ressources propres portent en majeure partie sur des investissements dans les régions moins favorisées et sur des projets répondant aux objectifs énergétiques de la Communauté; conformément aux lignes directrices en vigueur, ceux sur les ressources du NIC se concentrent de plus en plus sur le financement des investissements productifs de petites et moyennes entreprises industrielles en dehors des zones d'aide régionale.

Des prêts assortis de bonifications d'intérêt de 3 % par an, à charge du budget général des Commu-

nautés, ont été accordés pour la reconstruction de zones sinistrées en Campanie et en Basilicate; ils s'élèvent à 30,2 millions sur ressources propres et à 14 millions sur ressources du NIC. Compte tenu des exercices antérieurs, le montant total de ces prêts bonifiés pour lesquels une enveloppe globale d'un milliard avait été prévue ⁽³⁾, atteint 902,9 millions, dont 611,5 millions sur les ressources du NIC.

(1) Cf. encadré page 24.

(2) Cf. encadré page 25.

(3) Decision du Conseil 81/19/CEE du 20.1.1981.

Financements de la BEI au service des politiques communautaires

La politique régionale répond aux objectifs d'intégration économique et de développement équilibré et sans heurt du marché commun. Elle demeure prioritaire au moment où l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal va se traduire par des disparités accrues en termes de produit par habitant, de taux de chômage, ou de dotation en certains équipements et services. Dans la période actuelle de mutation technologique, les interventions en faveur du développement des régions en retard ou en déclin doivent parfois prendre des formes nouvelles et surtout s'appuyer sur les potentialités de chaque région.

Le financement de projets contribuant au développement régional demeure le domaine prioritaire d'activité de la Banque. C'est pourquoi les financements sont fortement concentrés dans les pays où les problèmes régionaux revêtent le plus d'ampleur et d'acuité.

En 1985, les prêts sur ressources propres pour des projets d'intérêt régional s'élèvent à 3 286,2 millions (3 085,5 millions en 1984), soit 58,3 % des financements dans les pays membres. Compte tenu, en outre, des prêts sur les ressources du NIC (104,5 millions), le montant total des financements pour des projets de développement régional atteint 3 390,7 millions. Plus de 60 % de ce montant sont concentrés dans les régions les plus prioritaires du

point de vue de la politique régionale communautaire, ou encore dans celles où le produit par habitant est inférieur à la moyenne communautaire d'au moins 20 %. La moitié de ces concours portent sur des investissements en Italie (1 720,2 millions dont 1 462,9 millions dans le Mezzogiorno).

Environ un tiers du total concerne des investissements dans l'industrie et, dans une moindre mesure, les services et l'agriculture: 1 138,1 millions (contre 1 110,2 millions en 1984) dont 711,5 millions de prêts globaux pour le financement d'investissements des petites et moyennes entreprises; celles-ci ont bénéficié de 2 770 crédits pour un montant total de 707,9 millions.

Les prêts destinés à renforcer les infrastructures nécessaires au développement économique des régions aidées s'élèvent à 1 966,3 millions, dont les deux tiers dans le domaine des transports et des télécommunications.

*
* *

Les actions menées pour le développement des ressources internes, la diversification des importations et l'utilisation plus économe de l'énergie ont favorisé les adaptations structurelles nécessaires de

sorte que la Communauté se trouve aujourd'hui dans une situation énergétique moins vulnérable qu'au début des années 1970. La nécessité d'une poursuite de ces actions a cependant été réaffirmée à l'occasion de l'examen des nouveaux **objectifs énergétiques** de la Communauté pour 1995.

Les tendances sur le marché pétrolier et notamment la baisse des prix, constituent dans l'immédiat un facteur d'amélioration de la situation économique. Elles ont cependant modifié les données de base intervenant dans l'évaluation de la justification économique de certains projets.

Prêts sur les ressources propres de la Banque

Les objectifs de politique économique auxquels les financements sur les ressources propres de la Banque doivent répondre dans la Communauté sont définis par l'article 130 du **Traité de Rome** et précisés par les statuts et par les directives et orientations arrêtées par son Conseil des gouverneurs. En pratique, les financements de la Banque s'appliquent à des investissements dans les secteurs de la production, de l'énergie et des infrastructures

— contribuant au développement économique des régions **moins favorisées** — **investissements d'intérêt régional**;

— présentant un **intérêt commun à plusieurs États membres ou à la Communauté dans son ensemble** ainsi qu'à des investissements **tendant à la modernisation, à la conversion d'entreprises ou à la création d'activités nouvelles** appelées par l'établissement progressif du marché commun.

Entrent notamment dans ces dernières catégories:

— des investissements dans le domaine de l'**énergie** qui concourent à la réalisation des objectifs de la Communauté: développement des ressources internes, utilisation rationnelle de l'énergie, diversification des importations;

— des investissements de **modernisation ou de conversion d'entreprises**, qu'il s'agisse de certaines opérations de modernisation ou de conversion, appelées par l'établissement progressif du marché commun ou rendues nécessaires par des difficultés structurelles, d'investissements spécifiques contribuant à renforcer la compétitivité de l'industrie communautaire par le **développement ou l'introduction de technologies avancées**, ou encore d'investissements résultant d'une **coopération technique et économique** étroite entre entreprises de pays membres différents;

— des **infrastructures d'intérêt communautaire**, ou d'intérêt commun, qui contribuent à l'**intégration économique** de l'Europe (investissements dans les transports et télécommunications de nature à améliorer les relations intra-communautaires) ou qui concourent à la réalisation d'objectifs communautaires tels que la **protection de l'environnement**.

Conformément à l'article 20 de ses statuts, la Banque attache la plus grande attention «à ce que ses fonds soient utilisés de la façon la plus rationnelle dans l'intérêt de la Communauté» et n'intervient que «lorsque l'exécution du projet contribue à l'accroissement de la productivité économique en général et favorise la réalisation du marché commun».

Tableau 3: **Prêts sur les ressources propres de la Banque en 1985**

	Total (2)	Secteurs			Objectifs (1)			
		Industrie, agriculture, services	Énergie	Infra-structures	Développement régional	Objectifs énergétiques	Infrastructures communautaires	Modernisation des entreprises
Belgique	77,8	—	77,8	—	—	77,8	—	—
Danemark	264,0	9,5	250,5	4,0	13,4	254,5	—	—
Allemagne	91,4	—	91,4	—	1,8	91,4	—	—
Grèce	401,7	44,2	71,7	285,8	401,7	71,7	45,7	—
France	889,6	290,2	191,6	407,8	653,9	191,6	114,1	128,3
Irlande	146,6	25,1	7,0	114,5	146,6	7,0	—	—
Italie	2 603,9	723,7	884,0	996,3	1 692,8	890,6	268,0	206,9
Pays-Bas	69,1	—	—	69,1	4,0	—	69,1	—
Royaume-Uni	1 096,7	148,1	657,0	291,6	372,0	657,0	120,6	—
Total	5 640,7	1 240,7	2 230,9	2 169,1	3 286,2	2 241,6	617,4	335,2

(1) Certains prêts répondant simultanément à plusieurs objectifs, le total de ces différentes rubriques n'est pas cumulable; il en découle aussi des différences entre certains postes des rubriques «objectifs» et «secteurs» regroupés sous des titres analogues; pour le détail de ces postes, voir les tableaux 17 et 18.

(2) Les versements effectués en 1985, en partie en exécution de contrats de prêts signés antérieurement, ont atteint 5 343,2 millions (aux taux de conversion au 31. 12. 1985).

Quoiqu'il en soit, il existe actuellement des incertitudes majeures quant à l'évolution future des prix du pétrole. La Communauté et plus particulièrement certains pays membres, continuent à dépendre largement d'importations énergétiques en provenance de pays comportant un risque politique majeur, alors même que la poursuite d'une politique d'utilisation rationnelle de l'énergie et d'exploitation des ressources internes recèle encore de vastes possibilités d'action.

En 1985, la Banque a accordé 2 282 millions, principalement sur ressources propres, pour des investissements contribuant aux objectifs de la politique énergétique de la Communauté. Les concours en

faveur d'une utilisation rationnelle de l'énergie (565,2 millions contre 756,6 millions en 1984) ont concerné essentiellement des réseaux de chauffage urbain (voir encadré p. 27), l'exploitation de ressources géothermiques, l'interconnexion de réseaux électriques à haute tension ainsi que l'électrification d'une ligne de chemins de fer, l'installation de panneaux solaires et des investissements dans des entreprises industrielles.

Les prêts pour le développement des ressources internes en énergie progressent de 1 232,6 millions, en 1984, à 1 479,8 millions: ils intéressent principalement huit centrales nucléaires et un centre de retraitement et de stockage du combustible

Prêts sur les ressources du NIC

La Banque octroie depuis 1979 des prêts sur les ressources du Nouvel instrument communautaire d'emprunts et de prêts pour lequel le Conseil des Communautés a successivement autorisé deux tranches de 500 millions chacune (NIC I), puis une nouvelle tranche d'un milliard (NIC II). Enfin, deux tranches de 1 500 et 1 400 millions ont été autorisées en 1983 et 1984 (NIC III).

Ces prêts doivent satisfaire aux règles directrices fixées par le Conseil des Communautés. Selon la formulation retenue dans les décisions d'application concernant la deuxième tranche du NIC III, ils portent sur:

— les **projets d'investissements**, principalement des **petites et moyennes entreprises**, dans l'industrie et les services qui lui sont directement liés, en vue notamment de la diffusion de l'innovation et des technologies nouvelles, dont la réalisation contribue directement ou indirectement à la création d'emplois;

— **l'utilisation rationnelle de l'énergie**, le remplacement du pétrole par d'autres sources énergétiques dans tous les secteurs, ainsi que les infrastructures permettant ledit remplacement;

— **les infrastructures** qui sont liées au développement des activités productives, qui contribuent au développement régional ou qui sont d'intérêt communautaire, tels les télécommunications, y compris les technologies d'information et les transports, y compris les transports d'énergie.

La Banque a reçu mandat d'octroyer ces prêts au nom, pour le compte et aux risques de la Communauté. Elle identifie les projets, puis après décision de la Commission sur l'éligibilité de chacun d'entre eux, instruit les demandes, décide de l'octroi des prêts et les administre, conformément aux procédures prévues par ses statuts et suivant ses critères habituels. La Commission effectue les emprunts et en transfère le produit à la Banque.

Tableau 4: Prêts sur les ressources du NIC en 1985

							(millions d'Écus)
	Total (2)	Secteurs		Objectifs (1)			
		secteurs de la production	Infra-structures	infrastructures d'intérêt régional	infrastructures d'intérêt communautaire	Objectifs énergétiques	Modernisation des entreprises
Danemark	68,5	37,5	31,0	—	—	31,0	37,5
Grèce	22,0	4,4	17,6	17,6	17,6	—	4,4
France	357,8	269,9	87,9	14,6	73,2	—	284,6
Irlande	27,9	27,9	—	27,9	—	—	—
Italie	374,1	300,9	73,3	27,4	36,5	9,4	300,9
Royaume-Uni	33,4	16,4	17,0	17,0	—	—	16,4
Total	883,7	657,0	226,7	104,5	127,3	40,4	643,7

(1) Cf. note 1 du tableau 3.

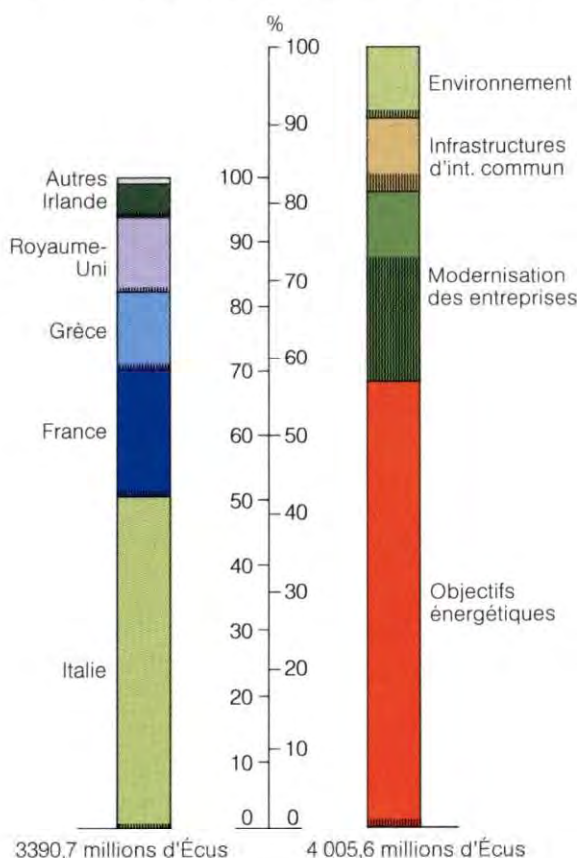
(2) Les versements effectués en 1985, en partie en exécution de contrats de prêts signés antérieurement, ont atteint 1 043,8 millions (aux taux de conversion au 31. 12. 1985).

Financements dans la Communauté en 1985

Répartition selon les principaux objectifs de politique économique

■ dont NIC

Développement régional Intérêt commun européen et modernisation des entreprises

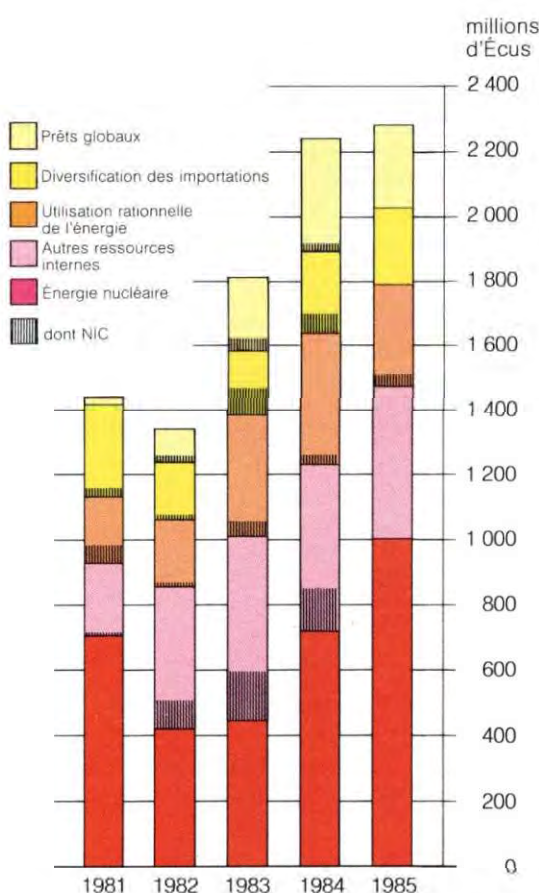


(1 009 millions) et des projets liés à l'exploitation de gisements d'hydrocarbures. Les prêts pour des investissements concourant à la diversification des importations, surtout des gazoducs, s'élèvent à 237 millions.

En qualité d'agent de l'Euratom, la Banque a, d'autre part, signé conjointement avec la Commission cinq contrats de prêts d'un montant total de 208,1 millions pour des centrales nucléaires en Italie, en Allemagne et en France. Comptabilisées hors bilan dans la section spéciale (page 92), ces opérations, instruites et administrées par la Banque, ne sont pas retenues dans ses statistiques d'activités, la décision de financement étant prise par la Commission.

Financements dans la Communauté de 1981 à 1985

Objectifs énergétiques



La puissance totale des unités de centrales nucléaires financées par la Banque et Euratom en 1985 est d'environ 12,8 GW soit 13 % de la puissance installée prévue pour 1990.

On peut estimer qu'une fois achevés, les nouveaux investissements co-financés par la Banque permettront de réduire la dépendance pétrolière de la Communauté d'environ 9,3 millions de tonnes d'équivalent pétrole — tep/an (dont 2,9 millions pour les projets d'utilisation rationnelle de l'énergie); ceci représente environ 3 % des importations de pétrole prévues dans la Communauté en 1990. Les chiffres correspondants pour l'ensemble des projets financés de 1981 à 1985 sont de 61 millions de tep (dont 14,8 millions de tep grâce à une utilisation

plus rationnelle de l'énergie), soit près d'un cinquième des importations annuelles.

* * *

L'objectif d'**achèvement du marché intérieur** a pour corollaire le développement des flux de biens, personnes, services et informations au sein de la Communauté. Cela nécessite l'amélioration et l'extension des infrastructures de communication et de transport avec, en particulier, le renforcement du

maillage de l'Europe par la modernisation des infrastructures existantes et par la création de nouvelles liaisons, là où les insuffisances du réseau provoquent des goulets d'étranglement.

En matière de télécommunications, les nouveaux besoins, notamment pour assurer la compétitivité des entreprises, dépassent généralement le cadre national et requièrent le recours aux technologies les plus avancées, par exemple les satellites. Cette mutation technique impose une harmonisation des normes et des matériels et met en évidence la nécessité d'une réelle ouverture des marchés.

Le chauffage urbain

Comme toute épreuve, la crise de l'énergie qui a secoué le monde à partir de 1973 a eu un effet positif; Toynbee l'observait d'ailleurs: défi et réponse sont le moteur de l'histoire; les États et les opérateurs économiques ont pris conscience de ce que les ressources énergétiques n'étaient pas illimitées et qu'il convenait de gérer avec prudence ce patrimoine.

Dans la Communauté, l'utilisation rationnelle de l'énergie s'est imposée comme un objectif prioritaire en complément du développement des ressources internes et de la diversification des importations. La BEI pour sa part est intervenue de façon croissante pour des projets répondant à ce souci (2 463,1 millions de 1981 à 1985). Parmi les investissements financés figurent, pour des montants significatifs, les réseaux de transport et de distribution de chaleur avec 353,5 millions au cours de la même période dont près du quart dans le cadre de prêts globaux; plus de la moitié, soit 196,2 millions, concerne le Danemark qui, depuis 1976, a suivi une politique systématique de rationalisation du chauffage urbain.

Les projets soutenus par la BEI dans ce pays concernent plus de 800 000 personnes, soit quelque 16 % de la population totale. Les prêts accordés aux communes portent sur des réseaux pour les agglomérations de Copenhague et Kalundborg dans le Sjælland, ceux de plusieurs villes du Jutland, Aarhus, Randers, Herning, Ikast, Esberg et Varde et des installations dans les îles de Bornholm, Falster, Lolland et Fionie. Les réseaux financés sont alimentés par des chaufferies au charbon ou brûlant des ordures ménagères comme à Nykøbing sur l'île de Falster.

Globalement l'impact en terme de réduction de consommation de pétrole de ces investissements est de l'ordre de 1,4 million de tonnes par an, dont la moitié est constituée par des économies d'énergie et l'autre moitié par la substitution d'autres combustibles.

En France, la Banque a accordé 94,2 millions, généralement dans le cadre de prêts globaux à la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales, qui ont aidé près d'une trentaine de communes à mettre en place des réseaux assurant le chauffage et parfois l'eau chaude sanitaire de logements et d'établissements publics.

La majeure partie de ces investissements intéresse l'Île-de-France où plus d'une quinzaine de localités ont mis

les importantes sources d'eau chaude souterraines au service du chauffage urbain. Les autres projets financés recourent soit au charbon, soit à l'incinération des ordures ménagères. Certains concernent de grandes villes comme Besançon ou Evreux; à Villeurbanne, le système qui assurait le chauffage de la cité universitaire a été intégré dans le réseau de distribution de chaleur de l'agglomération lyonnaise. Enfin, dans la Drôme, les rejets thermiques de l'usine d'enrichissement d'uranium de Pierrelatte sont désormais utilisés pour le chauffage de logements et de serres horticoles au lieu d'être perdus dans les eaux du Rhône.

Dans l'ensemble, ces investissements permettront chaque année d'économiser plus de 100 000 tonnes d'équivalent pétrole et d'éviter l'importation de 60 000 tonnes de pétrole.

Des réseaux ont également été financés en Allemagne et en Italie. Dans la Sarre, un réseau de conduites est actuellement mis en place afin de récupérer la chaleur de cokeries ou d'entreprises sidérurgiques et de relier la centrale thermique de Fenne au réseau de Sarrebruck. En Italie, diverses villes du nord du pays, Padoue, Reggio Emilia, Massa Carrara, ainsi que des communes proches de Vérone ont bénéficié de concours.

Dans chacun de ces deux pays, les économies de pétrole importé peuvent être estimées à quelque 40 000 tonnes, dont la moitié par réduction des consommations.

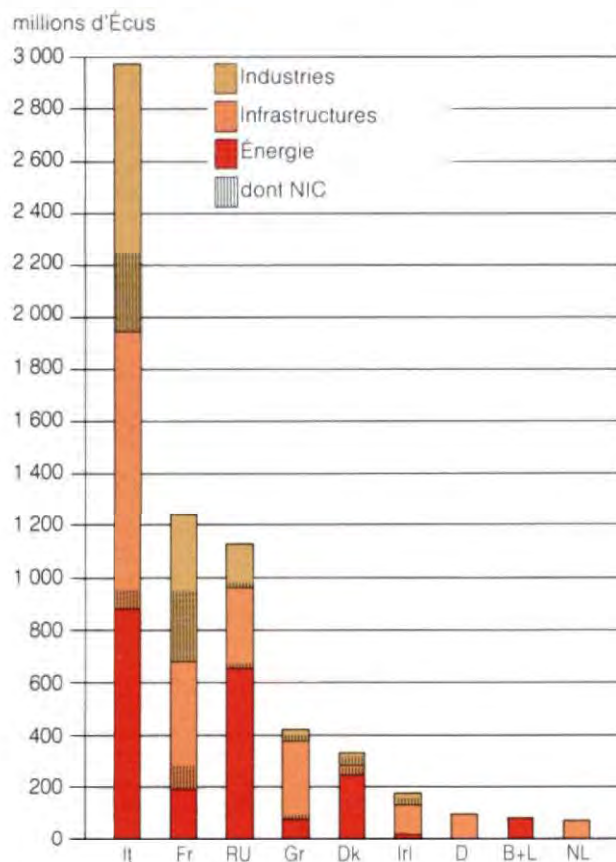
Il est enfin un aspect additionnel qui mérite d'être signalé; pour la plupart des projets, économie d'énergie va de pair avec réduction de la pollution — soit directement du fait des équipements mis en place, soit indirectement grâce au remplacement des centrales traditionnelles par de nouvelles installations. L'effet est particulièrement sensible lors d'investissements intéressant des zones très peuplées ou industrialisées comme la Sarre, les régions parisienne et lyonnaise ou certaines agglomérations du nord de l'Italie et de l'est du Danemark. Même si elle ne concerne que le court-moyen terme, la baisse récente des prix du pétrole pourrait être de nature à affaiblir quelque peu la rentabilité économique et financière de ces projets, dont la contribution aux améliorations structurelles nécessaires dans le domaine de l'énergie dans une perspective à long terme demeure cependant indiscutable.

Les financements de la Banque pour des projets répondant à ces orientations s'élèvent à 384,3 millions, principalement pour des infrastructures de transport d'intérêt communautaire.

En majeure partie, il s'agit d'axes routiers ou autoroutiers, en Italie, la liaison Frioul-frontière autrichienne, et en France diverses sections, reliant la Bourgogne au Val d'Aoste, le bassin sidérurgique lorrain au Luxembourg et à la Belgique, l'Alsace à la Suisse. A cela s'ajoutent, au Royaume-Uni, des infrastructures portuaires à Harwich et Felixstowe, aux Pays-Bas, le renforcement des flottes aériennes de compagnies assurant des liaisons avec divers pays membres et, en Grèce, des installations de contrôle du trafic aérien et de télécommunications.

Financements dans la Communauté en 1985

Répartition selon la localisation du projet d'investissement et par grand secteur



En outre, des équipements devant faciliter les échanges commerciaux ont été financés: à Vérone, en Italie, un centre d'échange intermodal rail-route et un centre de commercialisation de produits agricoles ainsi que, près d'Amsterdam aux Pays-Bas, le principal centre communautaire de vente aux enchères de fleurs.

* *

Les politiques de **protection de l'environnement** visent la gestion optimale des ressources et l'amélioration du cadre de vie; elles tendent à un renforcement des réglementations et à une harmonisation des normes à observer. Elles appellent de plus en plus une approche coordonnée au niveau de la Communauté tant en raison du caractère transfrontalier d'un traitement efficace de ces problèmes, que pour éviter les distorsions de concurrence. Ces préoccupations ont notamment suscité d'importants programmes d'assainissement des eaux et des projets mixtes incluant la protection de l'environnement et les économies d'énergie.

La Banque appuie la politique communautaire en la matière en attachant la plus grande attention à l'examen de l'impact sur l'environnement des projets qui lui sont soumis et en développant ses financements pour des investissements contribuant à la protection de l'environnement; en 1985, le montant de ces prêts a doublé par rapport à l'année précédente, atteignant 360,4 millions. La majeure partie porte sur d'importants ouvrages d'assainissement dans le Centre-Nord de l'Italie (voir encadré page 29), principalement le bassin du Pô, ainsi que ceux de l'Arno et du Tibre; d'autres concours ont concerné la zone de Gorzone et la lagune de Venise ainsi que, dans le sud, le golfe de Manfredonia. En Grèce, la Banque a financé les réseaux de collecte et d'épuration de plusieurs grandes villes. La plupart de ces projets contribueront à la réduction de la pollution de la Méditerranée et en particulier des zones de l'Adriatique et de la mer Egée les plus menacées par la pollution.

Plusieurs projets d'assainissement ont également bénéficié de prêts: dans divers comtés irlandais ainsi qu'au Royaume-Uni, dans le Sud-Ouest, le Yorkshire, le Nord et le Nord-Ouest.

La Banque a, en outre, financé l'équipement en moyens d'intervention aérienne des unités de protection civile chargées notamment de la lutte contre les incendies qui ravagent périodiquement les forêts italiennes.

* *

Un effort coordonné de développement et de diffusion des **technologies nouvelles** revêt une importance majeure pour le renforcement de la compétitivité européenne. Dans ce domaine, nombreuses

sont les initiatives sous forme de grands programmes de coopération (Esprit, Race, Brite, Eureka) ou de réalisations plus ponctuelles dans une gamme étendue d'entreprises de toutes dimen-

La protection de l'environnement dans le Centre-Nord de l'Italie

Long de quelque 650 km, des Alpes à l'Adriatique nord, le Pô est de loin le plus important fleuve d'Italie. Sa plaine est aujourd'hui une des zones les plus actives de la Communauté; le bassin hydrographique qu'il forme avec ses affluents constitue une partie vitale de l'Italie. Couvrant environ un cinquième du territoire du pays (70 000 km²), il abrite près de 20 millions d'habitants soit plus du tiers de la population italienne. La richesse agricole de la plaine padane ainsi que l'existence de nombreux axes de communication, le Pô, lui-même navigable jusqu'à Plaisance, ou la voie Emilienne de l'antiquité par exemple, ont été à l'origine d'un important tissu urbain dont les points forts sont Milan, Turin et Bologne. Cette vaste zone regroupe plus de la moitié de la capacité de production du pays.

Urbanisation, industrialisation, agriculture intensive sont aussi des facteurs de pollution: effluents liquides et eaux de ruissellement sont désormais chargés de résidus polluants. Longtemps, on a considéré que les capacités d'auto-épuration du fleuve, qui rejette 50 milliards de m³ d'eau chaque année dans la mer, étaient à même d'assurer une dilution suffisante. Mais actuellement, la charge polluante des activités économiques et des effluents domestiques correspond à celle d'une population de 80 millions d'habitants. Cette pollution a entraîné une détérioration durable de la qualité des eaux, empêchant sa consommation sans traitements particulièrement onéreux et perturbant le milieu organique. Cela a imposé un recours croissant aux réserves des nappes phréatiques peu profondes et sujettes, comme le Pô, à des contaminations; leur surexploitation a, par endroit, conduit à des affaissements de terrains.

Dans la zone du Delta, on estime que, chaque jour, le fleuve charrie 415 tonnes d'azote et 50 tonnes de phosphates. Ces rejets contribuent à accroître la pollution de l'Adriatique, mer presque fermée qui souffre de l'absence de courants et de marées, et les effets dommageables pour la pêche et le tourisme sont évidents.

Des mesures ont été prises dès le début des années 1970 par les régions concernées; en 1982 un «projet interrégional et intersectoriel pour l'aménagement et la valorisation du fleuve Pô ainsi que des ressources naturelles et de l'environnement du bassin hydrographique» a été mis au point par le Piémont, la Lombardie, l'Emilie-Romagne et la Vénétie.

Dans ce contexte, la Banque a été appelée à intervenir dans le financement d'ouvrages de collecte et de traitement en plusieurs points du bassin du Pô et de ses affluents. Les projets soumis comportent notamment la pose de plus de 400 km de collecteurs principaux et secondaires et 35 stations d'épuration qui traiteront 350 millions de m³ d'eau par an; quelque 3,5 millions d'habitants bénéficieront de cette amélioration de l'environnement.

Les projets financés répondent à la directive cadre concernant la pollution des eaux par des substances dangereuses (CEE 76/464 du 4. 5. 1976) et plus précisément à celles relatives à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine (CEE 80/778 du 15. 7. 1980) et des eaux de baignades (CEE 76/160 du 8. 12. 1975). Ils contribuent à la protection de la Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique, objet du troisième protocole de la Convention de Barcelone et des trois programmes d'action de la Communauté en matière d'environnement; ils participent à la lutte contre le phénomène d'eutrophisation dont l'extension menace le nord de l'Adriatique. En outre, les efforts entrepris tôt dans l'histoire pour domestiquer le Pô se poursuivent afin de réduire l'intensité et la fréquence des crues qui, dans la zone du Delta, provoquent périodiquement d'importants dommages aux infrastructures, aux activités industrielles et commerciales, aux exploitations agricoles et aux particuliers.

Le rétablissement d'un niveau de pollution supportable dans cette partie de la Méditerranée nécessite aussi d'autres actions au financement desquelles la Banque a participé en 1985.

L'assainissement du bassin hydraulique du Gorzone, vaste zone des près de 1 400 km² entre le lac de Garde et l'Adriatique a fait l'objet d'une première phase des travaux (quatre stations d'épuration et 225 km de collecteurs) en vue de traiter les effluents domestiques et surtout ceux de diverses industries de la chimie, du textile et de près de 500 tanneries installées sur le haut bassin. Outre la réduction des rejets en mer, les équipements prévus permettront à de nombreuses petites entreprises de ne plus suspendre leurs activités en période d'étiage.

Un projet encore plus ambitieux concerne l'assainissement de la lagune de Venise, grâce à la construction d'un réseau de collecteurs de eaux usées et de stations d'épuration répondant à des besoins urgents en matière d'hygiène, de développement des activités économiques, de la pêche et du tourisme. Le programme engagé pour sauver Venise prévoit la clôture temporaire des trois embouchures de la lagune pour éviter les inondations périodiques («acqua alta») qui menacent la cité des Doges. Cette fermeture qui réduirait ultérieurement les échanges déjà limités avec l'Adriatique, rend indispensable une forte réduction préalable du degré de pollution de la lagune.

Ces différents programmes d'assainissement dans le nord de l'Italie représentent des coûts considérables de l'ordre d'un milliard d'Écus pour la phase en cours. En 1985, la Banque est intervenue à plusieurs reprises en faveur des différents investissements prévus pour un montant total de 129,2 millions dont 36,5 millions sur ressources du NIC: 84,9 millions pour l'assainissement du Pô, 30,6 millions pour la lagune de Venise et 13,7 millions pour le bassin du Gorzone.

sions de divers secteurs; elles visent à favoriser le développement et la diffusion de technologies nouvelles encore peu répandues au plan communautaire.

Les financements de la Banque dans ces divers domaines regroupés dans les tableaux 3, 4 et 17 sous la rubrique «modernisation des entreprises» atteignent un montant total de 978,9 millions.

Il s'agit en premier lieu de prêts en faveur d'investissements développant ou introduisant des technologies avancées. D'un montant total de 325,6 millions (250,7 millions en 1984), ces prêts comprennent:

— 225,5 millions pour des investissements dans l'industrie: en Italie, la production d'antibiotiques, de produits anticancéreux et autres substances thérapeutiques (voir encadré ci-dessous), la fabrication d'équipements de télécommunication et de télématique, de satellites, de composants électroniques, de films radiographiques, de pneumatiques d'un

type nouveau et, en France, l'introduction de la robotique dans une usine automobile produisant une nouvelle gamme de moteurs;

— 59,9 millions de prêts globaux consentis pour la première fois à ce titre et qui ont déjà permis l'octroi de 12 concours totalisant 45 millions;

— 40,2 millions, pour une station de guidage de satellites, et pour le lancement de satellites de télécommunications.

Sont également classés avec les prêts contribuant à la modernisation des entreprises:

— d'une part, les prêts globaux sur les ressources du NIC en faveur des investissements productifs des petites et moyennes entreprises en dehors des zones d'aide régionale (629,1 millions contre 771,6 millions en 1984). Sur ces prêts et sur ceux conclus antérieurement, 2 916 crédits ont été affectés pour un montant de 723,8 millions (cf. tableau 21);

Les technologies avancées au service de l'homme

Le rôle stratégique des technologies modernes dans l'économie n'est plus à démontrer. S'il existe des secteurs dont le développement dépend directement des progrès scientifiques récents (chimie, électronique ...) c'est en fait l'ensemble des industries et des services, voire de l'agriculture, qui est irrigué par un flux d'innovations: produits et procédés de fabrication nouveaux, utilisation de matières nouvelles, amélioration des performances dans la fiabilité, la précision et la qualité.

La Banque s'assure que tous les projets qui lui sont soumis correspondent à la technologie la plus efficace disponible; elle contribue, en outre, directement au financement d'investissements comportant le développement ou la diffusion de technologies avancées.

L'activité de la Banque dans la domaine des technologies avancées a évolué de façon significative au cours des dernières années: environ 40 millions de prêts en 1982, 172 millions l'année suivante, 250 millions en 1984 et 325 millions en 1985. La diversité des interventions mérite d'être signalée; celles-ci ont porté aussi bien sur des satellites de communications que sur des investissements innovants de dimensions modestes, sur l'automatisation de lignes de production ou la fabrication de nouveaux médicaments.

En 1985, cinq projets intéressant la santé ont bénéficié de concours s'élevant à 26 millions. Ils portent sur des centres de recherche et de fabrication de produits pharmaceutiques avancés et de matériels très spécifiques:

— des films radiographiques particulièrement sensibles et précis limitant l'exposition des patients aux radiations, et utilisant le traitement numérique des données;

— des stimulateurs cardiaques et des valves cardiaques d'une nouvelle génération, ainsi que des filtres d'hémodyalyse utilisant de nouvelles fibres de filtration;

— des anticorps monoclonaux destinés aux immunodiagnoses;

— des antibiotiques et des médicaments anticancéreux plus efficaces et moins toxiques fabriqués selon des procédés et avec des contrôles intégrant des systèmes particulièrement sophistiqués incluant notamment des techniques de fermentation et de recombinaison de l'ADN (Acide désoxyribo-nucléique). Un des centres de recherche financé avait déjà reçu un prêt en 1982 pour son laboratoire et pour la production d'antibiotiques et d'anticancéreux;

— de nouveaux médicaments qui seront élaborés dans un centre de recherche et de développements de substances à usage thérapeutique et diagnostique. Les recherches portent sur des produits de chimiothérapie des tumeurs à plus large gamme d'application et meilleure tolérance, sur des méthodes liant la photochimiothérapie à la technologie du laser, ainsi que sur de nouveaux médicaments de l'hypertension, des maladies de l'appareil respiratoire ou du traitement des ulcères.

Il va sans dire que le recours à des technologies de pointe n'est pas limité à la mise au point de produits nouveaux ou aux procédés de fabrication ou de contrôle de ces produits, mais s'applique également à la protection de l'environnement, au traitement d'effluents souvent particulièrement toxiques impliquant des méthodes très élaborées.

— d'autre part, des prêts pour la modernisation de l'industrie textile en Italie (24,2 millions).

Bien que non repris dans le total, un nombre élevé d'investissements dans les régions aidées visant également à améliorer la productivité et la compétitivité d'entreprises industrielles et de services ont fait l'objet de 580 millions de prêts individuels et de crédits sur prêts globaux.

Une vue générale des financements dans le secteur industriel y compris ceux accordés dans les zones d'aide régionale, est donnée ci-après.

* *

En 1985, la Banque a contribué à soutenir un **volume total d'investissement de 25 milliards** (dont 5,4 milliards pour des investissements industriels) à raison de 38 % en moyenne de leur coût total.

L'ensemble de ces investissements devrait — selon les données prévisionnelles fournies lors de l'instruction des projets — assurer directement la création de quelque 43 000 emplois permanents dont 36 000 dans l'industrie. Quelque 33 000 d'entre eux devraient être créés par de petites et moyennes initiatives dans le cadre de prêts globaux. Les financements pour la modernisation industrielle ont contribué à améliorer la productivité et la situation d'entreprises, principalement de petite ou moyenne dimension, dont les effectifs totaux sont de l'ordre de 300 000 salariés.

D'autre part, les travaux et fournitures nécessaires à la réalisation des projets contribuent à l'activité d'un nombre important de travailleurs dans les différents secteurs durant des périodes de construction parfois assez longues. Ces effets temporaires directs et indirects pourraient, en ordre de grandeur, correspondre à quelque 190 000 emplois durant les deux premières années, puis progressivement moins. Si l'on tient compte des effets analogues exercés par des projets financés au cours des exercices précédents, l'effectif des travailleurs dont l'activité a été ainsi soutenue en 1985 pourrait être de l'ordre de 500 000 à 600 000.

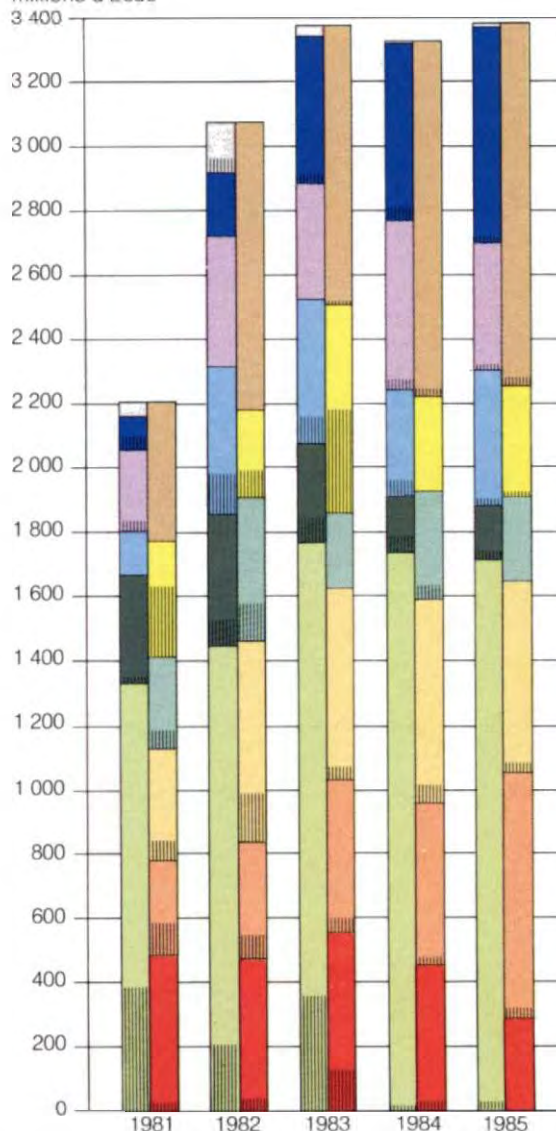
Enfin, les investissements tendant à améliorer la productivité et la compétitivité notamment dans le secteur industriel contribuent, à plus long terme, à renforcer l'emploi.

La durée moyenne des prêts signés en 1985 est de l'ordre de 13 ans pour les projets d'infrastructure et les équipements énergétiques; celle des prêts pour

Financements dans la Communauté de 1981 à 1985

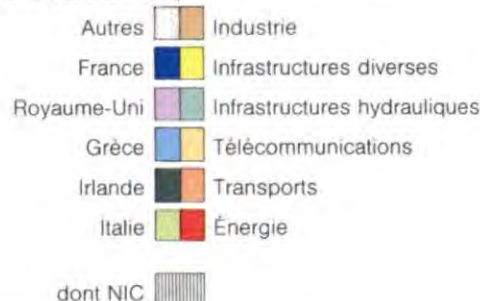
Intérêt régional

millions d'Écus



Répartition selon la localisation du projet d'investissement

Répartition par secteur



des projets industriels est de 10 ans. Les prêts à taux variable ont atteint un montant de 844,4 millions, soit 17,6 % du total des prêts sur ressources propres.

Dans l'ensemble, environ 30 % des concours ont bénéficié à des entreprises privées et 70 % à des entités publiques. Les prêts pour des projets industriels relèvent pour plus des quatre cinquièmes de

l'industrie privée; les crédits sur des prêts globaux à des instituts financiers publics ou mixtes servent, bien entendu, à financer presque exclusivement des entreprises privées. Les projets du secteur de l'énergie émanent pour l'essentiel d'entités publiques comme la quasi-totalité des investissements en infrastructures, qu'il s'agisse de grands projets financés par prêts individuels ou d'investissements de moindre dimension financés sur prêts globaux.

Répartition sectorielle

Les financements pour des investissements du secteur de l'énergie se sont élevés à 2 230,9 millions sur ressources propres exclusivement, dont 955,9 millions pour le nucléaire.

Les prêt pour les infrastructures, principalement de transport, de télécommunications et pour les ouvrages d'assainissement ont atteint 2 395,8 millions dont 226,7 millions sur ressources NIC.

Tableau 5: **Financements dans la Communauté en 1985, 1984 et de 1981 à 1985**

Répartition selon la localisation du projet d'investissement

Localisation	1985						1984						1981—1985					
	Sur ressources propres		Sur ressources du NIC		Total		Sur ressources propres		Sur ressources du NIC		Total		Sur ressources propres		Sur ressources du NIC		Total	
	Millions d'Écus	%	Millions d'Écus	%	Millions d'Écus	%	Millions d'Écus	%	Millions d'Écus	%	Millions d'Écus	%	Millions d'Écus	%	Millions d'Écus	%	Millions d'Écus	%
Belgique	77,8	1,4	—	—	77,8	1,2	32,5	0,6	—	—	32,5	0,5	353,4	1,7	—	—	353,4	1,4
Danemark	264,0	4,7	68,5	7,8	332,5	5,1	183,9	3,7	134,6	11,4	318,5	5,1	1 047,5	4,9	392,2	8,5	1 439,7	5,6
Allemagne	91,4	1,6	—	—	91,4	1,4	134,3	2,7	—	—	134,3	2,2	690,7	3,3	—	—	690,7	2,7
Grèce	401,7	7,1	22,0	2,5	423,7	6,5	275,5	5,5	69,3	5,9	344,8	5,6	1 518,7	7,2	301,5	6,6	1 820,2	7,1
France	889,6	15,8	357,8	40,5	1 247,4	19,1	814,0	16,3	386,3	32,7	1 200,3	19,4	3 062,4	14,5	1 008,2	21,9	4 070,6	15,8
Irlande	146,6	2,6	27,9	3,1	174,5	2,7	124,0	2,5	50,0	4,2	174,0	2,8	1 155,9	5,5	247,7	5,4	1 403,6	5,4
Italie	2 603,9	46,2	374,1	42,3	2 978,0	45,6	2 538,2	50,7	497,3	42,1	3 035,5	49,0	9 927,8	46,9	2 434,6	53,0	12 362,4	48,0
Luxembourg	—	—	—	—	—	—	16,4	0,3	—	—	16,4	0,3	16,4	0,1	—	—	16,4	0,1
Pays-Bas	69,1	1,2	—	—	69,1	1,1	—	—	—	—	—	—	69,1	0,3	—	—	69,1	0,3
Royaume-Uni	1 096,7	19,4	33,4	3,8	1 130,1	17,3	888,2	17,7	44,3	3,7	932,5	15,1	3 278,4	15,5	211,7	4,6	3 490,1	13,5
Hors Communauté ⁽¹⁾	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22,8	0,1	—	—	22,8	0,1
Total	5 640,7	100,0	883,7	100,0	6 524,4	100,0	5 007,0	100,0	1 181,8	100,0	6 188,8	100,0	21 143,1	100,0	4 595,9	100,0	25 739,0	100,0
dont garanties	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	379,7	1,8	—	—	379,7	1,5

⁽¹⁾ Opérations intéressant directement la Communauté, effectuées en vertu de l'article 18, paragraphe 1, alinéa 2 des statuts de la Banque, aux termes duquel le Conseil des gouverneurs peut autoriser le financement d'investissements en dehors de la Communauté.

Dans les secteurs de la production, après plusieurs années de vive progression et malgré le fléchissement des prêts globaux sur les ressources du NIC, les concours se sont maintenus à un niveau proche de celui de 1984: 1 897,7 millions dont 497,3 millions de prêts individuels notamment pour des projets de construction électrique et électronique, matériels de transport, chimie, imprimerie, produits alimentaires et services; le complément est constitué de prêts globaux: 771,3 millions sur ressources propres et 629,1 millions sur ressources du NIC.

Environ 26 % du montant des prêts individuels et des crédits sur prêts globaux portent sur des industries de biens de consommation, 21 % sur des industries de biens intermédiaires et 53 % sur des industries de biens d'investissement.

Prêts globaux et crédits affectés

En 1985, 42 instituts intermédiaires ont bénéficié de 96 prêts globaux dont 39 en France (25 prêts pour 16 Sociétés de développement régional) et 48 en Italie. Le montant total de ces prêts atteint 1 858,5 millions (1 916,5 millions en 1984) dont:

— sur ressources propres, 711,4 millions pour le financement dans les zones défavorisées de petites et moyennes initiatives des secteurs de l'industrie, des services et du tourisme; 207 millions pour des infrastructures de dimensions modestes; 59,9 millions pour le financement d'investissements

Financements dans la Communauté en 1985

Répartition par secteur

millions d'Écus

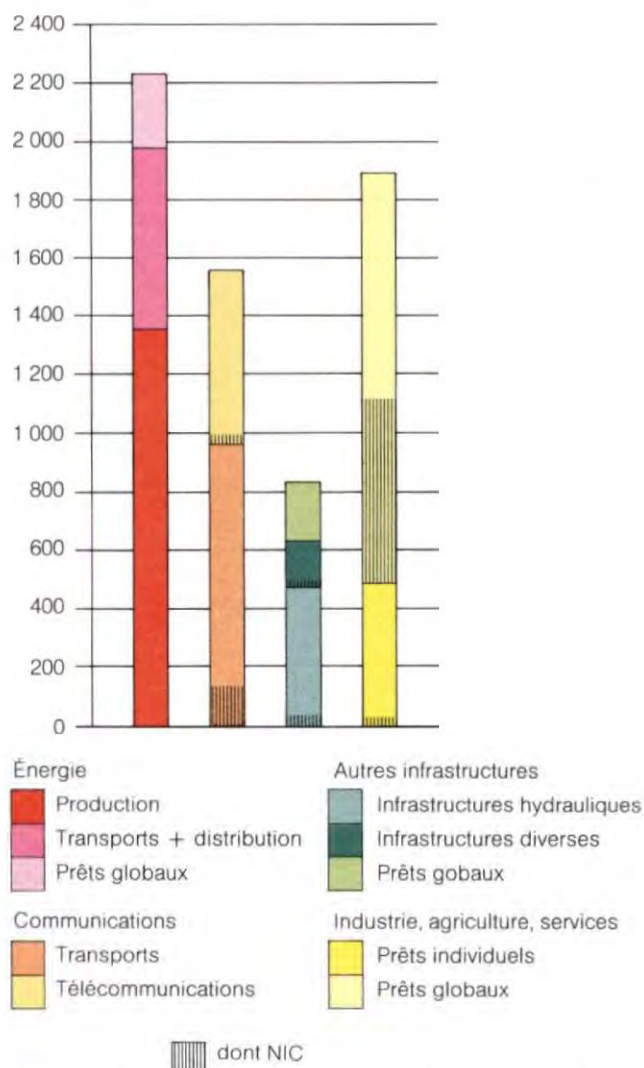


Tableau 6: **Importance des prêts globaux (sur ressources propres et sur celles du NIC) dans les concours à l'industrie, à l'agriculture et aux services de 1981 à 1985**

	1981	1982	1983	1984	1985
Crédits sur prêts globaux en cours:					
nombre	843	1 183	3 172	4 563	5 813
montant (a) — millions d'Écus	282,3	438,0	1 010,9	1 389,3	1 602,9
Prêts individuels et crédits sur prêts globaux:					
montant (b) — millions d'Écus	436,2	897,4	1 383,2	1 941,5	2 100,2
Part des crédits sur prêts globaux dans l'ensemble des concours					
(a)/(b) — %	65	49	73	72	76

industriels de petite ou moyenne dimension contribuant à l'introduction ou au développement de technologies avancées et 251 millions pour des investissements dans l'industrie ou pour de petites infra-

structures répondant aux objectifs énergétiques communautaires;

— sur ressources du NIC, 629,1 millions pour le

Répartition par pays et par secteur

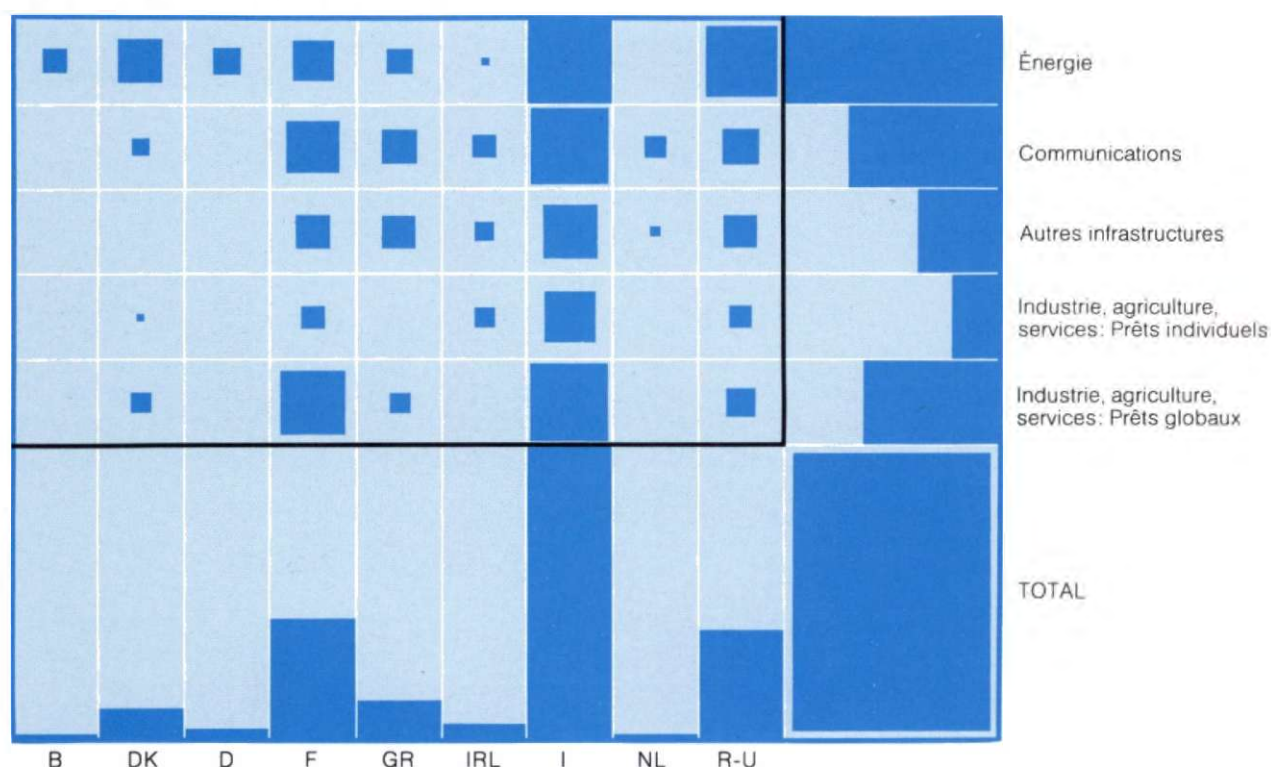


Tableau 7: **Prêts globaux et crédits affectés dans la Communauté en 1985 sur ressources propres et sur ressources NIC** (cf. tableaux détaillés 18 à 21)

Objet	Nombre	Prêts globaux signés en 1985	Crédits affectés sur prêts globaux en cours	
		Millions d'Écus	Nombre	Millions d'Écus
Objectifs régionaux	45	918,5	3 258	845,3
Infrastructure			488	137,4
Industrie			2 770	707,9
Objectifs énergétiques	14	251,0	279	263,0
Infrastructure			164	136,6
Industrie			115	126,4
Investissements de modernisation des entreprises	33	629,1	2 916	723,8
Technologies avancées	4	59,9	12	45,0
Total	96	1 858,5	6 465	1 877,1

financement d'investissements productifs de petites et moyennes entreprises localisés en dehors des zones aidées.

Sur les prêts globaux en cours, 6 465 crédits ont été consentis pour un montant de 1 877,2 millions contre 5 258 crédits pour 1 773,9 millions en 1984) (voir tableaux 7 et 21). Cette nouvelle augmentation est particulièrement sensible pour les investissements de petites et moyennes entreprises dans les zones aidées qui ont bénéficié de 2 770 crédits pour 707,9 millions contre 1 870 crédits pour 649,5 millions en 1984.

En dehors des zones aidées, les crédits affectés se répartissent en: 723,8 millions pour des investissements productifs de 2 916 entreprises (2 593 crédits pour 685,2 millions en 1984); 126,4 millions pour 115 investissements contribuant aux objectifs énergétiques et 45 millions en faveur de 12 investissements technologiquement innovants.

En outre, 488 petites infrastructures d'intérêt régional et 164 autres répondant aux objectifs éner-

gétiques ont fait l'objet de concours s'élevant respectivement à 137,4 millions et 136,6 millions.

Dans les secteurs productifs, la ventilation des 5 813 crédits (1 602,9 millions) consentis à des titres divers fait apparaître la prédominance des ouvrages en métaux et des industries mécaniques, des produits alimentaires et des services, suivis par des industries du textile et du cuir, du bois, de l'imprimerie-édition.

L'investissement par emploi crée dans les petites et moyennes entreprises financées sur des prêts globaux est de l'ordre de 67 000 Écus alors qu'il s'élève à 231 000 Écus pour les projets de plus grande dimension financés par prêt individuel.

Environ 99 % des crédits et 96 % de leur montant ont été affectés à des entreprises indépendantes employant moins de 500 personnes; ces pourcentages s'établissent respectivement à 94 % et 81 % pour celles de moins de 200 employés ou encore 72 % et 48 % pour les entreprises de moins de 50 employés.

Présentation des financements par pays

Italie

En Italie, les prêts sur ressources propres s'élèvent à 2 603,9 millions contre 2 538,2 millions en 1984. Les prêts sur les ressources du NIC, ont fléchi de 497,3 millions en 1984 à 374,1 millions.

Les prêts sur ressources propres portent pour près des deux tiers sur des projets contribuant au développement régional. Ils se répartissent entre des infrastructures (996,3 millions), des investissements du secteur de l'énergie (883,9 millions) et des projets industriels (723,7 millions) dont une part importante sous forme de prêts globaux. Les quatre cinquièmes des prêts sur les ressources du NIC concernent des investissements productifs de petites et moyennes entreprises en dehors des zones aidées.

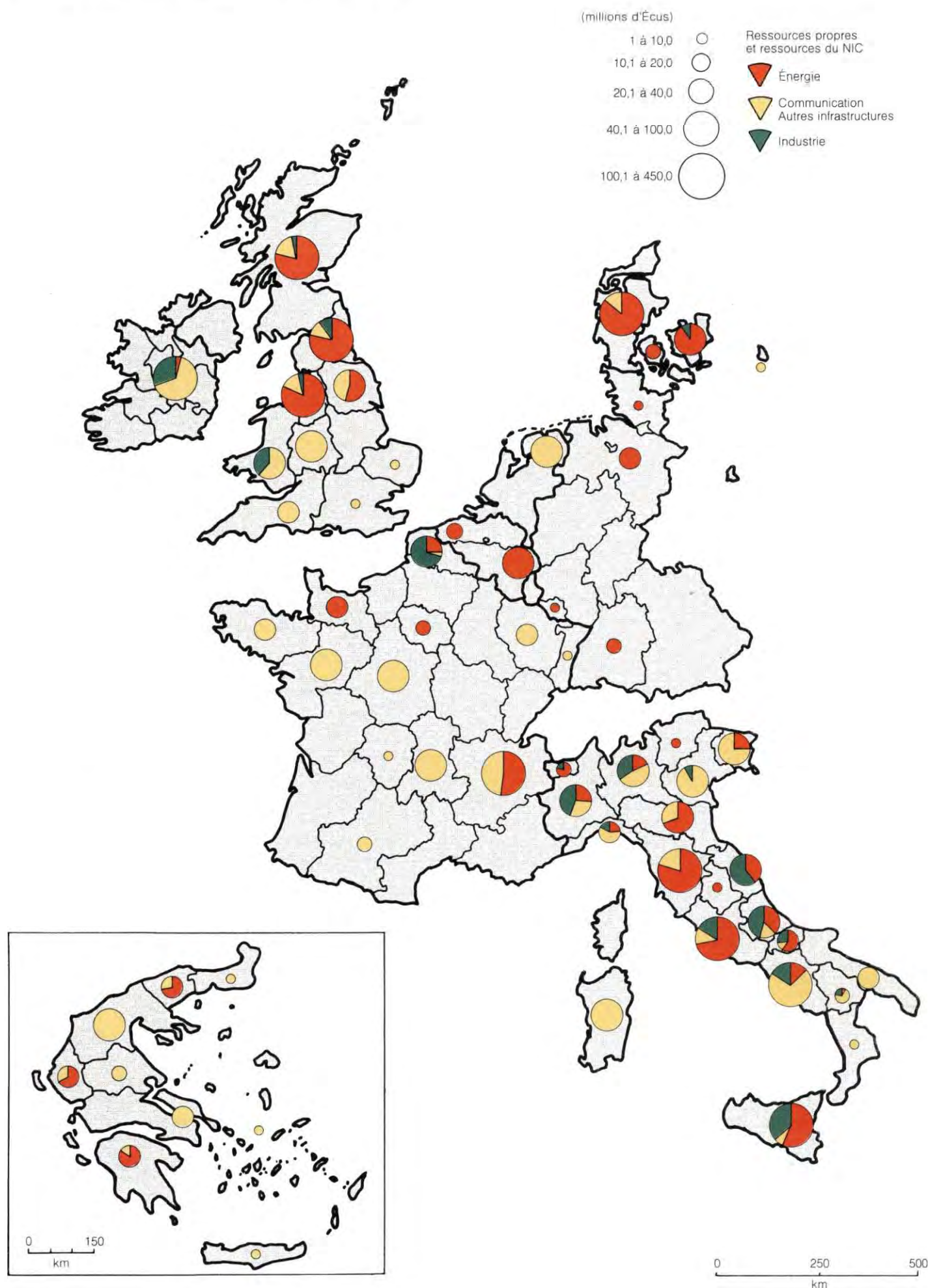
L'ensemble des prêts, toutes ressources confondues, atteint un total de 2 978 millions (3 035,5 millions

en 1984) soit 45 % du montant total des prêts dans la Communauté (49 % en 1984); le tableau 8 en donne la répartition détaillée.

* *

S'agissant des infrastructures, principal secteur d'intervention, les prêts pour l'assainissement des eaux ont pris une importance croissante. Dans le secteur de l'énergie, on note en particulier un accroissement des financements à l'ENEL surtout pour des centrales nucléaires. Enfin, dans les secteurs de la production, les prêts individuels financent une gamme plus diversifiée de projets dont une part notable comporte la diffusion de technologies avancées dans la production ou la gestion.

Près du tiers des concours a été accordé à 15 instituts de crédits sous forme de 48 prêts globaux totalisant



927,4 millions, confirmant ainsi l'étroite collaboration instaurée de longue date avec le système italien de crédit à moyen et long termes. Les prêts sont principalement destinés au financement de petites et moyennes entreprises industrielles dans le Mezzogiorno (283,8 millions), et dans le Centre-Nord: 417,9 millions dont 300,9 millions sur ressources du NIC en dehors des zones aidées. Sur les prêts globaux en cours, 2 323 petites et moyennes entreprises ont bénéficié de 797,3 millions de crédits: dans le

Mezzogiorno, 1 113 pour 302,4 millions, dans le Centre-Nord, 391 pour 142,9 millions dans les zones aidées et 819 pour 352 millions en dehors de ces zones.

Deux prêts globaux d'un montant de 15,8 millions ont été engagés en faveur de quatre investissements contribuant à l'introduction de technologies avancées. Enfin, les prêts globaux pour des investissements dans l'industrie et les infrastructures répon-

Tableau 8: **Prêts en Italie en 1985**

Répartition selon l'origine des ressources, les objectifs économiques et les secteurs

	Sur ressources propres Millions d'Écus	Sur ressources du NIC Millions d'Écus	Millions d'Écus	Total %
Total Italie	2 603,9	374,1	2 978,0	100,0
Répartition selon l'objectif économique ⁽¹⁾				
Développement régional	1 692,8	27,4	1 720,2	57,8
dont Mezzogiorno	1 435,5	27,4	1 462,9	49,1
Reconstruction	30,2	14,0	44,2	1,5
Objectifs énergétiques	890,7	9,4	900,1	30,2
Hydro-électricité	30,3	—	30,3	1,0
Nucléaire	245,7	—	245,7	8,3
Hydrocarbures	99,2	—	99,2	3,3
Utilisation rationnelle de l'énergie	120,1	9,4	129,5	4,4
Gazoducs	185,5	—	185,5	6,2
Prêts globaux	209,9	—	209,9	7,0
Infrastructures d'intérêt communautaire	268,0	36,4	304,4	10,2
Communications	84,9	—	84,9	2,9
Autres infrastructures	7,3	—	7,3	0,2
Protection de l'environnement	175,8	36,4	212,2	7,1
Modernisation d'entreprises	206,9	300,9	507,8	17,0
Modernisation et conversion	24,2	—	24,2	0,8
Technologies avancées	182,7	—	182,7	6,1
Investissements productifs des PME	—	300,9	300,9	10,1
à déduire ⁽²⁾	— 454,5	—	— 454,5	— 15,2
Répartition par grands secteurs				
Énergie	883,9	—	883,9	29,7
Prêts individuels	674,0	—	674,0	22,6
Prêts globaux	209,9	—	209,9	7,1
Communications	712,8	14,0	726,8	24,4
Infrastructures hydrauliques	209,3	36,5	245,8	8,3
Infrastructures diverses	74,2	22,7	96,9	3,2
Industrie, agriculture, services	723,7	300,9	1 024,6	34,4
Prêts individuels	307,1	—	307,1	10,3
Prêts globaux	416,6	300,9	717,5	24,1

(1) Cf. note 1 du tableau 3.

(2) Pour tenir compte des doubles emplois dans le cas de financements justifiés simultanément par référence à plusieurs objectifs.

dant aux objectifs énergétiques communautaires ont atteint un montant total de 215,6 millions. La ventilation détaillée des crédits affectés en 1985 figure dans le tableau 21.



Les prêts pour des projets de **développement régional** s'élèvent à 1 720,2 millions dont 27,4 millions sur ressources du NIC.

Quelque 1 462,9 millions de prêts, soit 85 % des concours d'intérêt régional concernent le Mezzogiorno. Cette concentration a été obtenue en soutenant dans la mesure du possible les investissements industriels et moyennant la mise à disposition des fonds nécessaires aux instituts intermédiaires. En ce qui concerne les infrastructures, la poursuite des projets engagés les années précédentes tient une place importante durant cette phase de transition entre le régime d'intervention extraordinaire et l'application de la nouvelle loi et du programme triennal; les autres concours portent sur de nouveaux projets retenus au titre du Fonds pour l'investissement et l'emploi (FIO). Enfin, 44,2 millions ont été engagés dans le cadre de l'aide financière pour la reconstruction des zones de Campanie et de Basilicate sinistrées lors des séismes de fin 1980, ce qui porte à plus de 90 % le taux de mise en œuvre des concours prévus à cet effet.

Les prêts dans le Mezzogiorno continental et les Îles se répartissent entre: la Campanie 249,3 millions, la Sicile 144,8 millions, la Sardaigne 83 millions, les Abruzzes 67 millions, le Latium 63,7 millions, les Pouilles 30,7 millions, la Molise 23,6 millions, les Marches 16,2 millions et la Basilicate 11,9 millions; à ceci s'ajoutent 385,4 millions pour la poursuite de l'équipement de diverses régions en moyens de télécommunications et 310,7 millions pour les investissements de petites et moyennes initiatives industrielles, des services et du tourisme par l'intermédiaire de divers instituts de financements actifs dans le Sud.

Enfin, des prêts totalisant 81,6 millions ont été consentis pour le renforcement de la flotte d'avions de transport interrégionaux et 36,8 millions pour l'équipement en avions et en hélicoptères des unités de la protection civile tant dans le Sud que dans le Centre-Nord.

Les principales caractéristiques des interventions dans les différentes régions sont les suivantes:

En **Campanie**, plusieurs prêts pour des infrastructures contribuent à l'opération intégrée de développement de l'agglomération napolitaine notamment pour résoudre les problèmes clés des transports. Ils concernent l'aménagement d'un nouveau quartier d'affaires dans le centre ville, le renforcement d'une ligne du réseau ferré de banlieue, l'extension d'un échangeur autoroutier, l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable et enfin la conversion au gaz naturel du réseau de distribution urbain ainsi que son extension à des communes voisines. D'autres concours portent sur la modernisation d'usines d'équipements de télécommunications et de télématique à Caserte, de fabrication d'antibiotiques à Torre Annunziata, de produits alimentaires surgelés à Benevento ainsi que sur la modernisation de deux hôtels à Avellino et Caserte. Enfin, la Banque a contribué à la reconstruction de viaducs de l'auto-route Naples-Bari, et de zones industrielles dans des communes sinistrées par les séismes de fin 1980.

Les interventions en **Sicile** ont contribué à la mise en valeur du plus important gisement pétrolier d'Italie localisé au large de Raguse dans le Canal de Sicile, ainsi qu'à l'agrandissement et la modernisation d'une usine de composants électroniques à Catane et de trois hôtels à Palerme, Catane et Syracuse.

En **Sardaigne**, les projets financés visent le renforcement de l'approvisionnement en eau de l'île et, notamment, de Cagliari et Sassari.

Dans le **Latium**, les différents concours intéressent des investissements dans les industries de biens de consommation: électronique grand public à Anagni, absorbants sanitaires, couches-culottes, savons et détergents à Patrica et Pomezia, produits alimentaires surgelés à Ferentino.

Deux activités dominent parmi celles financées dans les **Abruzzes**: le stockage du gaz naturel à Nuova Cupello et San Salvo et surtout les télécommunications avec d'une part, l'extension de la station de Fucino assurant les liaisons avec les satellites ainsi que, d'autre part, deux usines à l'Aquila pour la production et l'assemblage de satellites et de matériels de liaison et pour la fabrication d'équipements de télécommunications. Un prêt a en outre été consenti pour une fabrique de produits d'hygiène à Pescara.

Dans les **Pouilles**, la Banque est intervenue en faveur du réseau routier principal, de la construction de digues devant protéger le terminal charbonnier du port de Brindisi, de l'assainissement du Golfe de Manfredonia et de l'alimentation en eau de la région.

En **Molise**, les prêts concernent la mise en valeur d'un gisement de pétrole dans la province de Campobasso, différents ouvrages de consolidation de terrains instables dans les zones montagneuses de la province d'Isernia, et l'extension d'une usine de détergents liquides à Pozzilli.

Dans les **Marches**, outre l'exploitation de gisements de gaz, les prêts ont porté sur une boulangerie industrielle à Ascoli Piceno et une fabrique de produits surgelés à Porto d'Ascoli.

Enfin, dans la **Basilicate**, la Banque a financé l'exploitation d'un gisement de gaz et la construction d'un important village de vacances qui contribuera au développement touristique de la côte du Metaponte.

Dans les zones moins favorisées du **Centre-Nord**, les concours d'intérêt régional s'élèvent à 257,3 millions. Sept prêts globaux en faveur de petites et moyennes initiatives ont été conclus pour un montant de 117 millions. Les prêts individuels visent l'achèvement de la section proche de la frontière autrichienne de l'autoroute du Frioul, la poursuite du reboisement dans le Val d'Aoste, et, dans la partie nord des **Marches**, la modernisation d'une usine de tracteurs à Jesi, ainsi que des équipements pour la réduction de la consommation d'énergie et de la pollution d'une raffinerie à Falconara.

Les prêts pour des projets contribuant à la réalisation des **objectifs énergétiques communautaires** se sont élevés à 900,1 millions dont 890,7 sur les ressources propres de la Banque. Ils concernent à raison de 375,2 millions une centrale nucléaire à Montalto di Castro, plusieurs centrales hydro-électriques dans diverses régions du Nord, ainsi que l'exploitation de gisements d'hydrocarbures et pour 185,5 millions l'extension du réseau de transport, de stockage et de distribution du gaz naturel.

Les concours tendant à une utilisation rationnelle de l'énergie s'élèvent à 129,5 millions et portent sur des centrales géothermiques en Toscane, des réseaux de chauffage urbain dans le Centre-Nord, la modernisation de raffineries à Livourne et à Falconara, l'interconnexion des réseaux électriques à haute-tension entre la France et l'Italie à travers les Alpes, la production de biogaz dans des unités d'élevage porcin en Ombrie et l'installation de panneaux solaires.

Enfin, douze prêts globaux d'un montant total de 209,9 millions ont été conclus afin de financer des investissements industriels et des infrastructures de dimensions modestes contribuant aux objectifs énergétiques communautaires; quelque 212 crédits pour

215,6 millions ont été consentis sur les prêts globaux en cours dont 113,8 millions pour des équipements dans l'industrie.

Les prêts en faveur **d'infrastructures de communications d'intérêt communautaire**, se répartissent entre l'autoroute du Frioul, un terminal pour porte-conteneurs dans le port de Genova Voltri, un centre d'échange intermodal rail-route à Vérone ainsi qu'une bourse destinée à faciliter l'exportation des produits agricoles, notamment du Mezzogiorno, vers d'autres pays de la Communauté (92,2 millions).

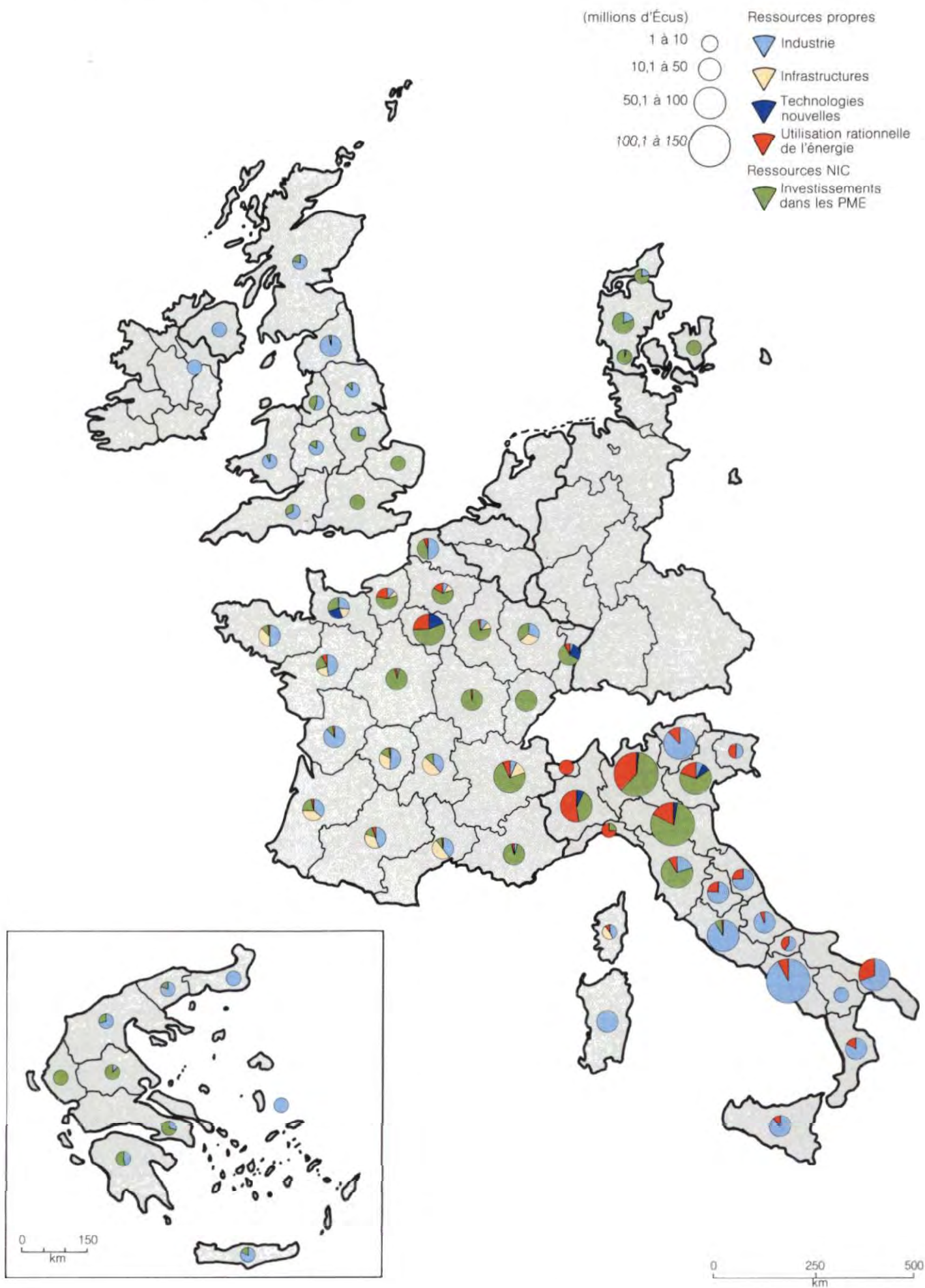
Les prêts pour des projets visant à renforcer la **protection de l'environnement** sont en forte progression (212,2 millions): équipements de protection civile déjà mentionnés, et surtout grands travaux d'assainissement des eaux. La plupart de ces derniers s'inscrivent dans le cadre de programmes élaborés par le FIO: assainissement du bassin du Pô, d'une partie de la Vénétie (voir encadré page 29), de l'agglomération de Rome et du Golfe de Manfredonia. La régularisation du cours de l'Arno réduira les risques d'inondation des villes de Florence et Pise et sera complétée par le renforcement du réseau d'assainissement.

France

Le montant des prêts en France s'établit à 1 247,4 millions, niveau comparable à celui de 1984, dont 357,8 millions sur ressources du NIC.

Ce montant comprend 678,7 millions de prêts globaux conclus, comme en 1984, avec 20 établissements intermédiaires, dont 16 sociétés de développement régional, pour des investissements dans les secteurs productifs, les infrastructures et l'énergie.

Dans les secteurs de la **production**, 560 millions ont été accordés pour l'introduction de la robotisation dans une usine fabriquant de nouveaux moteurs pour automobiles dans le Nord et sous forme de prêts globaux. Ces derniers sont destinés au financement d'une part, d'investissements de petites et moyennes entreprises de l'industrie, des services et du secteur de la pêche localisés dans des zones bénéficiant de la prime à l'aménagement du territoire (176,5 millions sur ressources de la Banque) et en dehors de ces zones (269,9 millions sur les ressources du NIC); d'autre part, ils intéressent des investissements tendant à l'introduction ou au développement de technologies avancées dans l'ensemble du pays (44,1 millions sur ressources propres).



Sur les prêts globaux en cours, 2 946 crédits d'un montant total de 500,3 millions ont été affectés à 1 049 entreprises localisées dans les zones aidées (168 millions) et à 1 889 autres (303,1 millions) en dehors de ces zones; huit crédits ont été octroyés pour des investissements innovants (29,2 millions). Les entreprises concernées relèvent en grande partie des secteurs des ouvrages en métaux et mécanique (20 %), des produits alimentaires (11,5 %), de l'industrie du papier et imprimerie (8,8 %) ainsi que du tourisme et des services aux entreprises (11,2 %).

Les concours pour des **infrastructures** (495,7 millions) portent essentiellement sur des projets destinés à améliorer les communications: la section Bourges—Clermont-Ferrand de l'autoroute A 71 contribuera au désenclavement du Massif Central; le contournement de Toulouse assurera la continuité de l'itinéraire autoroutier Bordeaux—Narbonne à travers tout le Sud-Ouest; la section Angers—Le Mans de l'A 11 complètera la desserte du sud de la Bretagne et de la Basse-Loire; enfin, la ligne Paris—Le Mans du TGV Atlantique raccourcira sensiblement la durée des trajets de la capitale vers la Bretagne et le Sud-Ouest. La Banque a également financé par l'intermédiaire de la CAECL ou du Fonds spécial des grands travaux de nombreux autres aménagements routiers principalement dans l'Ouest, le Centre, le bassin sidérurgique lorrain et dans les Vosges ainsi qu'un ensemble d'infrastructures intéressant l'agglomération de Nancy, destinées notamment à la protection contre les inondations.

Certaines routes financées constituent des maillons du réseau intracommunautaire comme le tronçon Mâcon—Châtillon de l'A 40, en direction du Mont-Blanc et de l'Italie, et des sections des liaisons Longwy—Belgique et Thionville—Luxembourg. La Banque a également accordé des prêts pour la fabrication et le lancement de satellites de télécommunications devant permettre la mise en place d'un réseau télématique inter-entreprises (29,3 millions).

Dans le cadre de prêts globaux d'un montant de 147 millions conclus avec la CAECL, la Banque a en outre financé des infrastructures de petite ou moyenne dimension réalisées par les collectivités locales et contribuant au développement régional. Au cours de l'exercice, 487 aménagements, principalement routiers, ont bénéficié de 121,3 millions de crédits.

Les prêts dans le secteur de l'**énergie**, (191,6 millions) sont destinés à la centrale nucléaire de Flamanville, en Basse-Normandie, à une centrale hydro-électrique en amont de Lyon, à la réalisation de réseaux de chauffage urbain dans la région pari-

sienne et à l'interconnexion du réseau électrique à haute tension, d'une part, avec celui du Royaume-Uni, par la pose de câbles sous-marins à travers la Manche et, d'autre part, avec celui de l'Italie, par le col du Petit Saint-Bernard. En outre, deux prêts globaux contribueront au financement d'investissements répondant aux objectifs énergétiques de la Communauté; sur les prêts en cours, 67 crédits (47,5 millions) ont été accordés notamment pour de petits réseaux de chauffage urbain.

Royaume-Uni

Les concours au Royaume-Uni s'élèvent à 1 130,1 millions dont 33,4 millions sur ressources du NIC. La progression de plus de 20 % par rapport à 1984 résulte de l'accroissement des prêts dans le secteur de l'énergie (657 millions) et de la reprise de ceux pour l'industrie (164,5 millions).

Dans le secteur de l'**énergie**, les prêts sont fortement concentrés sur les deux centrales nucléaires de Heysham et de Tornesspoint, sur la connexion de cette dernière au réseau électrique à haute tension, sur les installations de stockage et de retraitement du combustible irradié de Sellafield (554,7 millions) et sur la poursuite de la mise en valeur du gisement de gaz de Esmond, au large du Yorkshire.

Les autres investissements financés sont localisés principalement dans des zones assitées.

Les prêts pour les **infrastructures** d'un montant total de 308,6 millions portent en grande partie sur des routes dans le Pays de Galles, les Midlands et en Écosse, sur l'électrification des lignes de chemin de fer des réseaux de Glasgow et Liverpool, sur la modernisation de l'aéroport de Leeds-Bradford (145,2 millions) ainsi que sur des aménagements portuaires à Harwich et Felixstowe contribuant à améliorer les liaisons intracommunautaires (15,9 millions). Dans diverses régions d'Écosse, du Nord et du Sud-Ouest de l'Angleterre, la Banque a financé des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées (104,7 millions) concourant à la protection de l'environnement et divers projets composites incluant des zones industrielles, des aménagements routiers et des installations de traitement des effluents liquides ou des déchets solides (42,9 millions).

Dans le secteur **industriel** (63,2 millions), la Banque a financé: une papeterie installée sur un ancien site sidérurgique à Shotton au Pays de Galles, dans cette même région et en Écosse, des installations de

transformation d'alumine et d'aluminium, une usine d'instruments électroniques de mesure près d'Edimbourg, une fabrique de copeaux de polyester pour fibres synthétiques à Hartlepool, une usine de traitement de graines oléagineuses à Liverpool ainsi que l'informatisation de la gestion d'une chaîne coopérative.

En outre, trois prêts globaux d'un montant total de 101,3 millions, permettront de financer des investissements de petites et moyennes entreprises. Sur les prêts globaux en cours, 83 entreprises ont bénéficié de 47,7 millions de crédits sur ressources propres et 81 entreprises de 15,2 millions de crédits sur ressources du NIC.

Grèce

Le montant des prêts en Grèce s'établit à 423,7 millions, dont 22 millions sur ressources du NIC.

Les prêts pour les **infrastructures** (303,3 millions) représentent près des trois quarts des concours. Ils concernent les télécommunications interurbaines, internationales et les liaisons avec les satellites de navigation Inmarsat, l'aménagement de près d'un millier de kilomètres de routes à travers diverses régions ainsi que la modernisation et l'agrandissement d'aéroports et de ports à vocation régionale notamment dans les îles de la mer Egée. Les autres prêts portent sur la collecte et le traitement des eaux usées de diverses grandes villes riveraines de la Méditerranée afin notamment de réduire la pollution des zones côtières, sur l'irrigation de quelque 30 000 ha de terres agricoles dans plusieurs régions, ainsi que sur des infrastructures de modestes dimensions réalisées par des communes dans le cadre d'un prêt global; au cours de l'exercice, de nombreux aménagements routiers et d'assainissement ont ainsi pu être financés pour un montant de 16,1 millions.

Dans le secteur de l'**énergie**, 71,7 millions de prêts permettront la poursuite de la mise en valeur des trois sites hydro — électriques de Pigai, Thissavros et Stratos; ces centrales, d'une puissance cumulée de 600 MW, contribueront au développement des régions intérieures et au renforcement des ressources en énergie des États membres.

Deux prêts globaux ont été conclus pour un montant total de 48,6 millions en vue de renforcer le tissu industriel dans l'ensemble du pays, en particulier dans

les secteurs liés à l'agriculture et en milieu rural. Au cours de l'exercice, 53 crédits totalisant 51,3 millions ont été consentis pour des investissements industriels ou artisanaux et pour des investissements de quelque 2 200 exploitations agricoles.

Danemark

Au Danemark, les prêts d'un montant total de 332,5 millions, dont 68,5 millions sur ressources du NIC, demeurent largement concentrés sur des projets répondant aux objectifs énergétiques de la Communauté (285,5 millions). Ils concernent, d'une part, la poursuite de la mise en place des réseaux de transport et de distribution du gaz naturel de la mer du Nord, dans l'est du pays (Copenhague, ensemble du Sjælland et Fionie) et, d'autre part, la continuation de l'effort d'investissement pour réduire la consommation d'énergie en généralisant les réseaux de chauffage urbain (agglomérations de Copenhague et Aarhus, communes du détroit de Lillebælt; voir aussi encadré page 27); la Banque a également financé l'électrification de la ligne de chemin de fer traversant le Sjælland, ainsi que l'installation d'éoliennes, d'un réseau de chauffage urbain et l'extension de la zone portuaire de Hasle sur l'île de Bornholm.

Enfin, 47 millions de prêts ont été accordés pour le renforcement de la production de panneaux de plâtre, selon un procédé économe en énergie, à Hobro dans le nord du Jutland, et pour les investissements de petites et moyennes entreprises dans le cadre de trois prêts globaux; 124 crédits totalisant 41,3 millions ont été affectés sur les prêts en cours, principalement en dehors des zones assistées.

Irlande

D'un montant total de 174,5 millions, dont 27,9 millions sur ressources du NIC, les prêts en Irlande tendent tous au développement régional et en particulier au renforcement d'infrastructures de base encore insuffisantes; ils concernent de nombreuses améliorations du réseau routier (67,9 millions) notamment dans la zone de Cork et à Athlone, goulet d'étranglement au centre du pays, le renforcement de l'approvisionnement en eau et l'installation de stations de traitement des eaux usées (46,8 millions), le renforcement de la capacité d'accueil et d'enseigne-

ment professionnel et technique pour la formation de cadres et d'agents de maîtrise dans cinq instituts supérieurs de formation, l'institut national de Limerick, l'institut de technologie et l'institut d'études supérieures de Dublin, le collège technique régional de Tralee et un centre de recherche en micro-électronique à Cork (18,2 millions).

La Banque a contribué à financer la centrale au charbon de Moneypoint, la poursuite des programmes d'aménagement forestier et de reboisement ainsi que de construction d'usines clé en mains. En outre, un nouveau prêt global permettra de financer les investissements de petites et moyennes entreprises industrielles; 84 d'entre elles ont bénéficié de crédits s'élevant à 7,5 millions.

Allemagne

Les prêts en Allemagne d'un montant total de 91,4 millions concernent des projets répondant aux objectifs énergétiques de la Communauté: les centrales nucléaires de Neckarwestheim et Emsland, de 1 230 MW chacune, des sections de gazoducs assurant l'acheminement vers la Communauté du gaz

d'Union soviétique et la connexion avec le réseau danois, enfin, en Sarre, un ensemble de conduites récupérant la chaleur d'une centrale électrique et de diverses industries pour approvisionner des réseaux de chauffage urbain.

Belgique

En Belgique, la Banque a accordé des prêts totalisant 77,8 millions, pour l'achèvement de trois unités, de 1 003 MW chacune, des centrales nucléaires de Tihange, près de Liège et de Doel, près d'Anvers.

Pays-Bas

Sur les quatre prêts aux Pays-Bas d'un montant total de 69,1 millions, trois contribueront au renforcement, par des avions courts-courriers Jet Stream 31 et moyens-courriers Airbus A 310-203, des flottes aériennes assurant des liaisons intracommunautaires. Le quatrième concerne l'agrandissement du plus important centre communautaire de vente publique de fleurs, à Aalsmeer près d'Amsterdam.

Liste des prêts dans la Communauté ⁽¹⁾

A. Prêts sur ressources propres de la Banque

Contrats signés en 1985

Le montant total des contrats de prêts sur les ressources propres de la Banque signés en 1985 pour des projets d'investissement dans la Communauté s'élève à 5 640,7 millions. Ces opérations — dont les principaux aspects économiques sont présentés pages 23 à 43 — relèvent de la responsabilité financière de la Banque et sont comptabilisées dans son bilan. Les objectifs économiques auxquels elles répondent font référence aux têtes de rubrique figurant dans le tableau 3.

Les prêts consentis pour la reconstruction des zones sinistrées d'Italie, assortis d'une bonification d'intérêt de 3 %, sont signalés par un astérisque.

Objectifs énergétiques		Objectifs énergétiques	
Infrastructures communautaires		Infrastructures communautaires	
Modernisation/Conversion		Modernisation/Conversion	
Développement régional		Développement régional	
millions d'Écus		millions d'Écus	
BELGIQUE	77,8		
3 500 millions de francs belges			
1. Centrales nucléaires de Tihange (Liège), 3 ^{ème} unité (1 003 MW) et de Doel (Flandre orientale), 4 ^{ème} unité (1 033 MW)			
Belgelectric Finance B.V.			
1 750 millions FB	39,1		
2. Centrale nucléaire de Tihange (Liège), 3 ^{ème} unité (1 003 MW)			
Belgelectric Finance B.V.			
1 750 millions FB	38,7		
DANEMARK	264,0		
2 116 millions de couronnes danoises			
3.—5. Réseau de transport et de distribution du gaz naturel dans 47 communes de l'agglomération de Copenhague			
Hovedstadsregionens Naturgas I/S par l'intermédiaire de Kongeriget Danmarks Hypotekbank og Finansforvaltning			
300 millions DKr	37,6		
300 millions DKr	37,5		
400 millions DKr	49,6		
6.—7. Réseau de transport et de distribution de gaz naturel dans les comtés de Vestjylland et Storstrøm (Sjælland)			
Naturgas Sjælland I/S par l'intermédiaire de Kongeriget Danmarks Hypotekbank og Finansforvaltning			
63 millions DKr	7,9		
100 millions DKr	12,4		
8. Réseau de transport et de distribution du gaz naturel dans 27 communes de l'île de Fionie			
Naturgas Fyn I/S par l'intermédiaire de Kongeriget Danmarks Hypotekbank og Finansforvaltning			
100 millions DKr	12,5		
9. Réseau de chauffage urbain dans l'agglomération de Copenhague			
Centralkommunernes Transmissions-selskab I/S			
275 millions DKr	34,4		
10. Extension du réseau de chauffage urbain de la commune d'Aarhus			
Municipalité d'Aarhus			
250 millions DKr	31,3		
11. Réseau de chauffage urbain dans cinq communes du détroit de Lillebaelt (Est du Jutland)			
Trekantområdets Varmetransmissionsselskab I/S			
100 millions DKr	12,4		
12. Conduites d'eau chaude destinée à différents réseaux de chauffage urbain à l'ouest de Copenhague			
Vestegnens Kraftvarmeselskab I/S			
120 millions DKr	14,9		
13. Extension du port de Hasle; réseau de chauffage urbain; construction d'une batterie d'aérogénérateurs			
Commune de Hasle			
32 millions DKr	4,0		
14. Accroissement de la capacité de production de panneaux de plâtre dans une usine à Hobro (Jutland du Nord) et conversion au gaz naturel du système de cuisson et de séchage			
Danogips A/S			
36 millions DKr	4,5		
15. Prêt global à l'État danois			
Conseil de Développement régional pour le financement de petites et moyennes initiatives industrielles et touristiques dans les zones d'aide régionale			
40 millions DKr	5,0		
ALLEMAGNE	91,4		
204 millions de Deutschemark			
16. Centrale nucléaire de Neckarwestheim (Bade-Wurtemberg); deuxième unité (1 230 MW)			
Gemeinschaftskernkraftwerk Neckarwestheim par l'intermédiaire de EVS Kernkraft Neckarwestheim GmbH			
40 millions DM	18,1		

(1) Les ouvertures de crédit sont en règle générale libellées en contre-valeur d'une monnaie nationale; les abréviations figurant dans les listes sont expliquées page 61.

Objectifs énergétiques			
Infrastructures communautaires			
Modernisation/Conversion			
Développement régional			
millions d'Écus			
17. Centrale nucléaire Emsland de 1 230 MW à Lingen (Basse-Saxe) Kernkraftwerke Lippe-Ems GmbH 50 millions DM	22,6	●	
18. Gazoduc supplémentaire transportant le gaz naturel soviétique de Waidhaus (frontière tchèque) à Medelsheim (frontière française) Mitteleuropäische Gasleitungsgesellschaft mbH par l'intermédiaire de MEGAL Finance Company Ltd 100 millions DM	44,5	●	
19. Gazoduc reliant les réseaux danois et européen; station de compression Deutsch-Dänische Erdgas-Transport-Gesellschaft mbH und Co. KG par l'intermédiaire de la Compagnie luxembourgeoise de la Dresdner Bank — Dresdner Bank International AG 10 millions DM	4,4	●	
20. Réseau de chauffage urbain de Dillingen et Saarlouis utilisant la chaleur d'installations industrielles (Sarre) Fernwärme-Verbund Saar GmbH par l'intermédiaire de Floris-Corsten B.V. 4 millions DM	1,8	●	●
GRÈCE	401,7		
41 590,4 millions de drachmes			
21. Centrale hydro-électrique de Pigai (210 MW) au nord de Ioannina (Epire) PPC 2 050 millions Dr	21,2	●	●
22. Centrale hydro-électrique de Thissavros (240 MW) sur la rivière Nestos (Macédoine) PPC 2 660,4 millions Dr (Contre-valeur d'un prêt à taux variable libellé en US\$)	27,5	●	●
23. Centrale hydro-électrique de Stratos (150 MW) sur l'Acheloos (Centre-Ouest) PPC 2 500 millions Dr	23,0	●	●
24. Amélioration de près de 500 km de routes dans le Péloponnèse État grec (Ministère des Travaux Publics) 300 millions Dr	3,1	●	
25. Aménagements routiers sur 225 km et construction d'ouvrages d'art, concernant principalement la route Salonique—Alexandroupolis (Macédoine et Thrace) État grec (Ministère de l'Économie Nationale) 1 350 millions Dr	13,5	●	

Objectifs énergétiques			
Infrastructures communautaires			
Modernisation/Conversion			
Développement régional			
millions d'Écus			
26. Amélioration et renforcement de quelque 210 km de routes nationales et régionales État grec (Ministères de l'Environnement, de l'Urbanisme et des Travaux publics) 4 milliards Dr	36,8	●	
27. Modernisation et extension des ports de Kavala (Macédoine), Volos (Thessalie), Souda et Rethymnon (Crète), Rhodes, Kos et Karpathos (Dodécannèse), Corfou (Ionie) et Syros (Cyclades) État grec (Ministère des Travaux Publics) 900 millions Dr	9,3	●	
28. Modernisation et agrandissement des aéroports de Kastoria (Macédoine), Héraklion et La Canée (Crète) et des îles de Lemnos, Mytilène, Santorin, Kefallinia, Skiathos, Cythère et Mykonos État grec (Ministères des Transports et des Travaux Publics) 500 millions Dr	5,2	●	
29. Restructuration du système de contrôle aérien — radars, radio-communications, aides à la navigation — et installations d'approche dans les aéroports internationaux d'Athènes, Rhodes, Héraklion État grec (Ministères des Transports et des Travaux publics) 250 millions Dr	2,3	●	●
30.—31. Extension et modernisation des télécommunications OTE 3 560 millions Dr 5 440 millions Dr (contre-valeur d'un prêt à taux variable libellé en US\$)	32,8 48,4	● ●	
32. Irrigation de 2 600 ha dans la plaine de Boida-Mavri (Epire) État grec (Ministère de l'Agriculture) 60 millions Dr	0,6	●	
33. Irrigation de 12 000 ha dans la plaine de Drama (Macédoine orientale) État grec (Ministère de l'Agriculture) 640 millions Dr	6,6	●	
34. Irrigation par aspersion de 15 500 ha de terres agricoles dans la zone de l'ancien lac de Yannitsa à l'ouest de Thessalonique (Macédoine) État grec (Ministère de l'Économie Nationale) 2 000 millions Dr	20,7	●	
35. Irrigation des périmètres de Pieria, Aghitis, Nea Magnissia, Axioupolis; 4 575 ha au total (Macédoine) État grec (Ministère de l'Économie Nationale) 120 millions Dr	1,2	●	



Ph.: B. Turbang

Objectifs énergétiques
Infrastructures communautaires
Modernisation/Conversion
Développement régional
millions d'Écus

36. Irrigation de 2 200 ha dans la zone de Ierapetra (Crète)
État grec (Ministère de l'Économie Nationale)

200 millions Dr 1,8 ●

37. Ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées de trois villes riveraines de la Méditerranée: Thessalonique (Macédoine), Volos (Thessalie) et Aghios Nikolaos (Crète)

Organismes responsables des municipalités concernées par l'intermédiaire de l'État grec

2 260 millions Dr 23,4 ● ●

38. Ouvrages d'assainissement dans le golfe Saronique à l'ouest d'Athènes s'inscrivant dans le programme de traitement des eaux usées de l'agglomération

État grec (Ministère des Travaux Publics)

2 000 millions Dr 20,0 ● ●

39. Prêt global à la **Caisse des Dépôts et Consignations** pour le financement d'infrastructures de dimensions modestes réalisées par les communes

6 milliards Dr 60,0 ●

40. Prêt global à la **Banque Agricole de Grèce** pour le financement de petites et moyennes initiatives agro-industrielles et d'investissements dans des exploitations agricoles, ainsi que dans de petites entreprises industrielles en milieu rural

4 800 millions Dr 44,2 ●

FRANCE 889,6

6 054 millions de francs français

41. Centrale nucléaire de Flamanville, sur la presqu'île du Cotentin (Basse-Normandie) — 1^{ère} et 2^{ème} unités de 1 300 MW chacune

EDF
250 millions FF 37,0 ●

42. Centrale hydro-électrique de 45 MW à Sault-Brenaz, à 60 km en amont de Lyon (Rhône-Alpes)

Compagnie Nationale du Rhône
400 millions FF 58,6 ●

43. Interconnexion des réseaux électriques à haute tension français et italien; section de 53 km Albertville (Savoie)—col du Petit Saint Bernard (frontière italienne)

EDF
140 millions FF 20,5 ●

Objectifs énergétiques			
Infrastructures communautaires			
Modernisation/Conversion			
Développement régional			
	millions d'Écus		
44. Interconnexion des réseaux électriques à haute tension français et britannique par quatre paires de câbles sous-marins à travers la Manche entre Bonningues-lès-Calais (Nord-Pas-de-Calais) et Sellindge (Sud-Est) EDF 160 millions FF	23,4	●	
45. Réseau de chauffage urbain utilisant la géothermie à Chevilly Larue et L'Hay-les-Roses dans la banlieue parisienne (Île de France) Syndicat intercommunal pour la géothermie par l'intermédiaire de la CAECL 73,7 millions FF	10,9	●	
46. TGV-Atlantique; construction de voies électrifiées (273 km) sur les trajets Paris—Le Mans et Paris—Tours desservant respectivement la Bretagne et le Sud-Ouest; mise en service de 95 rames à grande vitesse Société Nationale des Chemins de Fer 300 millions FF	44,4	●	
47. Section Bourges—Clermont-Ferrand (182 km) de l'autoroute A 71, Orléans—Clermont-Ferrand Société des Autoroutes Paris-Rhin-Rhône par l'intermédiaire de la CNA 250 millions FF	37,0	●	
48. Section Le Mans—Angers (81,5 km) de l'autoroute A 11, Paris—Nantes Société des Autoroutes du Sud de la France par l'intermédiaire de la CNA 150 millions FF	22,2	●	
49. Contournement autoroutier à l'est de Toulouse assurant la liaison entre l'A 61 et l'A 62 (Midi-Pyrénées) Région Midi-Pyrénées, Département de Haute-Garonne et Ville de Toulouse par l'intermédiaire de la CAECL 50 millions FF	7,4	●	
50. Aménagement du réseau routier et autoroutier sur 12 tronçons (270 km) Fonds Spécial des Grands Travaux 700 millions FF	102,1	●	●
51. Aménagement des infrastructures routières sur plus de 100 km, notamment sur les axes Rennes—Nantes et St Brieuc—Quimper Région et départements de Bretagne, Région des Pays de la Loire et département de Loire-Atlantique par l'intermédiaire de la CAECL 113,7 millions FF	16,6	●	
52. Aménagements sur neuf tronçons de routes et d'autoroutes (72 km) en Lorraine			

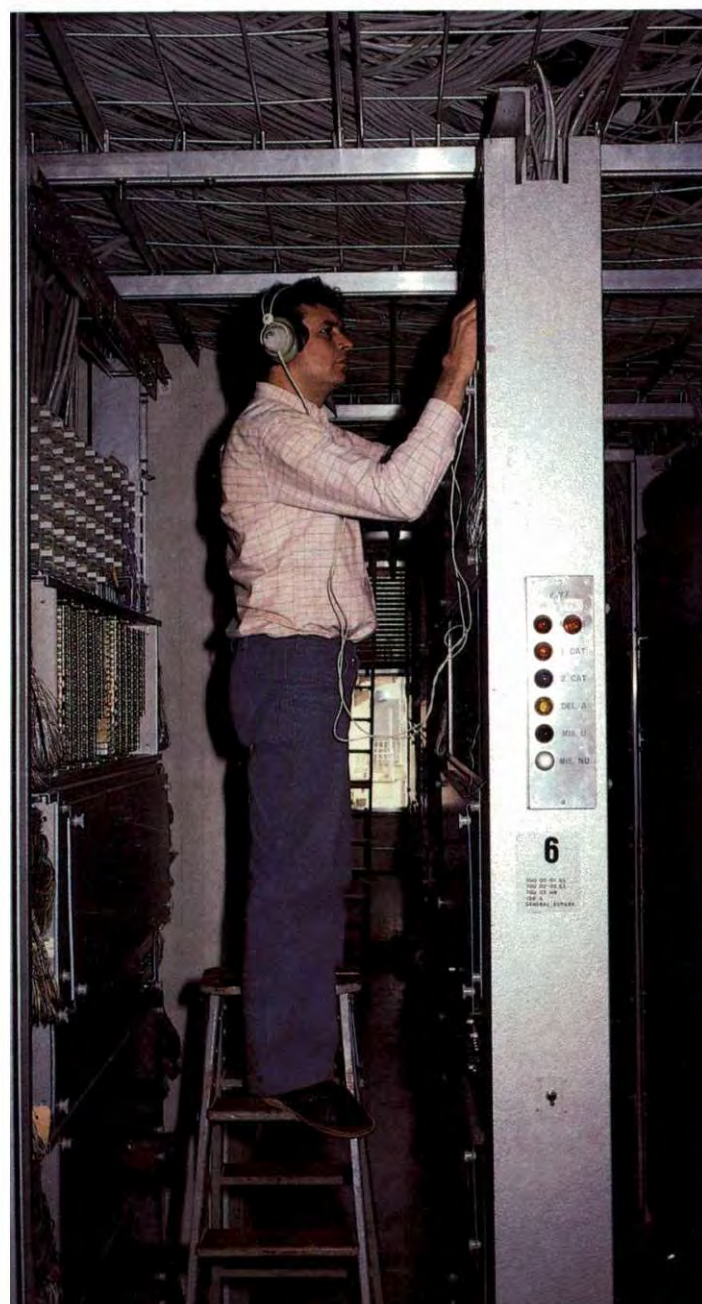
Objectifs énergétiques			
Infrastructures communautaires			
Modernisation/Conversion			
Développement régional			
	millions d'Écus		
Région Lorraine, Départements de Meurthe-et-Moselle et des Vosges par l'intermédiaire de la CAECL 80,6 millions FF	11,9	●	●
53. Construction et lancement de satellites, stations terrestres et réseaux destinés à assurer des services télématiques perfectionnés aux entreprises ainsi que des liaisons avec les départements français d'outre-mer Administration des Postes et Télécommunications par l'intermédiaire de la CNT 100 millions FF	14,6	●	●
54. Aménagement du cours de la Meurthe, réseaux d'assainissement, réserve d'eau potable et pénétrante routière à Nancy (Lorraine) District Urbain de Nancy par l'intermédiaire de la CAECL 30 millions FF	4,4	●	
55. Extension et équipement d'ateliers robotisés pour le montage et l'usinage de moteurs de moyenne cylindrée, à Douvrin (Nord-Pas-de-Calais) Française de Mécanique 475 millions FF	69,5	●	●
56.—58. Prêts globaux à la CAECL pour le financement d'équipements de petite ou moyenne dimension réalisés par des collectivités locales ou des établissements publics dans les zones d'aide régionale 250 millions FF 250 millions FF 500 millions FF	36,5 36,5 74,1	● ● ●	
59.—69. Prêts globaux à onze Sociétés de Développement Régional (SDR) pour le financement de petites et moyennes initiatives de l'industrie, du tourisme et des services dans les zones d'aide régionale — SDR de Bretagne 85 millions FF — SDR de Champagne-Ardenne «Champex» 10 millions FF — Caisse de Développement de la Corse 25 millions FF — SDR du Sud-Ouest «Expanso» 30 millions FF — SDR de Lorraine «Lordex» 40 millions FF — SDR du Nord et du Pas-de-Calais 70 millions FF — SDR de Picardie 10 millions FF — SDR du Centre et du Centre-Ouest «Sodecco» 80 millions FF — SDR de l'Ouest «Sodero» 80 millions FF	12,4 1,5 3,7 4,4 5,9 10,2 1,5 11,7 11,7	● ● ● ● ● ● ● ● ● ●	

Objectifs énergétiques			
Infrastructures communautaires			
Modernisation/Conversion			
Développement régional			
millions d'Écus			
— SDR du Languedoc-Roussillon «Sodler» 30 millions FF	4,4	●	
— SDR du Sud-Ouest «Tofinso» 40 millions FF	5,9	●	
70.—71. Prêts globaux au CEPME pour le financement de petites et moyennes initiatives de l'industrie, du tourisme et des services dans des zones d'aide régionale			
220 millions FF	32,2	●	
381 millions FF (contre-valeur d'un prêt à taux variable libellé en DM)	56,5	●	
72. Prêt global à la Caisse Centrale de Crédit Coopératif pour le financement d'initiatives de petite ou moyenne dimension du secteur de la pêche maritime dans les zones littorales d'aide régionale			
100 millions FF	14,6	●	
73.—74. Prêt globaux au Crédit National pour le financement de projets de technologies avancées de petite ou moyenne dimension réalisés par des entreprises industrielles			
200 millions FF	29,3	●	
100 millions FF	14,8	●	
75. Prêt global à la CAECL pour le financement par des collectivités locales ou des établissements publics d'investissements répondant aux objectifs énergétiques communautaires			
150 millions FF	21,9	●	
76. Prêt global au Crédit National pour le financement d'investissements répondant aux objectifs énergétiques communautaires			
130 millions FF	19,3	●	
IRLANDE	146,6		
105 millions de livres irlandaises			
77. Extension de la centrale électrique au charbon de Moneypoint, troisième unité de 300 MW Electricity Supply Board			
5 millions £irl.	7,0	●	●
78.—83. Améliorations de divers tronçons du réseau routier national Collectivités locales concernées par l'intermédiaire de l'État irlandais (Ministère des Finances)			
5 millions £irl.	7,0	●	
6,5 millions £irl.	9,1	●	
9,5 millions £irl.	13,3	●	
5 millions £irl.	7,0	●	
10 millions £irl.	14,0	●	
7,5 millions £irl.	10,5	●	

Objectifs énergétiques			
Infrastructures communautaires			
Modernisation/Conversion			
Développement régional			
millions d'Écus			
84. Route de contournement à Athlone et pont sur le Shannon État irlandais (Ministère des Finances)			
5 millions £irl.	7,0	●	
85.—87. Ouvrages d'adduction d'eau et installations de traitement des eaux usées Collectivités locales concernées par l'intermédiaire de l'État irlandais (Ministère des Finances)			
5 millions £irl.	7,0	●	
15 millions £irl.	21,0	●	
13,5 millions £irl.	18,9	●	
88. Construction d'usines «clés en main» et sur mesure Shannon Free Airport Development Company Ltd et Udaras na Gaeltachta par l'intermédiaire de l'État irlandais (Ministère des Finances)			
5 millions £irl.	7,0	●	
89. Extension de cinq instituts d'enseignement technique supérieur à Limerick, Dublin, Tralee et Cork Les instituts concernés par l'intermédiaire de l'État irlandais (Ministère des Finances)			
9 millions £irl.	12,6	●	
90. Agrandissement d'installations de formation supérieure technique, industrielle et commerciale à Limerick National Institute for Higher Education par l'intermédiaire de l'État irlandais (Ministère des Finances)			
4 millions £irl.	5,6	●	
ITALIE	2 603,9		
3 728,7 milliards de liras italiennes			
91.—93. Centrale nucléaire à Montalto di Castro (Latium); 2 unités de 982 MW chacune ENEL			
150 milliards Lit (Contre-valeur d'un prêt à taux variable libellé en US\$)	109,3	●	
60,3 milliards Lit	42,2	●	
140 milliards Lit	94,1	●	
94. Centrale au fil de l'eau (22 MW) sur la Dora Baltea entre Pont-St-Martin et Quincinetto (Piémont) ENEL			
15 milliards Lit	10,1	●	
95. Centrales hydro-électriques d'une puissance totale d'environ 70 MW, dans le Frioul, en Emilie-Romagne et en Lombardie ENEL			
30 milliards Lit	20,2	●	
96. Cinq centrales géothermo-électriques en Toscane d'une puissance totale de 75 MW ENEL			
60 milliards Lit	43,9	●	

Objectifs énergétiques			
Infrastructures communautaires			
Modernisation/Conversion			
Développement régional			
	millions d'Écus		
97. Exploitation des gisements de gaz de Cervia Mare (Emilie Romagne), San Benedetto, Flavia et Fulvia (Marches), Pessa (Lombardie) et Demma-Locantore (Basilicate)			
AGIP S.p.A. par l'intermédiaire de l' ENI			
9 milliards Lit	6,6	●	●
98.—99. Mise en valeur du gisement de pétrole de Torrente Tona, dans la province de Campobasso (Molise)			
AGIP S.p.A. par l'intermédiaire de l' ENI			
14 milliards Lit	9,8	●	●
6 milliards Lit	4,2	●	●
100.—103. Mise en valeur du gisement pétrolier de Vega, le plus important d'Italie, dans le Canal de Sicile au large de la province de Raguse			
AGIP S.p.A. par l'intermédiaire de l' ENI			
42 milliards Lit	29,3	●	●
18 milliards Lit	12,6	●	●
38,5 milliards Lit	25,8	●	●
16,5 milliards Lit	11,0	●	●
104. Unités de production de biogaz à partir de lisiers porcins à Marsciano et Bettona (Ombrie)			
Communes de Marsciano et Bettona par l'intermédiaire de la Région Ombrie			
7,7 milliards Lit	5,2	●	
105. Interconnexion des réseaux électriques à haute tension italien et français; section de 138 km Rondissone (Val d'Aoste)—col du Petit Saint-Bernard (frontière française)			
ENEL			
20 milliards Lit	14,1	●	
106. Gazoduc Algérie—Italie; section de 155 km Arezzo (Toscane)—Minerbio (Emilie-Romagne) et station de compression à Melizzano (Campanie)			
SNAM S.p.A. par l'intermédiaire de l' ENI			
40 milliards Lit	29,2	●	
107. Transport du gaz naturel dans le Centre-Nord: gazoduc reliant Alessandria (Piémont) à Gènes (Ligurie); desserte de dix communes de la Val de Nievole (Toscane) et de 19 communes de la Valsugana (Trentin-Haut-Adige)			
SNAM S.p.A.			
23 milliards Lit	16,8	●	
108.—109. Construction de centrales de stockage gaziers			
— dans le Centre-Nord à Ripalta (Lombardie), Tresigallo (Emilie-Romagne)			
SNAM S.p.A.			
23 milliards Lit	16,8	●	

Objectifs énergétiques			
Infrastructures communautaires			
Modernisation/Conversion			
Développement régional			
	millions d'Écus		
— dans le Mezzogiorno à Nuova Cupello (Abruzzes)			
SNAM S.p.A. par l'intermédiaire de l' ENI			
17 milliards Lit	12,4	●	●
110.—111. Conversion en réservoirs de stockage gaziers de gisements épuisés			
— dans le Centre-Nord à Sabbioncello (Emilie-Romagne)			
AGIP S.p.A.			
18 milliards Lit	13,1		●
— dans le Mezzogiorno à San Salvo (Abruzzes)			
AGIP S.p.A. par l'intermédiaire de l' ENI			
17 milliards Lit	12,4	●	●
112.—114. Achèvement de la conversion au gaz naturel du réseau romain et extension des réseaux de distribution à des communes de l'agglomération (Latium)			
ITALGAS S.p.A. par l'intermédiaire de			
— BNL — SAFOP			
17 milliards Lit	11,9		●
— EFIBANCA			
17 milliards Lit	11,9		●
— CENTROBANCA			
17 milliards Lit	11,9		●
115.—116. Conversion au gaz naturel et extension du réseau de distribution de la ville de Naples et des communes avoisinantes (Campanie)			
Napoletana Gas S.p.A. par l'intermédiaire de l' ENI			
28 milliards Lit	19,5	●	●
12 milliards Lit	8,4	●	●
117. Réseaux de distribution de gaz naturel dans vingt communes de la province de Udine			
Région autonome Frioul-Vénétie Julienne			
10 milliards Lit	6,7		●
118.—119. Renforcement de la distribution de gaz naturel dans 32 communes de Lombardie, Vénétie, Piémont et Emilie-Romagne			
Società Distribuzione Gas — Sodigas S.p.A. et Sodigas S.p.A. Trecate par l'intermédiaire du Mediocredito Lombardo			
14,6 milliards Lit	10,2		●
6,3 milliards Lit	4,4		●
120.—121. Réseau de chauffage de Reggio Emilia et centrale de cogénération électricité — chaleur utilisant divers combustibles			
Azienda Gas Acqua Consorziale par l'intermédiaire de la BNL — SAFOP			
7 milliards Lit	4,7		●
3 milliards Lit	2,0		●



Ph.: B. Turbang

Objectifs énergétiques		Infrastructures communautaires		Modernisation/Conversion		Développement régional	
						millions d'Écus	
122.—123. Aménagements destinés à réduire les pertes de chaleur et la pollution dans deux raffineries à Livourne (Toscane) et Sannazzaro (Lombardie)							
Raffineria del Po S.p.A. et Stanic Industria Petrolifera S.p.A. par l'intermédiaire d' AGIP Petroli S.p.A.							
30 milliards Lit						21,0	
15 milliards Lit						10,0	
124. Réduction de la consommation d'énergie, valorisation de la production et atténuation des effets sur l'environnement d'une raffinerie de pétrole à Falconara (Marches)							
API — Raffineria di Ancona S.p.A. par l'intermédiaire de la BNL — Sezione Speciale per il Credito industriale							
18 milliards Lit						12,6	
125. Renforcement de la ligne Cumana du réseau ferré de banlieue de Naples et aménagement d'entrepôts/ateliers (Campanie)							
État italien (Ministère des Transports)							
20 milliards Lit						14,0	
126.—127. Autoroute du Frioul; achèvement de la section Carnia—Pontebba (31,2 km)							
Autostrade-Concessioni e Costruzioni Autostrade S.p.A. par l'intermédiaire de l' IMI							
63 milliards Lit						44,0	
27 milliards Lit						18,8	
128. Remise en état de douze viaducs de l'autoroute Naples—Avellino—Bari endommagés lors des séismes de novembre 1980 (Campanie)							
Autostrade — Concessioni e Costruzioni Autostrade S.p.A.							
5 milliards Lit						3,5*	
129. Divers tronçons de routes nationales (Pouilles)							
ANAS							
14 milliards Lit						9,4	
130. Extension de l'échangeur du Vomero de l'autoroute urbaine de Naples (Campanie)							
Région de Campanie							
10 milliards Lit						6,7	
131. Renforcement de la protection du port extérieur de Brindisi et notamment des appontements charbonniers (Pouilles)							
État italien (Ministère des Travaux Publics)							
10 milliards Lit						6,7	

Objectifs énergétiques	millions d'Écus		
Infrastructures communautaires			
Modernisation/Conversion			
Développement régional			
132. Terminal pour la réception de navires porte-conteneurs et rouliers à Genova-Voltri (Ligurie) État italien (Ministère des Travaux Publics) 20 milliards Lit	13,4	●	
133.—135. Achat d'avions MD 82 destinés aux liaisons régionales trois prêts de 39 milliards Lit chacun (27,2 millions d'Écus) Contre-valeur de prêts libellés en US\$ Aero Trasporti Italiani par l'intermédiaire de — Banco di Roma — Banca Commerciale Italiana — Credito Italiano	81,6	●	
136. Achat de trois avions et de trois hélicoptères destinés aux interventions de protection civile État italien (Ministère de la Protection Civile) 55 milliards Lit	36,8	●	●
137. Centre d'échange intermodal à Vérone (Vénétie) Conorzio per la Zona Agricolo-Industriale de Verona par l'intermédiaire du VENEFONDIARIO 12,5 milliards Lit	8,7	●	
138. Extension des installations de la station terrestre pour satellites de Fucino (Abruzzes) Telespazio par l'intermédiaire d' EFIBANCA 15 milliards Lit	10,9	●	●
139. Renforcement de l'équipement téléphonique en Sardaigne; raccordement de près de 80 000 abonnés SIP par l'intermédiaire de l' IRI 100 milliards Lit	72,9	●	
140. Renforcement du réseau téléphonique en Campanie, Basilicate, Pouilles, Calabre et Sicile; raccordement de plus de 225 000 abonnés SIP par l'intermédiaire de l' IRI 50 milliards Lit	36,5	●	
141.—145. Renforcement des télécommunications dans les différentes régions du Mezzogiorno Cinq prêts de 100 milliards Lit chacun (69,8 millions d'Écus) SIP par l'intermédiaire de — ISVEIMER — IRI — CREDIOP — IMI — BNL	348,9	●	
146. Renforcement de l'alimentation en eau de Naples, de sa province et de celle de Caserte, dans une vaste zone habitée par quelque 2,3 millions de personnes (Campanie) Cassa per il Mezzogiorno 85 milliards Lit	56,9	●	

Objectifs énergétiques	millions d'Écus		
Infrastructures communautaires			
Modernisation/Conversion			
Développement régional			
147. Renforcement de l'alimentation en eau de zones de l'ouest et du sud de la Sardaigne, comprenant les villes de Sassari et Cagliari Cassa per il Mezzogiorno 15 milliards Lit	10,0	●	
148. Ouvrages visant à l'assainissement du Golfe de Manfredonia et à l'accroissement des disponibilités en eau de la province de Foggia (Pouilles) Région Pouilles 20 milliards Lit	14,6	●	●
149.—150. Assainissement de la lagune de Venise: réseaux de collecte (56 km), station d'épuration des eaux usées provenant de la zone industrielle de Porto Marghera et des communes de Venise et Martellago Région Vénétie 20 milliards Lit 23 milliards Lit	14,6 16,0		● ●
151.—153. Ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées visant à diminuer la pollution du Pô et de ses affluents dans une zone où vivent quelque 3,5 millions d'habitants — Région Piémont 15 milliards Lit — Région Emilie-Romagne 30 milliards Lit — Région Lombardie 14 milliards Lit	10,9 21,0 9,8		● ● ●
154. Réseaux de collecte des eaux usées et station d'épuration visant à diminuer la pollution des lacs d'Avigliana et de la rivière Dora Riparia, affluent du Pô au nord-est de Turin (Piémont) Région Piémont 10 milliards Lit	6,7		●
155.—156. Réseaux de collecte et stations de traitement des eaux usées domestiques et industrielles se déversant dans le bassin de Gorzone (Vénétie) Région Vénétie 10 milliards Lit 10 milliards Lit	7,0 6,7		● ●
157. Ouvrages visant la régularisation du débit de l'Arno, la protection de la vallée, et principalement de Florence et de Pise contre les inondations, amélioration de l'approvisionnement hydraulique, des équipements de collecte et d'épuration des eaux usées Région Toscane 30 milliards Lit	21,0		●

Objectifs énergétiques	Infrastructures communautaires	Modernisation/Conversion	Développement régional	millions d'Écus
158. Construction des grands collecteurs d'amenée de la station d'épuration de Rome-Sud et extension de la station de Rome-Ostie intéressant plus d'un million d'habitants (Latium) Commune de Rome par l'intermédiaire de l' Istituto Bancario San Paolo di Torino 16 milliards Lit				10,7
159. Ouvrages destinés à lutter contre l'érosion et à prévenir les glissements de terrain dans les zones montagneuses de la province d'Isernia (Molise) État italien (Ministère des Travaux Publics) et Région Molise 5 milliards Lit				3,3
160. Aménagement et équipement d'aires industrielles à San Mango, Calabritto, Buccino et Calaggio (Campanie), communes sinistrées lors des séismes de novembre 1980 État italien 40 milliards Lit				26,8*
161. Aménagement des infrastructures de base d'un nouveau quartier d'affaires à Naples: mise en souterrain de la ligne ferroviaire «Circumvesuviana», restructuration de la Via Poggioreale et travaux d'assainissement (Campanie) Commune de Naples et Strade Ferrate Secondarie Meridionali par l'intermédiaire de la Région Campanie 60 milliards Lit				40,1
162. Centre de commercialisation de produits agricoles pour l'exportation à Vérone (Vénétie) Ente Autonomo Fiere di Verona par l'intermédiaire du VENEFONDIARIO 10 milliards Lit				7,3
163. Renforcement des capacités de productions de deux usines d'absorbants sanitaires à Pescara (Abruzzes) et Patrica (Latium) Aterni Fater S.p.A. par l'intermédiaire de l' ISVEIMER 22 milliards Lit				16,0
164. Unité de production de couches-culottes et rationalisation de la fabrication de savons et de détergents dans une usine à Pomezia (Latium) Procter and Gamble Italia S.p.A. par l'intermédiaire de l' IMI 20 milliards Lit				14,6
165.—166. Renforcement des capacités de production d'une usine de détergents liquides à Pozzilli (Molise) Sodel par l'intermédiaire du Banco di Napoli — Sezione di Credito Industriale 6,3 milliards Lit 2,7 milliards Lit				4,4 1,9

Objectifs énergétiques	Infrastructures communautaires	Modernisation/Conversion	Développement régional	millions d'Écus
167. Renforcement des capacités de fabrication de produits biomédicaux, de réactifs pour immunodiagnostic, de stimulateurs cardiaques et de filtres pour hémodialyse, à Saluggia (Piémont) Sorin Biomedica S.p.A. par l'intermédiaire de l' EFIBANCA 4,5 milliards Lit				3,1
168.—169. Renforcement et modernisation des installations de production d'antibiotiques à Torre Annunziata (Campanie) Ciba Geigy S.p.A. par l'intermédiaire de l' ISVEIMER 8,4 milliards Lit 3,6 milliards Lit				5,9 2,5
170. Centre de recherche et de développement de nouvelles substances thérapeutiques et pour diagnostic à Concorezzo (Lombardie) Boehringer Biochemia Robin S.p.A. par l'intermédiaire de l' IMI 8 milliards Lit				5,8
171.—172. Regroupement des productions injectables d'anticancéreux et d'antibiotiques dans une usine à Nerviano (Lombardie); développement de processus de fabrication incorporant des technologies d'avant-garde Farmitalia Carlo Erba S.p.A. par l'intermédiaire de l' IMI 10,5 milliards Lit 4,5 milliards Lit				7,0 3,0
173. Centre de recherche et de développement d'antibiotiques et de substances actives grâce à des techniques de génie biomoléculaire, à Gerenzano près de Varèse (Lombardie) Gruppo Lepetit S.p.A. par l'intermédiaire de l' IMI 5 milliards Lit				3,3
174. Modernisation et extension d'une usine de tracteurs à Jesi (Marches) Fiat Trattori S.p.A. par l'intermédiaire de CENTROBANCA 24 milliards Lit				16,8
175. Modernisation de trois usines d'équipements de télécommunications et de télématique à l'Aquila (Abruzzes), Palerme (Sicile) et Caserte (Campanie) Italtel SIT S.p.A. et Italtel Telematica S.p.A. par l'intermédiaire de l' IMI 100 milliards Lit				72,9
176.—177. Conversion d'une ancienne usine, proche de l'Aquila (Abruzzes), en vue de la production et l'assemblage de satellites et de matériels pour stations terrestres Selenia Spazio S.p.A. par l'intermédiaire de l' ISVEIMER 9,1 milliards Lit 3,9 milliards Lit				6,1 2,6

Objectifs énergétiques			
Infrastructures communautaires			
Modernisation/Conversion			
Développement régional			
	millions d'Écus		
178.—179. Modernisation et renforcement d'une usine de tubes cathodiques pour téléviseurs couleur à Anagni (Latium) Videocolor S.p.A. par l'intermédiaire de l'IMI			
35 milliards Lit	24,4	●	
15 milliards Lit	10,5	●	
180.—181. Renforcement et restructuration d'une usine de composants électroniques près de Catane (Sicile) SGS Ates S.p.A. par l'intermédiaire de l'IMI			
28 milliards Lit	19,5	●	●
12 milliards Lit	8,4	●	●
182. Renforcement des moyens de fabrication et de distribution de crèmes glacées et de denrées alimentaires surgelées à Ferentino (Latium), Benevento (Campanie) et Porto d'Ascoli (Marches) Italgel S.p.A. par l'intermédiaire de l'ISVEIMER			
20 milliards Lit	14,6	●	
183.—184. Extension d'une fabrique de pain de mie et de mini-cakes à Ascoli Piceno (Marches) Nuova Forneria Adriatica S.p.A. par l'intermédiaire d'INTERBANCA			
5,6 milliards Lit	3,7	●	
2,4 milliards Lit	1,6	●	
185. Modernisation d'une fabrique de vêtements et d'un dépôt de stockage à Villorba (Vénétie) Benetton S.p.A. et Benetton Cotone S.p.A. par l'intermédiaire de l'IMI			
8 milliards Lit	5,8	●	
186. Automatisation de la production et informatisation de la gestion dans neuf fabriques de vêtements dans les provinces de Turin, Asti et Cuneo (Piémont) Gruppo Finanziario Tessile S.p.A. par l'intermédiaire de l'IMI			
5 milliards Lit	3,6	●	
187.—188. Modernisation de quatre filatures de lin à Villa d'Almé, Fara d'Adda, Cassano d'Adda et Origgio (Lombardie) Linificio e Canapificio Nazionale S.p.A. par l'intermédiaire de l'IMI			
15,4 milliards Lit	10,3	●	
6,6 milliards Lit	4,4	●	
189.—190. Investissements nécessaires à la production de films radiographiques de haute performance et à la mise au point d'un système de radiographie numérique dans une usine à Ferrania (Ligurie) 3M Italia S.p.A. par l'intermédiaire de MEDIOBANCA			
4,2 milliards Lit	2,8	●	
1,8 milliards Lit	1,2	●	

Objectifs énergétiques			
Infrastructures communautaires			
Modernisation/Conversion			
Développement régional			
	millions d'Écus		
191.—192. Conversion d'une usine implantée à Settimo Torinese (Piémont) en une nouvelle usine hautement automatisée pour la fabrication d'un nouveau type de pneumatique radial pour camions Pirelli Pneumatici S.p.A. par l'intermédiaire du CREDIOP			
21 milliards Lit	14,1	●	
9 milliards Lit	6,0	●	
193. Reboisement de plus de 4 000 ha et routes d'exploitation forestière dans le Val d'Aoste Région Autonome du Val d'Aoste			
6 milliards Lit	4,0	●	
194. Village de vacances de 1 100 lits sur le littoral du Métafonte (Basilicate) Sviluppo Turistico per il Metaponto S.p.A. par l'intermédiaire de l'ISVEIMER			
5 milliards Lit	3,5	●	
195. Modernisation de cinq hôtels à Avellino et Caserte (Campanie), Catane, Palerme et Syracuse (Sicile) Compagnia Italiana dei Jolly Hotels S.p.A. par l'intermédiaire de l'IMI			
3,5 milliards Lit	2,4	●	
196.—197. Prêts globaux à la BNL — Sezione Speciale per il Credito Industriale pour le financement de petites et moyennes initiatives de l'industrie et des services dans le Mezzogiorno			
25 milliards Lit	17,4	●	
25 milliards Lit	16,7	●	
198.—199. Prêts globaux à la BNL — SACAT pour le financement de petites et moyennes initiatives hôtelières et touristiques			
— dans le Mezzogiorno			
10 milliards Lit	7,0	●	
— dans les zones peu développées du Centre-Nord			
12,5 milliards Lit	8,7	●	
200. Prêt global au Banco di Napoli — Sezione di Credito Industriale pour le financement de petites et moyennes initiatives de l'industrie et des services dans le Mezzogiorno			
30 milliards Lit	20,9	●	
201. Prêt global au Banco di Sicilia pour le financement de petites et moyennes initiatives de l'industrie et des services en Sicile			
6,5 milliards Lit	4,3	●	



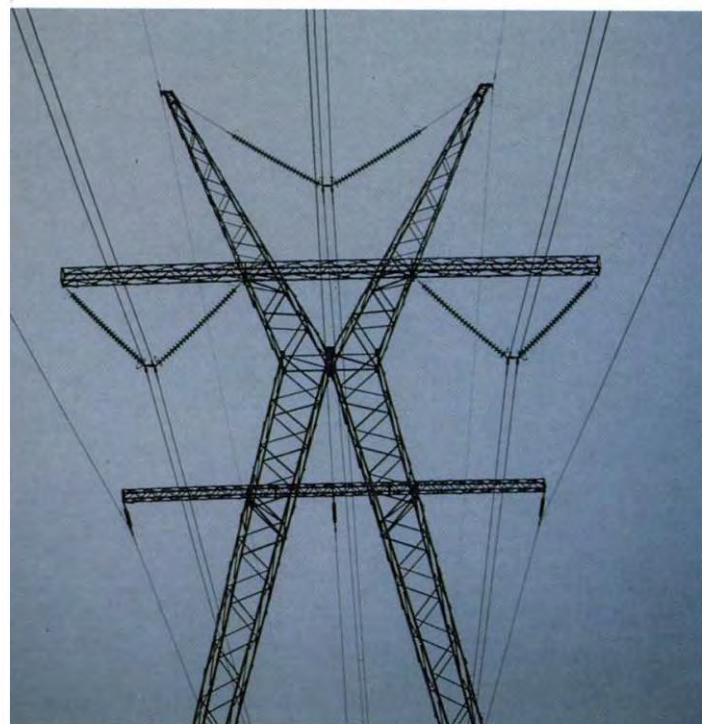
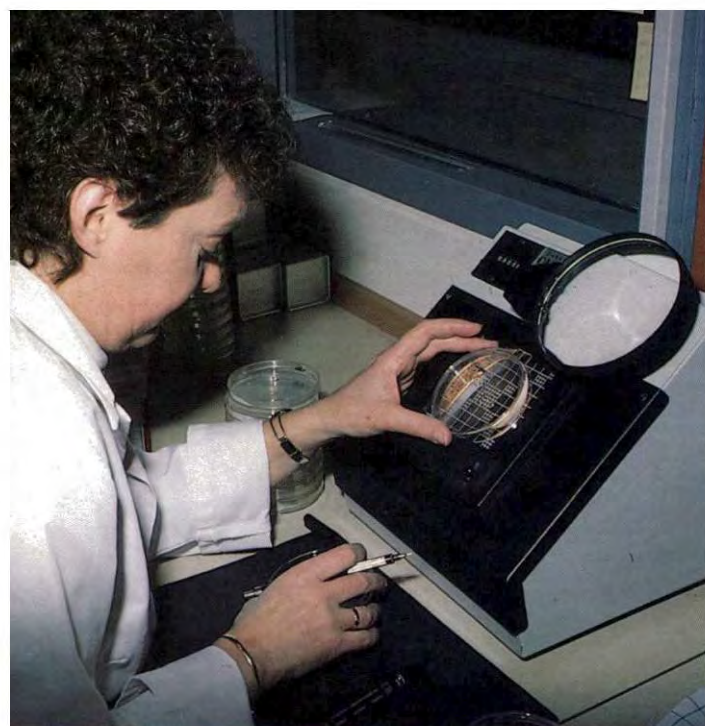
Ph.: B. Turbang

Objectifs énergétiques
Infrastructures communautaires
Modernisation/Conversion
Développement régional
millions d'Écus

202. Prêt global au Consorzio Nazionale per il Credito Agrario di Miglioramento pour le financement d'initiatives de petite ou moyenne dimension dans le Mezzogiorno — investissements dans les exploitations agricoles — projets agro-industriels — petits projets d'irrigation, de forestation et petites infrastructures 6,5 milliards Lit	4,3	●
203. Prêt global au CREDIOP pour le financement de petites et moyennes initiatives de l'industrie et des services dans le Mezzogiorno 10 milliards Lit	7,0	●
204. Prêt global à la Sezione di Credito Fondiario del Monte dei Paschi di Siena pour le financement de petites et moyennes initiatives hôtelières et touristiques dans le Mezzogiorno 10 milliards Lit	7,0	●
205. Prêt global à l' IMI pour le financement de petites et moyennes initiatives de l'industrie et des services dans le Mezzogiorno 30 milliards Lit	21,0	●
206. Prêt global, par l'intermédiaire de l' IMI , à plusieurs sociétés spécialisées , pour le financement, par crédit-bail, de petites et moyennes initiatives de l'industrie et des services dans le Mezzogiorno 40 milliards Lit	28,0	●
207. Prêt global à INTERBANCA pour le financement de petites et moyennes initiatives de l'industrie et des services dans le Mezzogiorno 20 milliards Lit	13,4	●
208. Prêt global à l' IRFIS pour le financement de petites et moyennes initiatives industrielles en Sicile 20 milliards Lit	14,6	●
209.—211. Prêts globaux à l' ISVEIMER pour le financement de petites et moyennes initiatives industrielles dans le Mezzogiorno 50 milliards Lit 40 milliards Lit 75 milliards Lit	36,5 28,0 50,2	● ● ●
212. Prêt global au Mediocredito Centrale pour le financement de petites et moyennes initiatives de l'industrie et des services dans le Mezzogiorno 11,2 milliards Lit	7,5	●

Objectifs énergétiques			
Infrastructures communautaires			
Modernisation/Conversion			
Développement régional			
millions d'Écus			
213.—214. Prêt globaux à la BNL — Sezione Speciale per il Credito Industriale pour le financement de petites et moyennes initiatives de l'industrie et des services dans les zones peu développées du Centre-Nord			
10 milliards Lit	7,0	●	
15 milliards Lit	10,0	●	
215. Prêt global à la CENTRO-BANCA pour le financement de petites et moyennes initiatives de l'industrie, du tourisme et des services dans les zones peu développées du Centre-Nord			
7,5 milliards Lit	5,0	●	
216. Prêt global à l' IMI pour le financement de petites et moyennes initiatives de l'industrie, du tourisme et des services dans les zones peu développées du Centre-Nord			
45 milliards Lit	30,1	●	
217. Prêt global au Mediocredito Centrale pour le financement, par les Mediocrediti régionaux , de petites et moyennes initiatives de l'industrie, du tourisme et des services dans les zones peu développées du Centre-Nord			
18,5 milliards Lit	12,4	●	
218. Prêt global aux Mediocrediti régionaux et à INTERBANCA par l'intermédiaire du Mediocredito Centrale pour le financement de petites et moyennes initiatives de l'industrie et des services dans les zones peu développées du Centre-Nord			
60 milliards Lit	43,8	●	
219.—220. Prêts globaux à l' IMI pour le financement, dans le Centre-Nord, de projets de technologies avancées de petite ou moyenne dimension réalisés par des entreprises industrielles			
17,8 milliards Lit	11,9	●	
5,8 milliards Lit	3,9	●	
221.—224. Prêts globaux à la BNL pour le financement d'investissements répondant aux objectifs énergétiques communautaires			
— dans le Centre-Nord			
50 milliards Lit	35,0	●	
40 milliards Lit	27,9	●	
— dans le Mezzogiorno			
20 milliards Lit	14,0	●	
20 milliards Lit	13,4	●	
225.—226. Prêts globaux à l' IMI pour le financement d'investissements répondant aux objectifs énergétiques communautaires dans le Centre-Nord			
30 milliards Lit	21,9	●	
40 milliards Lit	26,8	●	

Objectifs énergétiques			
Infrastructures communautaires			
Modernisation/Conversion			
Développement régional			
millions d'Écus			
227.—229. Prêts globaux à l' Istituto Bancario San Paolo di Torino pour le financement d'investissements répondant aux objectifs énergétiques communautaires			
— dans le Centre-Nord			
23,5 milliards Lit	17,1	✓	●
11,5 milliards Lit	8,4	✓	●
— dans le Mezzogiorno			
10 milliards Lit	7,3	✓	●
230. Prêt global à l' INTERBANCA pour le financement d'investissements répondant aux objectifs énergétiques communautaires dans le Centre-Nord			
25 milliards Lit	17,5		●
231. Prêt global à l' ISVEIMER pour le financement, dans le Mezzogiorno, d'investissements répondant aux objectifs énergétiques communautaires			
10 milliards Lit	6,7	●	●
232. Prêt global au Mediocredito Lombardo pour le financement d'investissements répondant aux objectifs énergétiques communautaires dans le Centre-Nord			
20 milliards Lit	14,0		●
PAYS-BAS	69,1		
174,3 millions de florins hollandais			
233. Acquisition d'avions court-courriers destinés principalement aux liaisons intracommunautaires; installations aéroportuaires et bureaux à Maastricht (Limbourg)			
NetherLines B.V.			
10 millions Hfl	4,0	●	●
234.—235. Acquisition d'avions moyen-courriers destinés aux liaisons intracommunautaires			
Koninklijke Luchtvaart Maatschappij N.V. par l'intermédiaire du Groupe-ment d'Intérêt Économique Hollande-Bail et de KG Allgemeine Leasing GmbH & Co			
85,1 millions Hfl (Contre-valeur d'un prêt libellé en francs français)	33,6		●
49,2 millions Hfl	19,7		●
236. Agrandissement de 78 000 m ² de la partie couverte d'un centre de ventes aux enchères de fleurs (330 000 m ² actuellement) à Aalsmeer, près d'Amsterdam (Hollande du Nord)			
Coöperatieve Vereniging «Verenigde Bloemenvelligen Aalsmeer» B.A.			
30 millions Hfl	11,8		●



Ph.: B. Turbang

Objectifs énergétiques
Infrastructures communautaires
Modernisation/Conversion
Développement régional
millions d'Écus

ROYAUME-UNI 1 096,7

640,1 millions de livres

237.—239. Centrale nucléaire (1 320 MW) à Tornesspoint (Écosse)

South of Scotland Electricity Board

Contre-valeur de trois prêts à taux variable libellés en US\$

29,7 millions £ 50,9

20,1 millions £ 35,4

23 millions £ 39,9

240. Deuxième centrale nucléaire (2 × 615 MW) à Heysham (Nord-Ouest)

Central Electricity Generating Board

par l'intermédiaire d'**Electricity Council**

200 millions £ (Contre-valeur d'un prêt à taux variable libellé en US\$) 343,8

241. Construction d'une usine de retraitement de combustibles nucléaires à Sellafield (Nord)

British Nuclear Fuels plc

50 millions £ (Contre-valeur d'un prêt à taux variable libellé en US\$) 84,7

242. Mise en valeur du gisement de gaz Esmond au large de l'Angleterre, dans la partie méridionale du secteur britannique de la mer du Nord

Hamilton Brothers UK Petroleum Company et Hamilton Oil Great Britain Plc

30 millions £ 49,2

243. Lignes électriques reliant la centrale nucléaire de Tornesspoint au réseau britannique à haute tension (Écosse)

South of Scotland Electricity Board

30,1 millions £ (Contre-valeur d'un prêt à taux variable libellé en US\$) 53,1

244. Électrification de la section Rock Ferry—Hooton (9 km) de la ligne reliant Liverpool au sud de l'estuaire de la Mersey (Nord-Ouest)

Merseyside County Council

3 millions £ 5,3

245.—246. Amélioration sur 18 km de la route A 467 reliant Newport à Abertillery (pays de Galles)

Gwent County Council

3 millions £ 5,1

5 millions £ 8,5

247.—248. Route reliant Llanelli et les zones industrielles à l'autoroute M 4 (pays de Galles)

Dyfed County Council

2 millions £ 3,4

0,8 million £ 1,4

249. Tronçons de 11 km du périphérique de Cardiff et aménagement de routes d'accès (pays de Galles)

South Glamorgan County Council

6 millions £ 10,6

Objectifs énergétiques			
Infrastructures communautaires			
Modernisation/Conversion			
Développement régional			
millions d'Écus			
250. Améliorations des conditions de circulation sur trois des principales voies d'accès à Swansea (pays de Galles) West Glamorgan County Council 3 millions £	5,3	●	
251. Rocade d'Edimbourg; tronçon de Sighthill (Écosse) Lothian Regional Council 5,7 millions £	10,0	●	
252.—253. Améliorations de divers tronçons de grandes routes urbaines (18 km au total) notamment à Birmingham, Coventry et Wolverhampton (Ouest des Midlands) West Midlands County Council 20 millions £ 10 millions £	35,2 17,0	● ●	
254. Route de contournement à Bridgenorth (Ouest des Midlands) Shropshire County Council 3,3 millions £	5,6	●	
255. Améliorations sur 10 tronçons routiers (13,5 km), accès routiers, construction d'un centre pour l'innovation dans le Comté de Clwyd (pays de Galles) Clwyd County Council 3 millions £	5,1	●	
256. Voie rapide reliant Llandudno à l'A 55, travaux d'amélioration du réseau routier dans le comté de Gwynedd (pays de Galles) Gwynedd County Council 4 millions £	6,8	●	
257.—258. Approfondissement du principal chenal d'accès du port de Harwich (Est de l'Anglia) permettant l'accueil des navires porte-conteneurs modernes Harwich Harbour Board 2 millions £ 2,5 millions £	3,3 4,1	● ●	
259. Terminal pour navires porte-conteneurs à Felixstowe (Est de l'Anglia) Felixstowe Dock & Railway Co 5 millions £	8,5	●	
260. Modernisation et agrandissement de l'aéroport régional de Leeds-Bradford (Yorkshire & Humberside) Comité mixte de l'aéroport de Leeds-Bradford par l'intermédiaire du West Yorkshire Metropolitan County Council 5,3 millions £	9,0	●	

Objectifs énergétiques			
Infrastructures communautaires			
Modernisation/Conversion			
Développement régional			
millions d'Écus			
261. Ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées; travaux d'adduction d'eau dans le sud-est du Devon (Sud-Ouest) South West Water Authority 10 millions £	16,4	●	
262. Ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées et émissaires marins améliorant l'environnement dans les comtés d'Avon, du Somerset et du Dorset (Sud-Ouest) Wessex Water Authority 10 millions £	17,6	●	
263. Ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées dans les bassins de la Wiske, la Don et la Calder; amélioration de l'approvisionnement en eau de quatre villes du Sud du Yorkshire Yorkshire Water Authority 10,4 millions £ (Contre-valeur d'un prêt à taux variable libellé en US\$)	17,9	●	
264. Réseaux de collecte et de traitement des eaux usées; ouvrages d'adduction d'eau (Nord-Ouest) North-West Water Authority 25,7 millions £ (Contre-valeur d'un prêt à taux variable libellé en US\$)	44,0	●	●
265. Ouvrages de collecte des eaux usées de Newcastle-upon-Tyne (Nord) Northumbrian Water Authority 5 millions £	8,8	●	●
266. Aménagements routiers, adductions d'eau, ouvrages d'assainissement des eaux usées dans le centre de l'Écosse Central Regional Council 7,5 millions £	13,2	●	
267. Aménagements routiers, réalisation d'une décharge, infrastructures pour des zones industrielles dans le Lancashire (Nord-Ouest) Lancashire County Council 3 millions £	5,3	●	
268. Routes, zones industrielles et ouvrages de protection côtière dans le Lancashire (Nord-Ouest) Lancashire County Council, Blackpool et Blackburn Borough Councils par l'intermédiaire de Lancashire County Council 2,7 millions £	4,6	●	
269. Aménagements routiers et zones industrielles dans le sud du Yorkshire & Humberside South Yorkshire County Council 9 millions £	15,3	●	
270.—271. Zones industrielles dans le Comté de Durham (Nord) Easington District Council 0,74 millions £ Wear Valley District Council 0,18 millions £	1,3 0,3	● ●	

Objectifs énergétiques
Infrastructures communautaires
Modernisation/Conversion
Développement régional
millions d'Écus

Objectifs énergétiques
Infrastructures communautaires
Modernisation/Conversion
Développement régional
millions d'Écus

272. Zones industrielles dans le Strathclyde (Écosse) Dumbarton District Council 0,175 million £	0,3	●
273. Zones industrielles dans le Comté de Durham (Nord) Sedgefield District Council 1,5 million £	2,6	●
274. Modernisation et rationalisation d'installations de transformation d'alumine et d'aluminium à Burntisland et Falkirk (Écosse) et Rogerstone (pays de Galles) British Alcan Aluminium Limited 1,6 million £	2,9	●
275.—276. Fabrication de copeaux de polyester pour fibres à Hartlepool (Nord) Tolaram Polymers (U.K.) Ltd 2,5 millions £ 3,5 millions £	4,3 5,9	● ●
277. Extension d'une usine d'instruments électroniques de mesure et de test près d'Édimbourg (Écosse) Hewlett-Packard Ltd 2,5 millions £	4,4	●
278. Usine de traitement de graines oléagineuses comestibles et chaînes		

de conditionnement à Liverpool (Nord-Ouest) Bibby Edible Oils Ltd 6 millions £	10,2	●
279. Papeterie installée sur un ancien site sidérurgique et fabricant du papier journal de haute qualité à Shotton (pays de Galles) Shotton Paper Company Limited 17 millions £	27,9	●
280. Mise au point et installation d'un nouveau système de gestion informatique intéressant une chaîne de coopératives Co-operative Wholesale Society Ltd 4,5 millions £	7,6	●
281. Contrat de mandat et de garantie avec le Secrétariat à l'Industrie pour l'Angleterre et les Secrétariats d'État pour l'Écosse, le pays de Galles et l'Irlande du Nord pour le financement de petites et moyennes initiatives industrielles, touristiques et de services dans les zones d'aide régionale 40 millions £	68,5	●
282. Prêt global à Investors in Industry Group plc pour le financement de petites et moyennes initiatives industrielles dans les zones d'aide régionale 10 millions £	16,4	●

En 1985, 629,1 millions d'Écus sous forme de prêts globaux ont été octroyés sur les ressources de Nouvel instrument communautaire (NIC) pour des investissements dans la petite et moyenne entreprise. Les crédits sur les prêts globaux NIC en cours ont contribué au financement de 2 916 investissements industriels des PME.



Ph.: B. Turbang

B. Prêts sur les ressources du nouvel instrument communautaire d'emprunts et de prêts (NIC)

Contrats signés en 1985

Le montant total des contrats de prêts sur les ressources du NIC, signés en 1985 conjointement par la Commission des Communautés européennes et la Banque pour des projets d'investissement dans la Communauté, s'élève à 883,2 millions. Ces opérations — dont les principaux aspects économiques sont présentés pages 23 à 43 — sont effectuées par la Banque sur mandat, au nom, pour le compte et aux risques de la Communauté économique européenne (cf. page 25) et sont comptabilisées hors bilan dans la section spéciale (cf. page 92); pour ces prêts, la responsabilité de la Banque se limite à la bonne exécution, selon les usages bancaires, du mandat qui lui est confié. Les objectifs économiques auxquels répondent ces prêts font référence aux têtes de rubriques figurant dans le tableau 4.

Le prêt consenti pour la reconstruction des zones sinistrées d'Italie, assorti d'une bonification d'intérêt de 3 %, est signalé par un astérisque.

		Objectifs énergétiques				Objectifs énergétiques			
		Infrastructures communautaires				Infrastructures communautaires			
		Investissements des PME				Investissements des PME			
		Développement régional				Développement régional			
		millions d'Écus				millions d'Écus			
DANEMARK	68,5					FRANCE	357,8		
550 millions de couronnes danoises						2 440 millions de francs français			
283.—284. Électrification du réseau ferré; section Helsingør—Korsør via Copenhague						289. Section Mâcon—Châtillon (96 km) de l'autoroute A 40, assurant la liaison avec le tunnel du Mont-Blanc (Rhône-Alpes)			
Danske Statsbaner par l'intermédiaire de l'État danois						Société des Autoroutes Paris-Rhin-Rhône par l'intermédiaire de la CNA			
70 millions DKr	8,7			●		500 millions FF	73,2		●
180 millions DKr (Contre-valeur d'un prêt libellé en Flux)	22,3			●		290. Construction et lancement de satellites, stations terrestres et réseaux destinés à assurer des services télématiques perfectionnés aux entreprises, ainsi que des liaisons avec les départements français d'outre-mer			
285.—286. Prêts globaux au Finansieringsinstituttet for Industri og Handværk A/S pour le financement d'investissements productifs de petites et moyennes entreprises industrielles						Administration des Postes et Télécommunications par l'intermédiaire de la CNT			
200 millions DKr	25,0			●		100 millions FF	14,6 ⁽¹⁾		●
100 millions DKr	12,5			●		291.—292. Prêts globaux au CEPME pour le financement d'investissements productifs de petites et moyennes entreprises			
GRÈCE	22,0					500 millions FF	73,2		●
2 100 millions de drachmes						70 millions FF	10,4		●
287. Renforcement du réseau de télécommunications interurbain et international; installation dans les Thermopyles d'une station côtière de communication maritime par satellite Inmarsat						293.—294. Prêts globaux au Crédit National pour le financement d'investissements productifs de petites et moyennes entreprises			
OTE						300 millions FF	43,9		●
1 700 millions Dr	17,6			●	●	270 millions FF	40,0		●
288. Prêt global à l' Organisation Hellénique des Petites et Moyennes Industries et Entreprises Artisanales (EOMMEX) pour le financement d'investissements productifs de petites et moyennes entreprises						295.—308. Prêts globaux à 14 Sociétés de Développement Régional (SDR) pour le financement d'investissements productifs de petites et moyennes entreprises			
400 millions Dr	4,4			●		— SDR du Centre-Est «Centrest»			
						125 millions FF	18,3		●

(1) Investissement développant des technologies avancées.

Objectifs énergétiques			
Infrastructures communautaires			
Investissements des PME			
Développement régional			
	millions d'Écus		
— SDR de Champagne-Ardenne «Champex»	30 millions FF	4,4	●
— SDR du Sud-Ouest «Expanso»	35 millions FF	5,1	●
— SDR de Lorraine «Lordex»	40 millions FF	5,9	●
— SDR de Méditerranée	40 millions FF	5,9	●
— SDR du Nord-Pas-de-Calais	35 millions FF	5,1	●
— SDR de Normandie	75 millions FF	11,0	●
— SDR de Picardie	60 millions FF	8,8	●
— SDR d'Alsace «Sade»	80 millions FF	11,7	●
— SDR du Centre et du Centre-Ouest «Sodecco»	20 millions FF	2,9	●
— SDR de l'Ouest — «Sodero»	20 millions FF	2,9	●
— SDR du Languedoc-Roussillon — «Sodler»	10 millions FF	1,5	●
— SDR du Sud-Est	120 millions FF	17,6	●
— SDR du Sud-Ouest — «Tofinso»	10 millions FF	1,5	●
IRLANDE		27,9	
20 millions de livres irlandaises			
309. Boisement sur 13 300 ha, routes forestières, installations touristiques et techniques			
Service forestier du Ministère de la Pêche et des Forêts par l'intermédiaire de l'État irlandais (Ministère des Finances)			
20 millions £irl.		27,9	●
ITALIE		374,1	
540 milliards de liras italiennes			
310. Remise en état du réseau ferré endommagé lors des séismes de novembre 1980			
Azienda Autonoma delle Ferrovie dello Stato			
21 milliards Lit		14,1 *	●
311. Ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées visant à diminuer la pollution du Pô et de ses affluents dans une zone où vivent quelque 3,5 millions d'habitants			
Région Lombardie			
50 milliards Lit		36,5	●

Objectifs énergétiques			
Infrastructures communautaires			
Investissements des PME			
Développement régional			
	millions d'Écus		
312. Aménagement des infrastructures de base d'un nouveau quartier d'affaires à Naples (Campanie)			
MEDEDIL — Società Edilizia Mediterranea p.A. par l'intermédiaire de l' ISVEIMER			
20 milliards Lit		13,4	●
313.—314. Installations de panneaux solaires destinés à la production d'eau chaude sanitaire dans des bâtiments résidentiels et du secteur tertiaire			
ENEL			
— dans le Mezzogiorno	6,6 milliards Lit	4,4	●
— dans le Centre-Nord	7,4 milliards Lit	5,0	●
315.—316. Prêts globaux à la BNL pour le financement d'investissements productifs de petites et moyennes entreprises dans le Centre-Nord en dehors des zones peu développées			
30 milliards Lit		21,9	●
30 milliards Lit		21,0	●
317. Prêt global au Banco di Sicilia pour le financement d'investissements productifs de petites et moyennes entreprises dans le Centre-Nord en dehors des zones peu développées			
10 milliards Lit		7,0	●
318. Prêt global à la Cassa per il Credito alle Imprese Artigiane pour le financement d'investissements d'entreprises artisanales dans le Centre-Nord en dehors des zones peu développées			
20 milliards Lit		13,4	●
319. Prêt global à la CENTROBANCA pour le financement d'investissements productifs de petites et moyennes entreprises dans le Centre-Nord en dehors des zones peu développées			
55 milliards Lit		38,4	●
320. Prêt global à EFIBANCA pour le financement d'investissements productifs de petites et moyennes entreprises dans le Centre-Nord en dehors des zones peu développées			
15 milliards Lit		10,5	●
321.—322. Prêts globaux à l' IMI pour le financement d'investissements productifs de petites et moyennes entreprises dans le Centre-Nord en dehors des zones peu développées			
60 milliards Lit		42,0	●
60 milliards Lit		40,1	●

Objectifs énergétiques
Infrastructures communautaires
Investissements des PME
Développement régional
millions d'Écus
323. Prêt global à INTERBANCA pour le financement d'investissements productifs de petites et moyennes entreprises dans le Centre-Nord en dehors des zones peu développées 35 milliards Lit
24,5
324.—325. Prêts globaux aux Mediocredito regionali par l'intermédiaire du Mediocredito Centrale pour le financement d'investissements productifs de petites et moyennes entreprises dans le Centre-Nord en dehors des zones peu développées 60 milliards Lit
42,0
60 milliards Lit
40,1

Objectifs énergétiques
Infrastructures communautaires
Investissements des PME
Développement régional
millions d'Écus
ROYAUME-UNI
33,4
20 millions de livres
326. Électrification du réseau ferré au sud-ouest de Glasgow en direction d'Ayr et matériel roulant (Écosse) Strathclyde Regional Council 10 millions £
17,0
327. Prêt global à Investors in Industry Group plc pour le financement d'investissements productifs de petites et moyennes entreprises en dehors des zones d'aide régionale 10 millions £
16,4

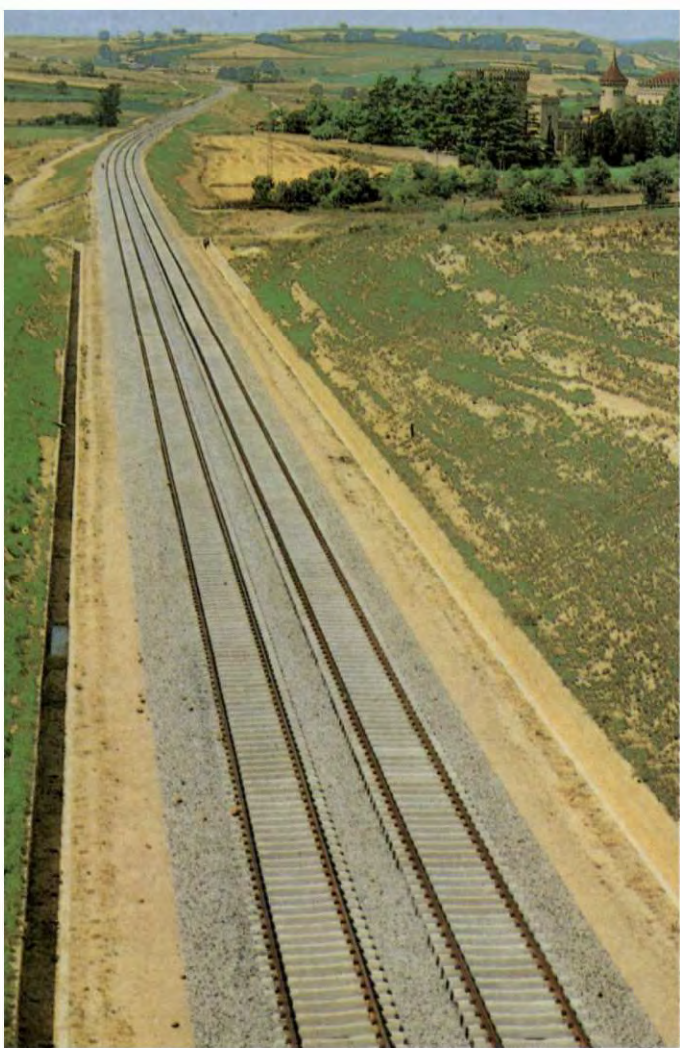
Abréviations utilisées

Grèce	OTE	Organismos Tilepikoinonion tis Ellados Organisme des Télécommunications de Grèce S.A.
	PPC	Dimosia Epihirisi Ilektrismou Entreprise Publique d'Électricité
France	CAECL	Caisse d'Aide à l'Équipement des Collectivités Locales
	CEPME	Crédit d'Équipement des Petites et Moyennes Entreprises
	CNA	Caisse Nationale des Autoroutes
	CNT	Caisse Nationale des Télécommunications
	EDF	Électricité de France — Service National
Italie	AGIP	Azienda Generale Industria Petroli
	ANAS	Azienda Nazionale Autonoma delle Strade
	BNL	Banca Nazionale del Lavoro
	BNL/SACAT	Sezione Autonoma per l'Esercizio del Credito Alberghiero e Turistico della Banca Nazionale del Lavoro
	BNL/SAFOP	Sezione Autonoma per il Finanziamento di Opere Pubbliche e di Impianti di Pubblica Utilità della Banca Nazionale del Lavoro

CENTROBANCA	Banca Centrale di Credito Popolare
CIS	Credito Industriale Sardo
CREDIOP	Consorzio di Credito per le Opere Pubbliche
EFIBANCA	Ente Finanziario Interbancario
ENEL	Ente Nazionale per l'Energia Elettrica
ENI	Ente Nazionale Idrocarburi
IMI	Istituto Mobiliare Italiano
INTERBANCA	Banca per Finanziamenti a Medio e Lungo Termine
IRFIS	Istituto Regionale per il Finanziamento alle Industrie in Sicilia
IRI	Istituto per la Ricostruzione Industriale
ISVEIMER	Istituto per lo Sviluppo Economico dell'Italia Meridionale
MEDIOBANCA	Banca di Credito Finanziario
MEDIOCREDITO CENTRALE	Istituto Centrale per il Credito a Medio Termine
SIP	Società Italiana per l'Esercizio delle Telecomunicazioni
SNAM	Società Nazionale Metanodotti
VENEFONDIARIO	Istituto di Credito Fondiario delle Venezie

1	2
3	4

Au cours des années précédant l'adhésion de l'Espagne et du Portugal, la Banque a prêté dans ces pays respectivement 550 millions d'Écus et 725 millions d'Écus correspondant au total des plafonds d'intervention successifs conclus avec la Communauté. Parmi les investissements financés: amélioration de tronçons de la ligne ferroviaire Madrid—Barcelone—Port Bou (photo 1), exploitation de terres irriguées à Odvelas-Vigia, dans l'Alentejo (photo 2: dans le fond le canal primaire d'amenée d'eau), renforcement de la sécurité du trafic de l'aéroport de Funchal à Madère (photo 3), aménagement hydro-électrique sur le Douro, à Pocinho, à l'est de Porto (photo 4).

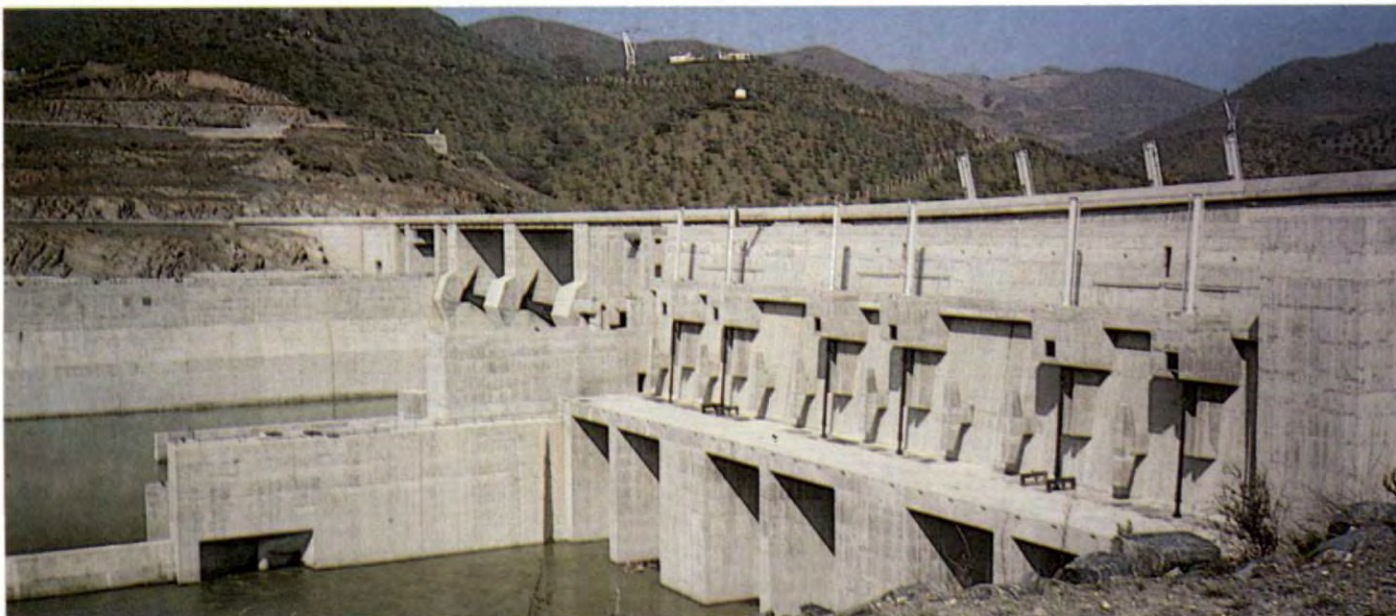


Ph.: J. Klees



Ph.: J. Klees

Ph.: B. Turbang



Financements à l'extérieur de la Communauté

Le montant des financements à l'extérieur de la Communauté s'élève à 584,3 millions sur les ressources propres de la Banque et à 75,9 millions sur les ressources budgétaires, soit au total 660,2 millions.

La Banque est intervenue en Espagne et au Portugal, afin de faciliter l'intégration de leur économie dans l'économie communautaire (260 millions), dans les pays du Maghreb, en Syrie et à Chypre (165,2 millions dont 8,7 millions sur ressources budgétaires) dans le cadre d'accords de coopération financière entre les pays concernés et la Communauté.

Dans les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, les prêts consentis au titre de la Convention de Lomé II et dans les Pays et territoires d'outre-mer au titre de la décision du Conseil des Communautés atteignent 167,8 millions sur ressources propres et 67,2 millions sur ressources budgétaires pour les concours sur capitaux à risques, soit 235 millions au total.

Prêts en Espagne et au Portugal

D'un montant total de 260 millions sur les seules ressources propres de la Banque, les prêts dans ces deux pays sont destinés au renforcement des infrastructures de transport (140 millions), au secteur de l'énergie (70 millions) et au développement des petites et moyennes entreprises industrielles et touristiques (50 millions). (Voir pages 109 à 111 un bilan sommaire de l'intervention de la Banque dans ces deux pays).

Espagne

Les prêts en Espagne, d'un montant total de 160 millions (140 millions en 1984), portent à raison de 100 millions sur des infrastructures de communica-

tions: des aménagements sur cinq tronçons de grands axes routiers près de Barcelone, Cordoue, Burgos, Valladolid et Murcie; des améliorations sur une des principales lignes de chemins de fer reliant Madrid à Barcelone puis à la frontière française; la construction d'un nouveau quai pour marchandises en vrac au port de Cadix ainsi que des digues de protection et des équipements pour un bassin du port de Santa Cruz de Ténériffe aux Canaries; un prêt global a, en outre, été accordé pour aider au financement par les collectivités locales de petites infrastructures dans les zones moins favorisées; 17 petits ouvrages routiers et d'assainissement ont ainsi été financés pour 27,2 millions sur les prêts globaux en cours.

Modalités d'intervention à l'extérieur de la Communauté

La Banque intervient à l'extérieur de la Communauté dans le cadre d'accords entre un pays ou un groupe de pays et la Communauté économique européenne. Ses interventions s'effectuent sur **autorisations globales** de son Conseil des gouverneurs conformément à l'article 18 des statuts prévoyant l'octroi de prêts à l'extérieur de la Communauté (cf. tableau 9).

La Banque accorde **des prêts sur ses ressources propres** sur des fonds collectés sur les marchés des capitaux; la Communauté ou les États membres accordent leur cautionnement global à concurrence de 75 % des crédits ouverts pour la couverture de tous risques découlant de ces prêts; ces concours peuvent être assortis de bonifications d'intérêt sur des fonds budgétaires.

La Banque accorde aussi des financements **sur des ressources budgétaires** en qualité de mandataire de la Communauté; ces financements accordés à des conditions très favorables (prêts spéciaux ou capitaux à risques) sont comptabilisés hors bilan, dans la section spéciale (cf. page 92). Les prêts spéciaux sont accordés

à un taux particulièrement bas (1 %) et avec une durée très longue (40 années dont 10 années de franchise).

Les concours sous forme de capitaux à risques permettent de financer des prises de participation directe de la Banque au nom de la Communauté, des prêts à un État ou à une institution nationale de développement pour le renforcement des fonds propres des entreprises et des concours en quasi-capital. Ces derniers prennent la forme de prêts subordonnés dont le remboursement n'intervient qu'après le règlement des prêts de rang prioritaire, ou celle de prêts conditionnels dont le remboursement ou la durée sont fonction de la réalisation de conditions déterminées au moment de l'octroi du prêt. Les possibilités d'adaptation souple de cette forme d'intervention, notamment par modulation des conditions d'octroi en fonction des caractéristiques des projets, permettent de répondre à des besoins de financements très variés, principalement dans le secteur industriel et, pour des montants moindres, pour des études de préinvestissement ou de l'assistance technique au démarrage des entreprises.

Un prêt de 40 millions pour un important complexe hydro-électrique à 50 km au sud-ouest de Valence, comportant trois barrages et deux centrales, contribuera à la mise en valeur des ressources énergétiques.

Enfin, un nouveau prêt global au Banco de Crédito Industrial (20 millions) permettra le financement d'investissements, notamment pour la modernisation, de petites et moyennes entreprises; sur les prêts globaux en cours, 111 crédits pour 50,1 millions ont été accordés à ce titre en 1985.

Tableau 9: **Montants de l'aide financière de la Communauté prévue dans les Conventions, protocoles financiers et décisions en vigueur ou négociés au 13 mai 1986**

(millions d'Écus)

	Type d'accord	Période d'application	Prêts sur ressources de la BEI	Interventions sur ressources budgétaires			Total
				Prêts à conditions spéciales	Opérations sur capitaux à risques	Aides non remboursables (2)	
Bassin méditerranéen							
Yugoslavie	protocole financier	en négociation					
Turquie	protocole complémentaire	à partir du 1. 3. 1986		47 (2) (4)			
	4 ^{ème} protocole financier	non encore signé	225	325 (4)		50	600
Algérie	2 ^{ème} protocole financier	1. 1. 1983— 31. 10. 1986	107 (1)	16 (5)		28	151
Maroc	2 ^{ème} protocole financier	1. 1. 1983— 31. 10. 1986	90 (1)	42 (5)		67	199
Tunisie	2 ^{ème} protocole financier	1. 6. 1983— 31. 10. 1986	78 (1)	24 (5)		37	139
Égypte	2 ^{ème} protocole financier	1. 1. 1983— 31. 10. 1986	150 (1)	50 (5)		76	276
Jordanie	2 ^{ème} protocole financier	1. 1. 1983— 31. 10. 1986	37 (1)	7 (5)		19	63
Liban	2 ^{ème} protocole financier	1. 3. 1983— 31. 10. 1986	34 50	5 (5)		11	50 50
Syrie	2 ^{ème} aide exceptionnelle 2 ^{ème} protocole financier	1. 2. 1983— 31. 10. 1986	64 (1)	11 (5)		22	97
Malte	2 ^{ème} protocole financier	31. 10. 1988	16	3 (4)		10,5	29,5
Chypre	2 ^{ème} protocole financier	1. 5. 1984— 31. 12. 1988	28 (1)	6 (4)		10	44
Israël	2 ^{ème} protocole financier	1. 1. 1984— 31. 10. 1986	40				40
Total pays du bassin méditerranéen			919	489		330,5	1 738,5
États ACP—PTOM							
ACP	Convention de Lomé III	1986—1990	1 100 (1)	600 (2)	600 (4)	4 860	7 160
PTOM	Décision du Conseil	1986—1990	20 (1)	25 (2)	15 (4)	55	115
Total ACP—PTOM (6)			1 120	625	615	4 915	7 275
Total général			2 039	1 114	615	5 245,5	9 013,5

(1) Prêts bénéficiant de bonifications d'intérêt sur les ressources du Fonds européen de développement pour les projets dans les États ACP et les PTOM et sur celles du budget général des Communautés pour les projets dans les pays du bassin méditerranéen. Les montants nécessaires pour les bonifications d'intérêt sont imputés sur les aides non remboursables.

(2) Financements octroyés par la Commission des Communautés européennes, déduction faite des bonifications d'intérêt.

(3) Montant en millions d'unités de compte non repris dans les cumuls.

(4) Financements octroyés par la Banque.

(5) Financements octroyés soit par la Commission, soit par la Banque.

(6) Non compris le Fonds de stabilisation des recettes d'exportation des ACP (925 millions) et des PTOM (5 millions) et la facilité spéciale pour les produits miniers des ACP (415 millions); financements octroyés par la Commission.

Portugal

Sur les 100 millions de prêts au Portugal (80 millions en 1984), 40 millions tendent au renforcement des liaisons routières dans la moitié nord du pays: tronçons de 38 km de l'autoroute Porto-Lisbonne et de près de 100 km sur les itinéraires prioritaires reliant le port d'Aveiro et Coimbra à Vilar Formoso.

Un prêt de 30 millions pour une quatrième unité de la centrale électrique au charbon de Sinès, au sud

de Lisbonne, contribuera à réduire la forte dépendance à l'égard du pétrole importé.

Deux prêts globaux de 15 millions chacun permettront le financement d'un nombre accru d'investissements de petites et moyennes entreprises afin de moderniser leurs équipements mais aussi, dans certains cas, de réduire leur consommation d'énergie; 90 crédits pour 25,4 millions ont été affectés sur les prêts globaux en cours.

Financements dans d'autres pays du bassin méditerranéen

L'ensemble des prêts dans les autres pays du bassin méditerranéen s'élève à 165,2 millions pour l'essentiel sur ressources propres, contre 327,6 millions en 1984 dont 126,3 millions en Yougoslavie, au titre, tant du protocole financier ainsi épuisé que d'un complément d'intervention sur autorisation du Conseil des gouverneurs.

En **Algérie**, 75 millions de prêts contribuent au renforcement des moyens de communications routières — grâce à l'amélioration sur 134 km de la route entre Jijel, sur la côte, et Constantine, au cœur d'une zone intérieure difficile d'accès — et maritimes, par l'extension d'un quai et l'aménagement de terre-pleins au port de Bejaia, à l'est d'Alger.

En **Tunisie**, cinq concours d'un montant total de 23,5 millions (dont 5 millions à conditions spéciales sur ressources budgétaires) ont été consentis par l'intermédiaire de la Banque Nationale de Dévelop-

pement Agricole. Deux prêts permettront de renforcer la flotte de pêche par l'acquisition de dix chalutiers. Deux prêts globaux contribueront au financement d'initiatives agricoles et agro-industrielles et un troisième au financement d'Unités Coopératives de Production (137 crédits pour 6,4 millions ont été affectés sur les prêts globaux en cours).

Au **Maroc**, un prêt de 8,5 millions a été accordé à la Caisse Nationale de Crédit Agricole pour le financement d'investissements à la ferme (achat de bétail et de matériel agricole, construction de bâtiments) afin de moderniser la production et d'augmenter l'autosuffisance en produits alimentaires; sur un prêt global en cours, 19,2 millions ont été déboursés pour 4 projets agro-industriels et quelque 82 500 très petits investissements à la ferme.

A **Chypre**, 30,2 millions (dont 3,7 millions à conditions spéciales sur ressources budgétaires) accordés pour la construction d'un barrage résér-

Tableau 10: **Financements dans les pays du bassin méditerranéen en 1985**

Répartition selon la localisation du projet d'investissement et l'origine des ressources

	Prêts sur ressources propres		Opérations sur ressources budgétaires		Total	
	Millions d'Écus	%	Millions d'Écus	%	Millions d'Écus	%
Espagne	160,0	38,4	—	—	160,0	37,6
Portugal	100,0	24,0	—	—	100,0	23,5
Autres pays	156,5	37,6	8,7	100,0	165,2	38,9
Algérie	75,0	18,0	—	—	75,0	17,7
Maroc	8,5	2,0	—	—	8,5	2,0
Tunisie	18,5	4,5	5,0	57,5	23,5	5,5
Syrie	28,0	6,7	—	—	28,0	6,6
Chypre	26,5	6,4	3,7	42,5	30,2	7,1
Total	416,5	100,0	8,7	100,0	425,2	100,0

Le développement agricole au Maroc et en Tunisie

L'agriculture reste un aspect essentiel de la vie au Maroc et en Tunisie, sur le plan tant économique que social. Elle représente environ 14 % du produit national brut et occupe 50 % de la main-d'œuvre au Maroc et 35 % en Tunisie. Toutefois, dans ces deux pays, la production agricole est restée dans le passé très en-deçà de la demande alimentaire. Afin d'améliorer les conditions susceptibles de permettre un accroissement de la production, le Maroc et la Tunisie ont récemment lancé un train de réformes, comportant notamment une augmentation sensible des prix des produits agricoles et le renforcement du crédit à l'agriculture ainsi que des services de formation à l'intention des agriculteurs.

La Communauté européenne a activement soutenu les stratégies de développement agricole, à la demande expresse de ces pays. Jusqu'à la fin de 1985, les prêts sur ressources propres de la Banque en faveur de l'agriculture et des services connexes ont atteint au total 28,5 millions pour le Maroc et 39,5 millions pour la Tunisie, laquelle a aussi bénéficié de 6,5 millions de prêts à des conditions spéciales, financés sur ressources budgétaires gérées par la Banque au nom de la Communauté. Au Maroc, la Banque a accordé son soutien à la Caisse Nationale de Crédit Agricole (CNCA), établissement bien connu de crédit à l'agriculture dont l'expérience s'étend à tous les secteurs de l'agriculture. La BEI a agi de concert avec d'autres organismes de financement comme la Banque mondiale et la Kreditanstalt für Wiederaufbau. En Tunisie, elle a apporté des fonds à une nouvelle banque de crédit à l'agriculture, la Banque Nationale de Développement Agricole (BNDA), qui a déjà financé plus de 250 projets couvrant de multiples aspects de l'agriculture tunisienne.

Ces établissements de crédit utilisent les concours de la BEI pour financer des investissements à la ferme réalisés aussi bien par de petits agriculteurs que par de grosses entreprises agricoles. Dans plusieurs cas également, les

concours, reprêtés par l'intermédiaire de la BNDA, ont servi pour des projets particuliers tels que la construction d'installations de stockage d'engrais et d'une laiterie industrielle ou l'achat de chalutiers. La BEI a aussi appuyé directement un projet réalisé par l'Office des Terres Domaniales et visant à améliorer la qualité des pâtures destinées à l'élevage des moutons. Ce projet a prouvé la viabilité des efforts de remise en valeur de vastes zones touchées par la désertification et montré que des gains directs de productivité pouvaient être obtenus.

Certains des financements de la BEI ont été couplés à des prêts spéciaux sur ressources de la Communauté européenne accordés à des conditions de faveur ou même à des subventions consenties par la Commission, notamment pour ces projets d'infrastructure agricole et différents programmes d'assistance technique.

L'intérêt particulier porté au développement de la production locale de produits de première nécessité tels que les céréales, la viande et les produits laitiers, qui actuellement ne permet de satisfaire que 50 %, et parfois moins, de la consommation locale, correspond aux besoins fondamentaux de ces deux pays et les aide à alléger les charges pesant sur leur balance des paiements. Les mesures adoptées récemment montrent que les gouvernements marocain et tunisien sont conscients de l'importance de réformes favorisant la mise en place d'une agriculture véritablement rentable. En outre, il est envisagé de réviser complètement certains des principaux mécanismes de soutien à l'agriculture, tels le crédit et les services de formation, pour que les agriculteurs puissent tirer pleinement parti des nouvelles possibilités offertes par la réforme de la politique des prix. Dans le cadre de ses financements, la Banque européenne d'investissement entend continuer à aider de son mieux ces deux pays afin d'améliorer la productivité de l'agriculture et de contenir la croissance du déficit alimentaire.

voir à Kouris et l'installation de conduites permettront d'améliorer l'approvisionnement en eau pour l'industrie et la population des principales villes.

En **Syrie**, un prêt de 28 millions aidera au financement du renforcement de la centrale thermique de Mehardeh, dans le nord du pays.

Financements dans les États ACP et les PTOM

Malgré la persistance dans la plupart de ces pays, d'une situation économique toujours difficile, les financements se sont accrus. La Banque est intervenue dans 27 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et trois territoires d'outre-mer. Elle a accordé 18 prêts d'un montant total de 167,8 millions sur ses ressources propres et 25 concours sous forme de capitaux à risques pour un montant de 67,2 millions. Le montant global des financements de l'exercice s'établit ainsi à 235 millions contre 160,7 millions en 1984. Ceci a permis d'en-

gager les montants prévus par la Convention de Lomé II en quasi-totalité pour les capitaux à risques et à raison de plus des quatre cinquièmes pour les prêts sur ressources propres. Ces derniers ont tous été assortis de bonifications d'intérêt sur les ressources du Fonds européen de développement.

Plus de la moitié du montant des opérations concerne des investissements industriels (124 millions) et principalement le secteur manufacturier (17 %), l'agro-industrie (18,5 %) et des concours en

faveur de banques de développement (17,3 %). Le montant affecté sur les prêts globaux en cours s'est établi à 33,8 millions pour 82 crédits en faveur de petites et moyennes entreprises surtout dans les secteurs de l'agro-industrie (20 %), des industries extractives (10,4 %), du textile (7,3 %) et du tourisme (6,7 %). Dans le secteur industriel, les opérations ayant pour objectif la réhabilitation, la rénovation et l'aide au démarrage des entreprises représentent près de 30 % des concours sur capitaux à risques.

Les autres prêts portent essentiellement sur la production d'énergie (65,6 millions, soit 28 % du total) ainsi que sur les réseaux de télécommunications (12 %), de transport et d'adduction d'eau.

Les investissements financés individuellement et par affectation sur prêts globaux devraient contribuer à la création directe de quelque 6 000 emplois, pour l'essentiel dans les secteurs industriel et agro-industriel; dans l'industrie, le coût moyen d'investissement par emploi créé est de 160 000 Écus pour les projets individuels et de cinq fois moins pour les crédits sur prêts globaux. Ces chiffres ne tiennent pas compte des financements de plantation ni des projets de réhabilitation et d'aide au démarrage dont l'objectif essentiel est la remise en état de fonctionnement d'entreprises sur des bases économiquement et financièrement saines.

La plupart des projets d'investissement dans les États ACP a fait l'objet de co-financements, notamment avec les institutions financières bilatérales des pays membres, la Banque mondiale, la Commission des Communautés européennes (Fonds européen de développement) et d'autres institutions d'aide au développement.

La répartition des financements selon le degré de développement des différents pays montre que près de 80 % du montant total des prêts sur les ressources propres de la Banque ont été octroyés dans les États ACP dont le revenu par habitant est supérieur à quelque 400 US\$ et dont la capacité d'endettement est plus élevée, et que les concours sous forme de capitaux à risques concernent, à raison de plus de 60 %, des projets situés dans les pays ACP les plus défavorisés, dont le PIB par tête est inférieur ou égal à environ 400 US\$.

En 1985, la Banque est intervenue dans 19 pays d'Afrique pour les opérations suivantes ⁽¹⁾:

— au **Congo** (24,1 millions), d'une part, le développement de la culture du palmier à huile dans le nord et, d'autre part, l'amélioration et l'extension des installations de télécommunications internationales;

— au **Cameroun** (22 millions), la construction d'un barrage-réservoir sur la rivière Mapé au nord de Yaoundé qui permettra d'assurer, en toutes saisons, un fonctionnement régulier des centrales d'Edéa et de Song-Loulou;

— en **Côte-d'Ivoire** (22 millions), d'une part, la plantation d'une palmeraie et la construction d'une huilerie et, d'autre part, la modernisation des installations et des équipements de transformation du cacao d'une usine de la zone industrielle d'Abidjan;

— au **Kenya** (22 millions), l'amélioration et l'extension des réseaux locaux et internationaux des télécommunications;

— au **Botswana** (10 millions), l'installation d'un quatrième groupe (33 MW) dans la centrale électrique de Morupule, qui utilise le charbon local;

— au **Soudan** (10 millions), la poursuite de la mise en valeur de la mine d'or de Gebeit réouverte en 1982 et l'extension de la centrale hydro-électrique de Roseires qui renforcera l'approvisionnement électrique du pays;

— au **Malawi** (9,5 millions), la construction d'une usine de thé qui traitera les produits de la plantation de Kavuzi et deux prêts globaux pour le financement de projets de petite ou moyenne dimension et de prises de participation;

— au **Burkina** (7 millions), une avance d'actionnaires à la Société de Recherches et d'Exploitation Minières du Burkina en vue d'investissements complémentaires pour l'exploitation de la mine d'or de Pourra;

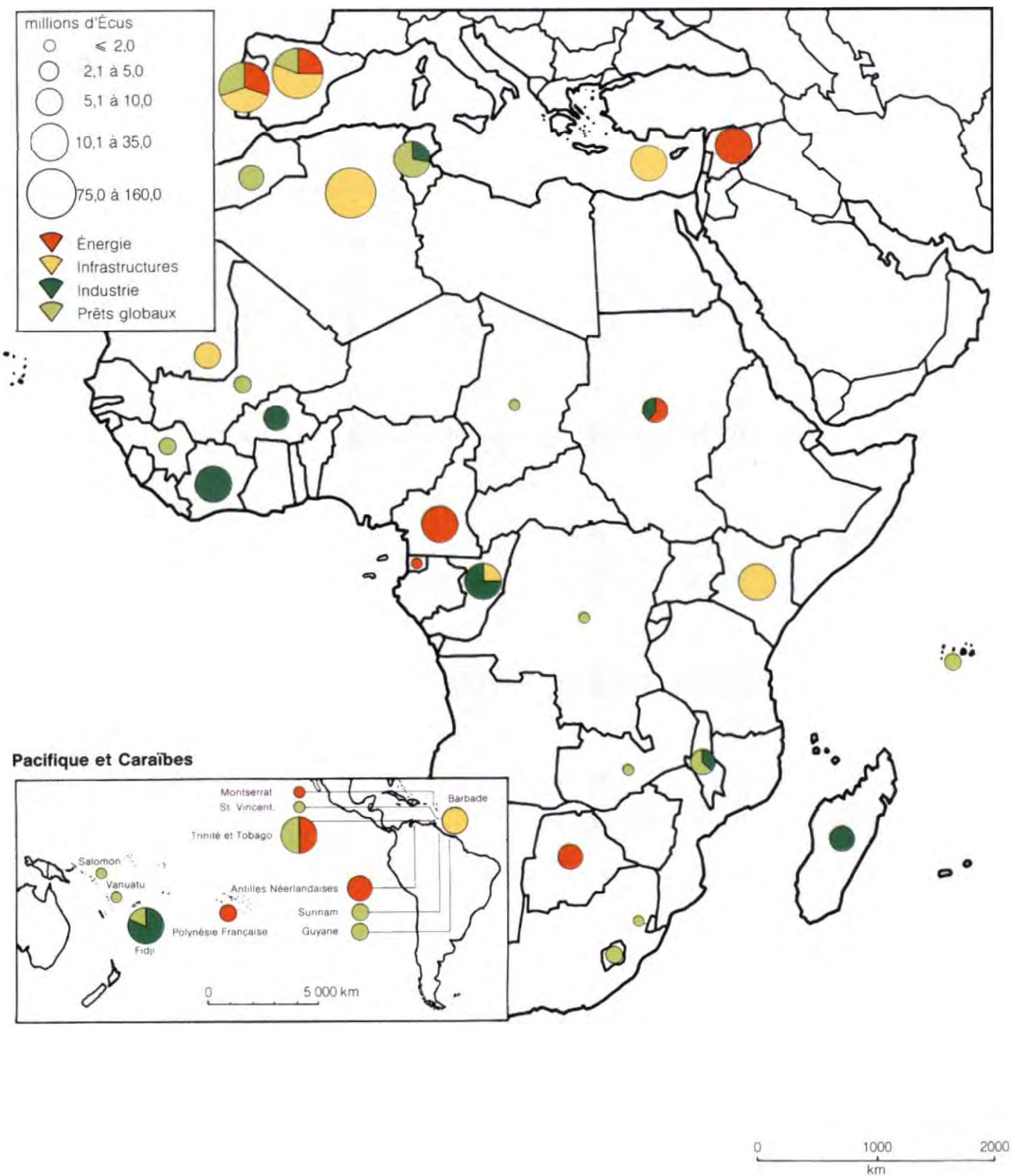
— en **Mauritanie** (7 millions), la réhabilitation des installations d'approvisionnement en eau et en électricité de la ville de Nouadhibou;

— à **Madagascar** (6 millions), la remise en état et la modernisation d'une usine textile à Antsirabé utilisant le coton local dont la production devrait satisfaire environ 80 % du marché national;

— au **Mali** (3,4 millions), des investissements complémentaires pour améliorer le fonctionnement de la rizerie de Dioro;

— au **Lesotho** (3 millions), un prêt global pour financer des investissements de petites et moyennes dimensions, notamment par l'intermédiaire de prises de participation;

(1) Voir liste détaillée pages 73 et 75.



— aux **Seychelles** (3 millions), un prêt global pour le financement de projets de petite ou moyenne dimension dans les secteurs de l'industrie, de l'agro-industrie et du tourisme;

— en **Guinée** (2,7 millions), la création de la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de Guinée, institution bancaire à vocation tant nationale qu'internationale;

— en **Guinée Equatoriale** (2 millions), la construction d'une centrale hydro-électrique sur la rivière Riaba;

— au **Tchad** (2 millions), un prêt global mis à la disposition de la Banque Tchadienne de Crédit et de Dépôts et de la Banque Internationale pour l'Afrique au Tchad pour la réhabilitation d'entreprises de petite ou moyenne dimension;

— la Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale (**BDEAC**) regroupant le Cameroun, la Centrafrique, le Congo, le Gabon, la Guinée-Equatoriale et le Tchad, a bénéficié d'un concours de 2,6 millions pour l'agrandissement du port fluvial de Brazzaville qui dessert plusieurs de ces pays;

— enfin, trois concours d'un montant total de 1,04 million financeront l'assistance à la banque de développement du **Swaziland** ainsi que des études préalables pour un oléoduc en **Zambie** et un procédé de récupération du gaz méthane au **Zaire**.

Dans les Caraïbes, la Banque est intervenue dans cinq pays; les financements ont concerné:

— à **Trinité et Tobago** (24 millions), l'extension du réseau de transport de l'électricité et un prêt global pour le financement d'investissements de petite ou moyenne dimension dans les secteurs de l'industrie et du tourisme;

— à la **Barbade** (5,6 millions), l'acquisition d'équipements de manutention de conteneurs dans le port de Bridgetown qui assure également un trafic de transit pour les États voisins;

— au **Surinam** (4,3 millions), un prêt global pour financer des petites et moyennes entreprises industrielles, agro-industrielles, forestières, minières et touristiques, la réhabilitation d'unités déjà existantes et pour une assistance technique à la banque nationale de développement;

Financement d'études de pré-investissement et d'assistance technique dans les États ACP

La détérioration des conditions économiques dans la plupart des États ACP, de même qu'une conjoncture internationale défavorable, ont rendu de plus en plus difficiles, au cours des dernières années, l'identification et la réalisation de projets d'investissement viables. Cette situation s'est traduite par un besoin croissant de procéder à des études de faisabilité qui, par une analyse approfondie des projets ou par des expertises de problèmes spécifiques, peuvent conduire à déceler des risques particuliers avant la prise de décision d'investissement ou de financement. Cette situation a également rendu nécessaire la fourniture d'une assistance technique appropriée à des entreprises naissantes.

Dès la première Convention de Lomé, la Banque a contribué au financement, au moyen de capitaux à risques, d'études pour la préparation de projets et de l'assistance aux entreprises pendant leur période de démarrage; ses concours prennent la forme soit de prêts conditionnels, soit de prises de participation directes ou indirectes dans le capital des sociétés d'études. Les ressources qui y ont été consacrées se sont élevées à quelque 19 millions et ont permis le financement de plus de cinquante études et contrats d'assistance technique, dont 4 à caractère régional, dans une quarantaine de pays. De plus, au titre de la deuxième Convention de Lomé, 6 millions supplémentaires seront encore affectés à ce type d'opérations au cours des trois années à venir.

Les études ont été financées directement ou, à travers des institutions de développement, par affectations sur prêts globaux. Elles concernent dans leur grande ma-

jorité, les secteurs industriels, miniers et énergétiques, pour le financement desquels la Banque a une responsabilité particulière au titre de la Convention de Lomé, et reflètent la difficulté de mettre en œuvre dans les États ACP des projets de nature industrielle. Les autres études se répartissent entre l'agro-industrie et le tourisme. L'assistance technique au démarrage des entreprises s'est révélée également importante; elle a permis de renforcer dans de nombreux cas la capacité de gestion des entreprises.

Sur les quelque quarante études déjà achevées, quinze ont abouti à des conclusions positives qui ont dans de nombreux cas permis le démarrage de projets auxquels la Banque a parfois participé. Dans les autres cas, les études n'ont pas débouché sur des projets en raison de facteurs politiques ou économiques nationaux ou internationaux, comme par exemple le fléchissement des prix mondiaux des matières premières qui s'est manifesté après la conclusion des études.

Il faut souligner également l'importance des études qui ont abouti à des recommandations négatives: elles ont contribué à ce que soit évité le lancement des projets trop risqués ou insuffisamment fondés du point de vue économique, éliminant par là même un mauvais emploi de ressources financières qui, sans cela, se seraient éventuellement mobilisées pour aider à la réalisation de projets marginaux. Ces études se concentrent dans le secteur minier, ce qui n'est pas surprenant en raison du degré habituel d'incertitude qui caractérise les investissements dans ce domaine.

Tableau 11: **Financements dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et les pays et territoires d'outre-mer (PTOM) en 1985**

Répartition selon la localisation du projet d'investissement et l'origine des ressources

	Prêts sur ressources propres		Opérations de capitaux à risques sur ressources budgétaires		Total	
	Millions d'Écus	%	Millions d'Écus	%	Millions d'Écus	%
Afrique	110,2	65,7	49,1	73,1	159,3	67,8
Afrique de l'Ouest	22,0	13,1	20,1	29,9	42,1	17,9
Burkina	—	—	7,0	10,4	7,0	3,0
Côte-d'Ivoire	22,0	13,1	—	—	22,0	9,4
Guinée	—	—	2,7	4,0	2,7	1,1
Mali	—	—	3,4	5,1	3,4	1,4
Mauritanie	—	—	7,0	10,4	7,0	3,0
Afrique Centrale et Équatoriale	48,7	29,0	4,5	6,7	53,2	22,6
Régional	2,6	1,5	—	—	2,6	1,1
Cameroun	22,0	13,1	—	—	22,0	9,3
Congo	24,1	14,4	—	—	24,1	10,2
Guinée Équatoriale	—	—	2,0	3,0	2,0	0,9
Tchad	—	—	2,0	3,0	2,0	0,9
Zaire	—	—	0,5	0,7	0,5	0,2
Afrique de l'Est et Australe	39,5	23,6	24,5	36,5	64,0	27,3
Botswana	10,0	6,0	—	—	10,0	4,3
Kenya	22,0	13,1	—	—	22,0	9,4
Lesotho	—	—	3,0	4,5	3,0	1,3
Madagascar	—	—	6,0	8,9	6,0	2,5
Malawi	7,5	4,5	2,0	3,0	9,5	4,0
Seychelles	—	—	3,0	4,5	3,0	1,3
Soudan	—	—	10,0	14,9	10,0	4,3
Swaziland	—	—	0,04	—	0,04	—
Zambie	—	—	0,5	0,7	0,5	0,2
Caraïbes	29,6	17,6	8,4	12,5	38,0	16,2
Barbade	5,6	3,3	—	—	5,6	2,4
Guyana	—	—	4,0	6,0	4,0	1,7
St Vincent	—	—	0,1	0,1	0,1	0,1
Surinam	—	—	4,3	6,4	4,3	1,8
Trinité et Tobago	24,0	14,3	—	—	24,0	10,2
Pacifique	16,0	9,5	8,1	12,0	24,1	10,2
Fidji	16,0	9,5	6,0	8,9	22,0	9,4
Salomon	—	—	0,1	0,1	0,1	—
Vanuatu	—	—	2,0	3,0	2,0	0,8
Total ACP	155,8	92,8	65,6	97,6	221,4	94,2
Total PTOM	12,0	7,2	1,6	2,4	13,6	5,8
Antilles néerlandaises	7,1	4,2	1,6	2,4	8,7	3,7
Montserrat	0,9	0,6	—	—	0,9	0,4
Polynésie	4,0	2,4	—	—	4,0	1,7
Total général	167,8	100,0	67,2	100,0	235,0	100,0

— en **Guyana** (4 millions), un prêt global pour le financement de petites et moyennes entreprises dans les secteurs de l'industrie, de l'agro-industrie, de l'exploitation forestière et de la pêche;

— à **Saint-Vincent et les Grenadines** (0,1 million), une étude préalable à l'établissement d'une piste d'atterrissage sur l'île de Béquia pour les liaisons avec Saint-Vincent.

Dans le Pacifique, trois pays ont bénéficié des interventions de la Banque qui ont intéressé:

— à **Fidji** (22 millions), la construction d'une scierie intégrée à Viti Levu et un prêt global pour financer des entreprises de petites et moyennes dimensions dans l'industrie, l'agro-industrie, la pêche et le tourisme;

— Au **Vanuatu** (2 millions), un prêt global pour financer de petits et moyens investissements indus-

triels, agro-industriels, touristiques, de l'énergie et des transports;

— aux **Iles Salomon** (0,1 million), une étude sur la modernisation et la fusion de deux chantiers navals.

Dans les PTOM, la Banque a financé:

— dans l'île de Curaçao, aux **Antilles Néerlandaises** (8,7 millions), l'extension d'une centrale thermo-électrique par l'adjonction d'un groupe de 25 MW.

— en **Polynésie Française** (4 millions), l'extension du réseau électrique;

— à **Montserrat** (0,9 million), le renforcement de la production d'électricité et du réseau de transport à moyenne tension.

Liste des financements à l'extérieur de la Communauté (1)

A. Prêts sur ressources propres de la Banque

Contrats signés en 1985

Le montant total des contrats de prêts sur les ressources propres de la Banque signés en 1985 pour des projets d'investissements à l'extérieur de la Communauté s'élève à 584,3 millions, dont 416,5 millions dans les pays du bassin méditerranéen et 167,8 millions dans les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ainsi que dans les pays et territoires d'outre-mer. Ces opérations — dont les principaux aspects économiques sont présentés pages 63 à 71 — sont comptabilisées dans le bilan.

Tous les prêts dans les pays ACP et les PTOM, ont fait l'objet d'une bonification d'intérêt sur les ressources du Fonds européen de développement (cf. page 63).

	millions d'Écus			
ESPAGNE	160,0			
21 268,7 millions de pesetas		ment de petits projets d'infrastructures réalisés par des collectivités locales dans les zones moins développées	10,0	
		1 285,1 millions Ptas		
328. Complexe hydro-électrique comportant des barrages et deux centrales, sur le Jucar à 50 km au sud-ouest de Valence		333. Prêt global au Banco de Crédito Industrial par l'intermédiaire de l' Instituto de Crédito Oficial pour le financement de petites et moyennes entreprises de l'industrie et des services dans les zones moins développées		
Hidroeléctrica Española S.A. par l'intermédiaire du Banco de Crédito Industrial et de l' Instituto de Crédito Oficial		2 570,1 millions Ptas	20,0	
5 423,3 millions Ptas	40,0			
329. Améliorations des infrastructures ferroviaires sur la ligne Madrid—Barcelone—Port Bou (frontière française)				
Red Nacional de los Ferrocarriles Españoles		PORTUGAL	100,0	
3 855,2 millions Ptas	30,0	13 340,5 millions d'Escudos		
330. Aménagement de cinq tronçons de grands axes routiers près de Barcelone, Cordoue, Burgos, Valladolid et Murcia		334. Centrale électrique au charbon à Sines; 4 ^{ème} unité de 300 MW		
Royaume d'Espagne (Ministère des Travaux Publics et de l'Urbanisme)		Electricidade de Portugal EP	30,0	
6 372,4 millions Ptas	47,0	4 164,2 millions Esc		
331. Extension de la zone portuaire à proximité de Cadix par la construction d'un quai pour marchandises en vrac et des équipements nécessaires; digues de protection et aménagements pour un bassin du port de Santa Cruz de Ténériffe aux Canaries		335. Construction du tronçon Mealhada—Albergaria (38 km) de l'autoroute Porto—Lisbonne		
Royaume d'Espagne (Ministère des Travaux Publics et de l'Urbanisme)		Brisa, Auto-Estradas de Portugal par l'intermédiaire de la République du Portugal	20,0	
1 762,6 millions Ptas	13,0	2 579,7 millions Esc		
332. Prêt global au Banco de Crédito Local de España par l'intermédiaire de l' Instituto de Crédito Oficial pour le finance-		336. Nouveaux tronçons routiers (99 km) sur les itinéraires prioritaires reliant le port d'Aveiro et Coïmbra à Vilar Formoso (frontière espagnole)		
		République du Portugal (Junta Autónoma de Estradas)	20,0	
		2 579,7 millions Esc		
		337. Prêt global à la Caixa Geral de Depósitos pour le financement de petites et moyennes entreprises industrielles, touristiques et des services notamment pour des investissements visant des économies d'énergie ou la protection de l'environnement	15,0	
		2 082,1 millions Esc		
		338. Prêt global au Banco Português de Investimento pour le financement de petites et moyennes initiatives de l'industrie, du tourisme et des services et d'investissements visant des économies d'énergie ou la protection de l'environnement		
		1 934,8 millions Esc	15,0	
		ALGÉRIE	75,0	
		280,3 millions de dinars algériens		
		339. Route de 134 km entre Jijel et Constantine		
		Banque Algérienne de Développement pour le Ministère des Travaux publics	50,0	
		186,9 millions DA		
		340. Quai de 750 m et équipements dans le port de Bejaia à 200 km à l'est d'Alger		
		Banque Algérienne de Développement pour le Ministère des Travaux Publics	25,0	
		93,4 millions DA		
		SYRIE		
		341. Adjonction de deux groupes de 165 MW chacun à la centrale thermique de Mehardeh, à 260 km au nord de Damas		
		Établissement Public d'Électricité par l'intermédiaire de l' État syrien	28,0	
		80,8 millions livres syriennes		
		CHYPRE		
		342. Barrage-réservoir et conduites pour l'accroissement des fournitures d'eau à usage industriel et domestique ainsi que pour l'irrigation dans les régions de Nicosie, Famagouste, Limassol et Larnaca		
		République de Chypre	26,5	
		11,7 millions de livres chypriotes		

(1) Les ouvertures de crédit sont libellées en Écus pour les financements effectués dans le cadre de la coopération financière. Les montants en monnaie nationale figurant dans cette liste sont donnés à titre indicatif; ils sont établis sur la base des contre-valeurs en Écus utilisées par la Banque lors de la signature des contrats (cf. page 8).

TUNISIE	18,5
11,6 millions de dinars tunisiens	
343. Renforcement de la flotte de pêche hauturière par l'acquisition de 10 chalutiers de 24 à 30 mètres	
Banque Nationale de Développement Agricole	
2,8 millions DT	4,5
344.—345. Prêts globaux à la Banque Nationale de Développement Agricole pour le financement	
— d'investissements productifs de petite ou moyenne dimension dans les secteurs agricoles et agro-industriels	7,0
— d'investissements dans les Unités Coopératives de production agricole	7,0
4,4 millions DT	

MAROC

346. Prêt global à la Caisse Nationale de Crédit Agricole pour le financement d'investissements agro-industriels et à la ferme	
65,2 millions de dirhams marocains	8,5

États ACP — Afrique

millions d'Écus

CONGO	24,1
8 159,7 millions de francs CFA	
347. Renforcement du réseau de télécommunications internationales	
République Populaire du Congo pour l' Office National des Postes et Télécommunications	
2 083,4 millions F. CFA	6,1
348. Extension de 2 150 ha à 5 000 ha des plantations de palmiers à huile et construction d'une usine de transformation sur place, à Ouessou dans le nord du pays	
Sanghapalm par l'intermédiaire de la République Populaire du Congo	
6 076,3 millions F. CFA	18,0

CAMEROUN

349. Construction d'un barrage-réservoir sur la Mapé qui contribuera à l'alimentation, durant la saison sèche, des centrales hydro-électriques d'Edéa et Song-Loulou, sur la Sanaga	
Société Nationale d'Électricité du Cameroun	
7 426,6 millions de francs CFA	22,0

CÔTE-D'IVOIRE	22,0
7 426,6 millions de francs CFA	
350. Modernisation d'installations de traitement de fèves de cacao dans la banlieue d'Abidjan	
Société Saco	
1 012,7 millions F. CFA	3,0

351. Complexe agro-industriel de production d'huile de palme comprenant l'aménagement de plus de 5 000 ha ainsi qu'une huilerie à Blidouba dans le Sud-Ouest	
République de Côte-d'Ivoire pour Palmindustrie	
6 413,9 millions F. CFA	19,0

KENYA

352. Renforcement et modernisation du réseau de télécommunications locales, interurbaines et par satellites	
Kenya Posts and Telecommunications Corporation	
277,7 millions de shilling kényans	22,0

BOTSWANA

353. Centrale électrique de Morupule; quatrième unité au charbon de 33 MW	
Botswana Power Corporation	
16,9 millions de Pula	10,0

MALAWI

9,8 millions de kwachas	7,5
354. Usine de traitement des feuilles de thé, irrigation des plantations, installation de décor-ticage des noix de macadamia	
Kavuzi Tea Co Ltd	
4,6 millions MKw.	3,5
355. Prêt global à l' Investment and Development Bank of Malawi Ltd pour le financement de petites et moyennes entreprises de l'industrie, l'agro-industrie, des transports et du tourisme	
5,2 millions MKw.	4,0

AFRIQUE CENTRALE

356. Agrandissement du terminal pour conteneurs du port de Brazzaville	
République Populaire du Congo pour l' Agence Transcongolaise des Communications par l'inter-	

médiaire de la Banque de Développement des États d'Afrique Centrale	
877,7 millions de francs CFA	2,6

États ACP et PTOM — Caraïbes

millions d'Écus

TRINITÉ ET TOBAGO

42,4 millions de dollars de Trinité et Tobago	24,0
357. Prêt global à la Trinidad and Tobago Development Finance Company pour le financement de petites et moyennes entreprises de l'industrie, l'agro-industrie et du tourisme	
21,2 millions de \$TT	12,0

358. Renforcement du réseau de transport d'électricité	
Trinidad and Tobago Electricity Commission	
21,2 millions de \$TT	12,0

ANTILLES NÉERLANDAISES

359. Renforcement de la centrale de Mundo Nobo par l'adjonction d'un groupe de 25 MW	
Kompania di Awa i Elektrisidat di Korsou N.V. par l'intermédiaire du Gouvernement de la fédération des Antilles néerlandaises	
10,5 millions de florins antillais	7,1

BARBADE

360. Installation d'équipements de manutention de conteneurs dans le port de Bridgetown	
Barbados Port Authority	
9,3 millions de dollars de la Barbade	5,6

MONTSERRAT

361. Renforcement de la capacité de production d'électricité (générateur diesel de 1,5 MW) et du réseau de transport moyenne tension	
Montserrat Electricity Services Limited	
1,723 million de dollars des Caraïbes orientales	0,9

États ACP et PTOM — Pacifique

	millions d'Écus
FIDJI	16,0
14,5 millions de dollars fidjiens	
362. Prêt global à la Fidji Development Bank pour le financement de petites et moyennes	

entreprises de l'industrie, l'agro-industrie, la pêche et le tourisme
3,4 millions \$F

4,0

363. Scierie intégrée avec installations de récupération de copeaux à Drasa dans l'ouest de l'île de Viti Levu
Joint Venture Company par l'intermédiaire de l'État de Fidji
11,1 millions \$F

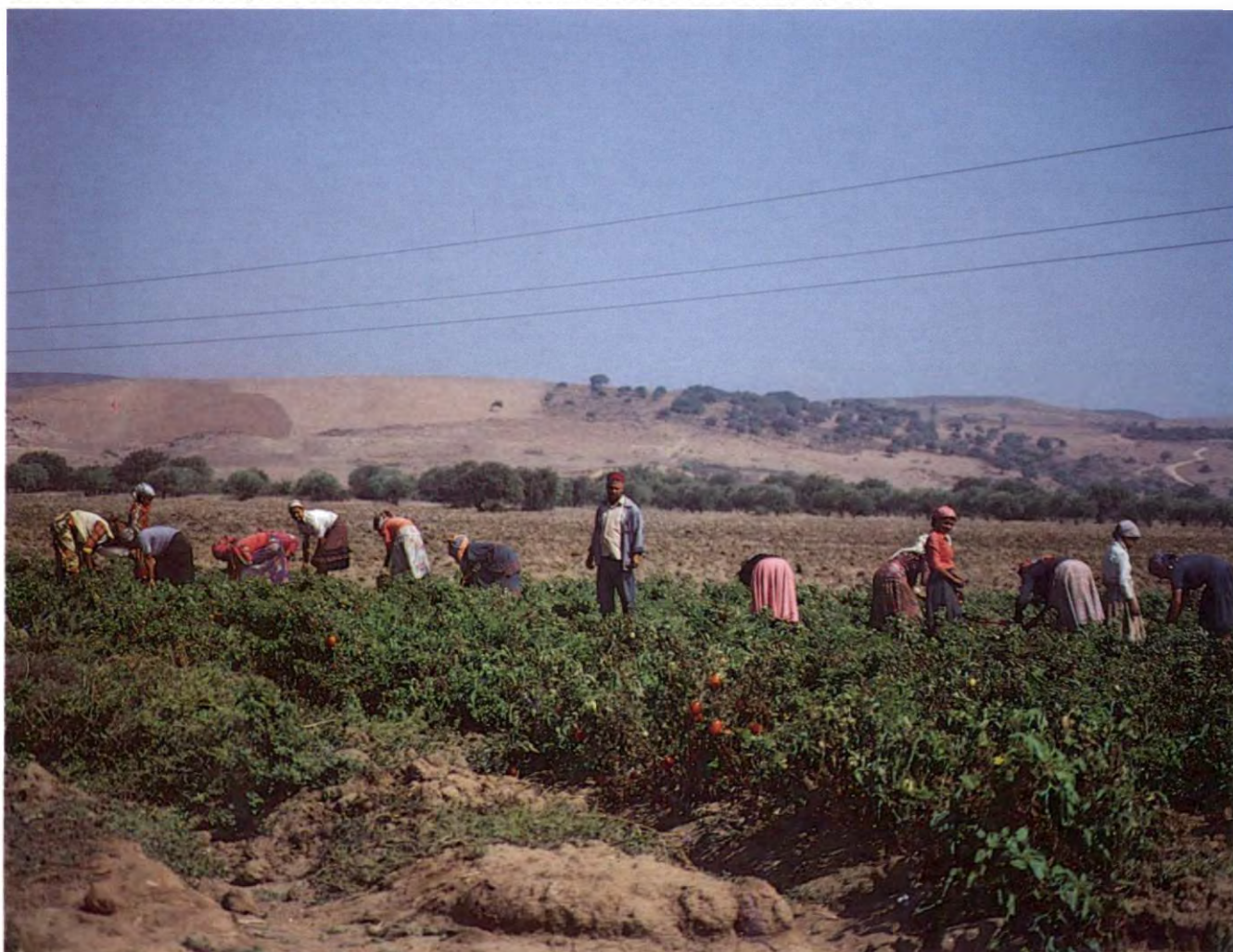
12,0

POLYNÉSIE FRANÇAISE

364. Lignes de transport d'électricité 90 kV et 20 kV pour le raccordement de plusieurs centrales hydro-électriques à Tahiti
Société de Transport d'Énergie Électrique en Polynésie par l'intermédiaire de la **Caisse Centrale de Coopération Économique**
496,8 millions de francs CFP

4,0

L'agriculture continue à jouer un rôle déterminant dans l'économie des pays en voie de développement. Des prêts en Tunisie ont notamment contribué à l'intensification de l'agriculture; d'autres investissements financés dans ce pays ont permis la remise en valeur, en Tunisie, de quelque 10 000 ha touchés par la désertification (voir aussi encadré p. 65).



Ph.: J. J. Schul

B. Financements sur ressources budgétaires de la Communauté

Contrats signés en 1985

Le montant total des opérations sur ressources budgétaires de la Communauté conclues en 1985 s'élève à 75,9 millions dont 8,7 millions de prêts à conditions spéciales dans les pays du bassin méditerranéen et 67,2 millions de concours sous forme de capitaux à risques dans les États ACP et les PTOM. Ces financements sont accordés par la Banque sur mandat, au nom, pour le compte et aux risques de la Communauté économique européenne et sont comptabilisés hors bilan dans la section spéciale (page 92); pour ces opérations, dont les principaux aspects économiques sont présentés pages 63 à 71, la responsabilité de la Banque est limitée à la bonne exécution du mandat qui lui est confié.

Pays du bassin méditerranéen

millions d'Écus

TUNISIE 5,0

3,1 millions de dinars tunisiens

365. Renforcement de la flotte de pêche hauturière par l'acquisition de 10 chalutiers de 24 à 30 m
Banque Nationale de Développement Agricole
1,2 million de DT 2,0

366. Prêt global à la **Banque Nationale de Développement Agricole** pour le financement d'investissements productifs de petite ou moyenne dimension dans les secteurs agricoles et agro-industriels
1,9 million de DT 3,0

CHYPRE

367. Barrage réservoir et conduites pour l'accroissement des fournitures d'eau à usage industriel et domestique ainsi que pour l'irrigation dans les régions de Nicosie, Famagouste, Limassol et Larnaca
République de Chypre
1,7 million de livres chypriotes 3,7

États ACP — Afrique

millions d'Écus

SOUDAN 10,0

20,7 millions de livres soudanaises

368. Développement de la mine d'or de Gebeit
Prêt conditionnel à **Sudan Minex Gold Mining Venture** par l'intermédiaire du **Gouvernement du Soudan**
8,3 millions £S 4,0

369. Adjonction d'un 7^{ème} groupe dans le complexe hydro-électrique de Roseires

Prêt conditionnel à **National Electricity Corporation** par l'intermédiaire du **Gouvernement du Soudan**
12,4 millions £S 6,0

BURKINA

370. Développement de la mine d'or de Pourra à l'ouest de Ouagadougou
Prêt conditionnel à la **République de Burkina Faso** pour le financement d'une avance d'actionnaire à la **Société de Recherches et d'Exploitation Minière du Burkina**
2 363 millions de francs CFA 7,0

MAURITANIE

371. Réhabilitation des installations de production et de distribution d'eau et d'électricité à Nouadhibou
Prêt conditionnel à la **République Islamique de Mauritanie** pour la **Société Nationale d'Eau et d'Électricité**
412,3 millions d'Ouguiya 7,0

MADAGASCAR

372. Remise en état et modernisation des équipements, principalement de l'atelier de finition d'une usine textile à Antsirabé et amélioration des plantations de coton de la Souete
Prêt conditionnel à la **Cotonnière d'Antsirabé** par l'intermédiaire de la **République Démocratique de Madagascar**
3 millions de francs malgaches 6,0

MALI

373. Investissements complémentaires permettant d'assurer un fonctionnement satisfaisant de la rizerie de Dioro (installations de stockage supplémentaire et de récupération de vapeur)
Prêt conditionnel pour **Rizerie de Dioro (Opération Riz Segou) — République du Mali**
1 147,7 millions de francs maliens 3,4

LESOTHO

374. Prêt global pour le financement d'investissements de petites et moyennes entreprises des secteurs de l'industrie, l'agro-industrie, des mines et du tourisme
Prêt conditionnel au **Lesotho National Development Corporation**
4,3 millions de rands sud-africains 3,0

SEYCHELLES

375. Prêt global pour le financement d'investissements de petites et moyennes entreprises de l'industrie et du tourisme
Prêt conditionnel à la **Banque du Développement des Seychelles**
16 millions de roupies des Seychelles 3,0

GUINÉE 2,7

52,2 millions de syli

376.—377. Création d'une nouvelle banque à vocation nationale (commerciale et de développement) et internationale
— Prêt conditionnel à la **République de Guinée** pour lui permettre de participer aux fonds propres de la **Banque internationale pour le Commerce et l'Industrie de Guinée — BICIGUI**
40,5 millions de syli 2,1
— Prise de participation au capital de la **BICIGUI**, au nom de la Communauté
11,7 millions de syli 0,6

GUINÉE ÉQUATORIALE

378. Centrale hydro-électrique sur la rivière Riaba
Prêt conditionnel à la **République de Guinée Équatoriale**
542,3 millions d'Ekouele 2,0

MALAWI

379. Prêt global pour le financement de petites et moyennes entreprises de l'industrie, l'agro-

industrie, des transports et du tourisme

Prêt conditionnel à l'**Investment and Development Bank of Malawi Ltd**

2,6 millions de kwachas 2,0

TCHAD

380. Prêt global pour la réhabilitation de petites et moyennes entreprises des secteurs industriels, agro-industriels, de la pêche, de l'énergie et des transports

Prêt conditionnel à la **République du Tchad** pour la **Banque Tchadienne de Crédit et de Dépôts** et la **Banque Internationale pour l'Afrique au Tchad**

685,4 millions de francs CFA 2,0

ZAÏRE

381. Étude pour l'utilisation dans la cimenterie de Katana du gaz méthane naturel du lac Kivu
Prêt conditionnel à la **Banque de Développement des États des Grands Lacs**

11,1 millions de zaires 0,5

ZAMBIE

382. Étude en vue de la remise en état de l'oléoduc Tazama
Prêt conditionnel à la **République de Zambie**

0,9 million de kwachas 0,5

SWAZILAND

383. Étude menée par des consultants sur le fonctionnement du NIDCS

Prêt conditionnel à la **National Industrial Development Corporation of Swaziland**

0,053 million d'Emalangen 0,037

États ACP — Pacifique

millions d'Écus

FIDJI 6,0

5,5 millions de dollars fidjiens

384.—385. Scierie intégrée avec installations de récupération de copeaux à Drasa dans l'ouest de l'île de Viti Levu

— Prêt conditionnel à **Joint Venture Company** par l'intermédiaire de l'**État de Fidji**

3,3 millions de \$F 3,6

— Prise de participation dans la **Joint Venture Company** au nom de la Communauté

2,2 millions de \$F 2,4

VANUATU

386. Prêt global pour le financement d'investissements de petites et moyennes entreprises des secteurs de l'industrie, l'agro-industrie, l'énergie, les transports et le tourisme

Prêt conditionnel à la **Banque de Développement de Vanuatu**

148,2 millions de vatus 2,0

ÎLES SALOMON

387. Étude préalable à la modernisation et à la fusion de deux chantiers navals de l'île de Florida, situés à proximité l'un de l'autre

Prêt conditionnel au **Government's Shareholding Agency**

0,1 million de dollars des Îles Salomon 0,1

États ACP et PTOM — Caraïbes

millions d'Écus

SURINAM 4,25

5,5 millions de florins surinamais

388.—389. Prêts conditionnels à la **Nationale Ontwikkelingsbank N.V.**

— Prêt global pour le financement d'investissements de petites et moyennes entreprises des secteurs industriel, agro-industriel, forestier, minier et touristique

5,2 millions FL S 4,0

— Assistance technique pendant la durée du prêt global

0,3 million FL S 0,25

GUYANA

390. Prêt global pour le financement d'investissements de petites et moyennes entreprises des secteurs de l'industrie, l'agro-industrie, l'exploitation forestière et de la pêche, ainsi que du remplacement, de l'entretien d'équipements ou de la reconstitution de stocks de matières premières de ces entreprises

Prêt conditionnel à la **Guyana Co-opérative Agricultural and Industrial Development Bank**

12,1 millions de dollars de Guyana 4,0

ANTILLES NÉERLANDAISES

391. Mise en place d'un dispositif de précipitation des cendres volantes et de brûleurs réduisant les émissions d'oxyde d'azote dans la centrale électrique de Mundo Nobo

Kompania di Awa i Elektrisidat di Korsou N.V.

2,4 millions de florins antillais 1,6

SAINT VINCENT ET LES GRENADINES

392. Étude préalable à l'établissement d'une liaison aérienne avec l'île de Béquia

Prêt conditionnel au **Gouvernement de St Vincent et les Grenadines**

0,2 million de dollars des Caraïbes 0,1

Ressources

Le présent chapitre porte sur l'évolution des marchés des capitaux et sur les ressources mises en œuvre par la Banque pour les opérations de prêts sur ressources propres qui sont comptabilisées dans son bilan et engagent sa responsabilité financière. Le détail pour l'année 1985 est présenté aux pages 44 à 58 et 72 à 74. Il ne concerne pas les ressources gérées par la Banque sur mandat et

pour compte de tiers qui sont comptabilisées hors bilan dans la section spéciale (cf. page 92). Ces dernières regroupent notamment les prêts sur les ressources du NIC et les financements accordés dans les États ACP et méditerranéens sur les ressources budgétaires de la Communauté, dont le détail pour l'année 1985 est présenté respectivement aux pages 59 à 61 et 75 à 76.

Évolution des marchés des capitaux

L'activité d'émission sur le marché international et sur le secteur étranger des marchés nationaux a rapidement progressé en 1985 malgré l'incertitude quant à l'évolution des taux de change et des taux d'intérêt. Les hésitations concernant ces derniers ont constitué un puissant stimulant pour les emprunts à taux variable. D'une façon plus générale, les mesures de déréglementation adoptées par les autorités de plusieurs pays, désireuses de promouvoir leurs marchés nationaux, ont favorisé une concurrence accrue et suscité un vif courant d'innovation. Dans le même temps, le développement des techniques de swap a permis de solliciter de nouveaux marchés et encouragé le recours à des instruments financiers inédits.

Au fil des mois, le ralentissement manifeste de l'activité économique aux États-Unis a entraîné un assouplissement progressif de la politique monétaire qui, parallèlement à l'adoption de mesures législatives visant à réduire le déficit budgétaire fédéral, a fait naître l'espoir d'une baisse des taux d'intérêt. A mesure que cette attente tendait à se concrétiser, les taux d'intérêt ont aussi commencé à baisser sur les autres marchés, en accord avec les objectifs des autorités nationales soucieuses de relancer l'activité économique à la faveur d'un relâchement général des tensions inflationnistes.

La baisse des taux d'intérêt sur les marchés en dollars s'est même accentuée, après la réunion, fin septembre, du Groupe des Cinq (États-Unis, Japon, Allemagne, France et Royaume-Uni), au cours de laquelle ont été recherchés les moyens de ramener le cours du Dollar à un niveau plus réaliste. Les autorités japonaises en particulier sont intervenues pour relever les taux à court terme sur le marché intérieur provoquant du même coup une remontée des rendements obligataires. En Allemagne et au Royaume-Uni, les taux d'intérêt à long terme se sont orientés temporairement à la hausse. On a pu craindre que la baisse du cours du Dollar qui a suivi cette réunion déclenche des tensions au sein du SME, mais celles-ci ont été maîtrisées.

Durant l'année, le système a continué de fonctionner sans ajustement, hormis celui du cours-pivot de la Lire en juillet.

En 1985, les émissions libellées dans les monnaies des États membres de la CEE et en Écus ont représenté une proportion plus importante des emprunts internationaux que les années précédentes, ce qui témoigne de l'intérêt des investisseurs pour ces monnaies. Par contre, les monnaies communautaires ont été relativement peu utilisées dans les opérations de swap. Celles-ci ont porté essentiellement sur les Dollars US et canadien et sur le Yen, puis, particulièrement pendant le deuxième semestre, du fait de l'affaiblissement des deux premières monnaies, sur les Dollars australien et néo-zélandais.

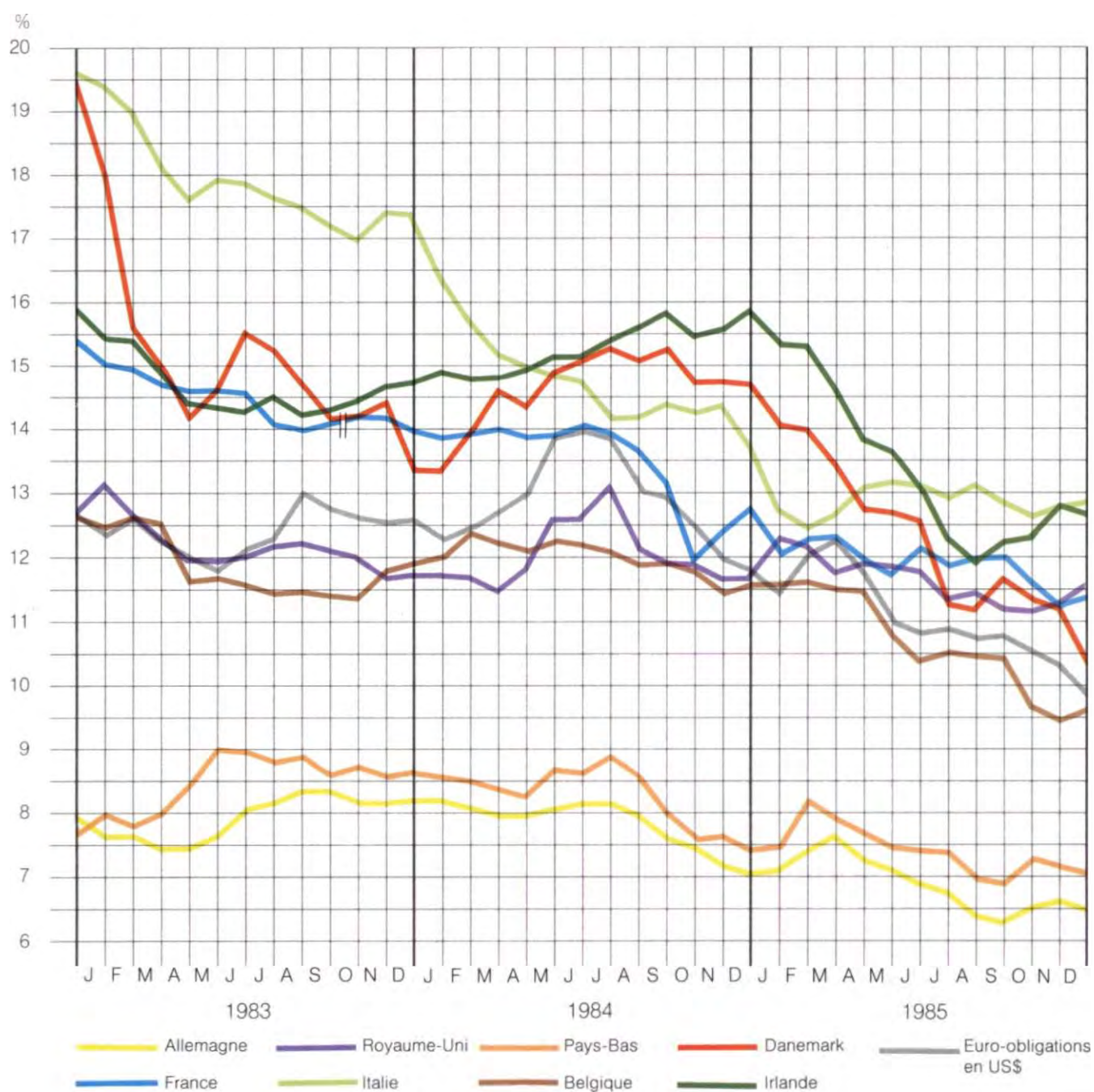
Malgré la fermeture du marché pendant trois semaines, en février/mars, en raison des fortes fluctuations du Dollar, les émissions en Deutschemark ont sensiblement augmenté en 1985. Cette progression est due en grande partie aux mesures de libéralisation mises en œuvre à compter du 1^{er} mai, notamment l'ouverture du marché aux opérations à taux variable qui ont représenté 30 % environ de l'ensemble des émissions. Elle s'explique aussi par le développement des émissions d'obligations à bons de souscription d'actions et d'obligations convertibles.

En 1985, l'activité primaire concernant les titres en Florins est restée virtuellement inchangée par rapport à l'année antérieure et ces titres ont connu une évolution très semblable à celle des titres à taux fixe libellés en Deutschemark. Les autorités néerlandaises ont annoncé un train de mesures d'assouplissement de la réglementation permettant notamment l'ouverture du marché aux émissions à taux variable, à compter du début de 1986.

La réouverture du marché de l'Eurofranc français, en avril, a marqué le début d'un vaste processus de libéralisation mis en œuvre par les autorités fran-

Taux de rendement brut des obligations

cotées en bourse sur les différents marchés financiers de la Communauté et dont les émissions présentent des caractéristiques comparables à celles des emprunts de la Banque. Aux fins de comparaison pour le Royaume-Uni et l'Irlande, les rendements capitalisés sur une base semestrielle ont été ramenés à une base annuelle.



çaises en 1985. Le marché a bénéficié d'une baisse presque continue des rendements obligataires tout au long de l'année caractérisée par une diminution substantielle du taux d'inflation et le maintien du franc parmi les monnaies fortes du SME.

Trois émissions ont été lancées sur le marché de l'Eurolire, ouvert en 1985. En outre, pendant cette même année, les émissions d'obligations à taux fixe réalisées par des emprunteurs étrangers sur le marché intérieur italien ont augmenté. Toutefois, en raison des progrès limités réalisés dans la lutte contre l'inflation, l'amélioration des conditions d'émission a été modeste.

Le marché de l'Eurosterling et le marché intérieur britannique ont pâti de la faiblesse des prix du pétrole ainsi que des incertitudes touchant le cours de la Livre. Les rendements généralement assez élevés enregistrés sur les émissions en Livres à taux fixe tout au long de l'année ont eu tendance à décourager les emprunteurs de collecter des fonds sous cette forme. Par contre, les modifications apportées à la législation ont incité les organismes britanniques de crédit immobilier à faire largement usage des émissions à taux variable.

En Belgique, les progrès réalisés dans la mise en œuvre des mesures de stabilisation et la relative fermeté du franc belge sur les marchés des changes ont conduit à une amélioration des conditions d'emprunt sur le marché obligataire, qui s'est aussi fait sentir, encore que dans une moindre mesure, au Luxembourg. Au Danemark, l'ouverture du marché de l'Eurocouronne danoise a été entreprise à la faveur du redressement de la situation économique, dont témoigne la baisse des taux d'intérêt. En Irlande, les taux d'intérêt ont aussi fléchi pendant la plus grande partie de 1985; mais, dans les derniers mois, l'incertitude grandissante sur les marchés des changes, à mesure que le Dollar et la Livre sterling perdaient du terrain, ont exercé une pression à la hausse sur les taux d'intérêt. En Grèce, les rendements obligataires ont terminé l'année sensiblement plus bas qu'ils ne l'avaient commencée, suivant en cela la tendance générale.

Les émissions publiques en Écus, compte non tenu de celles lancées par les emprunteurs sur leur propre marché, ont plus que doublé en 1985, atteignant 9,4 milliards d'Écus contre 3,4 milliards d'Écus l'année précédente. Après une première émission réalisée, fin 1984, par la CEE sur le marché intérieur américain, les emprunteurs étrangers ont, tout au long de 1985, sollicité les marchés intérieurs fran-

çais, luxembourgeois et japonais ainsi que celui des États-Unis. Des montants importants en Écus ont aussi été collectés dans le cadre d'émissions publiques menées par des emprunteurs nationaux en Italie, aux Pays-Bas, au Danemark et aux États-Unis. Toutefois, du fait de la vive demande des investisseurs, les rendements obligataires en Écus ont connu une forte baisse qui les a fait chuter au-dessous des taux des dépôts à court terme et les a ramenés à un niveau à peine plus élevé que celui des rendements dans les monnaies fortes entrant dans la composition de l'Écu. Ce mouvement, ajouté à une forte activité primaire pendant les premiers mois de 1985, a eu tendance à ralentir le lancement d'émissions nouvelles au cours du second semestre.

Les émissions libellées en Dollars US sont restées de loin les plus importantes en volume. Parmi ces émissions il faut inclure toutefois les opérations de refinancement d'émissions contractées antérieurement à des conditions plus onéreuses. En raison de l'incertitude générale quant à l'orientation des taux d'intérêt, les émissions à taux variable ont une fois encore occupé une place prépondérante. Pour attirer à la fois investisseurs et emprunteurs, il a fallu mettre au point des formules novatrices tant pour les émissions à taux fixe que pour celles à taux variable. C'est toutefois pour ces dernières que l'imagination s'est le plus exercée avec l'apparition de nouvelles formules: celle des émissions à plafond selon laquelle l'investisseur perçoit un intérêt à concurrence d'un plafond déterminé (ou «cap») quelle que soit l'évolution du taux de référence, l'excédent éventuel revenant à une tierce personne, l'acheteur du «cap» (cette nouvelle technique a été adoptée pour des émissions à taux variable libellées dans d'autres monnaies comme le Deutschemark), une formule d'émission assortie de taux minimum et maximum et enfin la technique dite «mismatch» qui permet de tirer parti de la courbe positive des rendements et consiste à fixer, par exemple, le montant de coupons semestriels sur la base de taux réajustés chaque mois. On notera aussi qu'en 1985, pour la première fois, le produit des émissions perpétuelles à taux variable lancées par des banques commerciales a été assimilé à des fonds propres par leurs autorités de tutelle.

Normalement, les conditions sur le marché obligataire en Eurodollars évoluent parallèlement à celles pratiquées sur le marché de New York, mais les rendements sur le marché international n'ont suivi qu'avec retard le mouvement de baisse enregistré à New York au cours du deuxième semestre de 1985. En revanche, le taux de référence pour la plupart

des émissions à taux variable, a chuté plus brusquement que le taux pratiqué pour le papier commercial américain de durée comparable.

Devant l'évolution favorable du Libor, les emprunteurs ont eu de plus en plus souvent recours à l'émission d'euro-notes à court terme (libellées principalement en Dollars US) soutenues par des garanties de souscription renouvelables (RUF) ou par des lignes de crédit pouvant être utilisées également pour soutenir des émissions de papier commercial sur le marché intérieur des États-Unis. Les banques ont eu de plus en plus tendance à accorder leurs financements à l'aide d'instruments plus facilement négociables ou du moins transférables, de façon à se prémunir contre une éventuelle détérioration de leur portefeuille de prêts et de leurs ratios de capital. Ce mouvement de «mobiliérisation» ou «securitization» est dans une certaine mesure la contrepartie du déclin de la formule traditionnelle de prêt direct par des crédits consortiaux internationaux.

Les émissions en Yen ont plus que doublé en volume à la suite de l'assouplissement par les autorités japonaises des critères d'admission des emprunteurs étrangers sur le marché japonais. Plus

de la moitié des émissions en Euro-yen était des émissions faisant intervenir deux monnaies et portant sur des obligations souscrites en Yen assorties d'un coupon, en Yen également, mais remboursables en Dollar à un taux de conversion prédéterminé, qui tient compte généralement de l'appréciation escomptée du Yen par rapport à la monnaie américaine. Néanmoins, le secteur de l'Euro-yen a donné à plusieurs reprises des signes de saturation et, sur le marché intérieur japonais, les rendements obligataires ont fait un bond en avant à la fin octobre et en novembre en réaction à l'augmentation des taux à court terme suscitée par les autorités monétaires pour permettre une appréciation du Yen par rapport au Dollar US.

En Suisse, l'activité est restée forte sur le marché primaire qui a toutefois pâti parfois d'un flot excessif d'émissions nouvelles dont certaines étaient destinées à refinancer des émissions contractées antérieurement à des conditions plus onéreuses. Les taux d'intérêt à long terme, après avoir augmenté au début de l'année, ont reflué jusqu'au mois d'octobre, date à laquelle les conditions favorables offertes aux emprunteurs ont provoqué un flot d'émissions nouvelles qui a stoppé le mouvement de baisse enregistré jusqu'alors.

Activité de la Banque sur les différents marchés des capitaux

La Banque a pu bénéficier de l'évolution généralement favorable du marché international des capitaux en 1985 ⁽¹⁾; le montant total de ses appels aux différents compartiments a atteint 5 709,2 millions, soit une augmentation de quelque 30 % par rapport à l'année précédente (4 360,9 millions) et de près de 60 % au regard de l'année 1983 (3 619,4 millions). Cependant, il est à remarquer que 509,6 millions ont été destinés à la conversion de certains emprunts émis antérieurement.

La collecte des ressources (après remboursements et ajustements pour variation des taux de conversion) a conduit à une augmentation de 2 100,6 millions, ce qui, compte tenu de l'excédent du compte de profits et pertes (515,8 millions) et de l'apport des États membres au titre de l'augmentation du capital décidée par le Conseil des gouverneurs le 15 juin 1981 (135 millions), a permis de porter les ressources de la Banque figurant au bilan au 31 décembre 1985 à 31 561,9 millions contre 28 810,5 millions au 31 décembre 1984.

Le Conseil des gouverneurs, lors de sa réunion du 11 juin 1985, a décidé d'augmenter le capital souscrit de la Banque. Celui-ci a été porté à partir du 1^{er} janvier 1986 de 14,4 milliards à 28,8 milliards; ce doublement résulte à la fois de l'augmentation de la contribution des dix anciens États membres, y compris l'alignement de la quote-part du capital souscrit par l'Italie sur celle de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni et de la contribution des deux nouveaux États membres, Espagne et Portugal. Lorsque les versements correspondant à la fraction libérée du capital souscrit seront réalisés à la fin 1993, le capital versé de la Banque s'élèvera à 2 595,9 millions (voir annexe à la situation au 1^{er} janvier 1986, p. 106).



Grâce à la relative liquidité qui a prévalu sur les marchés, du moins pendant le dernier semestre de l'année 1985, la Banque a pu collecter les fonds nécessaires à son activité sans difficultés particu-

(1) Tous les montants cités sont exprimés en Écus.

lières. Elle a également pu poursuivre sa politique de diversification de ses ressources d'emprunt en recourant, non seulement aux émissions publiques et emprunts privés à taux fixe qui avaient constitué jusqu'au dernier trimestre de 1984 son moyen de financement presque exclusif, mais aussi à des opérations à taux variable. La poursuite de cette politique en 1985 a fourni un montant de ressources à taux variable de 899,2 millions contre 189,1 millions en 1984. C'est le Dollar qui a constitué la monnaie la plus empruntée: 821,8 millions contre

189,1 millions en 1984 correspondant à 91 % de l'ensemble des ressources à taux variable. Pour ce faire, la Banque a eu recours à l'augmentation de l'encours de son programme de papier commercial sur le marché américain, négociant, comme elle l'avait déjà fait en 1984, une ligne de crédit renouvelable d'une durée de 10 ans. Afin de se procurer des ressources à des conditions plus favorables que l'émission de papier commercial, la Banque, sans se départir de sa politique de prudence, a également utilisé plus fréquemment que par le passé la tech-

Tableau 12: Ressources collectées en 1985, par monnaie

	(millions d'Écus)				
	avant swaps	%	swaps	après swaps	%
EMPRUNTS À TAUX FIXE À MOYEN ET LONG TERME					
Communauté					
Écus	720,0	12,6		720,0	12,6
DM	617,1	10,8		617,1	10,8
Hfl	424,3	7,4		424,3	7,4
FF	368,6	6,5		368,6	6,5
Lit	342,0	6,0		342,0	6,0
£	217,7	3,8		217,7	3,8
FB	170,5	3,0		170,5	3,0
Flux	40,0	0,7		40,0	0,7
DKr	31,3	0,5		31,3	0,5
£Irl.	20,9	0,4	— 20,9		
	2 952,4	51,7	— 20,9	2 931,5 ✓	51,3
Pays tiers					
US\$	1 259,5	22,1	— 275,1	984,4	17,2
Yen	621,3	10,9	— 92,6	528,7	9,3
FS	354,8	6,2		354,8	6,2
Can\$	80,1	1,4	— 80,1		
	2 315,7	40,6	— 447,8	1 867,9	32,7
Total	5 268,1	92,3	— 468,7	4 799,4	84,0
EMPRUNTS À TAUX VARIABLE À COURT, MOYEN ET LONG TERME					
Communauté					
DM	56,5	1,0		56,5 ✓	1,0
£Irl.			+ 20,9	20,9 ✓	0,4
Pays tiers					
US\$ — papier commercial	374,0	6,5		374,0	6,5
— autres ressources			+ 447,8	447,8	7,9
Total	430,5	7,5	468,7	899,2	15,8
CERTIFICATS DE PARTICIPATIONS					
Écus	10,6	0,2		10,6 ✓	0,2
Total général	5 709,2	100,0		5 709,2	100,0

nique des «swaps» (d'intérêts, de devises ou les deux opérations combinées). Cette technique lui a permis de solliciter les marchés pour des devises ou des durées qui n'étaient pas utilisées, pour l'approvisionnement de ses ressources à taux fixe (émissions à taux fixe en Dollars canadiens ou emprunts en Dollars US avec une durée plus courte que ses émissions habituelles) ou de profiter de la liquidité momentanée de certains marchés (emprunts privés en Yen).

En 1985, la Banque a élargi la collecte de ses ressources à taux variable au Deutschemark et à la Livre irlandaise; profitant des mesures de libéralisation du marché des capitaux intervenues à partir de mai 1985, elle a lancé en décembre son premier emprunt à taux variable libellé en Deutschemark, pour un montant de 56,5 millions et une durée de 5 ans. Elle a été le premier émetteur international sur le marché des capitaux irlandais en proposant, fin octobre, des Livres irlandaises à taux fixe pour une durée de 10 ans pour un montant équivalent à 20,9 millions qui furent ensuite l'objet de swap contre du taux variable.

En dépit de ce développement de l'activité à taux variable, les ressources à taux fixe ont représenté 84 % de l'ensemble de ses opérations, 4 810 millions — 4 799,4 millions d'emprunts et 10,6 millions de certificats de participation — soit une progression de 15 % par rapport à l'année 1984 (4 071,8 millions). Comme par le passé, la Banque a été présente sur les principaux marchés des capitaux à l'intérieur et en dehors de la Communauté. Par ailleurs, si elle est demeurée relativement traditionnelle dans les formules des emprunts proposées à ses souscripteurs, elle est intervenue dans l'ouverture ou l'élargissement de certains marchés (Eurolire, Eurocou-

ronne danoise et Écu). Naturellement, comme par le passé, l'importance des diverses monnaies empruntées a dépendu de l'évolution des différents marchés financiers ainsi que de la recherche des conditions d'emprunt les meilleures pour les monnaies, les durées ou les montants correspondant aux demandes de la clientèle de la Banque.

Confirmant l'évolution déjà amorcée en 1984, les fonds collectés dans les monnaies communautaires ont représenté plus de 61 % de l'ensemble des ressources à taux fixe de la Banque en 1985. L'Écu prend la première place des ressources communautaires à taux fixe empruntées avec 720 millions dont 550 millions d'émissions publiques. Poursuivant sa politique d'extension des marchés de l'Écu déjà commencée en 1984, la Banque est intervenue tout d'abord en février en plaçant une émission cotée sur la place de Paris pour un montant de 200 millions dont les titres pouvaient être souscrits par les résidents français sans passer par la devise-titre. Par la suite, une émission de 150 millions a permis de solliciter en même temps les marchés hollandais, suisse et japonais, tandis que ce dernier était à nouveau sollicité en octobre pour 100 millions; enfin, la Banque terminait l'année par un recours au marché international pour un montant identique. Active sur le marché des émissions publiques, la Banque n'a pas pour autant négligé les emprunts privés et a signé cinq opérations pour un montant total de 170 millions.

Le Deutschemark, dont l'importance, tant en montant absolu qu'en part relative, a diminué par rapport à 1984 (617,1 millions contre 632,3 millions), constitue la deuxième monnaie communautaire empruntée à taux fixe en 1985. Tout comme en 1984, la Banque a été particulièrement active dans le

Tableau 13: Ressources collectées de 1961 à 1985

(millions d'Écus)

Exercice	Nombre	Emprunts à long et moyen terme				Opérations à court terme		Participation de tiers au financement des prêts	Ressources collectées Total
		Emprunts privés	Opérations interbancaires	Emprunts publics	Total	Papier commercial	Certificats de dépôt en Écus		
1961/1980	386	4 688,3	128,4	7 830,9	12 647,6			402,5	13 050,1 (1)
1981	57	882,1	92,8	1 267,8	2 242,7			67,0	2 309,7
1982	91	1 213,7	105,7	1 826,3	3 145,7			59,5	3 205,2
1983	81	1 130,9	62,1	2 315,4	3 508,4			111,0	3 619,4
1984	104	822,2		3 227,5	4 049,7	189,1	100,0	22,1	4 360,9
1985	75	1 095,5		4 229,0	5 324,5	374,0		10,6	5 709,1
1961—1985	794	9 832,7	389,0	20 696,9	30 918,6	563,1	100,0	672,7	32 254,4

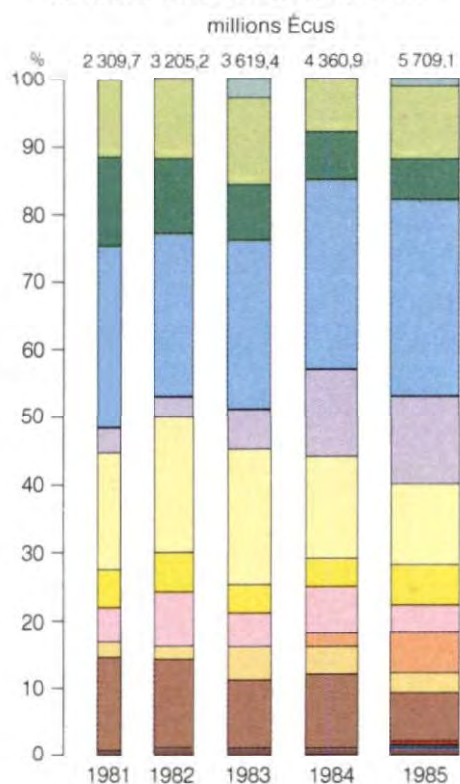
(1) Moyenne annuelle: 652,5 millions d'Écus.

domaine des émissions publiques avec 448,4 millions répartis sur l'ensemble de l'année. Le secteur des placements privés, réalisés sous forme de «Schuldscheindarlehen» a permis de lever 168,7 millions. Le total de la collecte des fonds sur le marché des capitaux à taux fixe en Florins a atteint 424,3 millions (479,4 millions en 1984). Les placements privés ont représenté 264,8 millions et deux émissions publiques ont été lancées sur le marché intérieur des Pays-Bas pour un montant total de 159,5 millions. En France, avec deux émissions importantes d'un montant total de 294,5 millions sur le marché intérieur des capitaux à taux fixe et une émission de taille plus modeste sur le marché de

l'Eurofranc, la Banque a recueilli 368,6 millions soit plus du double de l'année précédente (174,9 millions).

Après un début modeste en 1984, la Lire est devenue, en 1985, la cinquième monnaie communautaire empruntée à taux fixe par la Banque avec un montant de 342 millions (108,3 millions en 1984). Tout d'abord la Banque est intervenue de manière plus fréquente sur le marché intérieur des capitaux en Lires avec trois émissions publiques au lieu d'une l'année précédente, pour un montant total de 275,1 millions. Ensuite, au cours du dernier trimestre, elle a ouvert le marché de l'Eurolire avec

Ressources collectées de 1981 à 1985



Encours des emprunts à long et moyen terme au 31 décembre 1985

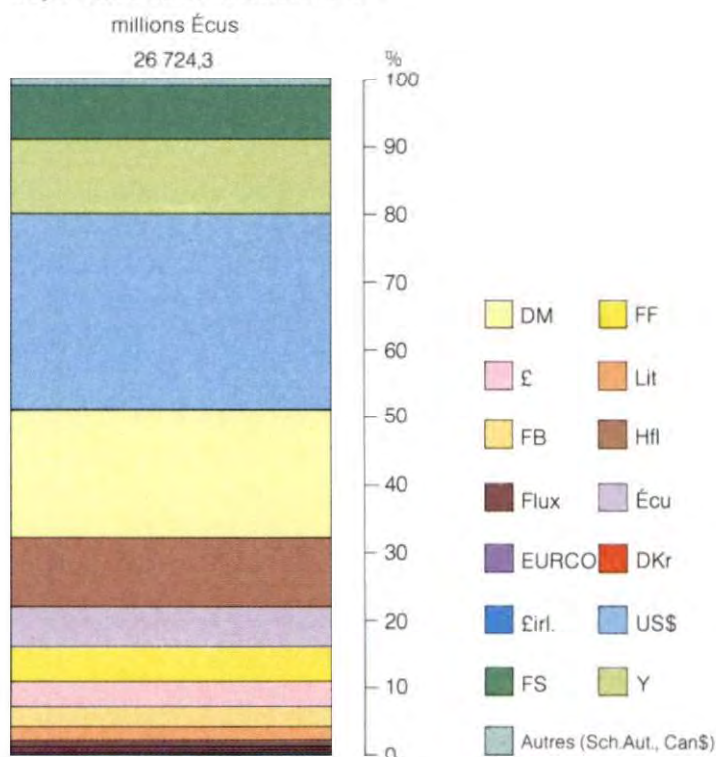


Tableau 14: **Détail des ressources collectées en 1985**

I. Opérations à long et moyen terme à taux fixe et à taux variable

EMPRUNTS PUBLICS

Émis au cours du mois de	Lieu d'émission	Monnaie de souscription	Montant en monnaie nationale (en millions)	Montant en Ecu (en millions)	Durée de l'emprunt (années)	Taux nominal (%)
Janvier	Japon	Yen	30 000,000	168,490	10	6,700
Janvier	Luxembourg	Flux	1 000,000	22,363	10	9,500
Février	France	Écu	200,000	200,000	10	9,250
Février	Allemagne	DM	300,000	134,423	8	7,500
Février	Luxembourg	US\$	100,000	141,054	10	11,000
Mars	Luxembourg	Can\$	75,000	80,145	10	12,000
Mars	Royaume-Uni	£	50,000	81,988	8	11,125
Mars	Suisse	FS	150,000	81,597	10	6,000
Mars	Luxembourg	DKr	250,000	31,297	10	12,000
Avril	Luxembourg	Écu	150,000	150,000	10	9,750
Avril	Japon	Yen	30 000,000	164,642	10	7,300
Avril	Italie	Lit	150 000,000	104,985	8	12,250
Avril	Luxembourg	US\$	200,000	275,063	10	12,000
Avril	France	FF	1 000,000	146,388	10	11,900
Mai	Allemagne	DM	200,000	89,422	12	7,375
Mai	Pays-Bas	Hfl	200,000	79,269	15	8,000
Juin	Luxembourg	US\$	200,000	275,063	5	10,000
Juillet	Belgique	FB	4 500,000	99,413	10	10,500
Juillet	Italie	Lit	100 000,000	69,776	7	12,500
Juillet	Suisse	FS	100,000	53,077	10	5,625
Août	Allemagne	DM	200,000	88,930	12	6,750
Septembre	Luxembourg	Écu	100,000	100,000	10	8,875
Septembre	Luxembourg	US\$	150,000	204,096	7	10,250
Octobre	Japon	Yen	30 000,000	167,520	12	6,200
Octobre	Luxembourg	FF	500,000	74,058	7	11,250
Octobre	Luxembourg	Lit	100 000,000	66,906	5	13,500
Octobre	Irlande	£irl.	15,000	20,951	10	11,500
Octobre	France	FF	1 000,000	148,116	12	11,700
Octobre	Luxembourg	US\$	200,000	242,066	9	10,250
Novembre	Pays-Bas	Hfl	200,000	80,189	10	7,250
Novembre	Allemagne	DM	300,000	135,596	10	6,875
Novembre	Italie	Lit	150 000,000	100,359	7	13,000
Décembre	Suisse	FS	200,000	110,482	10	5,375
Décembre	Royaume-Uni	£	50,000	84,814	10	10,500
Décembre	Luxembourg	Écu	40,000	40,000	5	8,625
Décembre	Luxembourg	Écu	60,000	60,000	7	8,750
Décembre	Allemagne	DM	125,000	56,498	5	variable

(37 emprunts)**4 229,036**

EMPRUNTS PRIVÉS

Nombre d'opérations	Monnaie de souscription	Montant en monnaie nationale (en millions)	Montant en Ecu (en millions)	Durée de l'emprunt (années)	Taux nominal (%)
5	DM	375,000	168,713	10	7,230—8,050
1	£	30,000	50,888	15	11,000
12	Hfl	666,000	264,843	10—15	7,125—8,500
3	FB	3 200,000	71,048	8—12	10,500—11,750
2	Flux	800,000	17,674	6—8	9,250—9,500
4	US\$	93,642	122,075	7—10	9,730—11,650
3	FS	200,000	109,638	5—7	5,250—5,500
3	Yen	21 700,000	120,616	8—10	7,100—7,800
5	Écu	170,000	170,000	5—10	8,750—9,795
38			1 095,495		

Total (I)**75****5 324,531**

II. Opérations à court terme

Papier commercial

US\$

374,000

variable

III. Participation de tiers au financement
de prêts BEI

Écus

10,600

10,600

Total général**5 709,131**

une opération à taux fixe pour un montant de 66,9 millions dont le placement s'est effectué dans de bonnes conditions.

La Banque a continué d'être présente pour des montants moindres sur les marchés des capitaux à taux fixe des autres pays de la Communauté. En raison du taux élevé de la Livre sterling par rapport aux autres monnaies communautaires proposées habituellement à sa clientèle, les ressources de la Banque dans cette monnaie n'ont représenté que 217,7 millions contre 284,9 millions en 1984. La Banque a réalisé deux opérations sur le marché de l'Eurolivre pour un montant total de 166,9 millions à des durées correspondant mieux à celles de ses prêts et à des taux inférieurs à ceux du marché intérieur du Royaume-Uni (bull-dog). Le secteur des placements privés a permis en outre de recueillir 50,8 millions. En Francs belges, le lancement d'une émission publique et la conclusion d'emprunts privés ont permis de collecter un montant de ressources à taux fixe peu différent de celui de l'année précédente. Comme par le passé, la Banque s'est présentée sur le marché des capitaux luxembourgeois sous forme d'une émission publique d'un montant de 22,4 millions, d'un placement privé et d'un crédit bancaire. Profitant de l'ouverture du marché de l'Eurocouronne danoise, la Banque s'est procuré des ressources dans cette monnaie en intervenant la première sur cet euro-marché pour 31,3 millions.

Parmi les monnaies non-communautaires la part du Dollar des États-Unis dans les ressources utilisées pour des prêts à taux fixe, bien que la plus importante, a été légèrement plus faible que l'année précédente, avec 984,4 millions contre 1 066 millions. Toutefois, pour l'ensemble des ressources en Dollars collectées à taux fixe, le montant atteint 1 259,5 millions dont 275,1 millions correspondent à des opérations de swap d'intérêt qui ont permis à la

Banque de se procurer des ressources à taux variable comme déjà mentionné.

En raison des conditions généralement plus favorables prévalant sur le marché international des capitaux, la Banque est intervenue de façon continue sur l'euro-marché, en US\$ plus spécialement, sous forme de cinq émissions publiques, d'un montant total de 1 137,4 millions, réalisées par appels d'offre auprès d'un petit nombre de banques ou négociées par l'intermédiaire d'un syndicat bancaire. Par ailleurs, les emprunts privés libellés en US\$ ont représenté 122 millions en 1985.

La liquidité des marchés à taux fixe en Yen a permis à la Banque d'accroître d'une manière importante la collecte de ses ressources dans cette monnaie. La totalité de la collecte de ressources à taux fixe atteint 621,3 millions (contre 346 millions l'année précédente) dont 528,7 millions ont été utilisés pour des versements sur prêts à taux fixe et 92,6 millions pour des prêts à taux variable obtenus par l'intermédiaire de swaps. La surcharge du marché de l'Euroyen en début d'année à la suite des mesures de libéralisation instituée sur ce marché et la relative persistance de taux élevés par la suite, a incité la Banque à demeurer sur le marché intérieur japonais réservé aux émetteurs étrangers (le «samourai bond market») où elle a réalisé trois émissions publiques pour un montant total de 500,6 millions. Les secteurs des crédits bancaires a été également sollicité pour un montant de 120,6 millions, dont une partie importante a permis de réaliser des opérations de swap d'intérêts et de devises.

La Banque est intervenue sur le marché des capitaux en francs suisses pour 354,8 millions (322,6 millions en 1984). Comme par le passé, la Banque s'est portée sur le secteur des émissions publiques (245,2 millions) et des emprunts privés (109,6 millions).

Résultats de gestion

Les résultats de gestion de la Banque en 1985 ont été influencés comme par le passé par l'utilisation des fonds propres et dans une moindre mesure par la poursuite du développement de ses activités de prêts.

Le montant des intérêts et commissions sur prêts perçu en 1985 a atteint 2 937,2 millions contre 2 719,2 millions en 1984, alors que les intérêts et charges sur emprunts se sont élevés à 2 582,6 millions contre 2 478,6 en 1984. Les commissions de gestion sont restées stables (15,5 millions contre 15,4 millions).

La réduction des montants conservés à court terme dans la trésorerie de la Banque et une détente des taux à long terme, ont entraîné la diminution du montant des revenus au titre des intérêts et commissions sur placement qui s'élèvent à 199,5 millions en 1985 contre 242,2 millions en 1984.

La détente des taux qui a limité les possibilités pour la Banque de racheter ses propres obligations dans le cadre de fonds de rachats, a entraîné une légère diminution du solde entre les produits et les frais financiers ce solde s'élève néanmoins à 38 millions fin 1985 contre 43,4 millions en 1984.

Les dépenses et charges administratives sont passées de 49,4 millions en 1984 à 55,8 en 1985.

Compte tenu des différences de change pour 0,2 million, de l'imputation de l'annuité d'amortissement sur frais et primes d'émission d'emprunts et des

primes de remboursement s'élevant à 59,9 millions, des amortissements sur immeubles et matériel de 4,6 millions, de la moins-value ressortant de l'évaluation des avoirs de la Banque non soumis à l'article 7 des statuts pour 10,2 millions et de la prise en compte d'un produit exceptionnel de 38,9 millions, le solde du compte de profits et pertes de la Banque atteint 515,8 millions contre 434,8 millions en 1984.

Le Conseil d'administration a recommandé au Conseil des gouverneurs de diminuer la provision pour variation du taux de conversion de l'Écu d'un montant de 10 213 093 Écus représentant la moins-value nette ressortant au 31 décembre 1985 de l'évaluation des avoirs de la Banque non soumis à l'ajustement de l'article 7 des statuts et d'affecter l'excédent de gestion de l'exercice 1985, augmenté du montant correspondant au produit exceptionnel, soit au total 526 003 022 Écus, aux réserves et provisions.

À la suite d'une décision du Conseil d'administration en sa séance du 25 juillet 1985, la présentation du bilan exclut désormais le poste «à verser sur prêts accordés» du total, sans que pour autant la structure du bilan en soit modifiée (voir états financiers, annexe E, note A, point 3). Cette décision a conduit à un ajustement du total du bilan à fin 1984.

Le total du bilan a atteint 35 092,1 millions au 31 décembre 1985 contre 32 463,7 millions au 31 décembre 1984, soit une augmentation de 8,1 %.

Administration

Conseil d'administration

M. Berardo CLEMENTE, administrateur suppléant depuis juin 1983, est décédé le 21 août 1985. Le Conseil a vivement ressenti la perte de M. Clemente qui avait apporté à la Banque le concours éminent de son expérience et de sa compétence; pour le remplacer, le Conseil des gouverneurs a nommé M. Paolo RANUZZI DE BIANCHI.

M. Brian UNWIN et M. Geoffrey FITCHEW ont été amenés à quitter le Conseil en 1985. Pour les remplacer, le Conseil des gouverneurs a nommé, pour la période restant à couvrir du mandat de leurs prédécesseurs, comme administrateur, M. Roger G. LAVELLE et comme suppléant M. Andrew J. C. EDWARDS.

Le Conseil d'administration tient à remercier MM. Unwin et Fitchew de leur précieuse contribution à l'activité de la Banque.

Depuis janvier 1986, avec l'entrée en vigueur du Traité d'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise à la Communauté, le Conseil d'administration, en vertu de l'article 11 paragraphe 2 modifié des statuts est composé de 22 administrateurs et 12 suppléants.

Le Conseil des gouverneurs, lui-même élargi à 12 membres, a complété la composition du Conseil d'administration en nommant administrateurs M. José Mariá GARCÍA ALONSO, M. Julián GARCÍA VARGAS et M. José António GIRÃO; M. Miguel MORA HIDALGO a été nommé administrateur suppléant.

Comité de vérification

Lors de la séance annuelle du 11 juin 1985, le Conseil des gouverneurs a décidé de renouveler le mandat du membre sortant du Comité de vérification, M. BREDSBORFF, pour les exercices 1985, 1986 et 1987.

La présidence est passée à M. HANSEN jusqu'à l'approbation, à la séance annuelle de 1986, du bilan au 31 décembre 1985 et du compte de profits et pertes de l'exercice 1985.

Comité de direction

M. Miguel Angel ARNEDO ORBAÑANOS, sous-directeur des opérations extérieures du Banco de España, a été nommé Vice-Président, occupant ainsi le poste créé à partir de 1986 du fait de l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise à la Communauté.

Information

Comme les années précédentes, la Banque a eu recours à un large éventail de techniques de communication pour diffuser des informations concernant ses activités et mieux faire connaître son rôle au sein des institutions communautaires. C'est dans cette perspective qu'elle a institué le «Prix BEI» destiné à encourager l'étude de l'investissement et de son financement. Le Prix BEI 1985 a été décerné en juin dernier à Mademoiselle Giovanna NICODANO, originaire de Milan, pour sa thèse: «Struttura finanziaria, costo del capitale e decisioni d'investimento». Le jury, présidé par Lord ROLL of IPSDEN (Président de la S. G. Warburg & Co Ltd.), était composé des personnalités suivantes: MM. Beniamino ANDREATTA (Université de Bologne), Arnold HEERTJE (Université d'Amsterdam), Jacques LESOURNE (Conservatoire National des Arts et Métiers, Paris), Michael MacCORMAC (University College, Dublin), et Wolfgang STÜTZEL (Université de la Sarre).

Organisation et structure

En 1985, le Comité de direction a procédé à une réorganisation des services de la Banque en prévision de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal, le 1^{er} janvier 1986.

Il a été décidé de répartir les opérations de financement dans les pays membres entre deux directions, appuyées par un département Administration des financements commun et une division de coordination unique. Ces modifications apparaissent dans l'organigramme des services de la Banque, page 6.

Deux autres mesures importantes sur le plan de l'organisation ont été prises en 1985. Afin de mieux adapter le travail de recherche économique aux besoins des services opérationnels, la direction des études a été réorganisée (voir page 7); 1985 a aussi été la première année de pleine activité de l'Unité d'audit interne qui a, dans un premier temps, centré ses activités sur les dépenses administratives.

Personnel

Plusieurs nominations sont intervenues au sein du personnel de direction de la Banque dans les derniers mois de 1985 et au début de 1986. M. Dieter HARTWICH a été nommé Secrétaire général et directeur de la direction de l'administration générale à compter du 1^{er} décembre 1985. Son successeur à la tête de la direction des financements à l'extérieur de la Communauté est M. Jacques SILVAIN, anciennement codirecteur de cette même direction et directeur du département ACP—PTOM.

Il a été remplacé à la tête de ce département par M. Thomas OURSIN, anciennement chef de la division Afrique de l'Est et Pacifique.

Au sein de la nouvelle structure des directions des financements dans la Communauté (voir page 6), M. Pit TREUMANN a été nommé directeur de la direction 2, Financements dans la Communauté; M. Christopher LETHBRIDGE a été nommé au nouveau poste de directeur du département Danemark, Allemagne et Espagne. Le poste de directeur du département Méditerranée, qu'il a laissé vacant, a été confié à M. Pietro PETTOVICH, anciennement chef de la division des financements en Turquie, dans les pays du Maghreb et à Malte.

Au 31 décembre 1985, les services de la Banque comptaient 673 personnes, dont 308 femmes et 365 hommes, soit une augmentation de 35 personnes au total pour 1985.

A cette même date, 45 agents féminins bénéficiaient des dispositions en vigueur à la Banque en matière de travail à temps partiel.

Au cours des cinq dernières années, le personnel cadres et employés s'est réparti comme suit:

Années	Cadres		Employés, secrétaires, techniciens	
	H	F	H	F
1981	196	16	99	217
1982	209	16	104	232
1983	223	22	108	243
1984	240	26	111	261
1985	259	34	106	274
Total 1985	293 (43,5 %)		380 (56,5 %)	

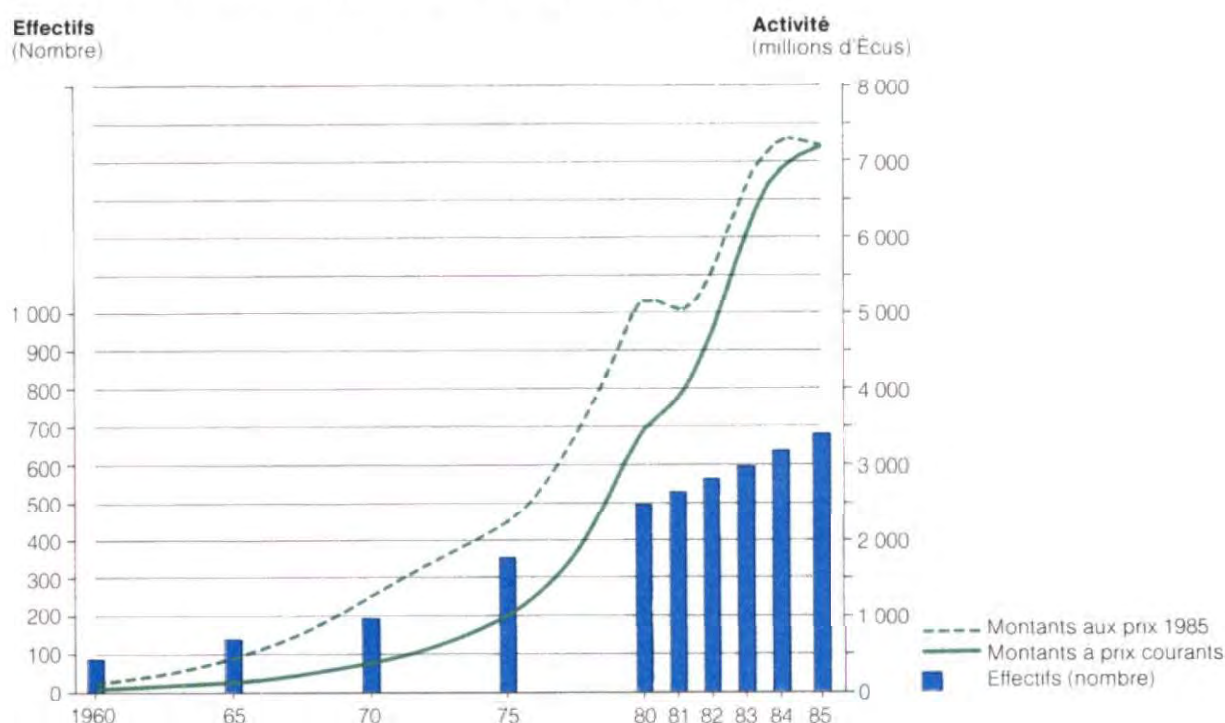
En 1985, 3 611 journées ont été consacrées à des activités de formation continue, dont 1 016 dans le domaine des nouvelles techniques de bureau, 916 pour la formation linguistique et le restant pour des programmes généraux de management et de perfectionnement. Ces activités visent à permettre aux agents de la Banque de se recycler grâce à une formation complémentaire dans leurs domaines respectifs. Elles les encouragent aussi à s'intéresser activement à l'adaptation des méthodes et systèmes de travail de la Banque à un environnement en constante mutation.

En 1985, pour la première fois, la Banque a recruté de jeunes cadres stagiaires qui ont suivi un programme de perfectionnement d'un an. En outre, deux agents de la Banque ont suivi un cycle de formation professionnelle à plein temps.

Un groupe consultatif a été créé en vue de promouvoir l'égalité des chances pour le personnel féminin dans les domaines de la formation professionnelle, des perspectives de carrière et de l'application des règles administratives. Le groupe a beaucoup contribué à la mise en place d'une formation spécifique pour les agents, en majorité féminins, des grades inférieurs, destinée à leur faciliter l'accès à des fonctions plus élevées au sein de la Banque.

Au cours de l'année, une évaluation des postes des groupes III et IV (employés, secrétaires et techniciens) a été réalisée. La grille de fonctions introduite en 1980 pour les grades supérieurs a été élargie à l'ensemble du

Évolution des effectifs et de l'activité totale de la Banque (1960—1985)



personnel. Ces mesures ont débouché sur un examen du degré de responsabilité attaché à chaque poste — que l'arrivée de nouvelles technologies a dans certains cas considérablement modifié — et a conduit à l'introduction de profils de carrière plus appropriés.

Les représentants élus du personnel ont été consultés sur les questions intéressant les agents de la Banque et ils ont participé activement à la mise au point de la politique appliquée dans ce domaine. Avec la collaboration de plusieurs agents intéressés et l'appui des services compétents, un journal interne a été lancé.

La Banque a accueilli ses premiers agents espagnols et portugais à la fin de 1985 et le recrutement se poursuit à un rythme rapide dans les deux nouveaux pays membres à mesure que se présentent des vacances de postes, de façon à assurer en temps utile à leurs ressortissants une participation adéquate au sein du personnel de la Banque. Dans ce contexte, le Comité de direction a été autorisé à mettre en place un régime restreint de retraite anticipée, ce qui facilitera le recrutement d'agents espagnols et portugais.

*
* *

Le Conseil d'administration exprime des remerciements au personnel de la Banque pour l'importance, la rigueur et la qualité du travail qu'il a accompli avec compétence et dévouement au cours de l'année 1985.

Luxembourg, le 13 mai 1986

Le Président du Conseil d'administration
Ernst-Günther BRÖDER

Bilan au 31 décembre 1985

En Écus — voir les notes sur les états financiers, Annexe E

Actif	31. 12. 1985	31. 12. 1984
À verser par les États membres en compte capital (Annexe A)	270 000 000	405 000 000
Caisse et Banques		
À vue ou à un an au plus	1 362 821 758	1 515 688 248
À plus d'un an	78 033	802 673
	1 362 899 791	1 516 490 921
Portefeuille (Note B)		
À un an au plus	161 304 848	41 681 724
À plus d'un an	704 400 598	583 500 980
	865 705 446	625 182 704
Produits d'emprunts à recevoir	91 270 285	270 450 477
Créances sur États membres pour ajustement du capital (Annexe D)	13 121 193	6 519 442
Prêts (Annexe B)		
Total en cours	32 531 641 659	30 192 040 950
moins: partie non décaissée des prêts accordés	2 305 176 694	2 496 298 699
	30 226 464 965	27 695 742 251
Garanties		
Créances au titre de prêts sur mandat	23 055 507	34 172 581
Créances au titre de prêts accordés par des tiers: 1985: 512 253 660; 1984: 561 798 760		
Créances au titre de participations des tiers au financement des prêts de la Banque: 1985: 223 900 583; 1984: 379 366 118		
Terrains et immeubles (Note C)	42 235 457	43 902 457
Intérêts et commissions à recevoir	850 455 142	767 105 117
À recevoir au titre de bonifications d'intérêt versées d'avance dans le cadre du SME (Note H)	275 594 058	305 302 733
Frais d'émission à amortir	324 303 678	309 245 445
Primes de remboursement à amortir	9 224 135	12 853 541
	333 527 813	322 098 986
Dépôts spéciaux pour service d'emprunts (Note D)	690 911 979	415 925 002
Divers (Note G)	46 814 611	55 770 517
	35 092 056 247	32 463 663 188

Passif	31. 12. 1985	31. 12. 1984
Capital (Annexe A)		
Souscrit	14 400 000 000	14 400 000 000
Non appelé	12 934 285 000	12 934 285 000
	1 465 715 000	1 465 715 000
Fonds de réserve (Note N)	1 440 000 000	1 440 000 000
Réserve supplémentaire (Note N)	1 000 598 914	560 617 455
Provision pour variation du taux de conversion de l'Écu (Note N)	14 669 916	19 832 369
Fonds de pension du personnel (Note E)	64 376 775	49 926 352
Dettes envers États membres pour ajustement du capital (Annexe D)	9 047 354	5 781 576
Emprunts à court terme (Annexe C)	659 383 128	287 530 192
Emprunts à moyen et long terme (Annexe C)		
Obligations et bons de caisse	21 403 488 331	20 055 070 621
Autres	5 320 838 116	4 935 885 841
	26 724 326 447	24 990 956 462
Primes de remboursement sur obligations	11 430 363	16 076 509
	26 735 756 810	25 007 032 971
Créditeurs divers (Note F)	282 837 705	416 719 148
Garanties		
Sur prêts sur mandat	23 055 507	34 172 581
Sur prêts accordés par des tiers: 1985: 512 253 660; 1984: 561 798 760		
Sur participations des tiers au financement des prêts de la Banque: 1985: 223 900 583; 1984: 379 366 118		
Bonifications d'intérêt reçues d'avance (Note H)	923 047 187	1 044 967 352
Bonifications d'intérêt reçues d'avance pour compte de tiers (Note H)	126 886 507	152 882 929
	1 049 933 694	1 197 850 281
Intérêts et commissions à payer et intérêts reçus d'avance	1 118 365 480	1 074 806 431
Coupons et obligations échus — non encore payés (Note D)	690 911 979	415 925 002
Divers (Note G)	21 614 056	52 934 824
Solde du compte de profits et pertes (Note N)	515 789 929	434 819 006
	35 092 056 247	32 463 663 188

Comptes d'ordre

Section spéciale

Fonds en gestion fiduciaire		
— pour le compte des États membres	295 986 908	313 636 265
— pour le compte des Communautés européennes	7 275 996 775	6 378 531 652
Titres reçus en garantie de prêts sur mandat	17 560 649	20 618 256
Titres reçus en dépôt	78 835 310	98 738 127

Situation de la section spéciale ⁽¹⁾ au 31 décembre 1985

En Écus — voir les notes sur les états financiers, Annexe E

Actif	31. 12. 1985	31. 12. 1984
Pays de la Communauté		
<i>Sur ressources de la Communauté européenne de l'énergie atomique</i>		
Prêts EURATOM versés Total (2)	1 988 341 853	1 858 119 755
<i>Sur ressources de la Communauté économique européenne (nouvel instrument communautaire d'emprunts et de prêts)</i>		
Prêts en cours		
— à verser	382 395 392	638 666 192
— versés	4 757 896 039	4 034 101 208
Total (3)	5 140 291 431	4 672 767 400
Turquie		
<i>Sur ressources des États membres</i>		
Prêts en cours		
— versés	295 986 908	313 636 265
Total (4)	295 986 908	313 636 265
Pays du bassin méditerranéen		
<i>Sur ressources de la Communauté économique européenne</i>		
Prêts en cours		
— à verser	79 444 129	89 960 576
— versés	209 555 871	190 339 424
	289 000 000	280 300 000
Opérations sur capitaux à risques		
— montants à verser	3 000 000	3 000 000
— montants versés	5 000 000	5 000 000
	8 000 000	8 000 000
Total (5)	297 000 000	288 300 000
Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et pays et territoires d'outre-mer		
<i>Sur ressources de la Communauté économique européenne</i>		
Conventions de Yaoundé I et II		
Prêts en cours		
— à verser	—	70 699
— versés	104 806 250	110 113 937
	104 806 250	110 184 636
Contribution à la formation de capitaux à risques		
Montants versés	1 267 760	1 244 382
Total (6)	106 074 010	111 429 018
Conventions de Lomé I et II		
Opérations sur capitaux à risques		
— montants à verser	161 410 158	127 393 828
— montants versés	209 129 002	179 612 946
Total (7)	370 539 160	307 006 774
Total général	8 198 233 362	7 551 259 212

Pour mémoire:

Total des montants versés et non encore remboursés sur les prêts à conditions spéciales accordés par la Commission et pour lesquels la Banque a accepté un mandat de recouvrement de la CEE

a) dans le cadre des Conventions de Lomé I et II au 31. 12. 1985: 598 273 563, au 31. 12. 1984: 481 859 133

b) dans le cadre des protocoles signés avec les pays du bassin méditerranéen au 31. 12. 1985: 76 767 195, au 31. 12. 1984: 59 070 731

(1) La section spéciale a été créée par le Conseil des gouverneurs le 27 mai 1963; son but a été redéfini par décision du 4 août 1977 comme étant celui de comptabiliser les opérations que la Banque effectue pour compte et sur mandat des tiers.

(2) Montant initial des contrats signés dans le cadre des décisions du Conseil des Communautés européennes (77/271/EURATOM) du 29 mars 1977 et (82/170/EURATOM) du 15 mars 1982 à concurrence d'un montant total de deux milliards

pour le financement de centrales nucléaires de puissance dans les pays de la Communauté, sur mandat pour compte et risque de la Communauté européenne de l'énergie atomique:

	1 976 391 633
À ajouter: ajustements de change	+ 120 586 714
À déduire: remboursements	— 108 636 494
	1 988 341 853

Passif

Fonds en gestion fiduciaire

Sur mandat des Communautés européennes
Communauté européenne de l'énergie atomique
Communauté économique européenne:

— Nouvel instrument communautaire
— Protocoles financiers avec les pays du bassin méditerranéen
— Conventions de Yaoundé I et II
— Conventions de Lomé I et II

Sur mandat des États membres

Total

Fonds à verser

Sur prêts nouvel instrument communautaire
Sur prêts et opérations sur capitaux à risques dans les pays du bassin méditerranéen
Sur prêts convention de Yaoundé II
Sur opérations sur capitaux à risques conventions de Lomé I et II

Total

Total général

31. 12. 1985

31. 12. 1984

1 988 341 853	1 858 119 755	
4 757 896 039	4 034 101 208	
214 555 871	195 339 424	
106 074 010	111 358 319	
209 129 002	179 612 946	
7 275 996 775		6 378 531 652
295 986 908		313 636 265
7 571 983 683		6 692 167 917
382 395 392	638 666 192	
82 444 129	92 960 576	
—	70 699	
161 410 158	127 393 828	
626 249 679		859 091 295
8 198 233 362		7 551 259 212

(3) Montant initial des contrats signés dans le cadre des décisions du Conseil des Communautés européennes (78/870/CEE) du 16 octobre 1978 (nouvel instrument communautaire), (82/169/CEE) du 15 mars 1982 et (83/200/CEE) du 19 avril 1983 pour la promotion des investissements dans la Communauté ainsi que (81/19/CEE) du 20 janvier 1981 pour la reconstruction des zones sinistrées par le tremblement de terre du 23 novembre 1980 en Campanie et Basilicate (Italie) et (81/1013/CEE) du 14 décembre 1981 pour la reconstruction des zones sinistrées par les séismes survenus en Grèce en février/mars 1981, sur mandat pour compte et risque de la Communauté économique européenne:

5 072 673 262
À ajouter: ajustements de change + 230 845 699
À déduire: annulations 52 540 739
remboursements 110 686 791 — 163 227 530
5 140 291 431

(4) Montant initial des prêts signés pour le financement des projets situés en Turquie, sur mandat pour compte et risque des États membres:

370 215 000
À ajouter: ajustements de change + 18 414 008
À déduire: annulations 215 000
remboursements 92 427 100 — 92 642 100
295 986 908

(5) Montant initial des contrats signés pour le financement des projets situés dans les pays du Maghreb, Machrek, ainsi qu'à Malte, Chypre, en Turquie et en Grèce (10 000 000 accordés avant son adhésion à la CEE le 1^{er} janvier 1981) sur mandat pour compte et risque de la Communauté économique européenne:

297 000 000

(6) Montant initial des contrats signés pour le financement des projets dans les États africains, malgache et mauricien associés

et dans les pays, territoires et départements d'outre-mer (EAMMA-PTDOM) sur mandat pour compte et risque de la Communauté économique européenne:

— prêts à conditions spéciales 139 483 056
— contribution à la formation de capitaux à risques 2 502 615 141 985 671
À ajouter:
— intérêts capitalisés 1 178 272
— ajustements de change 5 114 727 + 6 292 999
À déduire:
— annulations 1 573 609
— remboursements 40 631 051 — 42 204 660
106 074 010

(7) Montant initial des contrats signés pour le financement des projets dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ainsi que dans les pays et territoires d'outre-mer (ACP/PTOM) sur mandat pour compte et risque de la Communauté économique européenne:

— prêts conditionnels et subordonnés 369 255 000
— prises de participation 11 323 510
— souscription d'obligations convertibles 2 499 606 383 078 116
À ajouter:
— intérêts capitalisés + 11 371
À déduire:
— annulations 6 270 855
— remboursements 4 812 172
— ajustements de change 1 467 300 — 12 550 327
370 539 160

Compte de profits et pertes pour l'exercice clos le 31 décembre 1985

En Écus — voir les notes sur les états financiers, Annexe E

Revenus	1985	1984
Intérêts et commissions sur prêts	2 937 209 467	2 719 196 226
Intérêts et commissions sur placements	199 484 300	242 226 951
Commissions de gestion (Note I)	15 565 292	15 376 864
Produits financiers et autres recettes (Note L)	39 350 295	43 544 224
Différences de change	—	1 175 879
	3 191 609 354	3 021 520 144
Dépenses		
Dépenses et charges administratives (Note K)	55 770 557	49 394 559
Intérêts et charges sur emprunts	2 582 625 671	2 478 616 906
Amortissements sur frais d'émission et sur primes de remboursement	59 916 231	49 924 062
Frais financiers (Note L)	1 368 962	147 299
Amortissements		
— sur achats nets installations et matériel	2 931 193	1 788 859
— sur immeuble	1 667 000	1 667 000
Différences de change	219 234	—
	2 704 498 848	2 581 538 685
Excédent de gestion	487 110 506	439 981 459
Moins-value nette ressortant de l'évaluation des avoirs de la Banque non soumis à l'ajustement de l'art. 7 des statuts (Note J)	— 10 213 093	— 5 162 453
Produit exceptionnel (Note M)	+ 38 892 516	—
Solde (Note N)	515 789 929	434 819 006

Tableau de l'évolution de la situation financière pour l'exercice clos le 31 décembre 1985

En Écus — voir les notes sur les états financiers, Annexe E

	1985	1984
Origine des fonds		
Solde du compte de profits et pertes	515 789 929	434 819 006
Postes n'entraînant pas de mouvements de fonds:		
Amortissements sur immeuble, sur achats nets installations et matériel	4 598 193	3 455 859
Amortissements sur frais d'émission et primes de remboursement	59 916 231	49 924 062
Augmentation des intérêts et commissions à payer et intérêts reçus d'avance	43 559 049	198 055 723
Augmentation des intérêts et commissions à recevoir	— 83 350 025	— 135 631 650
	540 513 377	550 623 000
Autres ressources:		
Produits d'emprunts	5 875 566 869	4 234 985 710
Remboursements de prêts	1 851 850 634	1 561 393 563
Capital versé par les États membres	135 000 000	135 000 000
Ajustements de change sur prêts	2 015 164 031	— 1 499 027 449
Diminution (augmentation) du poste Divers à l'actif	8 955 906	— 26 658 459
Total	10 427 050 817	4 956 316 365
Emploi des fonds		
Les liquidités ont été employées pour:		
Versements nets de prêts	6 397 737 379	5 200 105 323
Remboursements d'emprunts	1 788 216 394	1 325 239 331
Frais d'émission et primes de remboursement sur emprunts	71 345 058	127 517 176
Terrains, immeubles et installations	2 931 193	1 788 859
Ajustements de change sur emprunts	1 807 593 508	— 1 521 370 609
Augmentation nette au titre d'ajustement du capital des États membres	3 335 973	439 964
Diminution du total des postes: Crédoiteurs divers, Divers au passif, Fonds de pension du personnel et bonifications d'intérêt nettes	268 959 700	201 718 210
Augmentation (diminution) des postes Caisse et Banques et Portefeuille	86 931 612	— 379 121 889
Total	10 427 050 817	4 956 316 365

Annexe A — État des souscriptions au capital

Au 31 décembre 1985

En milliers d'Écus — voir les notes sur les états financiers, Annexe E

Pays membres	Capital souscrit (1)	Capital non appelé (2)	Capital libéré	
			versé au 31. 12. 1985	À verser (1)
Allemagne	3 150 000	2 829 375	261 562,5	59 062,5
France	3 150 000	2 829 375	261 562,5	59 062,5
Royaume-Uni	3 150 000	2 829 375	261 562,5	59 062,5
Italie	2 520 000	2 263 500	209 250	47 250
Belgique	829 500	745 068,75	68 878,125	15 553,125
Pays-Bas	829 500	745 068,75	68 878,125	15 553,125
Danemark	420 000	377 250	34 875	7 875
Grèce	225 000	202 097,5	18 683,75	4 218,75
Irlande	105 000	94 312,5	8 718,75	1 968,75
Luxembourg	21 000	18 862,5	1 743,75	393,75
Total	14 400 000	12 934 285	1 195 715	270 000
				1 465 715

(1) Par décision du Conseil des gouverneurs du 15 juin 1981, le capital souscrit de la Banque a été porté à compter du 31 décembre 1981 de 7 200 000 000 Écus à 14 400 000 000 Écus.

Les États membres verseront dans leur monnaie respective 7,5% de l'augmentation, soit la contre-valeur au total d'Écu 540 000 000 en huit tranches égales de 67 500 000 Écus le 30 avril et le 31 octobre des années 1984 — 1987. Le montant à verser d'Écu 270 000 000 représente les 4 tranches des années 1986/1987.

(2) Le Conseil d'administration peut en exiger le versement, pour autant que ce versement soit rendu nécessaire, pour faire face aux obligations de la Banque à l'égard de ses bailleurs de fonds.

Pour mémoire: À dater du 1^{er} janvier 1986, le capital souscrit de la Banque a été porté de 14 400 000 000 Écus à 28 800 000 000 Écus. Ce doublement résulte à la fois de l'augmentation de la contribution des dix anciens États membres (décision du Conseil des gouverneurs du 11 juin 1985) et de la participation des deux nouveaux États membres — Espagne et Portugal).

(Voir état des souscriptions au capital au 1^{er} janvier 1986 page 106 in fine)

Annexe B — Décomposition des prêts en cours

Au 31 décembre 1985

En Écus — voir les notes sur les états financiers, Annexe E

Pays ou territoires où les projets d'investissements sont localisés	Nombre	Total en cours (1) (2) (3)	Montants non encore décaissés	Montants décaissés	% du total en cours
1. Prêts pour investissements dans la Communauté et prêts assimilés:					
Allemagne	38	563 767 843	18 316 193	545 451 650	1,73
France	215	4 411 211 236	193 759 489	4 217 451 747	13,56
Royaume-Uni	311	5 336 525 074	45 536 652	5 290 988 422	16,40
Italie	720	13 106 848 441	813 466 717	12 293 381 724	40,29
Belgique	23	669 783 664	—	669 783 664	2,06
Pays-Bas	7	84 726 659	12 188 532	72 538 127	0,26
Danemark	96	1 176 590 241	16 589 750	1 160 000 491	3,62
Grèce	114	1 671 933 791	19 148 300	1 652 785 491	5,14
Irlande	134	2 054 449 182	56 018 094	1 998 431 088	6,32
Luxembourg	2	17 702 949	—	17 702 949	0,05
Prêts assimilés (*)	7	203 744 221	—	203 744 221	0,63
Sous-total	1 667	29 297 283 301	1 175 023 727	28 122 259 574	90,06
2. Prêts pour investissements à l'extérieur de la Communauté:					
Nouveaux États membres au 1 ^{er} janvier 1986					
Portugal	38	639 889 278	238 061 280	401 827 998	1,97
Espagne	29	546 643 456	30 465 000	516 178 456	1,68
Pays du bassin méditerranéen					
Yougoslavie	6	311 110 433	165 075 000	146 035 433	0,96
Égypte	8	172 118 459	77 212 611	94 905 848	0,53
Maroc	8	145 291 835	48 556 677	96 735 158	0,45
Algérie	3	94 403 455	61 828 400	32 575 055	0,29
Turquie	9	91 280 906	—	91 280 906	0,28
Syrie	4	81 334 405	48 158 870	33 175 535	0,25
Tunisie	10	66 414 655	22 230 860	44 183 795	0,20
Chypre	3	46 314 309	26 764 330	19 549 979	0,14
Jordanie	10	43 815 594	12 963 918	30 851 676	0,13
Liban	7	34 309 411	—	34 309 411	0,10
Malte	1	1 960 820	—	1 960 820	0,01
Pays ACP/PTOM					
Cameroun	13	116 475 118	62 611 218	53 863 900	0,36
Côte-d'Ivoire	20	105 833 356	36 180 684	69 652 672	0,32
Kenya	11	84 431 336	29 905 775	54 525 561	0,26
Nigéria	3	77 658 542	44 212 000	33 446 542	0,24
Papouasie-Nouvelle Guinée	3	54 563 510	45 556 000	9 007 510	0,17
Îles Fidji	5	50 895 651	16 000 000	34 895 651	0,16
Trinité et Tobago	5	40 550 439	28 793 200	11 757 239	0,12
Zambie	4	36 942 209	648 000	36 294 209	0,11
Zimbabwe	2	34 768 660	23 352 557	11 416 103	0,11
Botswana	5	33 427 841	16 642 237	16 785 604	0,10
Sénégal	5	32 902 669	—	32 902 669	0,10
Gabon	4	32 451 561	9 014 272	23 437 289	0,10
Congo	3	28 118 904	26 470 301	1 648 603	0,09
Mauritanie	1	24 757 658	—	24 757 658	0,08
Togo	4	22 665 521	659 526	22 005 995	0,07
Malawi	5	17 775 922	7 500 000	10 275 922	0,05
Swaziland	3	15 779 998	—	15 779 998	0,05
Île Maurice	5	14 892 855	1 446 000	13 446 855	0,04
Barbade	4	14 751 688	6 620 000	8 131 688	0,04
Ghana	2	14 041 534	—	14 041 534	0,04
Bénin	1	13 500 000	13 500 000	—	0,04
Niger	3	13 107 433	—	13 107 433	0,04
Zaire	1	12 104 548	4 194 316	7 910 232	0,04
Guinée	2	11 036 664	4 079 041	6 957 623	0,03
Libéria	3	9 321 300	1 201 000	8 120 300	0,03
Nouvelle-Calédonie	2	8 832 138	—	8 832 138	0,03
Burkina Faso	1	7 419 774	—	7 419 774	0,02
Antilles Néerlandaises	1	7 100 000	7 100 000	—	0,02
Afrique de l'Ouest	1	4 936 351	3 000 000	1 936 351	0,01
Jamaïque	1	4 002 265	2 284 894	1 717 371	0,01
Polynésie Française	1	4 000 000	4 000 000	—	0,01
Îles Caimans	1	2 840 618	—	2 840 618	0,01
Afrique Centrale	1	2 600 000	2 600 000	—	0,01
Belize	1	1 848 121	365 000	1 483 121	0,01
Région Caraïbes	1	1 575 943	—	1 575 943	0,01
Montserrat	1	900 000	900 000	—	0,01
Tanzanie	1	661 215	—	661 215	0,01
Sous-total	266	3 234 358 358	1 130 152 967	2 104 205 391	9,94
Total général	1 933	32 531 641 659	2 305 176 694	30 226 464 965	100,00

(*) Prêts assimilés à des prêts dans la Communauté; opérations effectuées en vertu de l'article 18.1 al. 2. des statuts et concernant des investissements sur le plateau continental de Norvège, en Autriche et en Tunisie.

(1) **Monnaies remboursables sur prêts en cours:**

Monnaie:	Montant:
Monnaies des États membres	16 531 270 778
Autres monnaies	13 695 194 187
Partie décaissée sur prêts en cours	30 226 464 965
À ajouter: partie non décaissée sur prêts en cours:	
Prêts à verser à un taux d'intérêt et un assortiment de devises fixes, déterminés dans le contrat de financement	465 087 825
Prêts à verser à un taux d'intérêt fixe, déterminé dans le contrat de financement, la Banque disposant du choix des devises à décaisser	1 071 626 833
Prêts à verser à taux ouvert, la Banque disposant du choix des taux d'intérêt et des assortiments de devises à verser	768 462 036
	2 305 176 694
	32 531 641 659

Echéancier des prêts en cours en milliers d'Écus

Période	au 31. 12. 1985	Période	au 31. 12. 1984
année 1986	2 042 774	année 1985	1 812 437
année 1987	2 396 715	année 1986	2 135 726
année 1988	2 680 373	année 1987	2 460 106
année 1989	2 969 886	année 1988	2 577 739
année 1990	3 135 069	année 1989	2 790 660
années 1991 à 1995	13 511 053	années 1990 à 1994	12 868 977
années 1996 à 2000	5 054 661	années 1995 à 1999	4 871 814
années 2001 à 2005	696 264	années 2000 à 2004	629 333
années 2006 à 2009	44 846	années 2005 à 2009	45 249
Total	32 531 641	Total	30 192 041

(2) **Ventilation des prêts en cours suivant les garanties principales dont ils sont assortis au 31 décembre 1985 (I)**

A. Prêts pour investissements dans la Communauté et prêts assimilés (II)

Prêts accordés aux États membres ou bénéficiant de leur garantie	21 989 586 537 (VI)
Prêts accordés à des institutions publiques d'États membres ou garantis par celles-ci	4 667 134 255
Prêts accordés à/ou garantis par des institutions financières (banques, instituts de crédit à long terme, compagnies d'assurances)	970 916 227
Prêts garantis par des sociétés (autres que des institutions financières) sous contrôle majoritaire d'États membres ou d'institutions publiques dans la Communauté	242 465 431
Prêts garantis par des sûretés réelles sur immeubles	176 034 144
Prêts garantis par des sociétés (autres que des banques) du secteur privé	688 232 837
Prêts garantis par des sûretés réelles sur d'autres biens; autres sûretés	562 913 870
Sous-total	29 297 283 301

B. Prêts pour investissements à l'extérieur de la Communauté

1. Prêts accordés en application de la seconde Convention de Yaoundé	
Prêts accordés aux États EAMMA signataires de cette Convention ou bénéficiant de leur garantie	31 790 911
Prêts bénéficiant d'autres garanties	1 647 802
	33 438 713 (III)

2. Prêts accordés en application de la première Convention de Lomé

Prêts accordés aux États ACP signataires de cette Convention ou bénéficiant de leur garantie	310 621 587
Prêts bénéficiant d'autres garanties	8 760 280
	319 381 867 (IV)

3. Prêts accordés en application de la seconde Convention de Lomé

Prêts accordés aux États ACP signataires de cette Convention ou bénéficiant de leur garantie	549 210 143
Prêts bénéficiant d'autres garanties	17 440 619
Prêts accordés pour le développement du potentiel minier et énergétique (article 59)	40 000 000
	606 650 762 (V)

4. Prêts accordés en application des accords financiers de la CEE avec des pays du bassin méditerranéen

Prêts bénéficiant de la garantie des six États membres fondateurs de la BEI	3 012 230
Prêts bénéficiant de la garantie de la CEE	99 203 338
Prêts accordés aux pays du bassin méditerranéen signataires de ces accords ou bénéficiant de leur garantie ou de leur contre-garantie	2 008 204 882 (VI)
Prêts bénéficiant d'autres garanties	164 466 566 (VI)
	2 274 887 016
Sous-total	3 234 358 358
Total des prêts en cours	32 531 641 659

(I) Pour une partie des prêts, il y a cumul entre plusieurs types de garanties ou de sûretés.

(II) Prêts assimilés à des prêts dans la Communauté; opérations effectuées en vertu de l'article 18, 1^{er} al. 2, des statuts et concernant des investissements sur le plateau continental de Norvège, en Autriche et en Tunisie.

(III) Le montant des cautionnements donnés par les six États membres fondateurs de la BEI pour la couverture de tout risque découlant de ces engagements financiers atteint Ecu 24 430 695.

(IV) Le montant des cautionnements donnés par les États membres pour la couverture de tout risque découlant de ces engagements financiers atteint Ecu 114 842 500.

(V) Le montant des cautionnements donnés par les États membres pour la couverture de tout risque découlant de ces engagements financiers atteint Ecu 460 061 000.

(VI) Le montant du cautionnement global donné par la CEE pour la couverture de tout risque découlant de ces engagements financiers et d'engagements financiers en Grèce s'élevant à Ecu 223 017 153 découlant de prêts accordés avant l'entrée de la Grèce dans la CEE, atteint Ecu 1 879 042 400 au 31 décembre 1985 comparé à Ecu 1 574 167 400 au 31 décembre 1984.

En cas de mise en jeu de ces cautionnements, les obligations des garants seront définies sur la base des taux de conversion entre l'Ecu et les monnaies versées aux emprunteurs appliqués aux dates des versements.

(3) **Montant originel des prêts sur la base des parités appliquées au jour de la signature**

39 008 866 247

À ajouter:

ajustements de change	+ 3 034 892 793
	42 043 759 040

À déduire:

résiliations et annulations	360 562 562
remboursements du principal à la Banque	8 927 654 236
participations sur prêts attribuées à des tiers	223 900 583
	— 9 512 117 381
Prêts en cours	32 531 641 659

L'encours total des prêts et des garanties accordés par la Banque qui, en vertu de l'article 18, paragraphe 5 des statuts, ne doit pas excéder 250 % du montant du capital souscrit, soit 36 000 000 000 au niveau du capital actuel, s'établissait au 31 décembre 1985 à:

prêts	32 531 641 659
garanties:	
au titre de prêts sur mandat	23 055 507
au titre de prêts accordés par des tiers	512 253 660
au titre de participations des tiers au financement des prêts de la Banque	223 900 583
	759 209 750
Total des prêts et des garanties en cours	33 290 851 409

Annexe C — État résumé des emprunts

Au 31 décembre 1985

En Écus — voir les notes sur les états financiers, Annexe E

Emprunts à court terme			
Payables en	Principal non amorti		Taux d'intérêt (moyens pondérés)
	au 31. 12. 1984	au 31. 12. 1985	
Écu	100 000 000	100 000 000	8,63
US\$ valeur nominale	189 085 848	563 109 355	8,06
Moins:			
Montant des escomptes non amortis	— 1 555 656	— 3 726 227	
Total	287 530 192	659 383 128	

Emprunts à moyen et long terme

Payables en	Principal non amorti au 31. 12. 1984	Opérations de l'exercice		Ajustements de change	Montant (1)	Taux d'intérêt (moyens pondérés)	Échéances
		Emprunts	Remboursements				
EURCO (2)	73 288 626	—	705 132	690 766 +	73 274 260	8,13	1986/1989
Écu	872 948 000	720 000 000	—	—	1 592 948 000	10,47	1986/1999
DM	4 577 384 844	673 583 629	188 063 406	109 556 537 +	5 172 461 604	8,04	1986/2001
FF	983 737 131	368 561 974	40 589 459	22 195 870 +	1 333 905 516	13,40	1986/1997
£	922 083 780	217 690 154	9 561 267	14 166 720 —	1 116 045 947	11,68	1986/2004
Lit	188 543 797	342 027 251	17 686 473	21 082 959 —	491 801 616	12,75	1986/1995
FB	626 823 140	170 461 607	80 920 343	2 531 329 +	718 895 733	11,48	1986/2000
Hfl	2 415 860 720	424 299 514	147 239 877	61 726 253 +	2 754 646 610	9,30	1986/2004
Dkr	—	31 296 750	—	123 233 +	31 419 983	12,00	1986/1995
£irl.	—	20 950 803(3)	—	55 982 +	21 006 785	11,50	1986/1995
Flux	226 046 028	40 036 464	18 341 912	489 906 +	248 230 486	10,39	1986/1995
US\$	9 390 183 789	1 259 417 539(3)	914 713 597	1 922 817 670 —	7 812 070 061	11,30	1986/2000
FS	2 078 806 506	354 795 609	194 362 457	5 725 369 —	2 233 514 289	6,18	1986/1996
£lib.	1 074 018	—	584 618	489 400 —	—	—	—
Yen	2 454 726 709	621 267 802(3)	169 835 741	960 479 +	2 907 119 249	8,00	1986/2000
Sch. aut.	93 897 637	—	3 745 915	1 874 880 +	92 026 602	8,02	1986/1993
Can\$	85 551 737	80 144 645(3)	—	40 736 676 —	124 959 706	12,06	1991/1995
Total	24 990 956 462	5 324 533 741	1 786 350 197	1 804 813 559 —	26 724 326 447		
Primes de remboursement	16 076 509	—	1 866 197	2 779 949 —	11 430 363		
Total général	25 007 032 971	5 324 533 741	1 788 216 394	1 807 593 508 —	26 735 756 810		

(1) Le tableau suivant indique les montants en milliers d'Écus requis en capital pour le remboursement des emprunts à moyen et long terme:

Période	au	Période	au
	31. 12. 1985		31. 12. 1984
année 1986	1 525 839	année 1985	1 400 429
année 1987	2 022 956	année 1986	1 554 618
année 1988	2 146 291	année 1987	2 336 083
année 1989	2 255 025	année 1988	2 438 182
année 1990	3 154 209	année 1989	2 447 151
années 1991 à 1995	13 519 973	années 1990 à 1994	12 961 006
années 1996 à 2000	1 845 811	années 1995 à 1999	1 561 096
années 2001 à 2005	265 653	années 2000 à 2004	308 468
Total	26 735 757	Total	25 007 033

(2) L'Eurco est composé invariablement par la somme des montants fixes de toutes les monnaies de 9 États membres de la Communauté économique européenne, à savoir: 1 EURCO = 0,9 DM + 1,2 FF + 0,075 E + 80 Lit + 0,35 Hfl + 4,5 FB + 0,2 Dkr + 0,005 £irl. + 0,5 Flux.

(3) Au cours de l'année 1985, certains emprunts émis à taux fixe en US\$, Can\$, Yen ont été échangés en US\$ à taux variable; l'emprunt émis en £irl. à taux fixe a été échangé dans la même devise à taux variable.

Annexe D — Créances sur les États membres et dettes envers ces États pour ajustement du capital

Au 31 décembre 1985

En Écus — voir les notes sur les états financiers, Annexe E

L'application des taux de conversion indiqués dans la note A de l'annexe E ci-après conduit à un ajustement des montants versés par les États membres dans leur monnaie nationale à titre de capital, conformément à l'article 7 des statuts.

Les montants à recevoir par la Banque ou à payer par elle sont les suivants:

Créances sur:	le Royaume-Uni	9 901 379
	la Grèce	3 219 814
		13 121 193
Dettes envers:	l'Allemagne	3 178 779
	la France	1 691 967
	l'Italie	611 456
	la Belgique	1 216 386
	les Pays-Bas	1 650 405
	le Danemark	541 184
	l'Irlande	126 118
	le Luxembourg	31 059
		9 047 354

Conformément à la décision du Conseil des gouverneurs du 30 décembre 1977, le règlement du montant dû ou à recevoir par la Banque sera effectué le 31 octobre de chaque année, dans la mesure où la différence entre le taux de conversion comptable et

le taux de conversion retenu pour déterminer l'ajustement excédera 1,5 %. Lorsque la différence est inférieure à 1,5 % vers le haut ou vers le bas, les montants à ajuster seront reportés à nouveau dans les comptes d'ajustement non productifs d'intérêt.

Annexe E — Notes sur les états financiers

Au 31 décembre 1985 — en Écus

Note A — Résumé des principes comptables essentiels

1. Bases de conversion

Conformément à l'article 4 (1) de ses statuts, la Banque emploie, comme unité de mesure des comptes de capital des États membres et pour la présentation de ses états financiers, l'Écu utilisé par les Communautés européennes.

La valeur de l'Ecu est égale à la somme des montants suivants des monnaies nationales des États membres:

DM	0,719	FB	3,71
£	0,0878	Flux	0,14
FF	1,31	DKr	0,219
Lit	140,0	£irl.	0,00871
Hfl	0,256	Dr	1,15

Les taux de conversion entre les monnaies des États membres et l'Écu, établis sur la base des taux du marché, sont publiés journalièrement dans le Journal officiel des Communautés européennes.

La Banque fait également usage de ces taux de conversion pour calculer les taux applicables aux autres monnaies utilisées pour ses opérations.

La Banque effectue ses opérations aussi bien dans les monnaies de ses États membres et l'Écu que dans des devises non communautaires.

Ses ressources proviennent de son capital, de ses emprunts et de ses revenus nets cumulés dans les différentes monnaies et sont détenues, investies ou prêtées dans ces mêmes monnaies. La Banque convertit parfois le produit de ses emprunts dans d'autres monnaies mais en concluant simultanément des contrats de change à terme afin de recouvrer les montants concernés dans la monnaie d'origine.

Les taux de conversion retenus pour l'établissement des bilans étaient les suivants au 31 décembre 1985 et au 31 décembre 1984:

1 Écu =	1985	1984
Deutschemark	2,18386	2,23176
Francs français	6,70474	6,83069
Livre Sterling	0,615334	0,609846
Lires italiennes	1 489,94	1 371,10
Pesetas espagnoles	136,519	122,860
Francs belges	44,645	44,7168
Florins néerlandais	2,46133	2,51853
Couronnes danoises	7,95672	7,98805
Drachmes	131,200	91,0428
Escudos portugais	140,736	120,344
Livre irlandaise	0,714055	0,715023
Francs luxembourgeois	44,645	44,7168
Dollar des États-Unis	0,887927	0,708946
Francs suisses	1,84023	1,8383
Livres libanaises	16,0715	6,28481
Yen japonais	178,207	178,052
Schillings autrichiens	15,3523	15,6677
Dollar canadien	1,24088	0,935808
Francs CFA	335,237	341,535

Les profits ou pertes résultant de la conversion des actifs et passifs de la Banque en Écus sont crédités ou débités au compte de profits et pertes. Sont exclus de cette évaluation les montants à recevoir ou à payer par les États membres résultant des ajustements relatifs au capital versé conformément à l'article 7 des statuts.

2. Portefeuille

Les bons de trésor nationaux, les bons de caisse et les obligations sont normalement évalués à leur valeur d'achat, au nominal si cette valeur d'achat est supérieure à la valeur nominale du titre ou encore à la valeur boursière, chaque fois que cette dernière valeur est inférieure à la valeur d'achat.

3. Prêts

Les prêts sont présentés dans les actifs de la Banque pour leurs montants décaissés nets, la partie correspondant aux montants à verser sur prêts en cours présentée précédemment au passif figure désormais en déduction du total prêts en cours à l'actif.

4. Immobilisations

Les terrains et immeubles sont repris à leur valeur d'achat, déduction faite d'une dépréciation initiale sur l'immeuble du Kirchberg et du cumul des amortissements. La valeur estimée de l'immeuble du Kirchberg fait l'objet d'un amortissement linéaire calculé sur une période de 30 ans. Les installations et le matériel de bureau sont amortis dans l'année d'acquisition.

5. Frais d'émission et primes de remboursement

Les frais d'émission et primes de remboursement sont amortis sur toute la durée de l'emprunt et basés sur les montants en cours.

6. Bonifications d'intérêt reçues d'avance

Certains prêts sont assortis de bonifications d'intérêt qui ont été reçues d'avance à leur valeur actualisée. Ces bonifications sont imputées au compte de profits et pertes aux échéances des intérêts auxquels elles s'appliquent.

7. Fonds de pension

La Banque a constitué un fonds de pension pour son personnel. Toutes les contributions versées par la Banque et par son personnel sont investies dans les actifs de la Banque. Une évaluation actuarielle est effectuée tous les 3 ans.

8. Imposition

Le protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes, annexé au traité du 8 avril 1965 instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes, stipule que les avoirs, revenus et autres biens de la Banque sont exonérés de tous impôts directs.

Note B — Portefeuille

Le portefeuille comprend:	1985	1984
des bons de trésor nationaux,		
des bons de caisse et des obligations à leur valeur d'achat limitée éventuellement au nominal ou à la valeur boursière		
(valeur boursière		
1985: 723 980 677		
1984: 595 475 431)	699 818 643	577 847 439

des obligations propres à leur valeur de rachat, non encore susceptibles d'être annulées	5 597 156	5 403 565
des effets bancaires à leur valeur nominale	160 289 647	41 931 700
	<u>865 705 446</u>	<u>625 182 704</u>
La répartition, selon les échéances, est la suivante:		
à 3 mois au plus	158 907 709	23 931 700
à plus de 3 mois et à 6 mois au plus	1 569 949	1 767 146
à plus de 6 mois et à 12 mois au plus	827 190	15 982 878
à plus de 12 mois	704 400 598	583 500 980
	<u>865 705 446</u>	<u>625 182 704</u>

Note C — Terrains et immeubles

Le poste «Terrains et immeubles» repris à l'actif pour 42 235 457 comprend la valeur comptable de l'immeuble du Kirchberg, déduction faite des amortissements cumulés sur l'immeuble de 32 235 036.

Note D — Dépôts spéciaux pour service d'emprunts

Cette rubrique, qui trouve sa contrepartie au passif dans le poste «Coupons et obligations échus — non encore payés», représente le montant des coupons et obligations échus non encore présentés à l'encaissement.

Note E — Fonds de pension du personnel

Le solde qui figure dans le bilan au 31 décembre 1985 de 64 376 775 (31. 12. 1984: 49 926 352) reflète le résultat de l'évaluation actuarielle des droits acquis suivant le règlement du Fonds de pension augmenté des contributions salariales et patronales, des rémunérations et diminué des retraits intervenus depuis cette évaluation.

Les charges du régime de pension du personnel supportées par la Banque, y compris les intérêts, pour l'exercice clos le 31 décembre 1985 s'élèvent à 12 081 400 contre 8 549 025 en 1984.

Note F — Créditeurs divers

Cette rubrique comprend:	1985	1984
les emprunts bancaires à court terme	75 025 560	45 087 720
les comptes de la Communauté économique européenne:		
pour les opérations dans le cadre de la section spéciale et divers montants y afférents à régulariser	184 780 227	343 132 192
les comptes de dépôts	16 826 968	25 535 019
les montants à régulariser ou à payer	6 204 950	2 964 217
	<u>282 837 705</u>	<u>416 719 148</u>

Note G — Comptes divers

Ces comptes comptabilisent:	1985	1984
à l'actif du bilan		
les prêts à la construction et avances accordés au personnel	26 005 946	22 774 944

montants nets opérations swaps	1 308 143	16 841 272
les comptes de débiteurs divers	19 500 522	16 154 301
	<u>46 814 611</u>	<u>55 770 517</u>
au passif du bilan		
les dépenses à régler, autres charges administratives prévues ou à règlement différé à la clôture de l'exercice et divers	21 614 056	52 934 824

Note H — Bonifications d'intérêt reçues d'avance

a) «Les bonifications d'intérêt reçues d'avance» comprennent les montants des bonifications d'intérêt relatives aux prêts accordés pour des projets à l'extérieur de la Communauté au titre des conventions signées avec les États ACP et des protocoles conclus avec les pays du bassin méditerranéen, ainsi que les bonifications d'intérêt afférentes à certaines opérations de prêts sur ressources propres de la Banque dans la Communauté, mises à sa disposition dans le cadre du système monétaire européen conformément au règlement (CEE) n° 1736/79 du Conseil des Communautés européennes du 3 août 1979.

b) «Les bonifications d'intérêt reçues d'avance pour compte de tiers» représentent les montants reçus à titre de bonifications d'intérêt sur les prêts accordés sur ressources de la CEE dans le cadre des décisions du Conseil des Communautés européennes (78/870) du 16 octobre 1978 (nouvel instrument communautaire), (82/169) du 15 mars 1982 et (83/200) du 19 avril 1983, ainsi qu'en application du règlement (CEE) n° 1736/79 du Conseil des Communautés européennes du 3 août 1979, modifié par le règlement (CEE) n° 2790/82 du Conseil des Communautés européennes du 18 octobre 1982.

c) Une partie des montants reçus dans le cadre du SME a fait l'objet d'une avance à long terme. Ces montants trouvent leur contrepartie à l'actif dans la rubrique «À recevoir au titre de bonifications d'intérêt versées d'avance dans le cadre du SME».

Note I — Commissions de gestion

Ce poste représente la rémunération pour la gestion des opérations sur mandat pour compte et risque des États membres ou des Communautés européennes, gérées dans le cadre de la section spéciale.

Note J — Moins-value nette ressortant de l'évaluation des avoirs de la Banque non soumis à l'ajustement de l'art. 7 des statuts

L'application des taux de conversion retenus pour l'établissement du bilan (voir note A) au 31 décembre 1985 fait apparaître une moins-value nette des avoirs de la Banque de 10 213 093 (en 1984 moins-value de 5 162 453). Sont exclus de la base d'évaluation de cette moins-value, les avoirs exprimés en monnaie nationale de chacun des États membres correspondant à la quote-part de capital versé par chacun des États membres en sa monnaie nationale, qui doit faire l'objet d'ajustements périodiques conformément à l'article 7 des statuts (voir annexe D).

Note K — Dépenses et charges administratives

Frais du personnel	1985	1984
Traitements et émoluments	35 578 303	32 261 588
Dépenses sociales	9 687 397	7 571 058
Autres frais du personnel	2 243 295	2 234 588
	<u>47 508 995</u>	<u>42 067 234</u>
Frais généraux et charges administratives	8 261 562	7 327 325
	<u>55 770 557</u>	<u>49 394 559</u>

L'effectif du personnel employé par la Banque était de 673 au 31 décembre 1985 (638 au 31 décembre 1984).

Note L — Produits financiers et autres recettes, frais financiers

	1985	1984
Les produits financiers et autres recettes comprennent:		
— profits comptables nets sur opérations du portefeuille	39 229 635	41 297 242
— diminution de la moins-value non réalisée sur le portefeuille	—	1 731 993
— autres recettes	120 660	514 989
	<u>39 350 295</u>	<u>43 544 224</u>
Les frais financiers comprennent:		
— augmentation de la moins-value non réalisée sur le portefeuille	1 235 813	—
— autres frais	133 149	147 299
	<u>1 368 962</u>	<u>147 299</u>

Note M — Produit exceptionnel

Le produit exceptionnel de 38 892 516 représente une extourne des provisions constituées pour des charges à règlement différé. Ces provisions n'étant plus nécessaires, la décision du Conseil des gouverneurs du 30 décembre 1985, sur proposition du Conseil d'administration, a conduit à leur réintégration au compte de profits et pertes de l'exercice 1985.

Note N — Réserves et provision et affectation de l'excédent de gestion

Le Conseil des gouverneurs a décidé le 11 juin 1985 de diminuer la provision pour variation du taux de conversion de l'Écu d'un

montant de 5 162 453 représentant la moins-value nette ressortant de l'évaluation des avoirs de la Banque non soumis à l'ajustement de l'art. 7 des statuts et d'affecter l'excédent de gestion de l'exercice 1984 de 439 981 459 à la réserve supplémentaire.

État des mouvements des comptes de réserves et de provision pour l'exercice clos le 31 décembre 1985

	Situation des comptes au 31. 12. 1984	Affectation du solde du compte de profits et pertes de l'exercice 1984	Situation des comptes au 31. 12. 1985
Fonds de réserve	1 440 000 000	—	1 440 000 000
Réserve supplémentaire	560 617 455	439 981 459	1 000 598 914
Provision pour variation du taux de conversion de l'Écu	19 832 369	— 5 162 453	14 669 916
	<u>2 020 449 824</u>	<u>434 819 006</u>	<u>2 455 268 830</u>

Le Comité de direction a décidé de proposer au Conseil d'administration de recommander au Conseil des gouverneurs de diminuer la provision pour variation du taux de conversion de l'Écu d'un montant de 10 213 093 représentant la moins-value nette ressortant au 31 décembre 1985 de l'évaluation des avoirs de la Banque non soumis à l'ajustement de l'article 7 des statuts et d'affecter l'excédent de gestion de l'exercice 1985 augmenté du montant correspondant au produit exceptionnel, soit au total 526 003 022, aux réserves et provisions.

Rapport de Price Waterhouse

Monsieur le Président
Banque européenne d'investissement
Luxembourg

À notre avis, les états financiers ci-annexés constituent une présentation fidèle et régulière de la situation financière de la Banque européenne d'investissement aux 31 décembre 1985 et 1984 et des résultats de ses opérations et de l'évolution de sa situation financière des exercices 1985 et 1984 selon les principes comptables généralement admis, appliqués sur une base constante. Nos examens de ces états financiers ont été effectués selon les normes de révision généralement admises et ont donc comporté les sondages de la comptabilité et les autres opérations de contrôle que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Luxembourg, le 21 février 1986

Les états financiers couverts par notre avis sont les suivants:
Bilan

Situation de la section spéciale

Compte de profits et pertes

Tableau de l'évolution de la situation financière

État des souscriptions au capital Annexe A

Décomposition des prêts en cours Annexe B

État résumé des emprunts Annexe C

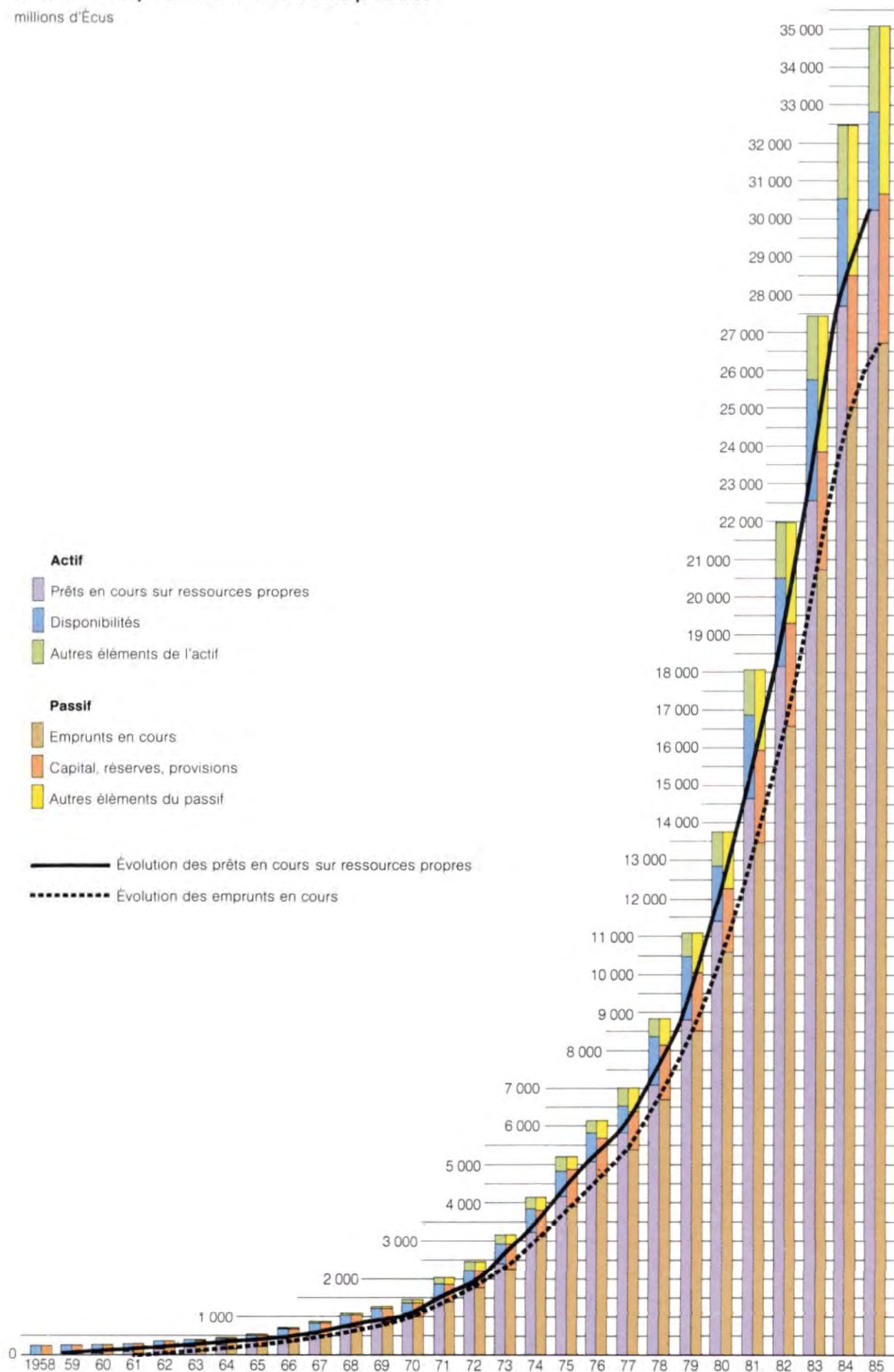
Créances sur et dettes envers États membres pour ajustement du capital Annexe D

Notes sur les états financiers Annexe E

PRICE WATERHOUSE

Bilan de la Banque au 31 décembre de chaque année

millions d'Écus



Déclaration du Comité de Vérification

Le Comité constitué en vertu de l'article 14 des statuts et de l'article 25 du règlement intérieur de la Banque européenne d'investissement pour vérifier la régularité de ses opérations et de ses livres,

— ayant pris connaissance des livres, pièces comptables et documents dont il a jugé l'examen nécessaire dans l'exercice de son mandat,

— ayant pris connaissance des rapports établis par Price Waterhouse, en date du 21 février 1986,

vu le rapport annuel 1985, le bilan de la Banque et la situation de la section spéciale au 31 décembre 1985 ainsi que le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date, tels qu'ils ont été établis par le Conseil d'administration en sa séance du 13 mai 1986,

vu les articles 22, 23 et 24 du règlement intérieur,

certifie par la présente:

que les opérations de la Banque pendant l'exercice 1985 ont été réalisées dans le respect des formalités et des procédures prescrites par les statuts et le règlement intérieur,

que le bilan, le compte de profits et pertes et la situation de la section spéciale sont conformes aux écritures comptables et qu'ils reflètent exactement, à l'actif comme au passif, la situation de la Banque.

Luxembourg, le 2 juin 1986

Le Comité de Vérification

A. HANSEN

K. THANOPOULOS

J. BREDSDORFF

Situation au 1^{er} janvier 1986 ⁽¹⁾

En Écus — voir les notes sur les États financiers, Annexe E (page 99)

Actif	1. 1. 1986	31. 12. 1985
À verser par les États membres en compte capital	1 400 223 276	270 000 000
À recevoir en compte de réserves et de provisions	256 872 736	—
Caisse et Banques		
À vue ou à un an au plus	1 362 821 758	1 362 821 758
À plus d'un an	78 033	78 033
	1 362 899 791	1 362 899 791
Portefeuille		
À un an au plus	161 304 848	161 304 848
À plus d'un an	704 400 598	704 400 598
	865 705 446	865 705 446
Produits d'emprunts à recevoir	91 270 285	91 270 285
Créances sur États membres pour ajustement du capital	13 121 193	13 121 193
Prêts		
Total en cours	32 531 641 659	32 531 641 659
moins: partie non décaissée des prêts accordés	2 305 176 694	2 305 176 694
	30 226 464 965	30 226 464 965
Garanties		
Créances au titre de prêts sur mandat	23 055 507	23 055 507
Créances au titre de prêts accordés par des tiers: 1. 1. 1986: 512 253 660; 31. 12. 1985: 512 253 660		
Créances au titre de participations des tiers au financement des prêts de la Banque: 1. 1. 1986: 223 900 583; 31. 12. 1985: 223 900 583		
Terrains et immeubles	42 235 457	42 235 457
Intérêts et commissions à recevoir	850 455 142	850 455 142
À recevoir au titre de bonifications d'intérêt versées d'avance dans le cadre du SME	275 594 058	275 594 058
Frais d'émission à amortir	324 303 678	324 303 678
Primes de remboursement à amortir	9 224 135	9 224 135
	333 527 813	333 527 813
Dépôts spéciaux pour service d'emprunts	690 911 979	690 911 979
Divers	46 814 611	46 814 611
	36 479 152 259	35 092 056 247

(1) Voir annexe page 106.

Passif	1. 1. 1986	31. 12. 1985
Capital		
Souscrit	28 800 000 000	14 400 000 000
Non appelé	<u>26 204 061 724</u>	<u>12 934 285 000</u>
	2 595 938 276	1 465 715 000
Fonds de réserve	1 564 499 975	1 440 000 000
Réserve supplémentaire	1 087 109 011	1 000 598 914
Provision pour variation du taux de conversion de l'Écu	15 938 252	14 669 916
Fonds de pension du personnel	64 376 775	64 376 775
Dettes envers États membres pour ajustement du capital	9 047 354	9 047 354
Emprunts à court terme	659 383 128	659 383 128
Emprunts à moyen et long terme		
Obligations et bons de caisse	21 403 488 331	21 403 488 331
Autres	<u>5 320 838 116</u>	<u>5 320 838 116</u>
	26 724 326 447	26 724 326 447
Primes de remboursement sur obligations	<u>11 430 363</u>	<u>11 430 363</u>
	26 735 756 810	26 735 756 810
Créditeurs divers	282 837 705	282 837 705
Garanties		
Sur prêts sur mandat	23 055 507	23 055 507
Sur prêts accordés par des tiers: 1. 1. 1986: 512 253 660; 31. 12. 1985: 512 253 660 Sur participations des tiers au financement des prêts de la Banque: 1. 1. 1986: 223 900 583; 31. 12. 1985: 223 900 583		
Bonifications d'intérêt reçues d'avance	923 047 187	923 047 187
Bonifications d'intérêt reçues d'avance pour compte de tiers	<u>126 886 507</u>	<u>126 886 507</u>
	1 049 933 694	1 049 933 694
Intérêts et commissions à payer et intérêts reçus d'avance	1 118 365 480	1 118 365 480
Coupons et obligations échus — non encore payés	690 911 979	690 911 979
Divers	21 614 056	21 614 056
Contribution au solde du compte de profits et pertes encore à affecter	44 594 328	—
Solde du compte de profits et pertes	<u>515 789 929</u>	<u>515 789 929</u>
	<u>36 479 152 259</u>	<u>35 092 056 247</u>

Comptes d'ordre

Section spéciale

Fonds en gestion fiduciaire		
— pour le compte des États membres	295 986 908	295 986 908
— pour le compte des Communautés européennes	7 275 996 775	7 275 996 775
Titres reçus en garantie de prêts sur mandat	17 560 649	17 560 649
Titres reçus en dépôt	78 835 310	78 835 310

Annexe à la situation au 1^{er} janvier 1986

À dater du 1^{er} janvier 1986, le capital souscrit de la Banque a été porté de 14 400 000 000 Écus à 28 800 000 000. Ce doublement résulte à la fois de l'augmentation de la contribution des dix anciens États membres, y compris l'alignement de la quote-part du capital souscrit par l'Italie sur celle de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni (décision du Conseil des gouvernements du 11 juin 1985), et de la contribution des deux nouveaux États membres — Espagne et Portugal.

Les dix États membres verseront 7,5 % de leur quote-part de l'augmentation du capital, soit en totalité 908 111 250 Écus, répartis en douze tranches égales de 75 675 937,50 entre le 30 avril et le 31 octobre des années 1988 à 1993.

Au titre de l'alignement de sa quote-part, l'Italie versera un montant complémentaire de 16 875 000 Écus en quatre tranches égales de 4 218 750 entre le 30 avril et le 31 octobre des années 1986 et 1987.

À la suite de leur adhésion, le royaume d'Espagne et la République portugaise verseront un montant de 103 379 526 Écus correspondant à leur quote-part du capital versé par les États membres à la date du 1^{er} janvier 1986 en cinq tranches égales de 20 675 905,20 entre le 30 avril 1986 et le 30 avril 1988, ainsi qu'un montant de 78 513 750 Écus en douze tranches égales de

6 542 812,50 entre le 30 avril et le 31 octobre des années 1988 à 1993.

Pour la partie restant encore à verser au titre de l'augmentation du capital décidée le 15 juin 1981, le royaume d'Espagne et la République portugaise participeront proportionnellement et suivant l'échéancier arrêté lors de cette augmentation. À ce titre, les douze États membres verseront le montant de 293 343 750 en quatre tranches égales de 73 335 937,50 entre le 30 avril et le 31 octobre des années 1986 et 1987.

À la suite de leur adhésion, le Royaume d'Espagne et la République portugaise contribuent également au fonds de réserve, à la réserve supplémentaire et aux provisions équivalant à des réserves, ainsi qu'au montant encore à affecter aux réserves et provisions constitué par le solde du compte de profits et pertes tels qu'ils figurent au bilan au 31 décembre 1985, pour des montants correspondant respectivement à 7,63888842 % de ces postes pour le Royaume d'Espagne et 1,00694315 % de ces postes pour la République portugaise. La situation de la Banque au 1^{er} janvier 1986 (évaluation provisoire, dans l'attente de la fixation définitive du montant de leur contribution aux réserves et provisions de la Banque) et l'état des souscriptions au capital se présentent comme indiqué ci-dessous.

État des souscriptions au capital au 1^{er} janvier 1986

(milliers d'Écus)

Capital libéré

Pays membres	Capital souscrit	Capital non appelé	versé au 31. 12. 1985	à verser					Total
				en 1986	en 1987	en 1988	en 1989	de 1990 à 1993 (1)	
Allemagne	5 508 725	5 011 195,625	261 562,500	29 531,250	29 531,250	29 484,0625	29 484,0625	117 936,25	497 529,375
France	5 508 725	5 011 195,625	261 562,500	29 531,250	29 531,250	29 484,0625	29 484,0625	117 936,25	497 529,375
Italie	5 508 725	5 011 195,625	209 250,000	32 062,500	32 062,500	37 359,0625	37 359,0625	149 436,25	497 529,375
Royaume-Uni	5 508 725	5 011 195,625	261 562,500	29 531,250	29 531,250	29 484,0625	29 484,0625	117 936,25	497 529,375
Espagne	2 024 928	1 843 594,060	—	46 848,236	46 848,236	29 829,468	11 561,600	46 246,40	181 333,940
Belgique	1 526 980	1 390 237,750	68 878,125	7 776,5625	7 776,5625	8 718,500	8 718,500	34 874,00	136 742,250
Pays-Bas	1 526 980	1 390 237,750	68 878,125	7 776,5625	7 776,5625	8 718,500	8 718,500	34 874,00	136 742,250
Danemark	773 154	703 917,450	34 875,000	3 937,500	3 937,500	4 414,425	4 414,425	17 657,70	69 236,550
Grèce	414 190	377 098,250	18 683,750	2 109,375	2 109,375	2 364,875	2 364,875	9 459,50	37 091,750
Portugal	266 922	243 018,914	—	6 175,450	6 175,449	3 932,062	1 524,025	6 096,10	23 903,086
Irlande	193 288	175 978,900	8 718,750	984,375	984,375	1 103,600	1 103,600	4 414,40	17 309,100
Luxembourg	38 658	35 196,150	1 743,750	196,875	196,875	220,725	220,725	882,90	3 461,850
	28 800 000	26 204 061,724	1 195 715,000	196 461,186	196 461,185	185 113,405	164 437,500	657 750,00	2 595 938,276

(1) En quatre tranches identiques à celle de 1989.

Évolution des financements accordés

Les financements de la Banque se sont accrus à un rythme rapide; 500 millions en 1972 à la veille du premier élargissement de la Communauté à 3,5 milliards en 1980, près de 7,2 milliards en 1985. Le tableau 15 et le graphique ci-dessous retracent cette évolution.

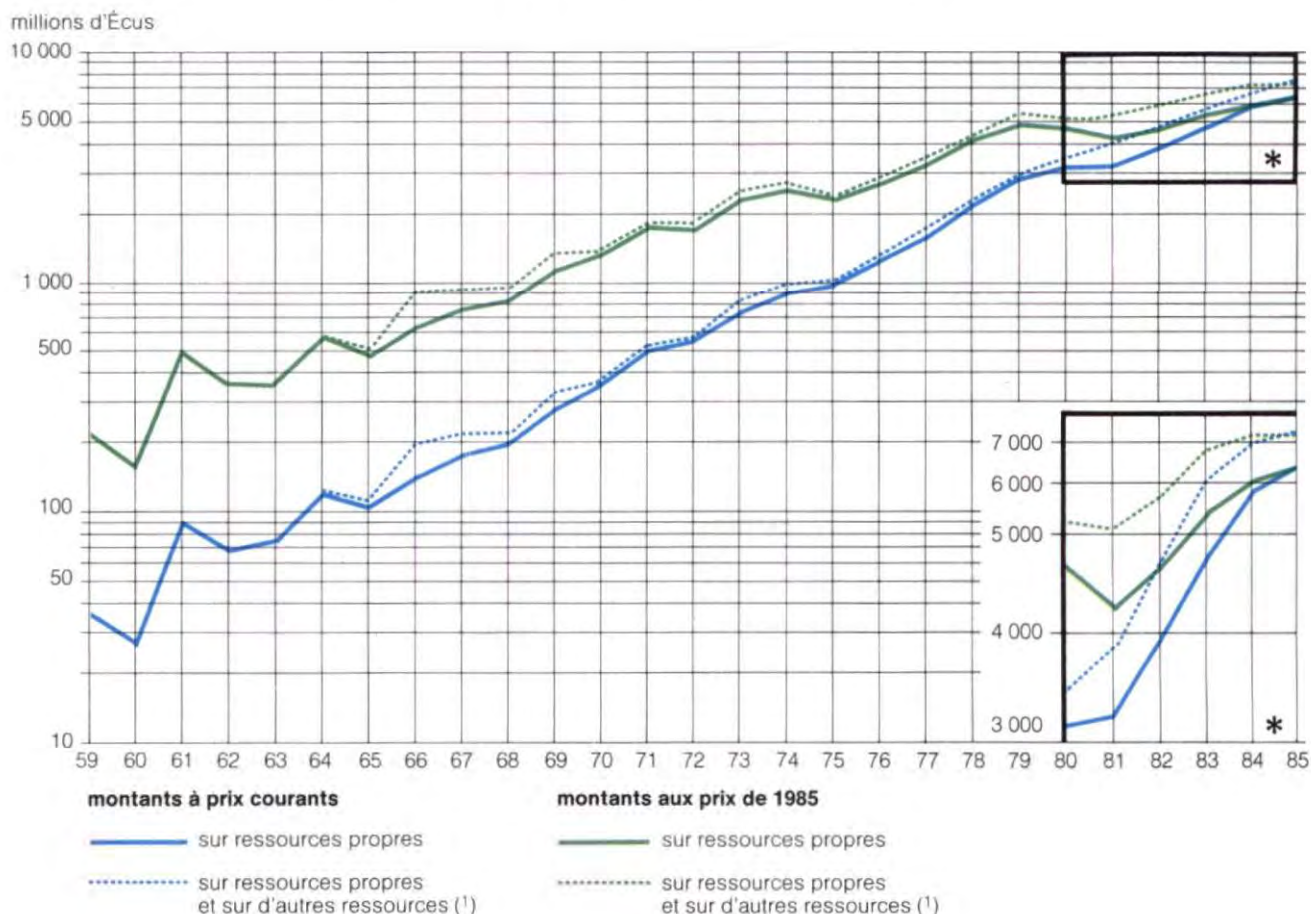
Les cartes et graphiques qui suivent présentent certains aspects de l'activité de la Banque dans les pays membres au cours des cinq dernières années et en dehors de la Communauté au titre des différents accords de coopération.

Financements dans la Communauté (1981—1985)

De 1981 à fin 1985, la Banque a accordé sur ses ressources propres 21 143,1 millions de prêts et de garanties pour des investissements dans la Commu-

nauté; en outre, 4 595,9 millions ont été consentis sur les ressources du NIC, soit au total 25 739 millions.

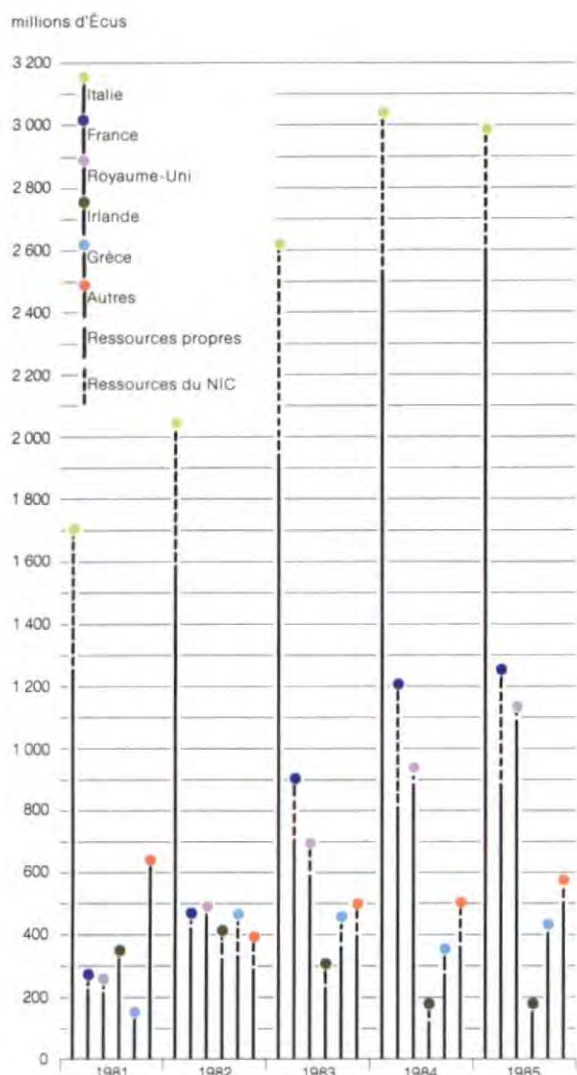
Financements dans les pays membres et à l'extérieur de la Communauté de 1959 à 1985



(1) À l'extérieur de la Communauté et à partir de 1979 également dans la Communauté au titre du NIC.

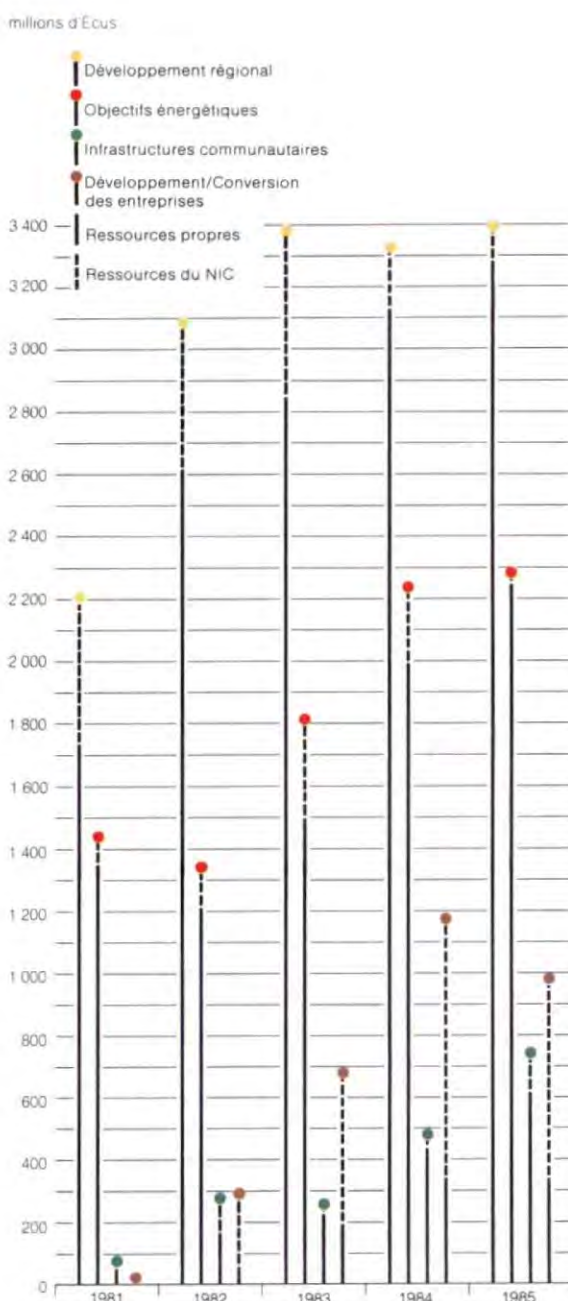
Répartition selon la localisation du projet d'investissement (voir tableau 5 et graphique ci-dessous)

Plus de 60 % des projets financés depuis 1981 sont localisés dans les pays dont les problèmes régionaux revêtent le plus d'ampleur et d'acuité: Italie (avec pour le seul Mezzogiorno 28 % des financements dans les pays membres), Grèce et Irlande. Les prêts au Royaume-Uni et en France viennent ensuite avec 29 %, le complément se répartissant entre les autres pays membres.



Répartition par objectif économique (voir tableau 17 et graphique ci-dessous)

Le montant des prêts consentis depuis 1981 pour des projets contribuant au développement régional représente 60 % du total des concours dans les pays membres. Les financements de projets répon-



dant aux objectifs énergétiques de la Communauté ont surtout tendu à la mise en valeur des ressources internes et à une utilisation rationnelle de l'énergie. Les infrastructures facilitant les communications entre pays membres, les projets concourant à la protection de l'environnement et les investissements principalement de petite ou moyenne dimension contribuant à la modernisation des entreprises ont bénéficié de financements de montants élevés.

Répartition par secteur

(voir tableau 19 et graphique ci-contre)

Les financements dans les secteurs de la production s'élèvent à 7 milliards, grâce notamment aux prêts globaux en faveur des petites et moyennes entreprises; quelque 13 500 initiatives industrielles ont bénéficié de crédits sur prêts globaux ainsi que près de 2 000 initiatives dans l'agriculture et les services.

Les concours pour l'énergie s'élèvent à 9 milliards et ceux pour les infrastructures, principalement de transport et télécommunication, à 9,7 milliards.

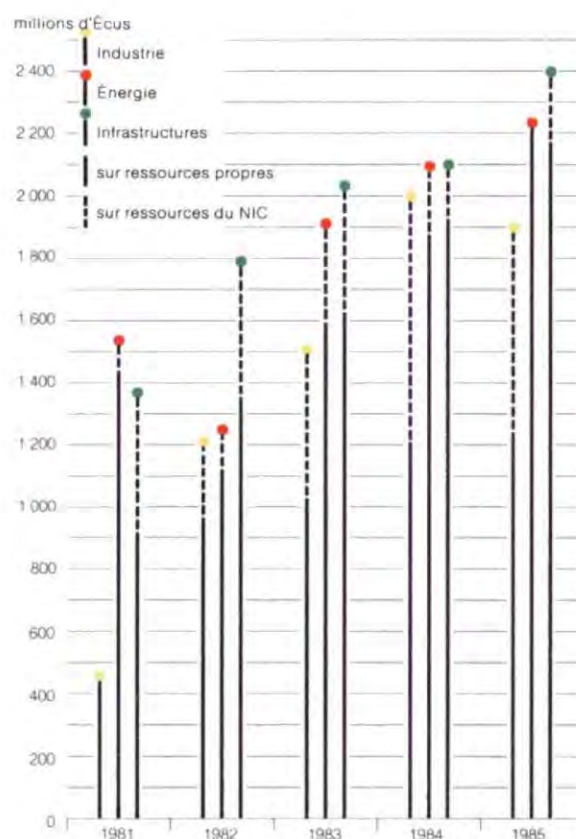


Tableau 15: **Financements de 1959 à 1985**

Années	Total des financements	Dans la Communauté			À l'extérieur de la Communauté	
		Prêts sur ressources propres	Prêts sur mandat et garanties	Prêts sur ressources du NIC	Prêts sur ressources propres	Opérations sur ressources budgétaires
1959—1980 <i>moyenne annuelle</i>	17 177,0 <i>780,8</i>	14 079,3 <i>640,0</i>	242,3 <i>11,0</i>	474,6 <i>21,6</i>	1 537,0 <i>69,9</i>	843,8 <i>38,5</i>
1981	3 821,9	2 523,8	282,1	539,8	386,4	89,8
1982	4 688,6	3 446,0	—	791,1	410,2	41,3
1983	5 923,4	4 145,9	97,6	1 199,6	427,2	53,1
1984	6 897,1	5 007,0	—	1 181,8	620,7	87,6
1985	7 184,6	5 640,7	—	883,7	584,3	75,9
Total	45 692,8	34 842,6	622,1	5 070,6	3 966,0	1 191,5

Financements en Espagne et au Portugal

(voir tableau 16 et carte page 110)

Durant les années précédant l'adhésion de ces deux pays à la Communauté, la Banque a accordé des prêts d'un montant total de 1 275 millions, correspondant aux plafonds d'intervention inscrits dans les

accords de coopération financière conclus entre la Communauté d'une part et le Portugal puis l'Espagne de l'autre.

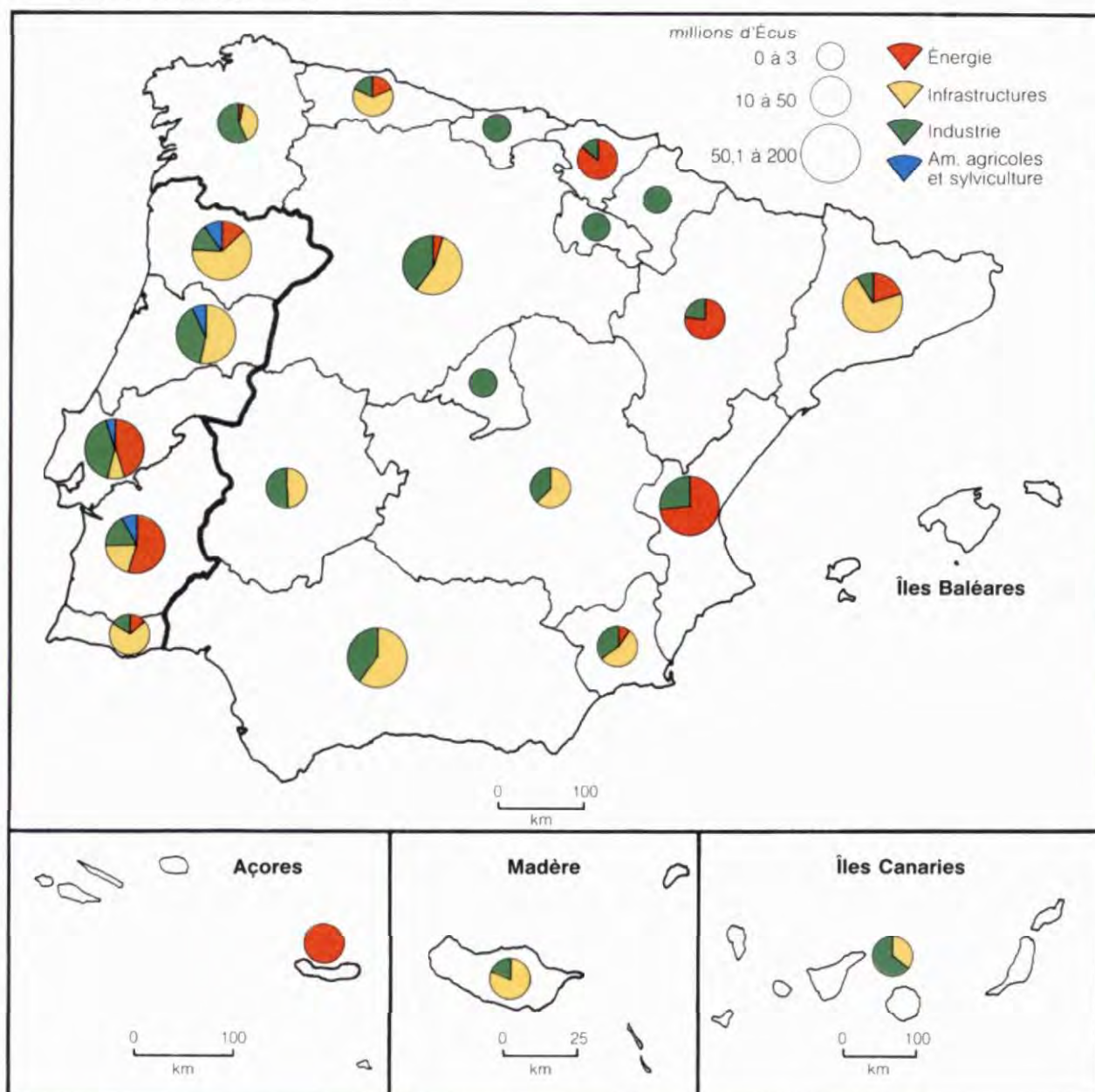
Portugal (1975—1985)

Les prêts de la Banque — 725 millions — ont pour l'essentiel porté sur des investissements destinés à surmonter trois des principaux obstacles au développement économique du pays: l'insuffisance des infrastructures de communication (273 millions pour

des investissements routiers et ferroviaires ainsi que des équipements portuaires et aéroportuaires), la forte dépendance à l'égard des importations de pétrole (190 millions, pour des centrales hydro-électriques et au charbon et l'amélioration du réseau haute tension), la faible productivité de nombreuses entreprises (244 millions, dont 70 millions pour des

Projets financés en Espagne et au Portugal

avant l'adhésion de ces pays à la Communauté



grandes entreprises des secteurs des engrais, du ciment, des matières plastiques et du cuivre et 174 millions de prêts globaux utilisés pour le financement de 276 entreprises de petite ou moyenne dimension). En outre, 45 millions ont été consentis pour l'irrigation de périmètres agricoles et des opérations de sylviculture.

24 de ces prêts d'un montant total de 445 millions ont été assortis d'une bonification d'intérêt sur les ressources budgétaires de la Communauté.

Espagne (1981—1985)

Les prêts de la Banque — 550 millions — ont tendu à faciliter l'intégration de l'économie espagnole dans la Communauté, notamment par le financement de

liaisons ferroviaires et routières ainsi que par le développement et la modernisation des petites et moyennes entreprises, dans le cadre de prêts globaux.

Au total, les concours dans les secteurs de la production se sont élevés à 207 millions et 411 petites ou moyennes entreprises de l'industrie et du tourisme ont bénéficié de crédits; les prêts pour des infrastructures de communication ont atteint 150 millions et les prêts globaux destinés au financement de routes ou travaux d'assainissement par les collectivités locales 96 millions. Dans le secteur de l'énergie, 97 millions de prêts ont été consentis pour des projets mettant en valeur les ressources intérieures en hydrocarbures et des sites hydro-électriques.

Tableau 16: **Financements en Espagne et au Portugal avant l'adhésion de ces pays à la Communauté**

	Accords Millions d'Écus	Prêts individuels			Prêts globaux		Crédits affectés sur prêts globaux en cours ⁽¹⁾			
		Énergie	Infra- structures	Industrie Sylviculture	Infra- structures	Industrie Tourisme	Infra- structures		Industrie Tourisme	
		Millions d'Écus			Millions d'Écus		Nombre	Millions d'Écus	Nombre	Millions d'Écus
Espagne	550,0	97,1	167,0	1,9	79,0	205,0	60	79,0	408	173,8
Coopération financière/Pré-adhésion	200,0	17,1	57,0	1,9	39,0	85,0	35	39,0	178	85,0
Coopération financière/ Pré-adhésion complémentaire I	100,0	20,0	20,0	—	15,0	45,0	10	15,0	137	45,0
Coopération financière/ Pré-adhésion complémentaire II	250,0	60,0	90,0	—	25,0	75,0	15	25,0	93	43,8
Portugal	725,0	190,0	273,0	88,0	—	174,0	—	—	276	149,1
Aide exceptionnelle d'urgence	150,0	55,0	51,0	20,0	—	24,0	—	—	47	24,0
Protocole I	200,0	30,0	72,0	68,0	—	30,0	—	—	44	30,0
Aide pré-adhésion	150,0	35,0	60,0	—	—	55,0	—	—	71	55,0
Aide pré-adhésion complémentaire I	75,0	40,0	—	—	—	35,0	—	—	104	29,8
Aide pré-adhésion complémentaire II	150,0	30,0	90,0	—	—	30,0	—	—	10	10,3
Total	1 275,0	287,1	440,0	89,9	79,0	379,0	60	79,0	684	322,9

(¹) Les soldes des prêts globaux devaient être engagés en 1986.

Financements dans d'autres pays du bassin méditerranéen (1981—1985)

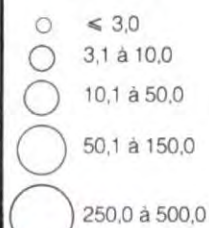
(voir tableaux 22 et 23 et carte page 112)

Depuis 1963, la Banque apporte son concours à la mise en œuvre de la politique de coopération économique et financière que mène la Communauté dans presque tous les pays du bassin méditerranéen. Au cours de la période 1981—1985, les concours ont atteint 837,3 millions sur ressources

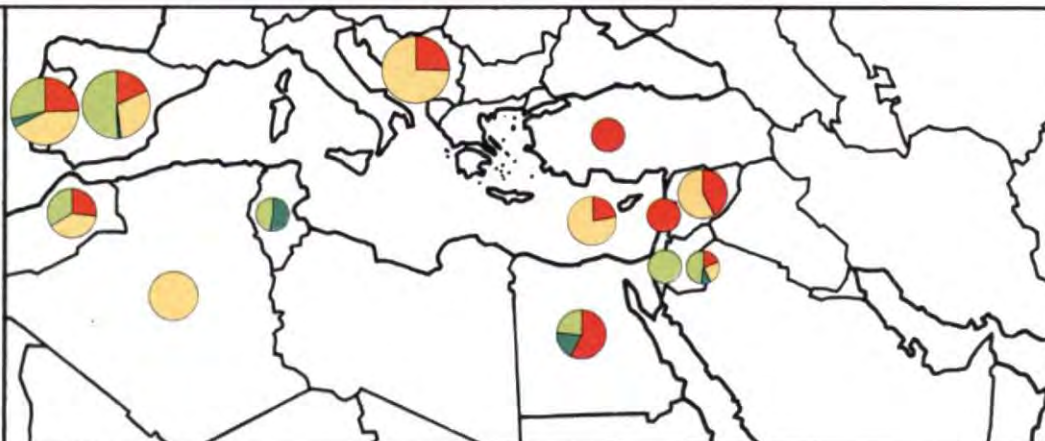
propres et 63,2 millions sur ressources budgétaires: 249,5 millions dans les pays du Maghreb, 237,8 millions dans ceux du Machrek, 260 millions en Yougoslavie, 49 millions en Turquie, 54,2 millions à Chypre et 50 millions en Israël.

Projets financés dans les pays du bassin méditerranéen de 1981 à 1985

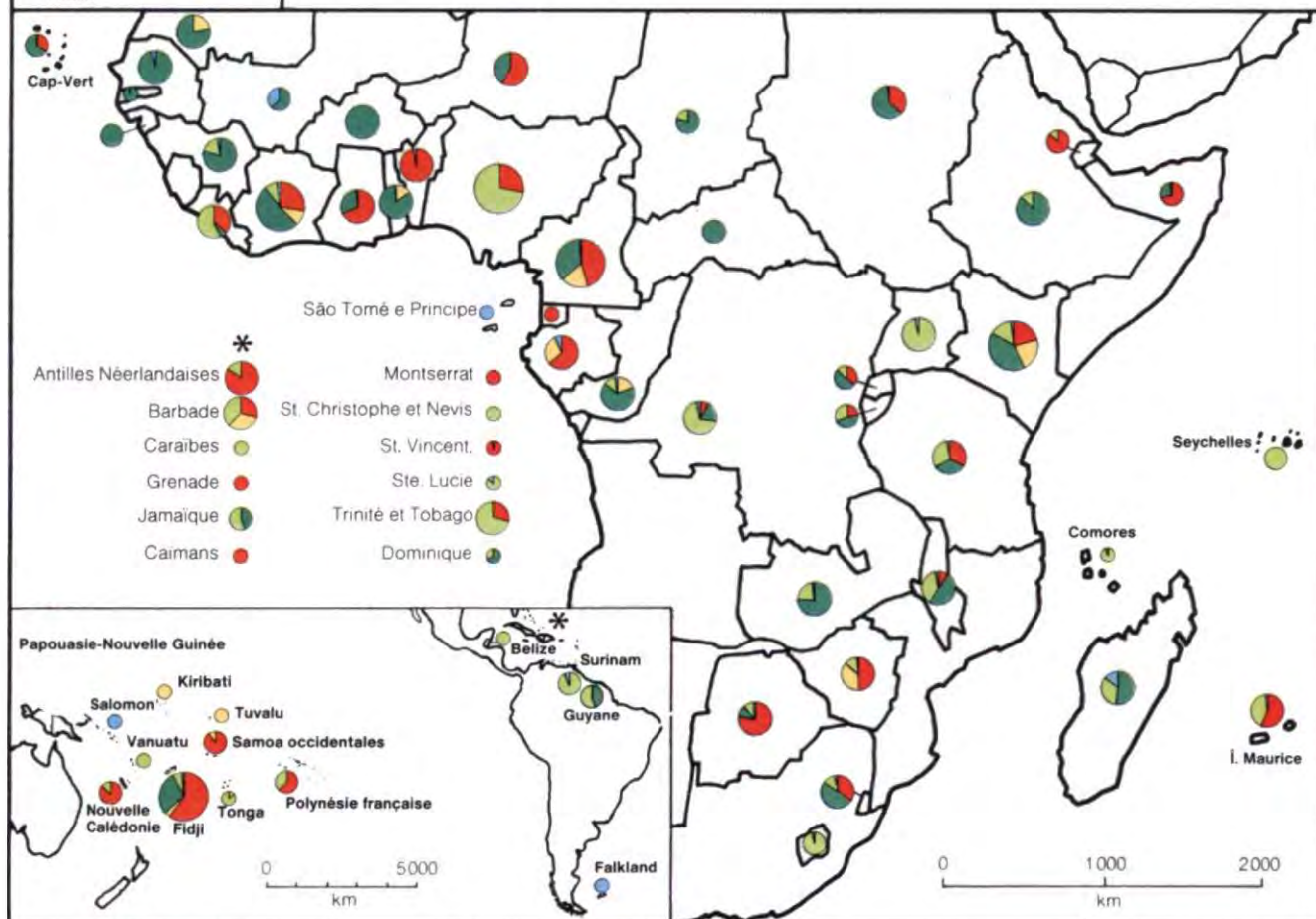
Millions d'Écus



(1) Prêts globaux dans les pays du bassin méditerranéen. Concours à des banques de développement dans les États ACP et les PTOM



Projets financés dans les États ACP et les PTOM de 1976 à 1985 (Conventions de Lomé)



Financements dans les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique au titre des Conventions de Lomé

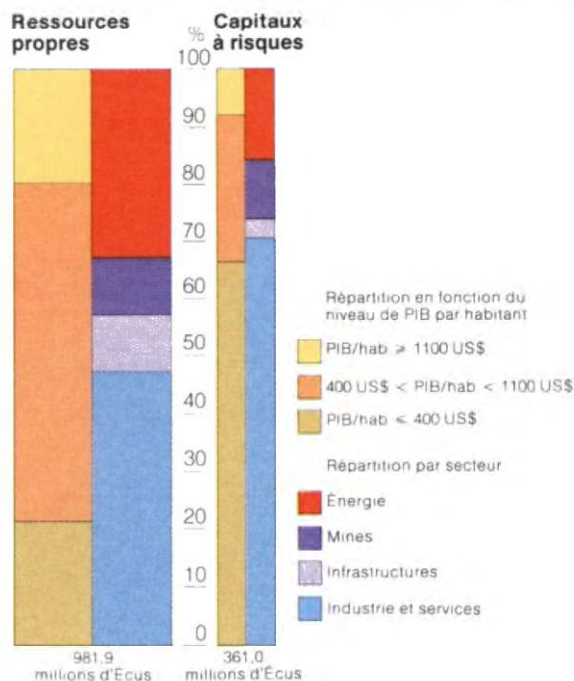
(voir tableaux 24 et 25 et carte page 112)

La Banque intervient depuis 1976 dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, signataires des Conventions de Lomé I et II et au titre des décisions concernant les pays et territoires d'outre-mer.

Au total, les financements ont atteint 1 397 millions, soit 32 % du total des financements de la Banque à l'extérieur de la Communauté, dont 1 014,5 millions sur ressources propres et 382,6 millions sous forme

de capitaux à risques sur ressources du Fonds européen de développement. Les interventions en Afrique atteignent 1 133,9 millions, soit plus des quatre cinquièmes du total; dans les Caraïbes, le montant des concours est de 92,7 millions, dans le Pacifique de 139,7 millions et dans les PTOM de 30,8 millions. Les concours à l'industrie s'élèvent à 872 millions, ceux pour l'énergie à 403,1 millions et ceux pour les infrastructures à 121,9 millions.

Financements dans les États ACP de 1976 à 1985



Non compris les projets régionaux d'un montant de 10,6 millions sur ressources propres et de 12,8 millions sur capitaux à risques.

Tableau 17: **Financements dans la Communauté en 1985 et de 1981 à 1985** ⁽¹⁾

Répartition selon les objectifs économiques

Objectifs de politique économique (2)					1985	
	Sur ressources propres		Sur ressources du NIC		Total	
	Millions d'Écus	%	Millions d'Écus		Millions d'Écus	%
Développement régional	3 286,2	100,0	104,5		3 390,7	100,0
Belgique	—	—	—		—	—
Danemark	13,4	0,4	—		13,4	0,4
Allemagne	1,8	0,1	—		1,8	0,1
Grèce	401,7	12,2	17,6		419,3	12,4
France	653,9	19,9	14,6		668,5	19,7
Irlande	146,6	4,5	27,9		174,5	5,1
Italie	1 692,8	51,5	27,4		1 720,2	50,7
Luxembourg	—	—	—		—	—
Pays-Bas	4,0	0,1	17,0		4,0	0,1
Royaume-Uni	372,0	11,3	17,0		389,0	11,5
Objectifs énergétiques	2 241,6	100,0	40,4		2 282,0	100,0
Mise en valeur des ressources internes	1 479,8	66,0	—		1 479,8	64,8
hydro-électricité	160,5	7,2	—		160,5	7,0
nucléaire	1 009,0	45,0	—		1 009,0	44,2
hydrocarbures	310,3	13,8	—		310,3	13,6
houilles, lignite, tourbe	—	—	—		—	—
Diversification des importations	237,0	10,6	—		237,0	10,4
gaz naturel	230,0	10,3	—		230,0	10,1
charbon	7,0	0,3	—		7,0	0,3
Utilisation rationnelle de l'énergie	273,8	12,2	40,4		314,2	13,8
Prêts globaux (3)	251,0	11,2	—		251,0	11,0
Infrastructures d'intérêt communautaire	617,4	100,0	127,3		744,7	100,0
Transports	274,4	44,4	73,2		347,6	46,7
Routes et ouvrages d'art	176,9	28,7	73,2		250,1	33,6
Transports maritimes	29,2	4,7	—		29,2	3,9
Transports aériens	59,6	9,6	—		59,6	8,0
Échanges intermodaux	8,7	1,4	—		8,7	1,2
Télécommunications	—	—	—		—	—
Autres infrastructures	19,1	3,1	—		19,1	2,5
Protection de l'environnement	323,9	52,5	36,5		360,4	48,4
Modernisation des entreprises	335,2	100,0	643,7		978,9	100,0
Technologies avancées	311,0	92,8	14,6		325,6	33,3
Modernisation et conversion	24,2	7,2	—		24,2	2,5
Investissements des PME	—	—	629,1		629,1	64,2
— à déduire pour tenir compte des doubles emplois dans le cas de financements justifiés simultanément par référence à plusieurs objectifs	— 839,7		— 32,2		— 871,9	
Total	5 640,7		883,7		6 524,4	

(1) Cf. note 1 du tableau 1.

(2) Cf. note 1 du tableau 3.

(3) Pour des investissements dans l'industrie et les infrastructures.

1981—1985

Sur ressources propres		Sur ressources du NIC	Total		Objectifs de politique économique (2)
Millions d'Écus	%		Millions d'Écus	%	
13 601,0	100,0	1 779,7	15 380,7	100,0	Développement régional
17,8	0,1	—	17,8	0,1	Belgique
167,8	1,2	48,6	216,4	1,4	Danemark
24,7	0,2	—	24,7	0,2	Allemagne
1 508,9	11,1	280,9	1 789,8	11,6	Grèce
1 843,7	13,6	128,4	1 972,1	12,8	France
1 148,7	8,5	247,7	1 396,4	9,1	Irlande
7 034,4	51,7	989,5	8 023,9	52,2	Italie
—	—	—	—	—	Luxembourg
4,0	—	—	4,0	—	Pays-Bas
1 851,0	13,6	84,6	1 935,6	12,6	Royaume-Uni
8 283,2	100,0	830,8	9 114,0	100,0	Objectifs énergétiques
5 124,2	61,9	375,1	5 499,3	60,3	Mise en valeur des ressources internes
365,5	4,4	—	365,5	4,0	hydro-électricité
3 290,3	39,7	—	3 290,3	36,1	nucléaire
1 274,0	15,4	242,8	1 516,8	16,6	hydrocarbures
194,4	2,4	132,3	326,7	3,6	houilles, lignite, tourbe
963,0	11,6	188,6	1 151,6	12,7	Diversification des importations
830,2	10,0	141,9	972,1	10,7	gaz naturel
132,8	1,6	46,7	179,5	2,0	charbon
1 330,9	16,1	184,6	1 515,5	16,6	Utilisation rationnelle de l'énergie
865,1	10,4	82,5	947,6	10,4	Prêts globaux (3)
1 525,6	100,0	311,9	1 837,5	100,0	Infrastructures d'intérêt communautaire
894,9	58,7	152,0	1 046,9	57,0	Transports
674,5	44,2	152,0	826,5	45,0	Routes et ouvrages d'art
36,5	2,4	—	36,5	2,0	Transports maritimes
175,2	11,5	—	175,2	9,5	Transports aériens
8,7	0,6	—	8,7	0,5	Échanges intermodaux
2,1	0,1	17,6	19,7	1,1	Télécommunications
22,0	1,4	—	22,0	1,2	Autres infrastructures
606,6	39,8	142,3	748,9	40,7	Protection de l'environnement
939,7	100,0	2 181,9	3 121,6	100,0	Modernisation des entreprises
733,7	78,1	58,4	792,1	25,4	Technologies avancées
63,6	6,8	—	63,6	2,0	Coopération industrielle
6,5	0,6	—	6,5	0,2	Investissements de protection de l'environnement
135,9	14,5	19,4	155,3	5,0	Modernisation et conversion
—	—	2 104,1	2 104,1	67,4	Investissements des PME
— 3 206,4		— 508,4	— 3 714,8		— à déduire pour tenir compte des doubles emplois dans le cas de financements justifiés simultanément par référence à plusieurs objectifs
21 143,1		4 595,9	25 739,0		Total

Tableau 18.1: **Financements dans la Communauté sur ressources propres en 1985**

Répartition par secteur

Secteurs	Prêts individuels et prêts globaux			Crédits sur prêts globaux en cours		Total prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours	
	Nombre	Millions d'Écus	%	Nombre	Millions d'Écus	Millions d'Écus	%
Énergie	81	2 230,9	39,5	157	133,3	2 113,2	38,1
Production	32	1 359,3	24,1	36	26,8	1 386,1	25,0
Énergie nucléaire	13	955,9	16,9	—	—	955,9	17,2
Centrales thermiques	1	7,0	0,1	—	—	7,0	0,1
Centrales hydro-électriques	6	160,5	2,9	28	14,5	175,0	3,2
Énergies géothermiques et alternatives	1	43,9	0,8	—	—	43,9	0,8
Hydrocarbures	11	192,0	3,4	8	12,3	204,3	3,7
Transport et stockage	12	260,7	4,6	—	—	260,7	4,7
Électricité	4	111,1	2,0	—	—	111,1	2,0
Gaz naturel et pétrole	8	149,6	2,6	—	—	149,6	2,7
Distribution	23	359,9	6,4	121	106,5	466,4	8,4
Électricité	—	—	—	19	6,3	6,3	0,1
Gaz naturel	14	242,3	4,3	91	74,5	316,8	5,7
Chaleur	9	117,6	2,1	11	25,7	143,3	2,6
Prêts globaux	14	251,0	4,4	—	—	—	—
Infrastructures	111	2 169,1	38,5	484	136,1	2 098,2	37,7
Communications	65	1 393,7	24,7	462	112,5	1 506,2	27,1
Transports	54	828,6	14,7	462	112,5	941,1	16,9
Chemins de fer	3	63,7	1,1	—	—	63,7	1,1
Routes et ouvrages d'art	33	514,8	9,1	451	104,4	619,2	11,1
Transports maritimes	7	49,2	0,9	8	5,6	54,8	1,0
Transports aériens	10	192,2	3,4	3	2,5	194,7	3,5
Échanges intermodaux	1	8,7	0,2	—	—	8,7	0,2
Télécommunications	11	565,1	10,0	—	—	565,1	10,2
Équipements de télécommunications	9	539,5	9,6	—	—	539,5	9,7
Satellites et stations	2	25,6	0,4	—	—	25,6	0,5
Infrastructures hydrauliques	29	435,1	7,7	21	23,2	458,3	8,2
Aménagements agricoles	5	31,0	0,5	—	—	31,0	0,5
Eau (captage, distribution, épuration)	24	404,1	7,1	21	23,2	427,3	7,7
Infrastructures diverses	13	133,3	2,4	1	0,4	133,7	2,4
Bâtiments publics	2	19,1	0,4	—	—	19,1	0,3
Infrastructures composites	11	114,2	2,0	1	0,4	114,6	2,1
Prêts globaux	4	207,0	3,7	—	—	—	—
Industrie, agriculture, services	90	1 240,7	22,0	2 896	878,7	1 348,1	24,2
Industrie	39	433,7	7,7	2 371	722,1	1 155,8	20,8
Industries extractives	—	—	—	83	11,4	11,4	0,2
Production et 1 ^{ère} transformation des métaux	1	2,9	0,1	22	17,5	20,4	0,4
Matériaux de construction	1	4,5	0,1	210	62,9	67,4	1,2
Industrie du bois	—	—	—	209	39,7	39,7	0,7
Verre et céramique	—	—	—	59	29,3	29,3	0,5
Industrie chimique	13	62,7	1,1	107	60,2	122,9	2,2
Ouvrages en métaux et mécanique	1	16,8	0,3	402	123,5	140,3	2,5
Automobiles, matériel de transport	1	69,5	1,2	80	33,2	102,7	1,9
Construction électrique et électronique	8	148,8	2,6	85	39,4	188,2	3,4
Produits alimentaires	4	30,1	0,5	324	123,8	153,9	2,8
Textiles et cuirs	4	24,2	0,4	159	35,8	60,0	1,1
Pâte à papier, papier, imprimerie	2	43,9	0,8	136	42,2	86,1	1,6
Transformation du caoutchouc et matières plastiques	2	20,1	0,4	143	71,9	92,0	1,6
Industries manufacturières diverses	1	3,2	0,1	52	8,3	11,5	0,2
Génie civil et bâtiments	1	7,0	0,1	300	23,0	30,0	0,5
Agriculture, forêts, pêche	1	4,0	0,1	40	17,9	21,9	0,4
Services	5	31,7	0,6	485	138,7	170,4	3,0
Tourisme	2	5,9	0,1	277	93,5	99,4	1,8
Autres services	3	25,8	0,5	208	45,2	71,0	1,2
Prêts globaux	45	771,3	13,7	—	—	—	—
Total	282	5 640,7 (1)	100,0	3 537	1 148,1	5 559,5 (1)	100,0

(1) La différence entre ces deux montants correspond à la part non affectée des prêts globaux en cours.

Tableau 18.2: **Financements dans la Communauté sur ressources du NiC en 1985**

Répartition par secteur

Secteurs	Prêts individuels et prêts globaux			Crédits sur prêts globaux en cours		Total prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours	
	Nombre	Millions d'Écus	%	Nombre	Millions d'Écus	Millions d'Écus	%
Énergie	—	—	—	1	0,7	0,7	0,1
Infrastructures	11	226,7	25,7	10	4,1	230,8	23,5
Communications	7	167,4	19,0	—	—	167,4	17,0
Transports	5	135,2	15,3	—	—	135,2	13,7
Chemins de fer	4	62,0	7,0	—	—	62,0	6,3
Routes et ouvrages d'art	1	73,2	8,3	—	—	73,2	7,4
Télécommunications	2	32,2	3,7	—	—	32,2	3,3
Équipements de télécommunications	1	17,6	2,0	—	—	17,6	1,8
Satellites et stations	1	14,6	1,7	—	—	14,6	1,5
Infrastructures hydrauliques	1	36,5	4,1	—	—	36,5	3,7
Eau (captage, distribution, épuration)	1	36,5	4,1	—	—	36,5	3,7
Infrastructures diverses	3	22,8	2,6	10	4,1	26,9	2,8
Bâtiments publics	2	9,4	1,1	8	4,0	13,4	1,4
Infrastructures composites	1	13,4	1,5	2	0,1	13,5	1,4
Industrie, agriculture, services	34	657,0	74,3	2 917	724,2	752,1	76,4
Industrie	—	—	—	2 613	671,3	671,3	68,2
Industrie extractive	—	—	—	28	5,8	5,8	0,6
Production et 1 ^{ère} transformation des métaux	—	—	—	17	7,2	7,2	0,7
Matériaux de construction	—	—	—	69	24,5	24,5	2,5
Industrie du bois	—	—	—	215	46,2	46,2	4,7
Verre et céramique	—	—	—	60	30,0	30,0	3,0
Industrie chimique	—	—	—	128	45,1	45,1	4,6
Ouvrages en métaux et mécanique	—	—	—	710	146,0	146,0	14,8
Automobiles, matériel de transport	—	—	—	93	24,3	24,3	2,5
Construction électrique et électronique	—	—	—	130	34,3	34,3	3,5
Produits alimentaires	—	—	—	294	95,8	95,8	9,7
Textiles et cuirs	—	—	—	207	79,6	79,6	8,1
Pâte à papier, papier, imprimerie	—	—	—	256	55,2	55,2	5,6
Transformation du caoutchouc et matières plastiques	—	—	—	169	37,4	37,4	3,8
Industries manufacturières diverses	—	—	—	76	14,5	14,5	1,5
Génie civil et bâtiments	—	—	—	155	24,4	24,4	2,5
Lotissements et bâtiments industriels	—	—	—	6	1,0	1,0	0,1
Agriculture, forêts, pêche	1	27,9	3,1	8	2,4	30,3	3,1
Services	—	—	—	296	50,5	50,5	5,1
Tourisme	—	—	—	10	2,3	2,3	0,2
Autres services	—	—	—	286	48,2	48,2	4,9
Prêts globaux	33	629,1	74,2	—	—	—	—
Total	45	883,7 ⁽¹⁾	100,0	2 928	729,0	983,6 ⁽¹⁾	100,0

(1) La différence entre ces deux montants correspond notamment à des crédits affectés sur des prêts globaux signés au cours d'années antérieures.

Tableau 18.3: **Financements dans la Communauté sur ressources propres et sur ressources du NIC en 1985**

Répartition par secteur

Secteurs	Prêts individuels et prêts globaux			Crédits sur prêts globaux en cours		Total prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours	
	Nombre	Millions d'Écus	%	Nombre	Millions d'Écus	Millions d'Écus	%
Énergie	81	2 230,9	34,2	158	134,0	2 113,9	32,3
Production	32	1 359,3	20,8	37	27,5	1 386,8	21,2
Énergie nucléaire	13	955,9	14,6	—	—	955,9	14,6
Centrales thermiques	1	7,0	0,1	—	—	7,0	0,1
Centrales hydro-électriques	6	160,5	2,5	29	15,2	175,7	2,7
Énergies géothermiques et alternatives	1	43,9	0,7	—	—	43,9	0,7
Hydrocarbures	11	192,0	2,9	8	12,3	204,3	3,1
Transport et stockage	12	260,7	4,0	—	—	260,7	4,0
Électricité	4	111,1	1,7	—	—	111,1	1,7
Gaz naturel et pétrole	8	149,6	2,3	—	—	149,6	2,3
Distribution	23	359,9	5,5	121	106,5	466,4	7,1
Électricité	—	—	—	19	6,3	6,3	0,1
Gaz naturel	14	242,3	3,7	91	74,5	316,8	4,8
Chaleur	9	117,6	1,8	11	25,7	143,3	2,2
Prêts globaux	14	251,0	3,9	—	—	—	—
Infrastructures	122	2 395,8	36,7	494	140,2	2 329,0	35,6
Communications	72	1 561,1	23,9	462	112,5	1 673,6	25,5
Transports	59	963,8	14,8	462	112,5	1 076,3	16,4
Chemins de fer	7	125,7	1,9	—	—	125,7	1,9
Routes et ouvrages d'art	34	588,0	9,0	451	104,4	692,4	10,6
Transports maritimes	7	49,2	0,8	8	5,6	54,8	0,9
Transports aériens	10	192,2	2,9	3	2,5	194,7	3,0
Échanges intermodaux	1	8,7	0,2	—	—	8,7	0,1
Télécommunications	13	597,3	9,1	—	—	597,3	9,1
Équipements de télécommunications	10	557,1	8,5	—	—	557,1	8,5
Satellites et stations	3	40,2	0,6	—	—	40,2	0,6
Infrastructures hydrauliques	30	471,6	7,2	21	23,2	494,8	7,6
Aménagements agricoles	5	31,0	0,5	—	—	31,0	0,5
Eau (captage, distribution, épuration)	25	440,6	6,7	21	23,2	463,8	7,1
Infrastructures diverses	16	156,1	2,4	11	4,5	160,6	2,4
Bâtiments publics	4	28,5	0,4	8	4,0	32,9	0,5
Infrastructures composites	12	127,6	2,0	3	0,5	127,7	1,9
Prêts globaux	4	207,0	3,2	—	—	—	—
Industrie, agriculture, services	124	1 897,7	29,1	5 813	1 602,9	2 100,2	32,1
Industrie	39	433,7	6,6	4 984	1 393,4	1 827,1	27,9
Industries extractives	—	—	—	111	17,2	17,2	0,3
Production et 1 ^{ère} transformation des métaux	1	2,9	—	39	24,7	27,6	0,4
Matériaux de construction	1	4,5	0,1	279	87,4	91,9	1,4
Industrie du bois	—	—	—	424	85,9	85,9	1,3
Verre et céramique	—	—	—	119	59,3	59,3	0,9
Industrie chimique	13	62,7	1,0	235	105,3	168,0	2,5
Ouvrages en métaux et mécanique	1	16,8	0,2	1 112	269,5	286,3	4,4
Automobiles, matériel de transport	1	69,5	1,0	173	57,5	127,0	2,0
Construction électrique et électronique	8	148,8	2,3	215	73,7	222,5	3,4
Produits alimentaires	4	30,1	0,5	618	219,6	249,7	3,8
Textiles et cuirs	4	24,2	0,4	366	115,4	139,6	2,1
Pâte à papier, papier, imprimerie	2	43,9	0,7	392	97,4	141,3	2,2
Transformation du caoutchouc et matières plastiques	2	20,1	0,3	312	109,3	129,4	2,0
Industries manufacturières diverses	1	3,2	—	128	22,8	26,0	0,4
Génie civil et bâtiments	1	7,0	0,1	455	47,4	54,4	0,8
Lotissements et bâtiments industriels	—	—	—	6	1,0	1,0	—
Agriculture, forêts, pêche	2	31,9	0,5	48	20,3	52,2	0,8
Services	5	31,7	0,5	781	189,2	220,9	3,4
Tourisme	2	5,9	0,1	287	95,8	101,7	1,6
Autres services	3	25,8	0,4	494	93,4	119,2	1,8
Prêts globaux	78	1 400,4	21,5	—	—	—	—
Total	327	6 524,4⁽¹⁾	100,0	6 465	1 877,1	6 543,1⁽¹⁾	100,0

(1) Cf. note 1 du tableau 18.2.

Tableau 19.1: **Financements dans la Communauté sur ressources propres de 1981 à 1985 ⁽¹⁾**

Répartition par secteur

Secteurs	Prêts individuels et prêts globaux			Crédits sur prêts globaux en cours		Total prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours	
	Nombre	Millions d'Écus	%	Nombre	Millions d'Écus	Millions d'Écus	%
Énergie	292	8 261,9	39,1	329	364,0	7 760,8	37,8
Production	139	4 979,0	23,5	99	79,1	5 058,1	24,7
Énergie nucléaire	58	3 237,3	15,3	—	—	3 237,3	15,8
Centrales thermiques	12	333,0	1,6	—	—	333,0	1,6
Centrales hydro-électriques	24	501,4	2,4	76	45,1	546,5	2,7
Énergies géothermiques et alternatives	2	65,8	0,3	—	—	65,8	0,3
Centrales de production de chaleur	1	11,4	0,1	12	19,3	30,7	0,2
Hydrocarbures	39	792,9	3,7	11	14,7	807,6	3,9
Extraction de combustibles solides	3	37,2	0,2	—	—	37,2	0,2
Transport et stockage	56	1 704,9	8,1	2	2,9	1 707,8	8,3
Électricité	23	695,8	3,3	—	—	695,8	3,4
Gaz naturel et pétrole	33	1 009,1	4,8	2	2,9	1 012,0	4,9
Distribution	51	712,9	3,4	228	282,0	994,9	4,8
Électricité	—	—	—	26	18,7	18,7	0,1
Gaz naturel	26	466,7	2,2	174	167,9	634,6	3,1
Chaleur	25	246,2	1,2	28	95,4	341,6	1,6
Prêts globaux	46	865,1	4,1	—	—	—	—
Infrastructures	399	7 988,1	37,8	1 537	471,0	7 912,4	38,6
Communications	208	5 138,8	24,3	1 505	421,0	5 559,8	27,1
Transports	152	2 671,7	12,6	1 505	421,0	3 092,7	15,1
Chemins de fer	12	347,4	1,6	7	8,2	355,6	1,7
Routes et ouvrages d'art	96	1 794,0	8,5	1 466	389,0	2 183,0	10,6
Transports maritimes	21	113,3	0,5	28	21,2	134,5	0,7
Transports aériens	22	408,3	1,9	4	2,6	410,9	2,0
Échanges intermodaux	1	8,7	0,1	—	—	8,7	0,1
Télécommunications	56	2 467,1	11,7	—	—	2 467,1	12,0
Équipements de télécommunications	51	2 308,2	10,9	—	—	2 308,2	11,3
Satellites et stations	5	158,9	0,8	—	—	158,9	0,7
Infrastructures hydrauliques	110	1 548,9	7,3	27	41,9	1 590,8	7,8
Aménagements agricoles	28	199,6	0,9	—	—	199,6	1,0
Eau (captage, distribution, épuration)	82	1 349,3	6,4	27	41,9	1 391,2	6,8
Infrastructures diverses	62	753,7	3,6	5	8,1	761,8	3,7
Logements	9	127,0	0,6	—	—	127,0	0,6
Bâtiments publics	2	19,1	0,1	1	1,8	20,9	0,1
Infrastructures composites	51	607,6	2,9	4	6,3	613,9	3,0
Prêts globaux	19	546,7	2,6	—	—	—	—
Industrie, agriculture, services	340	4 893,1	23,1	8 620	2 867,6	4 839,4	23,6
Industrie	144	1 805,6	8,5	7 291	2 416,2	4 221,8	20,6
Industries extractives	—	—	—	244	57,3	57,3	0,3
Production et 1 ^{ère} transformation des métaux	3	38,7	0,2	101	77,2	115,9	0,6
Matériaux de construction	12	169,3	0,8	673	243,5	412,8	2,0
Industrie du bois	—	—	—	711	136,4	136,4	0,7
Verre et céramique	6	66,1	0,3	173	109,6	175,7	0,9
Industrie chimique	26	176,7	0,8	363	221,8	398,5	1,9
Ouvrages en métaux et mécanique	19	211,4	1,0	1 388	405,6	617,0	3,0
Automobiles, matériel de transport	24	615,7	2,9	244	110,7	726,4	3,5
Construction électrique et électronique	15	216,4	1,0	317	127,1	343,5	1,7
Produits alimentaires	19	137,1	0,7	1 154	442,0	579,1	2,8
Textiles et cuirs	7	45,9	0,2	415	124,6	170,5	0,8
Pâte à papier, papier, imprimerie	5	60,2	0,3	441	129,6	189,8	0,9
Transformation du caoutchouc et matières plastiques	3	27,2	0,1	420	159,5	186,7	0,9
Industries manufacturières diverses	2	5,5	—	165	31,8	37,3	0,2
Génie civil et bâtiments	3	35,4	0,2	482	39,5	74,9	0,4
Agriculture, forêts, pêche	3	56,0	0,3	225	98,4	154,4	0,8
Services	18	110,2	0,5	1 104	353,0	463,2	2,2
Tourisme	6	15,9	0,1	755	252,8	268,7	1,3
Autres services	12	94,3	0,4	349	100,2	194,5	0,9
Prêts globaux	175	2 921,3	13,8	—	—	—	—
Total	1 031	21 143,1 ⁽²⁾	100,0	10 486	3 702,6	20 512,6 ⁽²⁾	100,0

(1) Cf. note 1 du tableau 1.

(2) Cf. note 1 du tableau 18.1.

Tableau 19.2: **Financements dans la Communauté sur ressources du NIC de 1981 à 1985** ⁽¹⁾

Répartition par secteur

Secteurs	Prêts individuels et prêts globaux			Crédits sur prêts globaux en cours		Total prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours	
	Nombre	Millions d'Écus	%	Nombre	Millions d'Écus	Millions d'Écus	%
Énergie	36	749,5	16,3	1	0,7	667,7	15,5
Production	11	223,7	4,9	1	0,7	224,4	5,2
Centrales thermiques	7	138,6	3,0	—	—	138,6	3,2
Centrales hydro-électriques	1	32,9	0,7	1	0,7	33,6	0,8
Extraction de combustibles solides	3	52,2	1,2	—	—	52,2	1,2
Transport et stockage	13	333,6	7,2	—	—	333,6	7,8
Électricité	2	46,6	1,0	—	—	46,6	1,1
Gaz naturel et pétrole	11	287,0	6,2	—	—	287,0	6,7
Distribution	7	109,7	2,4	—	—	109,7	2,5
Gaz naturel	6	97,8	2,1	—	—	97,8	2,3
Chaleur	1	11,9	0,3	—	—	11,9	0,2
Prêts globaux	5	82,5	1,8	—	—	—	—
Infrastructures	59	1 679,1	36,5	180	69,0	1 716,6	39,9
Communications	28	733,6	16,0	1	4,2	737,8	17,1
Transports	15	380,1	8,3	1	4,2	384,3	8,9
Chemins de fer	8	141,9	3,1	—	—	141,9	3,3
Routes et ouvrages d'art	7	238,2	5,2	1	4,2	242,4	5,6
Télécommunications	13	353,5	7,7	—	—	353,5	8,2
Équipements de télécommunications	11	295,1	6,4	—	—	295,1	6,8
Satellites et stations	2	58,4	1,3	—	—	58,4	1,4
Infrastructures hydrauliques	8	266,5	5,8	2	24,3	290,8	6,8
Eau (captage, distribution, épuration)	8	266,5	5,8	2	24,3	290,8	6,8
Infrastructures diverses	22	647,5	14,1	177	40,5	688,0	16,0
Logements	7	99,9	2,2	1	0,1	100,0	2,3
Bâtiments publics	10	221,4	4,8	174	40,3	261,7	6,1
Infrastructures composites	5	326,2	7,1	2	0,1	326,3	7,6
Prêts globaux	1	31,5	0,6	—	—	—	—
Industrie, agriculture, services	110	2 167,3	47,2	6 954	1 855,8	1 919,0	44,6
Industrie	4	15,9	0,3	6 252	1 709,6	1 725,5	40,1
Industries extractives	—	—	—	63	16,7	16,7	0,4
Production et 1 ^{ère} transformation des métaux	—	—	—	52	25,6	25,6	0,6
Matériaux de construction	1	6,8	0,2	208	74,4	81,2	1,9
Industrie du bois	—	—	—	512	115,2	115,2	2,7
Verre et céramique	—	—	—	153	83,5	83,5	1,9
Industrie chimique	—	—	—	305	113,9	113,9	2,7
Ouvrages en métaux et mécanique	—	—	—	1 718	382,5	382,5	8,9
Automobiles, matériel de transport	1	5,4	0,1	213	64,8	70,2	1,6
Construction électrique et électronique	—	—	—	341	91,5	91,5	2,1
Produits alimentaires	—	—	—	658	230,2	230,2	5,3
Textiles et cuirs	—	—	—	415	161,6	161,6	3,8
Pâte à papier, papier, imprimerie	—	—	—	670	155,7	155,7	3,6
Transformation du caoutchouc et matières plastiques	—	—	—	404	96,6	96,6	2,2
Industries manufacturières diverses	—	—	—	209	42,0	42,0	1,0
Génie civil et bâtiments	2	3,7	0,1	331	55,4	59,1	1,4
Agriculture, forêts, pêche	2	47,3	1,0	9	2,5	49,8	1,2
Services	—	—	—	693	143,7	143,7	3,3
Tourisme	—	—	—	142	37,8	37,8	0,9
Autres services	—	—	—	551	105,9	105,9	2,4
Prêts globaux	104	2 104,1	45,8	—	—	—	—
Total	205	4 595,9 ⁽²⁾	100,0	7 135	1 925,5	4 303,3 ⁽²⁾	100,0

⁽¹⁾ Cf. note 1 du tableau 1.⁽²⁾ Cf. note 1 du tableau 18.1.

Tableau 19.3: **Financements dans la Communauté sur ressources propres et sur ressources du NIC de 1981 à 1985** ⁽¹⁾

Répartition par secteur

Secteurs	Prêts individuels et prêts globaux			Crédits sur prêts globaux en cours		Total prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours	
	Nombre	Millions d'Écus	%	Nombre	Millions d'Écus	Millions d'Écus	%
Énergie	328	9 011,4	35,0	330	364,7	8 428,5	34,0
Production	150	5 202,7	20,2	100	79,8	5 282,5	21,3
Énergie nucléaire	58	3 237,3	12,6	—	—	3 237,3	13,0
Centrales thermiques	19	471,6	1,8	—	—	471,6	1,9
Centrales hydro-électriques	25	534,3	2,1	77	45,8	580,1	2,3
Énergies géothermiques et alternatives	2	65,8	0,2	—	—	65,8	0,3
Centrales de production de chaleur	1	11,4	—	12	19,3	30,7	0,1
Hydrocarbures	39	792,9	3,1	11	14,7	807,6	3,3
Extraction de combustibles solides	6	89,4	0,4	—	—	89,4	0,4
Transport et stockage	69	2 038,5	7,9	2	2,9	2 041,4	8,2
Électricité	25	742,4	2,9	—	—	742,4	3,0
Gaz naturel et pétrole	44	1 296,1	5,0	2	2,9	1 299,0	5,2
Distribution	58	822,6	3,2	228	282,0	1 104,6	4,5
Électricité	—	—	—	26	18,7	18,7	0,1
Gaz naturel	32	564,5	2,2	174	167,9	732,4	3,0
Chaleur	26	258,1	1,0	28	95,4	353,5	1,4
Prêts globaux	51	947,6	3,7	—	—	—	—
Infrastructures	458	9 667,2	37,6	1 717	540,0	9 629,0	38,8
Communications	236	5 872,4	22,8	1 506	425,2	6 297,6	25,4
Transports	167	3 051,8	11,8	1 506	425,2	3 477,0	14,0
Chemins de fer	20	489,3	1,9	7	8,2	497,5	2,0
Routes et ouvrages d'art	103	2 032,2	7,9	1 467	393,2	2 425,4	9,8
Transports maritimes	21	113,3	0,4	28	21,2	134,5	0,5
Transports aériens	22	408,3	1,6	4	2,6	410,9	1,7
Échanges intermodaux	1	8,7	—	—	—	8,7	—
Télécommunications	69	2 820,6	11,0	—	—	2 820,6	11,4
Équipements de télécommunications	62	2 603,3	10,1	—	—	2 603,3	10,5
Satellites et stations	7	217,3	0,9	—	—	217,3	0,9
Infrastructures hydrauliques	118	1 815,4	7,1	29	66,2	1 881,6	7,6
Aménagements agricoles	28	199,6	0,8	—	—	199,6	0,8
Eau (captage, distribution, épuration)	90	1 615,8	6,3	29	66,2	1 682,0	6,8
Infrastructures diverses	84	1 401,2	5,4	182	48,6	1 449,8	5,8
Logements	16	226,9	0,9	1	0,1	227,0	0,9
Bâtiments publics	12	240,5	0,9	175	42,1	282,6	1,1
Infrastructures composites	56	933,8	3,6	6	6,4	940,2	3,8
Prêts globaux	20	578,2	2,3	—	—	—	—
Industrie, agriculture, services	450	7 060,4	27,4	15 574	4 723,4	6 758,4	27,2
Industrie	148	1 821,5	7,1	13 543	4 125,8	5 947,3	24,0
Industries extractives	—	—	—	307	74,0	74,0	0,3
Production et 1 ^{ère} transformation des métaux	3	38,7	0,1	153	102,8	141,5	0,6
Matériaux de construction	13	176,1	0,7	881	317,9	494,0	2,0
Industrie du bois	—	—	—	1 223	251,6	251,6	1,0
Verre et céramique	6	66,1	0,3	326	193,1	259,2	1,0
Industrie chimique	26	176,7	0,7	668	335,7	512,4	2,1
Ouvrages en métaux et mécanique	19	211,4	0,8	3 106	788,1	999,5	4,0
Automobiles, matériel de transport	25	621,1	2,4	457	175,5	796,6	3,2
Construction électrique et électronique	15	216,4	0,8	658	218,6	435,0	1,8
Produits alimentaires	19	137,1	0,5	1 812	672,2	809,3	3,3
Textiles et cuirs	7	45,9	0,2	830	286,2	332,1	1,3
Pâte à papier, papier, imprimerie	5	60,2	0,2	1 111	285,3	345,5	1,4
Transformation du caoutchouc et matières plastiques	3	27,2	0,1	824	256,1	283,3	1,1
Industries manufacturières diverses	2	5,5	—	374	73,8	79,3	0,3
Génie civil et bâtiments	5	39,1	0,2	813	94,9	134,0	0,6
Agriculture, forêts, pêche	5	103,3	0,4	234	100,9	204,2	0,8
Services	18	110,2	0,4	1 797	496,7	606,9	2,4
Tourisme	6	15,9	0,1	897	290,6	306,5	1,2
Autres services	12	94,3	0,3	900	206,1	300,4	1,2
Prêts globaux	279	5 025,4	19,5	—	—	—	—
Total	1 236	25 739,0 ⁽²⁾	100,0	17 621	5 628,1	24 815,9 ⁽²⁾	100,0

⁽¹⁾ Cf. note 1 du tableau 1.⁽²⁾ Cf. note 1 du tableau 18.1.

Tableau 20: **Prêts globaux accordés et crédits affectés dans la Communauté de 1981 à 1985**

Répartition selon les objectifs de politique économique et la localisation

	Prêts globaux signés en 1985		Prêts globaux (1) signés de 1981 à 1985		Crédits affectés de 1981 à 1985	
	Nombre	Millions d'Écus	Nombre	Millions d'Écus	Nombre	Millions d'Écus
DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL «INDUSTRIE»						
Ressources propres						
Italie	23	400,9	80	1 759,0	3 973	1 543,7
Grèce	1	44,2	18	303,2	306	224,0
Irlande	—	—	12	87,5	1 025	117,3
France	14	176,5	42	464,7 (2)	2 515	429,6
Royaume-Uni	2	84,9	11	197,5	214	101,1
Danemark	1	5,0	6	31,7	118	31,2
Belgique	—	—	2	17,8	12	17,8
DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL «INFRASTRUCTURES»						
Ressources propres						
France	3	147,0	15	448,5	1 532	431,0
Grèce	1	60,0	2	91,5	3	27,8
Italie	—	—	2	6,8	3	6,8
Ressources NIC						
Grèce	—	—	1	31,5	3	28,5
Total Développement régional	45	918,5	191	3 439,7	9 704	2 958,8
OBJECTIFS ÉNERGÉTIQUES						
Ressources propres						
Italie	12	209,9	36	654,1	508	545,7
France	2	41,1	8	182,7	243	163,3
Grèce	—	—	1	9,8	9	6,8
Danemark	—	—	1	18,4	6	10,2
Irlande	—	—	—	—	7	1,3
Ressources NIC						
Italie	—	—	4	46,1	45	22,5
France	—	—	1	36,4	167	36,4
Total Objectifs énergétiques	14	251,0	51	947,5	985	786,2
INVESTISSEMENTS DE MODERNISATION DES ENTREPRISES						
Ressources NIC						
Italie	11	300,9	34	1 148,4	1 928	971,4
France	18	269,9	54	755,6	4 443	726,8
Royaume-Uni	1	16,4	8	95,0	238	39,7
Danemark	2	37,5	6	84,4	294	84,2
Grèce	1	4,4	2	20,7	17	16,0
Total Investissements de modernisation des entreprises	33	629,1	104	2 104,1	6 920	1 838,1
TECHNOLOGIES AVANCÉES						
Ressources propres						
France	2	44,1	2	44,1	8	29,2
Italie	2	15,8	2	15,8	4	15,8
Total Technologies avancées	4	59,9	4	59,9	12	45,0
Sous-total — ressources propres	63	1 229,4	239	4 333,1	10 486	3 702,6
Sous-total — ressources NIC	33	629,1	110	2 218,1	7 135	1 925,5
Total général	96	1 858,5	349	6 551,2	17 261	5 628,1

(1) Montant total des lignes de crédits ouvertes par la signature des contrats de financement.

(2) Dont 18,1 millions d'Écus également au titre de la rubrique «modernisation d'entreprises».

Tableau 21: **Crédits sur prêts globaux dans la Communauté en 1985 et de 1981 à 1985**

Répartition par régions et selon l'objectif économique

	1985		1981—1985			1985		1981—1985	
	Nombre	Millions d'Écus	Nombre	Millions d'Écus		Nombre	Millions d'Écus	Nombre	Millions d'Écus
DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL INDUSTRIE									
Belgique	—	—	12	17,8	Limousin	67	8,2	134	17,2
Antwerpen	—	—	1	1,7	Lorraine	42	7,9	117	20,9
Hainaut	—	—	4	8,0	Midi-Pyrénées	119	16,6	229	35,3
Liège	—	—	3	3,3	Nord-Pas de Calais	95	22,6	186	42,4
Limburg	—	—	1	0,9	Pays de la Loire	104	16,2	249	42,4
Namur	—	—	1	1,2	Picardie	11	1,6	39	9,0
Oost-Vlaanderen	—	—	2	2,7	Poitou-Charentes	74	11,0	200	33,6
Danemark	14	3,9	118	31,2	Provence-Côte d'Azur	8	0,9	17	2,7
Ost for Storebælt (Copenhague exclue)	—	—	15	3,1	Rhône-Alpes	47	4,8	87	8,7
Vest for Storebælt	14	3,9	103	28,1	Irlande	84	7,5	1 025	117,4
Grèce	36	35,5	306	224,0	Italie	1 504	445,3	3 973	1 543,7
Crète	6	4,6	22	18,2	Abruzzi	95	35,4	284	135,4
Epire	—	—	8	6,7	Basilicata	60	6,1	99	17,8
Grèce Centrale (est)	4	1,6	69	35,0	Calabria	82	13,4	240	63,6
Îles Egée (est)	1	1,3	10	11,0	Campania	262	102,9	680	323,7
Macédoine centrale et occidentale	7	4,9	60	43,5	Friuli-Venezia Giulia	3	4,7	63	30,7
Macédoine orientale	4	2,6	24	13,4	Lazio	69	50,3	311	211,0
Péloponnèse-Grèce centrale (ouest)	5	2,4	49	24,5	Marche	145	35,4	335	110,5
Thessalie	1	0,5	33	27,1	Molise	7	2,5	56	26,3
Thrace	5	2,4	16	7,5	Puglia	182	42,7	428	138,3
Projets multirégionaux	3	15,1	15	37,1	Sardegna	219	25,6	418	89,8
France	1 049	168,0	2 515	429,7	Sicilia	141	30,6	402	106,9
Alsace	7	1,3	9	1,6	Toscana	72	18,0	215	73,4
Aquitaine	100	15,7	271	41,4	Trentino-Alto Adige	88	49,6	178	103,7
Auvergne	70	10,6	206	32,3	Umbria	63	22,1	216	90,5
Basse-Normandie	37	6,7	103	17,9	Veneto	16	6,0	48	22,1
Bretagne	131	23,5	380	75,5	Royaume-Uni	83	47,7	214	101,1
Centre	6	0,6	19	3,1	Scotland	12	4,7	23	7,4
Champagne-Ardenne	14	1,6	19	1,9	Northern	9	13,1	21	20,7
Corse	18	2,8	46	8,5	North-West	16	2,8	44	6,9
Franche-Comté	—	—	1	0,1	South-West	8	4,7	23	15,7
Haute-Normandie	12	2,1	28	6,1	Yorkshire & Humber- side	13	5,4	39	17,4
Languedoc-Roussillon	87	13,3	175	29,1	East Midlands	3	0,4	13	6,7
Sous-total Développement régional industrie sur ressources propres	2 770	707,9	8 163	2 464,8	West Midlands	9	1,9	9	1,9
DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL INFRASTRUCTURE					Wales	6	5,1	17	6,7
France	487	121,3	1 532	431,0	Northern Ireland	7	9,6	25	17,8
Aquitaine	59	17,1	174	53,9	Limousin	39	5,2	65	11,6
Auvergne	59	12,9	172	40,0	Lorraine	18	8,2	24	10,9
Basse-Normandie	9	4,8	22	11,4	Midi-Pyrénées	80	13,1	421	77,1
Bretagne	59	18,3	177	55,6	Nord-Pas-de-Calais	—	—	118	48,2
Centre	—	—	3	4,4	Pays de la Loire	23	7,3	75	36,3
Champagne-Ardenne	2	1,6	9	3,1	Picardie	14	2,3	21	3,8
Corse	22	3,1	40	6,7	Poitou-Charentes	—	—	3	2,4
Franche-Comté	—	—	2	0,7	Rhône-Alpes	45	9,2	64	14,0
Haute-Normandie	6	1,5	34	13,4	Grèce (1)	1	16,1	3	27,8
Languedoc-Roussillon	52	16,7	108	37,5	Italie	—	—	3	6,8
Sous-total Développement régional infrastructure sur ressources propres	488	137,4	1 538	465,5	Basilicata	—	—	2	2,7
Sous-total Développement régional infrastructure sur ressources du NIC	—	—	3	28,5	Sicilia	—	—	1	4,1
Total Développement régional	3 258	845,3	9 704	2 958,8					

(1) Regroupe plusieurs sous-projets

Tableau 21 (suite)

	1985		1981—1985			1985		1981—1985	
	Nombre	Millions d'Écus	Nombre	Millions d'Écus		Nombre	Millions d'Écus	Nombre	Millions d'Écus
OBJECTIFS ÉNERGÉTIQUES									
<i>Sur ressources propres</i>									
Danemark	—	—	6	10,2	<i>Sur ressources NIC</i>				
Grèce	—	—	9	6,8					
France	67	47,5	243	163,3					
Irlande	—	—	7	1,3					
Italie	200	210,3	508	545,7					
Total objectifs énergétiques						279	263,0	985	768,2
dont Industrie						115	126,4	479	375,6
dont Infrastructure						164	136,6	506	410,6
INVESTISSEMENTS DE MODERNISATION DES ENTREPRISES									
<i>Sur ressources NIC</i>									
Danemark	110	37,4	294	84,2	France	1 889	303,1	4 443	726,8
Grèce	17	16,0	17	16,0	Italie	819	352,0	1 928	971,4
					Royaume-Uni	81	15,2	238	39,7
Total investissements de modernisation des entreprises						2 916	723,8	6 920	1 838,1
TECHNOLOGIES AVANCÉES									
<i>Sur ressources propres</i>									
					France	8	29,2	8	29,2
					Italie	4	15,8	4	15,8
Total Technologies avancées						12	45,0	12	45,0
Total général						6 465	1 877,1	17 261	5 628,1
dont sur ressources propres						3 537	1 148,1	10 486	3 702,6
dont sur ressources NIC						2 928	729,0	7 135	1 925,5

Tableau 22: Financements dans les pays du bassin méditerranéen de 1981 à 1985

Répartition selon la localisation du projet d'investissement et l'origine des ressources

	Prêts sur ressources propres		Opérations sur ressources budgétaires		Total	
	Millions d'Écus	%	Millions d'Écus	%	Millions d'Écus	%
Méditerranée Nord	270,0	32,3	39,0	61,7	309,0	34,3
Yougoslavie	260,0	31,1	—	—	260,0	28,9
Turquie	10,0	1,2	39,0	61,7	49,0	5,4
Maghreb	243,0	29,0	6,5	10,3	249,5	27,7
Algérie	75,0	9,0	—	—	75,0	8,3
Maroc	128,5	15,3	—	—	128,5	14,3
Tunisie	39,5	4,7	6,5	10,3	46,0	5,1
Machrek	227,8	27,2	10,0	15,8	237,8	26,4
Égypte	115,5	13,8	3,0	4,7	118,5	13,2
Jordanie	29,0	3,5	7,0	11,1	36,0	4,0
Liban	17,0	2,0	—	—	17,0	1,9
Syrie	66,3	7,9	—	—	66,3	7,3
Autres	96,5	11,5	7,7	12,2	104,2	11,6
Chypre	46,5	5,5	7,7	12,2	54,2	6,0
Israël	50,0	6,0	—	—	50,0	5,6
Total	837,3	100,0	63,2	100,0	900,5	100,0
Espagne	550,0	—	—	—	550,0	—
Portugal	424,0	—	—	—	424,0	—
Total général	1 811,3		63,2		1 874,5	

Tableau 23: **Financements dans les pays du bassin méditerranéen de 1981 à 1985** ⁽¹⁾ ⁽²⁾

Répartition par secteur

Secteurs	Financements			Crédits sur prêts globaux en cours		Total prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours	
	Nombre	Millions d'Écus	%	Nombre	Millions d'Écus	Millions d'Écus	%
Énergie	22	483,6	25,8	6	8,4	492,0	26,6
Production	16	331,1	17,7	5	8,2	339,3	18,4
Centrales thermiques	9	162,0	8,7	—	—	162,0	8,8
Centrales hydro-électriques	4	119,0	6,3	1	1,7	120,7	6,5
Hydrocarbures	3	50,1	2,7	1	0,7	50,8	2,7
Combustibles solides	—	—	—	3	5,8	5,8	0,3
Transport et distribution	6	152,5	8,1	1	0,2	152,7	8,2
Lignes d'électricité	5	137,5	7,3	1	0,2	137,7	7,4
Gazoducs et oléoducs	1	15,0	0,8	—	—	15,0	0,8
Infrastructures	37	839,5	44,8	63	74,4	830,9	44,9
Communications	20	650,3	34,7	17	13,0	663,3	35,9
Transports	20	650,3	34,7	17	13,0	663,3	35,9
Chemins de fer	5	188,3	10,0	—	—	188,3	10,2
Routes et ouvrages d'art	10	356,0	19,0	17	13,0	369,0	20,0
Transports maritimes	4	71,0	3,8	—	—	71,0	3,8
Transports aériens	1	35,0	1,9	—	—	35,0	1,9
Infrastructures hydrauliques	8	89,2	4,8	16	19,4	108,6	4,8
Aménagements agricoles	1	20,0	1,1	—	—	20,0	1,1
Eau (captage, distribution, épuration)	7	69,2	3,7	16	19,4	108,6	5,9
Infrastructures diverses	1	17,0	0,9	30	42,0	59,0	3,1
Prêts globaux	8	83,0	4,4	—	—	—	—
Industrie, agriculture, services	49	551,4	29,4	1 090	456,4	525,8	28,5
Industrie	6	32,9	1,8	830	394,1	427,0	23,1
Industries extractives	—	—	—	38	18,2	18,2	1,0
Production et 1 ^{ère} transformation des métaux	—	—	—	12	6,4	6,4	0,3
Matériaux de construction	2	22,5	1,2	82	52,4	74,9	4,0
Industrie du bois	—	—	—	82	30,8	30,8	1,6
Verre et céramique	1	1,9	0,1	33	25,5	27,4	1,4
Industrie chimique	2	5,5	0,3	66	43,9	49,4	2,6
Ouvrages en métaux-mécanique	—	—	—	115	51,4	51,4	2,8
Automobiles, matériel de transport	—	—	—	37	9,7	9,7	0,5
Construction électrique et électronique	—	—	—	29	16,0	16,0	0,8
Produits alimentaires	—	—	—	160	71,8	71,8	3,9
Textiles et cuirs	—	—	—	63	23,4	23,4	1,2
Pâte à papier, papier	—	—	—	45	20,4	20,4	1,1
Transformation du caoutchouc et matières plastiques	—	—	—	47	21,1	21,1	1,1
Autres industries	—	—	—	8	2,4	2,4	0,1
Bâtiments et génie civil	—	—	—	10	4,6	4,6	0,2
Lotissements et bâtiments industriels	1	3,0	0,2	3	6,1	9,1	0,5
Agriculture, forêts, pêche	6	36,5	1,9	177	20,4	56,9	3,1
Services	—	—	—	83	41,9	41,9	2,3
Tourisme	—	—	—	61	36,4	36,4	2,0
Autres services	—	—	—	22	5,5	5,5	0,3
Prêts globaux	37	482,0	25,7	—	—	—	—
Total	108	1 874,5⁽³⁾	100,0	1 159	539,2	1 848,7⁽³⁾	100,0

(1) Cf. note 1 du tableau 1.

(2) Prêts sur ressources propres de la Banque (1 811,3 millions) et opérations à conditions spéciales sur ressources budgétaires des États membres ou de la Communauté comptabilisées hors bilan dans la section spéciale de la Banque (63,2 millions).

(3) Cf. note 1 du tableau 18.1.

Tableau 24: **Financements dans les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et les pays et territoires d'outre-mer (PTOM) de 1976 à 1985 (conventions de Lomé)**

Répartition selon la localisation du projet d'investissement et l'origine des ressources

(en millions d'Écus)

	Prêts sur ressources propres			Opérations de capitaux à risques sur ressources budgétaires			Total des financements (1)		
	Lomé I	Lomé II	Total	Lomé I	Lomé II	Total	Lomé I	Lomé II	Total
AFRIQUE	338,5	479,0	817,5	94,26	222,13	316,39	432,76	701,13	1 133,89
<i>Occidentale</i>	192,5	161,1	353,6	41,14	69,57	110,71	233,64	230,67	464,31
Bénin	—	13,5	13,5	0,35	4,5	4,85	0,35	18,0	18,35
Burkina	8,0	—	8,0	7,93	7,0	14,93	15,93	7,0	22,93
Cap-Vert	—	—	—	3,58	1,8	5,38	3,58	1,8	5,38
Côte-d'Ivoire	47,4	56,2	103,6	2,93	2,43	5,36	50,33	58,63	108,96
Gambie	—	—	—	2,39	—	2,39	2,39	—	2,39
Ghana	16,0	—	16,0	2,25	16,03	18,28	18,25	16,03	34,28
Guinée	4,4	7,5	11,9	0,3	2,71	3,01	4,7	10,21	14,91
Guinée Bissau	8,0	—	—	—	3,8	3,8	—	3,8	3,8
Libéria	7,4	3,5	10,9	0,29	2,2	2,49	7,69	5,7	13,39
Mali	—	—	—	6,36	3,4	9,76	6,36	3,4	9,76
Mauritanie	25,0	—	25,0	—	7,0	7,0	25,0	7,0	32,0
Niger	6,0	10,0	16,0	0,9	—	0,9	6,9	10,0	16,9
Nigéria	50,0	40,0	90,0	—	—	—	50,0	40,0	90,0
Sénégal	12,0	21,0	33,0	8,47	4,65	13,12	20,47	25,65	46,12
Togo	16,3	4,4	20,7	5,25	2,43	7,68	21,55	6,83	28,38
Régional	—	5,0	5,0	0,14	11,62	11,76	0,14	16,62	16,76
<i>Centrale et Équatoriale</i>	32,6	158,4	191,0	24,96	44,22	69,18	57,56	202,62	260,18
Burundi	—	—	—	0,5	8,24	8,74	0,5	8,24	8,74
Cameroun	32,6	95,7	128,3	5,0	—	5,0	37,6	95,7	133,3
Centralafrique	—	—	—	—	5,1	5,1	—	5,1	5,1
Congo	—	28,1	28,1	3,32	0,48	3,8	3,32	28,58	31,9
Gabon	—	32,0	32,0	—	2,5	2,5	—	34,5	34,5
Guinée Équatoriale	—	—	—	—	2,0	2,0	—	2,0	2,0
Rwanda	—	—	—	3,0	2,7	5,7	3,0	2,7	5,7
São Tomé e Príncipe	—	—	—	—	0,04	0,04	—	0,04	0,04
Tchad	—	—	—	7,5	2,0	9,5	7,5	2,0	9,5
Zaire	—	—	—	5,64	20,66	26,3	5,64	20,66	26,3
Régional	—	2,6	2,6	—	0,5	0,5	—	3,1	3,1
<i>Orientale et Australe</i>	113,4	159,5	272,9	28,16	108,34	136,5	141,56	267,84	409,4
Botswana	6,5	29,0	35,5	1,75	—	1,75	8,25	29,0	37,25
Comores	—	—	—	0,02	0,16	0,18	0,02	0,16	0,18
Djibouti	—	—	—	1,0	2,26	3,26	1,0	2,26	3,26
Éthiopie	—	—	—	—	12,5	12,5	—	12,5	12,5
Kenya	52,4	45,5	97,9	1,25	1,55	2,8	53,65	47,05	100,7
Lesotho	—	—	—	0,1	6,0	6,1	0,1	6,0	6,1
Madagascar	—	—	—	2,45	21,17	23,62	2,45	21,17	23,62
Malawi	14,5	7,5	22,0	1,55	11,5	13,05	16,05	19,0	35,05
Maurice	12,5	4,0	16,5	0,03	0,5	0,53	12,53	4,5	17,03
Ouganda	—	—	—	0,35	10,0	10,35	0,35	10,0	10,35
Seychelles	—	—	—	0,58	4,0	4,58	0,58	4,0	4,58
Somalie	—	—	—	0,25	9,56	9,81	0,25	9,56	9,81
Soudan	—	—	—	6,5	10,2	16,7	6,5	10,2	16,7
Swaziland	12,0	7,0	19,0	1,15	0,04	1,19	13,15	7,04	20,19
Tanzanie	5,0	—	5,0	7,75	11,0	18,75	12,75	11,0	23,75
Zambie	10,5	31,5	42,0	3,43	2,0	5,43	13,93	33,5	47,43
Zimbabwe	—	35,0	35,0	—	5,4	5,4	—	40,4	40,4
Régional	—	—	—	—	0,5	0,5	—	0,5	0,5
CARAÏBES	20,5	47,6	68,1	3,38	21,25	24,63	23,88	68,85	92,73
Barbade	7,5	9,6	17,1	—	—	—	7,5	9,6	17,1
Belize	—	2,0	2,0	—	0,6	0,6	—	2,6	2,6
Dominique	—	—	—	—	1,0	1,0	—	1,0	1,0
Grenade	—	—	—	—	2,4	2,4	—	2,4	2,4
Guyana	—	—	—	3,2	4,0	7,2	3,2	4,0	7,2
Jamaïque	—	4,0	4,0	—	5,0	5,0	—	9,0	9,0
Ste Lucie	—	—	—	0,18	1,0	1,18	0,18	1,0	1,18
St Vincent et les Grenadines	—	—	—	—	3,0	3,0	—	3,0	3,0
Surinam	—	—	—	—	4,25	4,25	—	4,25	4,25
Trinité et Tobago	10,0	32,0	42,0	—	—	—	10,0	32,0	42,0
Régional	3,0	—	3,0	—	—	—	3,0	—	3,0
PACIFIQUE	31,0	75,9	106,9	2,07	30,68	32,75	33,07	106,58	139,65
Fidji	24,0	28,0	52,0	0,17	7,8	7,97	24,17	35,8	59,97
Kiribati	—	—	—	—	0,2	0,2	—	0,2	0,2
Papouasie-N. Guinée	7,0	47,9	54,9	1,9	13,8	15,7	8,9	61,7	70,6
Salomon	—	—	—	—	0,1	0,1	—	0,1	0,1
Samoa occidentales	—	—	—	—	3,33	3,33	—	3,33	3,33
Tonga	—	—	—	—	2,32	2,32	—	2,32	2,32
Tuvalu	—	—	—	—	0,13	0,13	—	0,13	0,13
Vanuatu	—	—	—	—	3,0	3,0	—	3,0	3,0
États ACP Total	390,0	602,5	992,5	99,71	274,06	373,77	489,71	876,56	1 366,27
PTOM	7,0	15,0	22,0	2,05	6,74	8,79	9,05	21,74	30,79
Total général	397,0	617,5	1 014,5	101,76	280,80	382,56	498,76	898,3	1 397,06

(1) Non compris 146,1 millions sur ressources propres et 142 millions sur ressources du FED consentis de 1964 à 1976 dans le cadre des deux conventions de Yaoundé.

Tableau 25: **Financements dans les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), les pays et les territoires d'outre-mer (PTOM) de 1976 à 1985 (conventions de Lomé) (1) (2)**

Répartition par secteur

Secteurs	Financements			Crédits sur prêts globaux en cours		Total prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours	
	Nombre	Millions d'Écus	%	Nombre	Millions d'Écus	Millions d'Écus	%
Énergie	50	401,1	28,7	6	2,8	403,9	31,0
Production	43	332,1	23,8	5	2,2	334,3	25,6
Énergie nucléaire	1	15,0	1,1	—	—	15,0	1,1
Centrales thermiques	16	98,1	7,0	3	1,8	99,9	7,7
Centrales hydro-électriques	20	169,9	12,2	2	0,3	170,2	13,0
Centrales géothermiques	1	9,0	0,6	—	—	9,0	0,7
Hydrocarbures (3)	5	40,1	2,9	—	—	40,1	3,1
Transport et stockage	7	69,0	4,9	—	—	69,0	5,3
Électricité	7	69,0	4,9	—	—	69,0	5,3
Distribution	—	—	—	1	0,6	0,6	0,1
Électricité	—	—	—	1	0,6	0,6	0,1
Infrastructures	18	121,9	8,7	1	1,0	122,9	9,4
Communications	15	90,3	6,4	1	1,0	91,3	7,0
Transports	10	27,2	1,9	—	—	27,2	2,1
Chemins de fer	1	10,0	0,7	—	—	10,0	0,8
Transports maritimes	9	17,2	1,2	—	—	17,2	1,3
Télécommunications	5	63,1	4,5	1	1,0	64,1	4,9
Équipement de télécommunication	5	63,1	4,5	1	1,0	64,1	4,9
Infrastructures hydrauliques	3	31,6	2,3	—	—	31,6	2,4
Eau (captage, distribution, épuration)	3	31,6	2,3	—	—	31,6	2,4
Industrie, agriculture, services	244	874,0	62,6	412	176,9	778,1	59,6
Industrie	97	538,2	38,6	332	155,4	693,6	53,1
Industrie extractives	11	134,7	9,6	12	7,6	142,3	10,9
Production et 1 ^{ère} transformation des métaux	6	31,5	2,3	9	4,0	35,5	2,7
Matériaux de construction	14	59,3	4,2	16	7,5	66,8	5,1
Industrie du bois	4	21,2	1,5	23	10,8	32,0	2,4
Verre et céramique	2	4,0	0,3	7	4,8	8,8	0,7
Industrie chimique	11	46,9	3,4	15	9,4	56,3	4,3
Ouvrages en métaux-mécanique	1	0,5	—	28	10,1	10,6	0,8
Automobiles, matériel de transport	2	7,3	0,5	12	4,6	11,9	0,9
Construction électrique et électronique	—	—	—	5	3,3	3,3	0,3
Produits alimentaires	33	165,3	11,9	93	43,8	209,1	16,0
Textiles et cuirs	10	42,9	3,1	47	18,5	61,4	4,7
Pâte à papier, papier, imprimerie	—	—	—	33	17,7	17,7	1,4
Transformation du caoutchouc et matières plastiques	3	24,6	1,8	26	11,6	36,2	2,8
Industries manufacturières diverses	—	—	—	5	1,3	1,3	0,1
Génie civil et bâtiments	—	—	—	1	0,4	0,4	—
Agriculture, forêts, pêche	—	—	—	3	0,9	0,9	0,1
Services	57	38,9	2,8	70	14,8	53,7	4,1
Tourisme	7	19,3	1,4	50	11,7	31,0	2,4
Autres services	50	19,6	1,4	20	3,1	22,7	1,7
Prêts globaux	66	272,8	19,5	—	—	—	—
Banques de développement	24	24,1	1,7	7	5,8	29,9	2,3
Total	312	1 397,0 (4)	100,0	419	180,7	1 304,9 (4)	100,0

(1) Cf. note 1 du tableau 1.

(2) Prêts sur les ressources propres de la Banque (1 014,5 millions) et opérations sur capitaux à risques sur les ressources budgétaires des États membres par l'intermédiaire du Fonds européen de développement, comptabilisées hors bilan dans la section spéciale de la Banque (382,5 millions).

(3) Y compris raffinage de pétrole.

(4) Cf. note 1 du tableau 18.1.

Pour toute demande d'information complémentaire, s'adresser à la

BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT
100, bd Konrad Adenauer — L-2950 Luxembourg
Tél. 4379-1 — Télex 3530 bnkeu lu
Télécopieur 43 77 04

ou à ses bureaux extérieurs

Département Italie
Via Sardegna, 38 — I-00187 Rome
Tél. 4711-1 — Télex 611130 bankeu i
Télécopieur 474 58 77

Bureau de Liaison pour le Royaume-Uni
68, Pall Mall — London SW1Y 5ES
Tél. 839 3351 — Télex 919159 bankeu g
Télécopieur 930 99 29

Bureau de Représentation à Athènes
Ypsilantou 13-15, GR-10675 Athènes
Tél. 7249 811 — Télex 22 2126 bkeu gr
Télécopieur 7249 814

Bureau de Représentation à Bruxelles
Rue de la Loi 227 — B-1040 Bruxelles
Tél. 230 98 90 — Télex 21721 bankeu b
Télécopieur 230 58 27

qui tiennent également à disposition les publications suivantes:

Statuts et autres dispositions régissant la BEI
1986, 36 p.; (DA, DE, EN, FR, GR, IT, NL)

Rapports annuels

depuis 1958
(DE, EN, FR, IT, NL, depuis 1972 en danois, depuis 1980 en grec et depuis
1985 en espagnol et en portugais)

BEI-Informations

BEI-Informations (périodique)
(DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT)

Banque européenne d'investissement 1958—1983

1983, 116 p.; (DA, DE, EN, FR, GR, IT, NL)

Modalités des financements dans la Communauté européenne

1986, 16 p.; (DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT)

Possibilités de financement au titre de la troisième Convention de Lomé

1986, 20 p.; (DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT)

100 Questions et réponses

1986, 50 pages; (DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT)

Banque européenne d'investissement: données de base (dépliant)

1986; (DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT)

La Banque européenne d'investissement présente ses remerciements aux promoteurs d'investissement qui ont bien voulu autoriser les prises de vues illustrant ce rapport.

Den europæiske Investeringsbank

Europäische Investitionsbank

Ευρωπαϊκή Τράπεζα Επενδύσεων

European Investment Bank

Banco Europeo de Inversiones

Banque européenne d'investissement

Banca europea per gli investimenti

Europese Investeringsbank

Banco Europeu de Investimento